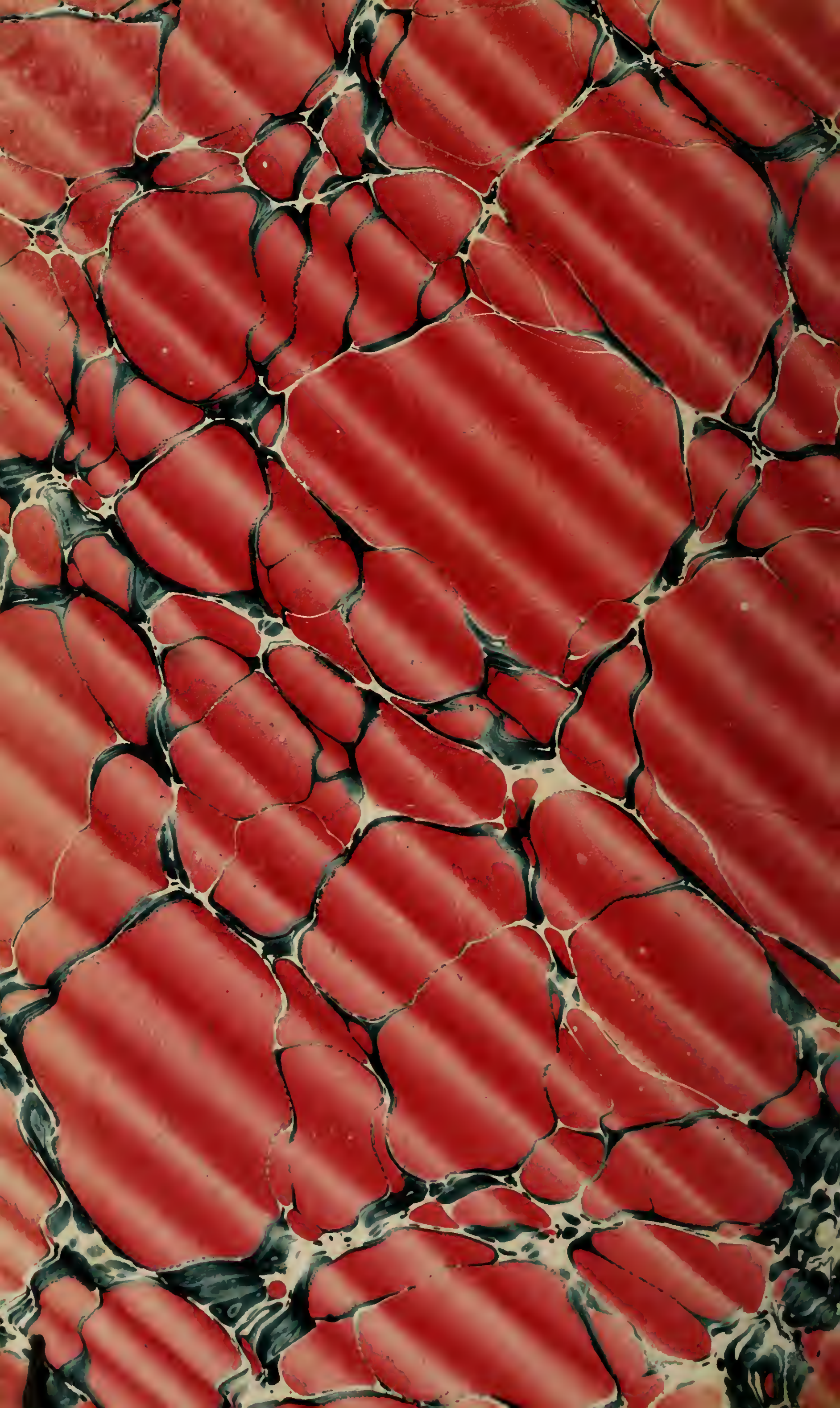
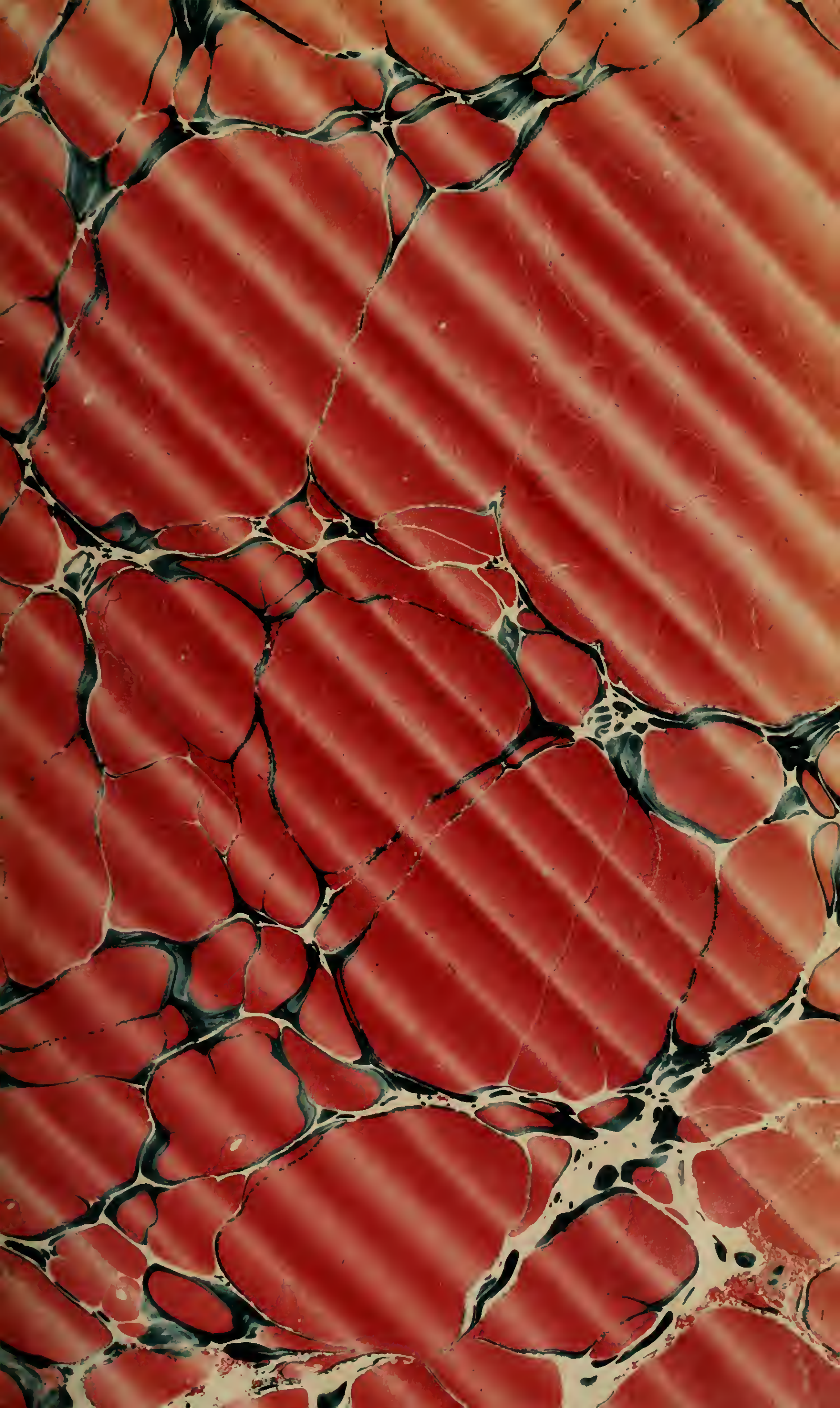


UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01765030 0





HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION DE 1860 EN SICILE.

TOME I.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION DE 1860 EN SICILE.

DE SES CAUSES ET DE SES EFFETS

DANS LA RÉVOLUTION GÉNÉRALE DE L'ITALIE

PAR

l'Abbé Paul Bottalla.

ÉDITION ORIGINALE FRANÇAISE

Par M. J. GAVARD.

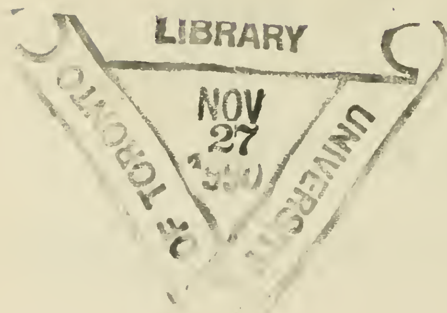
.... Ouvre la bouche
Et ne cache pas ce que je ne cache pas moi-même.
(Dante, *Paradis*, Ch. XXVII.)

TOME PREMIER.



BRUXELLES
H. GOEMAERE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,
RUE DE LA MONTAGNE, 52.

1861



« Je suis pour l'autorité contre la révolte, pour la conservation contre la destruc-
« tion, pour la société contre le socialisme, pour la liberté possible du bien contre
« la liberté certaine du mal ; et dans la grande lutte entre les deux forces qui se
« partagent le monde, je crois, en agissant ainsi, être encore, aujourd'hui comme
« toujours, pour le catholicisme contre la révolution. »

(Cte De Montalembert, *Lettre à M. Veuillot.*)

INTRODUCTION.

AUX LECTEURS.

Nous ne méconnaissons pas la difficulté de l'œuvre que nous avons entreprise, en voulant publier l'histoire d'événements qui n'ont pas encore eu leur dernier développement, et la publier dans un temps où les passions sont encore frémissantes et avant l'entière production de tous les documents propres à nous initier plus avant aux desseins les plus cachés et aux menées les plus secrètes de la révolution. Nous savons, sans nous faire la moindre illusion à cet égard, que notre livre heurtera des opinions et des préjugés, devenus l'objet de vifs applaudissements et des sympathies d'un grand nombre; nous nous attendons à recevoir le blâme et l'injure d'un parti dont la puissance prévaut encore au sein de la Péninsule. Notre intention toutefois n'a pas été d'offrir à nos lecteurs un travail complet d'histoire contemporaine, mais de faire entendre hautement et librement le langage de la vérité et de la justice, en faisant de bonne foi et avec tous les documents qu'il nous a été

possible de réunir, le récit des faits qui, altérés et défigurés par la dissimulation ou par le mensonge, ont pris un aspect et revêtu de formes tout à fait différentes de leur physionomie véritable. Nous n'avons pas mis la main à la plume pour défendre un parti, pour faire l'apologie d'un système, pour réhabiliter dans l'opinion tel ou tel personnage ; nous n'avons pas agi non plus par motif de haine ou de vengeance, ni par besoin de dénigrer des hommes en réputation de valeur, de patriotisme ou de sagesse politique ; notre voie est celle de la justice, notre drapeau celui de la vérité: les injures et les reproches de quiconque se fait le bouclier du mensonge et l'appui de l'illégalité, ne sauraient nous émouvoir, ni étouffer le cri de notre conscience, ni nous faire dévier du chemin qu'elle nous a tracé ; insultes et outrages tomberont avec le mensonge et l'injustice ; mais le droit et la vérité subsisteront et, glorieusement revendiqués par l'histoire, ils seront transmis comme un précieux dépôt aux générations futures.

Assurément, les études historiques, remises depuis un certain nombre d'années dans les voies de la droiture et de l'impartialité, ont reconquis l'estime publique en faveur d'hommes et d'institutions qui, depuis des siècles, avaient été en butte au dénigrement et à la calomnie. Les études historiques, bien qu'en général peu estimées ou méprisées par les ignorants et redoutées des méchants, avaient inauguré en histoire une époque nouvelle, caractérisée par le vrai savoir et fécondée par les plus belles traditions. Mais

la révolution, continuant de marcher dans ses voies, se mit à faire tous ses efforts pour arrêter ce progrès équitable et conforme à la raison ; ne pouvant supprimer les documents ni rejeter dans l'ombre d'éclatantes révélations destinées à la réhabilitation de personnes et d'institutions trop longtemps calomniées, elle s'efforça de pervertir les principes et les idées pour altérer les jugements sur les hommes et sur les choses. C'est pourquoi elle se mit à forger un vocabulaire spécial prêtant de nouvelles significations à des mots qui jusqu'alors avaient exprimé les principes les plus justes et les plus vénérés, ou plutôt, revêtant de noblesse et d'éclat des maximes jadis *l'objet de l'horreur universelle.* L'ambition dominatrice fut appelée rectification de frontières; l'œuvre de la conquête la plus éhontée reçut le nom d'annexion par voie de suffrage populaire; l'agrandissement territorial devint une nécessité géographique ; les traités, qui sont les anneaux de la grande famille des nations, furent présentés comme les chaînes et les entraves de la tyrannie, l'équilibre des Etats comme une invention du despotisme, le code des lois internationales, comme un art d'opprimer les peuples, qui devra céder aux grands principes de l'équité naturelle. De la nationalité on fit le droit que possède un parti de détruire lois, gouvernements et dynasties, d'humilier, d'avilir de riches et splendides royaumes jusqu'alors indépendants, et cela par la fraude, par la trahison, par la corruption et par le poignard: l'emploi de tels moyens destinés à l'asservissement de la patrie à un futur tyran, c'est

du patriotisme. Et quant à la liberté, l'éternel objet de l'amour des peuples qui en tout temps virent dans ses traits je ne sais quoi de céleste, elle s'est transformée aujourd'hui en génie du mal affranchi de toute entrave, abandonné à ses malfaisantes inspirations, autorisé à tout bouleverser, à tout abattre, pour soumettre les nations à un parti de despotes qui leur imposeraient violemment leurs pensées : les ennemis de cette nouvelle Mégère, baptisée du saint nom de liberté, on les désigne à la haine, à l'outrage, à la persécution, on les condamne à l'exil, il faut les emprisonner, les fusiller, les poignarder.

Dans un tel système d'idées, quel rang pouvait occuper la religion, sinon le rang d'une superstition populaire ; quels titres les catholiques pouvaient-ils obtenir autres que ceux d'obscurantistes, de rétrogrades, de cléricaux, d'ultramontains, d'amis de la servitude autrichienne, d'ennemis de la liberté et de l'indépendance? Conséquemment, les biens de l'Eglise ne pouvaient être que des fonds de l'Etat, destinés à payer les dettes et les largesses de la révolution ; les religieux traités comme gens de main-morte, seraient déclarés incapables de toute action sociale, exposés à l'exil, à l'emprisonnement, condamnés à vivre d'herbes seulement (1) ou à mourir de faim, au gré d'un gouverneur ou d'un ministre. Que fallait-il entendre par clergé? Un tas d'insectes vénimeux, corrupteurs des grands principes hu-

(1) Les religieuses de Pérouse, de l'aveu même des journaux révolutionnaires, furent réduites à cet état de détresse extrême.

manitaires, ennemis de toute liberté, ministres du despotisme, gens détestables qu'il faut à tout prix, ou asservir ou exterminer. Et par évêques? Les bâillons du pouvoir civil, les soutiens du vieux parti rétrograde, les promoteurs de l'avilissement des peuples, des dignitaires néfastes qu'il est urgent de dompter, en les dépouillant de toute influence de fortune ou d'autorité, et en les réduisant à la condition d'employés de l'Etat. Et par Souverain Pòntife? Le comble de tous les maux; car nous ne pourrions résumer autrement l'infinie multitude des mensonges, des calomnies, des outrages, des reproches dont la révolution a chargé le Vicaire de Jésus-Christ.

Il est vrai que les maximes funestes et les principes calomnieux, propagés par la révolution, avaient été, même de nos jours, démasqués dans plusieurs ouvrages, dus à la plume des plus illustres écrivains, dans les pays les plus cultivés de l'Europe. Mais la révolution, toujours ennemie de toute culture et de toute civilisation, d'une part couvrit de mépris et d'oubli ces lumineux travaux, et d'autre part habitua les esprits à une légèreté prodigieuse; puis elle exalta les esprits jusqu'au fanatisme par l'usage de mots sonores et d'éblouissantes images. Ainsi fortifiée de la faiblesse des hommes de notre temps, elle les domina comme ses esclaves et les força à marcher sur ses pas dans les chemins les plus ruineux et jusqu'au terme de ses plus détestables entreprises.

Cette mission de propagande corruptrice a été confiée à la presse qui, vendue aux volontés et aux caprices de la ré-

volution, est devenue le plus fidèle interprète de ses idées et l'écho le plus retentissant de son langage. Et ceci ne doit pas s'entendre uniquement de la Péninsule italienne, où cette école de corruption et de mensonge s'est principalement intronisée aujourd'hui; mais de tous les pays de l'Europe, et même de la lointaine Amérique, où la révolution a ses organes dociles et obéissants, à qui chaque jour elle donne ses mots d'ordre. Le *Times*, le *Daily-News* en Angleterre, le *Siècle*, l'*Opinion Nationale* en France, l'*Indépendance* en Belgique, et d'autres feuilles de même nature dans le reste de l'Europe, ne sont que de vils porte-voix de la révolution et ils ne reçoivent pas d'ailleurs la pensée et la parole que de ses chefs et de ses centres principaux. De là l'empire et la force que le parti révolutionnaire semble avoir acquis sur l'opinion publique, dont ces journaux se proclamaient les représentants, quand ils n'étaient que les photographies d'un même modèle. De là, non-seulement la rapide et large diffusion de certaines maximes et de certains principes pervers, propagés avec la rapidité de l'éclair; mais, ce qui est plus surprenant pour qui n'en sait pas le mystère, la prodigieuse ressemblance de certains journaux européens dans leurs appréciations et l'identité des mensonges, des suppositions, des calomnies, des fraudes, des déclamations, des griefs, des plaintes que nous leur avons entendu et leur entendons reproduire jusqu'au dégoût, sous les mêmes formes et avec les mêmes phrases traduites et réchauffées en toute langue et à toute destination. Nous n'aurions cer-

tainement pas besoin d'accumuler ici à ce propos des preuves et des éclaircissements, quand les faits sont devenus manifestes comme la lumière du jour. La révolution imposa aux organes de son bord de déclamer contre la tyrannie des gouvernements italiens et surtout contre celle du roi de Naples et du Souverain Pontife: et les journaux vomirent à l'envi contre le roi de Naples et le Souverain Pontife les plus impudentes calomnies, les plus absurdes mensonges. Mais quel est donc jusqu'à présent celui des journaux très-libéraux qui a élevé la voix pour réclamer contre la tyrannie et la cruauté du nouveau gouvernement d'Italie? Quel est plutôt celui qui n'en a pas fait de ridicules apologies? La révolution imposa d'abasourdir le monde de lamentables descriptions des massacres imaginaires de Pérouse et des quelques personnes fusillées à Palerme, après les mouvements du mois d'avril dernier; et les journaux répétèrent avec la fidélité de l'écho: Meurtres, massacres de Pérouse et de Palerme. Mais laquelle de ces feuilles si humanitaires proféra un seul cri de pitié contre la barbarie avec laquelle les soldats de Sardaigne égorgent, comme de vils troupeaux, les populations napolitaines, brûlent leurs villes et leurs villages, et répandent partout la désolation et la terreur? Mais quoi! de cette affreuse barbarie on a pris la défense, on en a fait un mérite à ses auteurs! Ce fut la révolution qui décréta l'apothéose de Garibaldi et ordonna de raconter ses entreprises comme celles d'un nouvel Hercule, accomplissant des travaux impossibles et pouvant

écrire son *nec plus ultra:* et le journalisme ne faillit point à sa tâche et Garibaldi prit place dans le calendrier des héros et des dieux : (héros de commande et dieux de paganisme!) Mais laquelle de tant de feuilles vouées à cette étrange déification, a fait mention des immenses sommes expédiées de Turin et par les comités d'Angleterre, pour solder les traîtres qui lui livrèrent sans combat la Sicile et Naples? Ce fut la révolution qui enjoignit à la presse de crier à tout rompre sur le bombardement de Palerme (que cependant la même révolution avait prescrit au général Lanza) : mais lequel parmi ces journaux vendus, trouva une seule parole de réprobation pour les cruels bombardements d'Ancône, de Mola, de Capoue et surtout de Gaëte, effectués par les Piémontais? Ensuite le mot d'ordre de la révolution fut de calomnier le Gouvernement français pour le maintien de sa flotte à Gaëte, et de se plaindre à grand fracas que le royaume de Naples et toute l'Italie ne pourraient jamais s'organiser, tant que les vaisseaux de la France empêcheraient le blocus de ce port. Gaëte tombé, la révolution tourna ses regards vers Rome ; le mot d'ordre fut d'affirmer qu'aussi longtemps que Rome resterait sous le pouvoir du Pape et que François II ne serait pas forcé de quitter la Péninsule, les affaires italiennes ne recevraient pas leur solution ; de là ces histoires de réactions, organisées et payées à Rome par le Pape et par les cardinaux ou par François II; de bandes armées, dirigées par eux sur le royaume de Naples; de sommes d'argent expédiées de cette capitale et surprises à mi-che-

min; et autres lieux communs dont l'usage immodéré a rendu impossible, même à la révolution, l'art de trouver encore de nouveaux mensonges. Si Rome était jamais tombée au pouvoir du Piémont, la presse révolutionnaire appliquerait le système à la Vénétie, à la Dalmatie et à l'Istrie que les Autrichiens occupent; ces pays une fois réduits sous la domination sarde, toutes les forces de la presse dite avancée, se réuniraient pour la destruction du catholicisme, comme le comble de la régénération italienne et le dernier mot de la révolution.

C'est d'après le même procédé que l'on dispensa le blâme et la louange, qu'on traîna dans la boue et qu'on porta aux nues la réputation d'une quantité de personnages, qu'on falsifia les faits les plus clairs pour vanter les œuvres du parti; qu'on voulut flétrir du nom de brigands et d'assassins les braves qui, dans les Abruzzes, dans la Terre de Labour, dans la Basilicate et dans les Calabres, s'exposèrent aux baïonnettes des nouveaux Druses Européens, pour la défense de leur prince et pour la cause de leur indépendance; qu'on accabla à son tour le peuple de Naples des qualifications de stupide, de corrompu, de sauvage, d'incapable de liberté, d'efféminé, de superstitieux, etc. etc., parce qu'il réclamait son autonomie et ses souverains; au contraire, on inscrivit dans le catalogue des héros et l'on entoura d'une auréole les traîtres, les usurpateurs et jusqu'aux meurtriers, pour avoir coopéré, par toutes les ressources du crime, à l'asservissement des contrées de l'Italie.

Qui ne voit à cela, combien est malheureux l'état présent de la société dans laquelle a prévalu cette école d'iniquité et de mensonge, et combien terrible est pour l'Italie un temps où les principes d'ordre sont foulés aux pieds, la souveraineté du but hautement professée ainsi que l'honnêteté des moyens qui y conduisent; un temps où la marche de l'Etat est soumise aux passions les plus effrénées, que surexcite la haine la plus profonde contre le Pontificat et contre l'Eglise? Une société qui s'avance hors de la lumière de ces astres bienfaisants, guides providentiels des Etats, s'avance vers un abîme épouvantable dont ne la sauvera certainement pas le progrès matériel, si rapide et si étendu qu'il puisse être. La démagogie, libre d'entraves, détruira tout reste d'autorité que défendraient seules les baïonnettes et enveloppera la société d'un tourbillon de maux indicibles. L'Amérique semble toucher à ce fatal moment, et peut-être l'Italie n'en est pas éloignée. (Keller, Discours de Mai-Juin.)

Certes, nous désirons les progrès sociaux; mais nous les voudrions animés par des principes et des vertus qui en forment l'élément vital. Nous désirons aussi les progrès matériels; mais nous les voudrions tempérés et conduits par le progrès moral, sans lequel il n'y a que ruine pour les nations. Nous ne sommes pas contraires au principe général des nationalités; mais nous le voudrions fondé sur les bases de l'ordre et de la justice, sans lequel tout bien public, quelque brillante qu'en soit la surface, ne pourra avoir qu'une malheureuse et courte durée. Nous aimons l'unité

de l'Italie; mais celle qui protége les droits des princes et des peuples et qui respecte la souveraineté temporelle des Papes; nous sommes de chauds partisans de la grandeur et des gloires de la Péninsule; mais de celles qu'inspirent les principes religieux et traditionnels qui ont toujours été pour elle des astres bienfaisants. Nous approuvons les libertés données aux peuples; mais les libertés modérées qui ont leur contrepoids dans une forte et sage autorité et qui s'harmonisent avec les droits de toutes les classes de la société. Voilà le programme de nos convictions. Mais nous abhorrons, au contraire, une révolution formée par la trahison, par la fraude, par l'ambition, par l'iniquité et nous avons la douleur de voir que tel est le mouvement qui agite aujourd'hui l'Italie et l'Europe. Nous avons en horreur une révolution qui a pour but de décatholiser l'Italie, pour l'entraîner ensuite plus facilement dans les voies du plus honteux rationalisme. Or, en entreprenant le pénible travail que nous mettons au jour, nous nous sommes justement proposé de donner raison à ces principes importants, en prenant occasion pour cela du récit que nous allons faire des péripéties de la révolution italienne qui dure encore.

Assurément, quoique notre ouvrage soit avant tout l'histoire de la révolution de Sicile, nous n'avons pas pu envisager cette révolution comme un fait partiel, isolé et distinct des grands événements de la Péninsule et de l'Europe: parce qu'elle se lie intimement d'une part au mouvement commencé dans l'Italie septentrionale, comme elle se lie de

l'autre aux changements politiques des provinces méridionales; il nous a donc été impossible d'exposer la révolution sicilienne sans rechercher en même temps les diverses causes qui l'ont produite, et sans considérer les événements qui la suivirent. En faisant l'histoire de la révolution de 1860 en Sicile, nous devions retracer, dans ses parties les plus vitales, l'histoire du mouvement italien dont elle est comme un anneau dans la grande chaîne des bouleversements de la Péninsule. — Ceci soit dit pour l'explication de notre titre et à la fois de notre plan. Cependant, comme nous voulions signaler le caractère propre et spécial des mouvements de Sicile, altéré par le parti unitaire de Sardaigne et de la révolution en général, nous avons fait précéder notre récit d'une esquisse rapide des conditions religieuses et civiles de l'île dans la période de 1848 à 1860. — Après quoi nous avons écrit l'histoire de la révolution de cette île, des réformes politiques du royaume de Naples, des tentatives d'alliance entre ce royaume et le Piémont, de l'occupation garibaldienne des provinces de Naples, des invasions des Piémontais dans les Etats du Pape et dans les Deux-Siciles, du plébiscite populaire, des réactions qui l'ont suivi, du siége et de la chute de Gaëte, de l'ouverture du parlement italien jusqu'au décret de l'unité de l'Italie sous le sceptre du roi de Sardaigne. Là nous nous sommes arrêté comme au terme de la première période de la révolution italienne, à laquelle nous avons limité notre travail.

En racontant ces événements et ces catastrophes, nous

n'avons pas laissé de parler de la diplomatie européenne, considérée dans ses rapports avec la révolution d'Italie et avec les annexions effectuées par le Piémont; et nous n'avons pas manqué non plus de traiter des questions les plus importantes de nos jours concernant la souveraineté temporelle des Papes et la réorganisation de la Péninsule. Dans ce dessein, nous n'avons épargné ni peine ni fatigue pour donner à notre œuvre toute la solidité et toute la perfection dont nous étions capable; nous avons, par exemple, recueilli le plus de documents que nous avons pu pour en éclaircir et en appuyer notre récit et nos raisonnements. En ce qui regarde la Sicile, nous avons été en grande partie témoin oculaire de ce que nous rapportons; où nous n'avons pas été nous-même, nous avons utilisé les souvenirs de personnes dont la véracité ne nous est point suspecte. — Quant aux faits qui se sont passés au-delà du détroit, nous les avons tirés, autant que possible, des documents officiels confrontés avec les articles des journaux les plus accrédités, avec les correspondances les plus sûres. Nous voulions, avant tout, être exact et bien informé. A propos des journaux, nous ferons remarquer que maintefois nous avons préféré citer les feuilles au service de la révolution, les feuilles surtout de l'Angleterre, et plus encore que tout autre le *Times,* qui, en sa qualité d'admirateur fanatique des faits et gestes de la révolution, ne sera pas accusé d'exagération dans ce qu'il rapporte de défavorable au parti. Nous n'avons pas peu profité non plus des corres-

pondances sur les affaires d'Italie présentées aux Chambres d'Angleterre et de France, et de celles qui ont été publiées dans la suite par la presse de toutes les couleurs. Ces documents et pièces justificatives, officiels ou non officiels, nous nous sommes quelquefois contenté de les citer avec les indications voulues; les plus importants nous les avons ou intercalés dans le courant du récit, ou renvoyés à la fin du volume.

Quel que soit le jugement que le public portera sur notre histoire, nous sommes persuadé d'avoir fait, en la publiant, chose utile aux peuples d'Italie. Les faits que nous y exposons pourront être éclaircis, confirmés par de nouveaux documents, rectifiés même en quelques détails; ils ne seront point contredits ni démentis dans leur substance. Ils fourniront cependant une grande leçon aux Italiens et dessilleront les yeux à bien des gens, en faisant connaître par quelles voies la révolution a marché, avec le projet de transformer la Péninsule en pays protestant, d'y noyer la foi dans les intérêts matériels et d'y étouffer le sentiment religieux.

Oh! si nos compatriotes savaient ce que c'est qu'un pays protestant au point de vue moral, s'ils savaient tout ce que souffre un cœur catholique en parcourant les villes de ces malheureuses contrées où le torrent de la réforme renversa les autels, abattit les croix, dispersa les saintes images, détruisit tout rite sacramentel et toute cérémonie ecclésiastique, anéantit les lois les plus fondamentales de l'Eglise,

en réduisit les ministres à la condition de fonctionnaires publics, asservit la religion à l'arbitre d'un prince ou d'une princesse sans consécration ni juridiction, et plongea les esprits dans le ténébreux enfer du rationalisme et de l'incrédulité! Si les Italiens pouvaient contempler ce triste spectacle, il n'en faudrait pas davantage pour leur faire maudire le jour où ils ont plié sous le joug de la révolution. S'il restait un peu de foi dans le cœur des Italiens, s'ils brûlent encore d'un sincère amour de la patrie, il devrait leur suffire de savoir que la révolution sape les fondements des croyances du catholicisme et fait crouler en même temps le temple de la religion et l'édifice de la liberté, pour que toute âme généreuse se sentît animée d'un saint zèle et se levât indignée contre cette race d'imposteurs qui, sous le prétexte de remèdes salutaires, nous apportent le plus mortel poison.

Sans aucun doute, aux yeux de tout homme honnête et sincère partisan des intérêts et des gloires de la patrie italienne, cette terre infortunée ne peut apparaître aujourd'hui sous un autre aspect qu'entourée de vils flatteurs qui, par toute sorte de caresses et d'appâts mensongers, brûlent de lui arracher du front l'illustre diadème de la foi, de souiller son royal manteau des hontes les plus ignominieuses, pour l'accoutumer, elle si tendre et si généreuse, aux scènes horribles du meurtre, du pillage et de l'incendie, pour étouffer ses nobles instincts et la jeter en proie aux passions abominables de l'orgueil, de l'ambition, de la volupté,

de la haine et de la vengeance. Quel est donc celui des enfants de l'Italie qui, devant ce tableau réel et véritable de son état présent, ne l'avertirait pas que ceux qui l'enivrent de flatteuses paroles, sont ses ennemis, ses traîtres et ses bourreaux? Qui pourrait, en ces tristes conjonctures, ne pas se lever pour défendre l'Italie, pour la délivrer de l'oppression où elle gémit et pour la remettre dans les voies de liberté et de grandeur? Ce mouvement que la révolution appelle par mépris *réactionnaire* est le mouvement régénérateur de l'Italie.

Par ce travail nous ne voulons que faire écho au cri généreux des peuples d'Italie et leur montrer le droit chemin de la liberté et de l'honneur. Serait-ce un crime à nous qui avons eu notre berceau en Italie? Et mériterions-nous d'être compté parmi les ennemis de notre patrie? Ah! nous avons la conscience d'aimer du fond du cœur cette noble terre si rudement éprouvée et rien ne nous est plus cher que la gloire dont elle est digne. Cette tendresse de patriotisme est en nous profonde et ardente, mais nos forces n'y répondent qu'imparfaitement.

Avertissement.

La traduction de ce livre était à peine commencée, que nous recevions la nouvelle de la mort du comte Camille de Cavour. Nous ne pouvions assurément pas prévoir l'événement, quand nous écrivions ces pages : en plus d'un endroit nous parlions de ce ministre comme d'un homme vivant et en pleine possession du pouvoir. — Il n'en résultera dans notre histoire que de légères et insignifiantes modifications dont notre traducteur a bien voulu se charger. Le nom de M. de Cavour, quoique mort, n'en représente pas moins un parti et un gouvernement dont il fut le chef et l'arbitre pendant plusieurs années et auquel il a laissé son système politique en héritage. Nous ne l'avons du reste, envisagé que sous ce rapport.

Dieu a jugé l'homme qui a tant bouleversé et corrompu l'Italie, l'homme qui a fait tant de mal à l'Eglise et qui lui préparait de plus rudes épreuves. Nous aimons à espérer qu'à l'heure suprême des désenchantements terrestres, il a reconnu et déploré la perversité de ses plans et que le souverain Juge les couvrira du voile de sa miséricorde; nous aimons à espérer que le coup terrible qui l'a abattu aura été pour lui un bienfait de

la Providence et qu'un vrai repentir aura changé l'esprit et les désirs du mourant. Dieu l'a jugé et il est défendu à nos regards de pénétrer dans les conseils de l'éternelle sagesse.

Mais l'homme public, celui qui a présidé aux destinées des peuples pour leur malheur, appartient à l'histoire, et le rôle qu'il joua sur la scène politique est dans le domaine de nos appréciations.



HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION DE SICILE EN 1860.

Chapitre I.

CONDITION POLITIQUE DE LA SICILE DEPUIS 1849, JUSQU'A LA MORT DE FERDINAND II.

—

La révolution de 1848 avait ébranlé les fondements de l'ordre civil et religieux; commencée au bruit des acclamations les plus retentissantes en l'honneur du roi et du Pontife, elle avait fini par vomir l'injure contre tous deux et par les renverser tous deux de leurs trônes.

La Sicile, qui avait été la première à lever le drapeau de l'insurrection, souffrait des maux si considérables qu'elle n'avait rien connu de pareil sous le plus dur des gouvernements de ses anciens maîtres. Pouvait-il en être autrement?

Le génie de la secte la plus licencieuse et des passions les plus effrénées s'était insinué dans le mouvement populaire et l'avait manifestement détourné du but dont ces dangereux auxiliaires ne poursuivaient que les apparences? Quand l'île une fois rentrée dans les voies d'une administration régulière, ses habitants eurent vu s'en aller en fumée tant de promesses fallacieuses, ils maudirent les fauteurs de désordre qui les avaient conduits au bord de l'abîme et tournèrent leur esprit vers d'autres pensées. Je ne veux pas dire que les Siciliens aient renoncé dès lors au désir toujours vivace en leurs cœurs d'obtenir les améliora-

tions propres à guérir les plaies invétérées de leur pays : mais dès lors ils mirent plus volontiers leur espoir dans la restauration monarchique et se préoccupèrent surtout des avantages de la paix et de la sécurité publique.

Telles furent du moins, en général, les vues du peuple Sicilien, dont il ne faut pas confondre ni même comparer les prétentions raisonnables avec la révolution : ce dernier parti ne se composa jamais que d'une turbulente minorité, poussée par des principes et animée d'intentions tout à fait contraires à ce que voulait le grand nombre.

Cependant les concessions du Gouvernement rétabli ne contentèrent pas entièrement le peuple de Sicile. Bien que, depuis 1849, un décret royal eût séparé l'administration de l'île d'avec celle de Naples, aboli la promiscuité des emplois dans ces deux parties si différentes du même royaume, constitué à Naples un ministre spécial des affaires de Sicile et créé à Palerme, pour les besoins de l'île, une consulte distincte et indépendante, les Siciliens n'en déploraient pas moins un manque absolu d'indépendance dans l'administration des communes, où tout le pouvoir était concentré entre les mains des Intendants des provinces, qui les gouvernaient d'une façon trop absolue ; ils se plaignaient aussi que leur commerce du dehors ne reçût ni impulsion ni développement, et qu'à l'intérieur, dans un siècle de mouvement et d'activité universelle, leur industrie demeurât soumise aux empêchements qui provenaient de la rareté des voies de transports et de la pénurie des ponts sur les routes mêmes qu'ils avaient ouvertes après tant de fatigues et à tant de frais ; ils protestaient contre le poids des impôts qui, tout en étant inférieurs à ceux du royaume Sarde, paraissaient trop lourds à la population, surtout l'impôt

des moutures qui frappait la masse en ce qu'il y a de plus nécessaire à la vie. Et à ce propos, les Siciliens faisaient un grief au gouvernement de ce que bon nombre de taxes, imposées pour les besoins particuliers du pays, n'étaient pas supprimées, quand ces besoins n'existaient plus, et de ce que de nouveaux besoins donnaient naissance à de nouvelles impositions sans diminution des anciennes. Il leur était encore plus pénible de n'être pas gouvernés séparément par un prince du sang royal, mùni de pouvoirs étendus et entouré d'un ministère spécial ; ils souffraient de voir leur pays traité comme un fief de Naples, suivant l'expression méprisante dont s'étaient servis quelques-uns des hauts employés de ce royaume. Eux qui avaient présents à l'esprit les plus beaux souvenirs d'histoire nationale, ils ne pouvaient supporter le spectacle de l'inertie et de la négligence qui, paralysant leur industrie, produisaient partout la pauvreté et laissaient se multiplier le nombre des malheureux auxquels le gouvernement ne pouvait donner du pain.

L'argent, il est vrai, n'était pas rare en Sicile :

Sans parler de plusieurs autres matières à exportation, les soufres seuls faisaient entrer plusieurs millions par an dans le pays : on y comptait de riches capitalistes qui avaient réalisé leur fortune par des spéculations industrielles. Mais l'industrie et la spéculation n'étaient le fait que d'un bien petit nombre d'habitants et croissaient, en Sicile, comme une plante en terre étrangère. La plupart des propriétaires ne savaient ni où ni comment employer leurs capitaux ; le peuple à son tour manquait de travail et, avec le travail, des choses dont il avait besoin pour vivre.

Un autre sujet de vives récriminations était l'instruction

publique. Peu estimée, d'un côté, par tant de gens qui demandaient du pain et qui ne voyaient dans la culture intellectuelle aucun moyen facile de subsistance; et, d'un autre côté, peu ou point encouragée par les administrateurs de la chose publique, elle restait, dans certaines parties de l'île, à l'état vraiment cadavérique, et là où elle florissait encore, c'était en opposition avec tous les éléments conjurés pour la frapper de stérilité.

Voilà quels étaient les principaux objets des réformes que sollicitait le peuple de Sicile. Or, comme un peuple vit de ses traditions et qu'aux yeux des Siciliens les annales historiques représentaient leur île sous un aspect de richesse et de bonheur pendant tout le temps qu'ils avaient gardé intact le statut Normand Aragonais, ils se persuadaient sans peine que la base de toutes leurs améliorations civiles était le rétablissement de leur ancienne constitution, réformée en 1812; ils n'espérèrent plus voir renaître sans elle leur prospérité d'autrefois. La constitution de 1812 devint donc pour les Siciliens l'idéal du meilleur Gouvernement, du Gouvernement qui leur rendrait à la fois tous les biens et toutes les garanties du régime politique.

En 1849, le prince de Satriano, Général Filangieri, était venu gouverner l'île en qualité de Lieutenant du Roi. Aussi apte au maniement des affaires qu'il était habile dans le commandement des armées, il étudia à fond les besoins réels de la Sicile et se proposa d'y remédier efficacement avec la pensée de montrer aux Siciliens que, même sans avoir un Parlement annuel à Palerme, l'île pourrait recouvrer son éclat et sa grandeur. Il commença donc à promettre au peuple, par un *manifeste* public et au nom du Roi, que l'héritier de la couronne actuellement François II

établirait avec deux ministres son siége dans la capitale de la Sicile, afin de répandre tout autour de lui les bienfaits de sa présence. De telles paroles avaient rempli de consolation le cœur des Siciliens. Fatigués des effets désastreux d'une terrible révolution, ils voyaient dans les promesses royales un gage assuré de toutes leurs espérances et le principe de leur vraie prospérité. Devons-nous dire, après cela, que leur douleur fut immense, quand ils se virent frustrés de tout ce qu'ils attendaient?

Quelle qu'ait été la raison pour laquelle le ministère de Naples décida le roi Ferdinand à ne pas donner suite aux promesses de Filangieri, un fait est certain, c'est que dans la période de 1849 à 1859, la Sicile n'eut à sa tête aucun membre de la famille régnante. Les Siciliens s'en plaignirent hautement; un grand nombre d'entr'eux auraient désiré en effet que la dynastie des Bourbons, en satisfaisant les besoins de leur île, se conciliât le parti de la majorité, pour chasser, avec son appui, la faction révolutionnaire. Ils ne croyaient pas qu'il fût possible au prince de trouver un moment plus propice pour organiser dans l'île un très-fort parti en faveur du trône et de la monarchie. Le peuple frémissait encore d'indignation à la vue des plaies saignantes que la révolution lui avait faites. Aux illusions avait succédé le désenchantement, les hypocrisies étaient démasquées, les fraudes mises à nu et les vaines promesses démenties; si le gouvernement du Roi, au moment où, après la victoire, il faisait sentir à ses peuples le poids de sa force, leur avait accordé des réformes généreuses et opportunes, il aurait donné une force immense à son autorité et inspiré une confiance illimitée aux populations reconnaissantes.

Ainsi raisonnaient les Siciliens; mais ce ne fut pas l'avis du gouvernement Napolitain.

Néanmoins le Prince Filangieri n'abdiqua pas la pensée de faire droit, dans la mesure de son pouvoir, aux besoins de la Sicile, et le peuple lui en témoigna sincèrement son estime et son affection. Filangieri ne se contentait pas d'accueillir avec les procédés d'une aimable courtoisie, tous ceux qui se présentaient à lui, quelle que fût leur couleur politique; il voulut encore donner des marques effectives de sa bienveillance à ceux mêmes qui avaient trempé dans la révolution de 1848; il en admit plusieurs aux emplois publics et les honora de charges lucratives et importantes. Ensuite, grâce à l'organisation de compagnies d'armes responsables des vols qui se commettaient dans leurs districts respectifs et avec l'aide de l'infatigable directeur de la police, le commandeur Maniscalco, il purgea si bien de rapines et de brigandage les villes et les campagnes de l'île qu'on n'aurait pu désirer un succès plus complet. Il s'étudia en outre à donner une vigoureuse impulsion au commerce et à l'industrie; et, à cette fin, il avait formé et soumis au gouvernement des projets de routes et de chemins de fer qui auraient mis en communication les parties les plus lointaines du pays et favorisé le mouvement commercial.

Pour encourager l'agriculture, il agrandit l'Etablissement de Castelnuovo et y rassembla de tous les districts des jeunes gens qui, élevés et instruits dans l'art agronomique, en devraient répandre les connaissances par toute la Sicile. Il réintégra, de plus, les tribunaux; activa la circulation des capitaux en facilitant les opérations du crédit public; abolit le vil trafic des emplois en instituant, au moins pour les plus honorables, des concours sérieux et impar-

tiaux. De cette manière il fit beaucoup pour le développement d'une contrée, féconde en hommes d'énergie et d'intelligence. C'est dans le même but qu'il avait relevé la commission d'instruction publique et l'avait émancipée de toute dépendance vis-à-vis de l'université de Palerme; il y avait préposé en même temps des maîtres capables de remplir leurs fonctions, pour former dans toute la Sicile un système d'enseignement, conforme aux exigences du siècle et du pays. Il ôta également à la presse plus d'une entrave et lui accorda de fait assez de liberté pour que mainte publication, interdite à Naples, fût permise en Sicile.

Ces mesures et beaucoup d'autres dont cet homme généreux dota la Sicile, au moyen des plus grands efforts, le rendirent populaire auprès des Siciliens, qui allèrent jusqu'à lui donner le nom de *Père de la Patrie;* mais sa conduite le mit d'autre part aux prises avec l'opposition vive et persistante de M. Cassisi, ministre des affaires de Sicile à Naples. Tant que le roi Ferdinand soutint de son autorité le lieutenant qui le représentait si heureusement, celui-ci ne se déconcerta point des obstacles que l'on mettait sur ses pas, et il poursuivit courageusement sa marche bienfaisante, sans ignorer quelles mains ennemies venaient briser dans les siennes les desseins que lui inspirait l'amour du bien public. Mais quand le roi de Naples commença à hésiter entre les deux rivaux, Filangieri, poussé à bout, jugea sa position trop difficile, se démit de son gouvernement et se retira à Naples pour y passer tranquillement le reste de ses jours.

On devine sans peine quelles conséquences allait produire dans l'île la retraite d'un si noble personnage.

Les Siciliens, sous l'administration de Filangieri, avaient

reconnu dans ses bienfaits, un esprit élevé et un cœur magnanime, tandis que l'opposition du gouvernement Napolitain à ses plans et l'acceptation de sa démission par le roi semblaient les avertir de renoncer à toute espérance de réformes et d'amélioration. Les rancunes s'envenimèrent donc de plus en plus; la défiance contre le gouvernement ne connut bientôt plus de bornes; et, par suite, le sentiment d'une nouvelle insurrection, semblable à celle de 1848, commença à trouver place et faveur dans la multitude. L'arrivée du prince de Castelcicala, nommé à la lieutenance générale de Sicile, ne fit qu'aigrir davantage les esprits.

D'abord, le prince de Castelcicala ne réunissait point les nobles et rares qualités de son prédécesseur, et ensuite, à ses premiers actes, on put voir que sa politique serait celle de *laisser faire* le ministre des affaires de Sicile à Naples. La Sicile commença, dès ce moment, à être gouvernée de Naples par Cassisi, sans contrôle quelconque : il en résulta le renversement d'une quantité d'excellentes mesures, dont l'île était redevable au prince de Satriano, et la suppression de toutes celles qui n'étaient encore que projetées; tout commença à décliner dans la malheureuse Sicile, tout fit craindre dès lors un retour aux idées de révolte et de sang. Aussi bien le parti révolutionnaire n'était point mort. Domptée par la force des armes de Filangieri, à Messine et à Catane, et tenue en respect par l'autorité de ce Prince et par la vigilance du directeur de la police, Maniscalco, la révolution se tenait dans l'ombre, mais non dans l'inaction. Les comités insurrectionnels étaient partout, dans les villes principales de l'île, en relation continuelle avec le comité central de Palerme, toujours attentifs à aigrir le méconten-

tement public, à dénigrer les projets des représentants de l'autorité, à semer la défiance, à propager les maximes des sectes italiennes, à se fortifier des recrues de nouveaux prosélytes et à maintenir dans leur ardeur les espérances d'une heureuse révolution.

D'autre part, ils s'aidaient des excitations et des encouragements par lesquels les émigrés de Sicile et les sociétés secrètes, dont les villes de la Péninsule sont depuis longtemps enveloppées, attisaient, sans relâche, les flammes assoupies de l'émeute sicilienne. De là les proclamations incendiaires, que l'on faisait pénétrer au sein des populations tranquilles, pour y jeter l'alarme et l'effroi; de là les conjurations secrètes, qui se combinaient sur divers points de l'île, pour saper les bases de l'ordre public; de là enfin, les tentatives réitérées de quelques audacieux, pour soulever les habitants contre l'armée Napolitaine. Au même but tendaient les contributions d'argent, fournies par les membres les plus riches des sociétés secrètes, lesquelles expédiaient des sommes importantes aux grands centres de la révolution italienne, soldaient les agents de la rébellion dans l'île et encourageaient, moyennant finances, le mouvement des masses.

Pendant l'administration de Filangieri, la parole révolutionnaire n'avait rendu qu'un son creux à l'oreille des Siciliens; les agitateurs systématiques n'avaient mené à bon terme aucun de leurs essais d'insurrection. Les complots avaient été éventés avant l'heure et les manifestes révolutionnaires saisis; plusieurs conspirateurs s'étaient vus arrêtés et traduits devant les tribunaux, d'autres bannis ou dispersés par la force armée; le peuple réprouvait chaudement et publiquement ces attentats à la sécurité du pays et il traitait leurs auteurs d'insensés. Mais la retraite du Prince

de Satriano et la mauvaise humeur toujours croissante des populations changèrent peu à peu l'état des choses. Le parti mazzinien ne s'était point endormi; la trame de la révolution, ourdie par le grand agitateur, était achevée. Livourne, Gênes, les Calabres et la Sicile devaient être les centres où éclaterait la révolution italienne.

Dans cette dernière île le baron Bentivegna, qui, peu auparavant, avait obtenu du roi Ferdinand la fin de son exil, après s'être concerté à Gênes avec les promoteurs et les chefs de la révolution, se mettait à la tête d'une bande armée et faisait du district de Termini un foyer d'agitation.

Cependant le peuple, tout mécontent qu'il était du gouvernement, ne se décidait pas à affronter de nouveau les désastres d'une insurrection, et c'est pourquoi il ne répondit pas à l'appel qu'on lui faisait; il soutint même de son appui les troupes royales, qui mirent facilement en déroute les partisans de Bentivegna; bon nombre de ceux-ci furent arrêtés, parmi lesquels le chef même de la bande, qui fut jugé par une commission militaire et condamné à mort.

En cet état de choses, il est aisé de comprendre quel besoin la Sicile avait alors d'une vigilance publique, afin de prévenir le mouvement que préparaient les sociétés secrètes, de l'étouffer dans ses commencements et d'ôter le plus possible aux mains de ce parti les moyens et les prétextes de nature à fomenter la révolte. Ce rôle ingrat et difficile était confié aux soins du commandeur Maniscalco.

Constitué dans l'obligation de protéger l'ordre, menacé d'une terrible commotion, Maniscalco s'appliqua, depuis 1849, à organiser le corps de la police, en le composant de personnes qui n'abusassent pas de la force et qui, sous le masque de leurs fonctions, ne prêtassent pas un dangereux

concours aux perturbateurs. Il éleva, dans cette intention, la solde des employés de la police, les soumit à des réglements sévères, et les disciplina militairement. Il réussit par là à former un noyau d'hommes capables d'arrêter la révolution, d'en rechercher les mouvements et d'en paralyser les efforts les plus audacieux. Il n'y eut dès lors aucune trame révolutionnaire qui ne fût découverte, aucune correspondance qui ne fût surprise, aucune réunion qui ne fût empêchée. Nous devons donc avouer que, si la révolution en Sicile tarda si longtemps d'éclater, et si les chefs mêmes de la révolte en étaient arrivés à la persuasion de ne pouvoir vaincre, comme en 1848, ce fut entièrement l'œuvre du directeur Maniscalco et de ses agents. Aussi des calomnies de tout genre ne lui manquèrent pas; les sociétés secrètes en imaginèrent à plaisir, et les feuilles du parti vomirent le mensonge contre Maniscalco et la police de Palerme. Un poète, Victor Hugo, y ajouta les couleurs de sa folle imagination. — Nous ne contestons pas que la Sicile se soit trouvée, plusieurs années de suite, sous une tension terrible et violente qui pesait même aux ennemis de la révolution; nous ne nions pas davantage que cette tension extrême eût pu se réduire de plusieurs degrés, si le Gouvernement napolitain, par son adhésion aux plans de Filangieri, s'était employé à gagner la confiance de la majeure partie des Siciliens; nous admettons enfin quelques-unes des tristes conséquences d'un tel état de choses, entre autres, les erreurs que le soupçon, la fourberie ou la mauvaise foi d'agents subalternes, (qui tous n'étaient pas d'une conduite irréprochable), firent commettre de temps en temps. Toutefois en fin de compte, quiconque aura l'esprit libre de faux préjugés devra convenir que Maniscalco, dans

les conditions qui lui étaient faites, ne pouvait suivre une autre direction ; et nous ajoutons que, sans la chute de Filangieri et les mouvements de la Haute Italie, il n'aurait pas perdu de sitôt l'estime du peuple, pour devenir l'objet de sa haine et de son antipathie. En effet, tant que Filangieri resta au pouvoir, le peuple qui avait mis en lui ses meilleures espérances, et qui commençait à goûter les douceurs de la tranquillité publique, n'avait vu en Maniscalco que le juste et sévère conservateur de l'ordre nécessaire à la prospérité des États ; et tout inflexible qu'il s'était toujours montré contre le parti des agitateurs, Maniscalco jouissait d'une grande considération. Mais quand le départ de Filangieri eût emporté les communes espérances, le peuple redevenu docile aux flatteries de la révolution, se mit à voir en Maniscalco et en ses satellites des ennemis redoutables qui opposaient une injuste barrière aux projets de nouveau caressés.

Il ne restait alors au directeur Maniscalco d'autre parti à suivre que d'imiter le prince de Satriano en demandant une honorable retraite, ou de sacrifier son honneur, sa renommée et jusqu'à sa vie au devoir que lui imposait la charge dont il était revêtu. Maniscalco s'en tint à ce dernier parti et demeura à son poste avec l'intention de combattre la révolution tant qu'il vivrait. — En conséquence, on vit s'accroître les rigueurs de la presse et les difficultés pour l'introduction des livres et des journaux étrangers. Il n'y eut pas jusqu'au journal officiel, dont les colonnes ne devinssent plus arides en se faisant inaccessibles à tout ce qui aurait pu le moins du monde échauffer l'imagination du peuple. En même temps, les arrestations de personnes suspectes ou manifestement coupables de conspiration politique se

multiplièrent; dans les masses le mécontentement augmentait, le commerce et l'industrie dépérissaient de langueur, la pauvreté se faisait sentir plus cruelle que jamais. De tout cela résultait une tension de plus en plus violente et la bombe était sur le point d'éclater. — Ainsi allèrent les choses jusqu'à la mort de Ferdinand II.

Chapitre II.

ÉTAT MORAL ET RELIGIEUX DE LA SICILE AVANT LA RÉVOLUTION DE 1860.

—

La Sicile, avec les beaux temples dont elle est couverte, avec les innombrables monastères et couvents qui y déploient partout leur majestueuse grandeur, avec la multitude surprenante de ses confréries, de ses congrégations spirituelles et de ses pieux établissements, et surtout avec la richesse et l'importance des revenus consacrés chez elle au culte divin et à la subsistance des ministres du sanctuaire, la Sicile, dis-je, témoigne hautement que la religion catholique y repose sur des bases solides, d'autant plus profondes qu'elles sont plus anciennes et d'autant mieux établies qu'il n'en sortit jamais, dans les siècles passés, une secte quelconque d'hérésiarques ou de dissidents. La révolution française n'avait pas réussi à passer le détroit et à semer dans les populations de l'île les funestes principes de l'incrédulité ; la Sicile était demeurée fidèle à la religion de ses pères et jalouse d'en conserver les croyances.

Néanmoins, dans les quarante dernières années, par la propagation de la secte infâme des Carbonari d'abord et ensuite des Mazziniens, la foi et les mœurs perdirent beaucoup en Sicile et diminuèrent de vivacité et de force. Il est vrai que la population des campagnes, à peu d'exceptions près, se conserva tout entière de cœur et d'esprit bonne et religieuse, les sociétés secrètes n'étant point par-

venues à infecter ces âmes simples de leurs maximes diaboliques. Mais il n'en fut pas de même dans les villes, surtout dans les plus riches et les plus populeuses. Les classes ouvrières y sont en grande partie et presque généralement très-corrompues de mœurs et par là même toutes disposées à mal faire. La noblesse, déchue de l'état de puissance et de splendeur où vivaient ses ancêtres, semble être déchue pareillement des sentiments généreux et chrétiens qui la distinguaient jadis. Les capitales et les cités principales de la Sicile, et particulièrement la ville de Catane, offrent, il est vrai, le consolant spectacle de grandes familles dont la noblesse et la fortune marchent de pair avec les maximes évangéliques et avec la piété chrétienne; mais nous devons avouer qu'une notable partie des nobles Siciliens ont abandonné les voies de la droiture et de la justice; et, tandis qu'ils s'efforcent encore de maintenir le point d'honneur en ce qui touche leur nom, ils ne se soucient guère de respecter au même degré les droits de la morale et de la religion; c'est ce qui fait d'eux le scandale et la honte de leur pays. La classe moyenne, quoiqu'on puisse dire que, surtout dans les grandes villes, le bien y balance le mal, n'en renferme pas moins, comme dans le reste de l'Italie, la partie la plus gangrenée du royaume, la classe dans laquelle les sociétés secrètes ont toujours trouvé un terrain facile et spacieux. Les universités principalement ont été la source funeste de la perversion de cette classe, qui est de toutes la plus importante. Les universités, voilà les écueils où tant de jeunes gens ont vu se briser l'innocence et la simplicité qu'ils avaient apportées de la terre natale; c'est là qu'on leur apprit la corruption la plus effrénée, le mépris des pratiques religieuses dans lesquelles on avait

élevé leur enfance, le dégoût de la fréquentation des sacrements, l'éloignement des maîtres vertueux dont les conseils les auraient préservés; c'est là, en un mot, qu'ils trouvèrent l'école de l'indifférence et de l'impiété. Là le vice osa se produire au grand jour, embelli et honoré; là le vice eut une organisation systématique; il eut des chefs et des sous-chefs pour présider à l'observance des lois infâmes auxquelles devaient se conformer d'abominables sociétés. On alla quelque part jusqu'à ouvrir une école secrète pour les *Accoltellatori,* qui, sous la direction de maîtres, qu'ils payaient par souscription, apprenaient à lancer de loin ou de près leur poignard avec tant d'adresse qu'ils pouvaient tuer du coup leurs victimes. Souvent ces nouveaux sociétaires venaient s'exercer à frapper sur quelque cadavre qu'ils se procuraient en secret; et de l'exercice ils passaient quelquefois à la pratique de l'assassinat réel, en s'attaquant l'un l'autre au couteau pour des motifs plus honteux que le crime lui-même. Ces horreurs et d'autres non moins détestables, avaient transformé les universités de Sicile en véritables lieux de perdition; que dis-je? en succursales de l'enfer. Les maximes et les vérités de la foi y étaient maltraitées parfois jusque dans la chaire du professeur, dont la vie servait de triste modèle à la vie des élèves. Les pratiques de piété et les exercices spirituels du carême, imposés aux universités de cette île, s'étaient transformés en cérémonies civiles qui donnaient lieu aux plus grands scandales. L'étude des sciences était devenue quelque chose de trop relevé pour ces esprits avilis et elle ne servait souvent qu'à ouvrir un champ libre aux plus pauvres objections contre les dogmes impérissables du christianisme. — Faut-il s'étonner, après cela, que les so-

ciétés secrètes eussent pénétré si avant dans ces nids de corruption pour y détruire tout bon principe, et y rendre le mal irréparable? Si, dans les dernières années, des sectes diaboliques sont parvenues, en Italie et en Hongrie, à infiltrer leur venin dans l'esprit d'enfants âgés de moins de 15 ans et à les lier par des serments sanguinaires, quelle facilité n'auront-elles pas eue à pervertir ces étudiants corrompus et dégénérés?

Disons maintenant notre pensée du clergé sicilien. — Les ecclésiastiques sont les guides, les maîtres, les médiateurs du peuple, qui tient ses regards fixés sur eux, comme sur un miroir, pour recevoir le reflet de leurs actions; c'est à eux qu'ont été confiées les diverses classes de la société qu'ils devraient précéder dans la voie du bien par leur exemple, par leur parole et par leur science; leurs vertus sont pour tous un stimulant et un appui, comme leurs prévarications influent d'une manière terrible sur le peuple, qui y trouve une excuse pour ses vices et une sorte d'encouragement. Il n'y a donc pas de plus grand fléau pour une ville ou pour un pays que d'avoir un clergé pervers et corrompu. — En Sicile, les prêtres ne sont pas rares qui se montrent dignes du caractère qu'ils portent et brillent aux yeux des fidèles de tout l'éclat d'une vie exemplaire et d'un zèle ardent pour le bien. Nous pourrions, en énumérant bon nombre de villes, telles que Catane, Caltagirone, Caltanissetta, Montréal, Salemi, etc., louer en masse le clergé qui, formé aux maximes de la vie ecclésiastique, remplit exactement les devoirs de son ministère. Dans les autres villes plus populeuses de la Sicile, les bons prêtres sont en nombre suffisant pour contrebalancer les égarements d'une fraction moins régulière. Nulle part ne

font complétement défaut quelques vénérables ministres de l'autel où le peuple puisse admirer le modèle de la vie sacerdotale. En général cependant on peut dire que le clergé sicilien a peu cultivé les sciences, celle surtout qui touche de plus près à son état, la science du droit ecclésiastique. Non pas que nous devions frustrer d'un juste tribut d'éloges les prêtres de Sicile qui se sont signalés par leur éminent savoir, tel que le chanoine Grégoire Ugdulena, l'une des plus grandes lumières des sciences ecclésiastiques en Italie et en Europe; mais, il faut l'avouer, la science de ces doctes personnages ne s'est pas répandue dans tous les rangs du clergé de Sicile. — Ce manque d'instruction est plus saillant dans l'intérieur de l'île, surtout hors des chefs-lieux des diocèses, et il atteint ses dernières limites chez quelques prêtres défroqués qui n'avaient pris le capuchon et la cuculle que pour s'introduire dans l'enceinte du sanctuaire, sans réunir les conditions nécessaires de science et de vertu.

On s'étonne pourtant de voir souvent des hommes de cette trempe occuper les stalles collégiales et posséder les plus riches bénéfices de l'Église. Comment excuser la négligence de ceux auxquels incombe le rigoureux devoir d'exclure les indignes des charges ecclésiastiques? Une des raisons de l'inconduite de quelques membres du clergé en Sicile, comme d'ailleurs dans toute l'Italie, c'est précisément le peu de vocation qui a présidé à leur entrée dans le sacerdoce. Effectivement la générosité de pieux ancêtres ayant établi sur tous les points de l'île quantité de gros bénéfices, de chapelles et de prébendes, et les moyens de s'enrichir par l'industrie et le commerce étant au contraire difficiles et clair-semés, la tentation est venue

naturellement à quelques-uns de regarder le saint ministère comme une profession quelconque acheminant parfois les élus sur la route de la fortune. Or quelle sollicitude pour l'acquisition des vertus et des connaissances nécessaires à la sainteté et à la grandeur de leur état pouvait-on supposer chez ceux qui ne l'embrassaient que comme un moyen de subsistance, une occasion facile de profits avantageux? Il en résultait souvent que le clergé Sicilien se signalait par l'oisiveté, par la dissipation et même par l'indiscipline.

A ces maux, il est vrai, remédiaient en partie les séminaires, pour l'institution desquels le plus grand nombre des évêques ont montré beaucoup de zèle; mais nous devons encore avouer que ces établissements ne sont pas tout à fait modelés sur le type proposé par le Concile de Trente et que plusieurs ont dégénéré du rang élevé qu'ils occupaient dans l'Église Sicilienne; c'est ce qui en a fait maintefois pour leurs supérieurs la source des plus graves afflictions.

En parlant du clergé Sicilien, nous croyons qu'il ne sera peut-être pas désagréable à nos lecteurs de leur donner ici un résumé historique du tribunal que l'on a appelé *Monarchie Sicilienne*, du fameux privilége de l'*Exequatur* et du *Placet regium*, qui ont imprimé un chachet tout particulier au droit ecclésiastique de la Sicile. — Depuis le temps des Normands, Urbain II avait accordé au comte Roger de Sicile et à ses successeurs les droits de la *légation apostolique* en ce qui regarde la juridiction ecclésiastique à l'exercice de laquelle le souverain pontife les autorisait en son nom. Luce II avait confirmé ce privilége (1).

(1) V. Guerra *Pont. Constitut. Epitom.* t. II, p. 219. — Baronius a nié l'authenticité de la bulle d'Urbain II. V. sa dissertation dans les Ann. t. XI, an. 1097.

Ensuite, Adrien V, dans le traité de paix avec le roi Guillaume 1er réduisit à quatre les priviléges concédés aux rois Normands, savoir : la légation, la nomination aux dignités ecclésiastiques, les appels et la translation des évêques (1) Clément III sanctionna ces priviléges en faveur de Guillaume II, dit le Bon, quoiqu'il lui en demandât la renonciation pour la partie de la Calabre qui avait été la propriété du comte Roger. Enfin le comte Tancrède obtint du pape Célestin III la confirmation des mêmes priviléges, sauf que le pape se réserva le droit d'envoyer tous les cinq ans des légats en Sicile (2).

Mais après l'extinction de la dynastie Normande, l'île étant dévolue, selon le droit féodal de cette époque, au pape Innocent III, celui-ci ne voulut l'inféodation de l'île à Frédéric II, le Suève, que sous la condition qu'il renoncerait aux priviléges ecclésiastiques dont avaient joui ses prédécesseurs. Frédéric II, parvenu à sa majorité, accepta formellement les conditions imposées dans deux diplômes, de 1213 et de 1219 adressés l'un à Innocent III, l'autre à Honoré II, diplômes portant tous deux la signature des princes d'Allemagne (3). Lorsque Frédéric II eut été déposé, Clément IV, en inféodant l'île à Charles d'Anjou, y mit la clause expresse de l'entière abolition de tous les priviléges concédés aux rois Normands (4). Après la paix signée par Frédéric II d'Aragon à la suite des longues guerres de la Sicile contre la maison d'Anjou, Boniface VIII, tout en réservant la liberté de l'Église dans l'acte d'inféodation de

(1) V. Guerra Op. cit. p. 220.

(2) Gregorio. *Considerazioni sulla storia di Sicilia*, t. II e III, § 77.

(3) Lünig. *Codex Italiæ diplomaticus* t. II, p. 2, sect. 1, p. 710, 714.

(4) Lünig. op. cit. t. 1 sect. 2a p. 946 seq. — Guerra op. cit. p. 226.

la Sicile à ce prince, ne parle cependant pas de ces priviléges qu'il regardait comme absolument tombés en désuétude (1). Mais Grégoire XI, voulut que Frédéric III y renonçât formellement et il fit de cela une condition *sine qua non* du traité conclu avec lui en 1374. Frédéric III accepta la condition et jura d'observer le traité ainsi conclu dans le palais royal de Messine (2). Toutefois à l'époque du grand schisme d'Occident, le roi Martin 1er s'étant déclaré pour l'Antipape à l'instigation de la Cour Aragonaise, reprit de son autorité personnelle les priviléges abolis et exerça de nouveau l'ancienne juridiction des souverains rois Normands (3). Mais quand le roi Alphonse se soumit au pape légitime Eugène IV et qu'il se sépara du Concile de Bâle, ainsi que de l'antipape Félix V, avec le serment de vasselage qu'il prêta au souverain Pontife, il abdiqua l'exercice de cette juridiction et respecta les lois de l'Église (4).

Plus tard, la possession de la Sicile par les Espagnols réveilla de nouveau la question des priviléges. Les courtisans de Ferdinand le Catholique firent tout leur possible pour lui persuader qu'il était légat-né du Saint-Siége, et qu'il pouvait exercer en Sicile la juridiction papale. Barberio ayant tiré des vieilles archives de la Sicile un exemplaire du diplôme d'Urbain II, le publia dans son *Caput Brevium ex regiorum Siciliæ Archiviorum scripturis compilatum*. Le vice-roi Moncada insinua à Ferdinand que ce privilége devait être interprété de la manière la plus large, conformément aux anciennes coutumes de Sicile, et il le fit

(1) V. surtout la bulle de Boniface VIII. Lünig op. cit. t. IV, p. 457. — Guerra op. cit. p. 232.

(2) Lünig op. cit. t. II § 89, p. 1123. — Guerra p. 233-34.

(3) V. l'histoire de Sicile, surtout les *Considérations* de Gregorio.

(4) V. Baronius ann. eccl. t. XI, an. 1097. n° 116 sqq.

pratiquer ainsi aux juges de la *Monarchie.* Mais sous Charles V, ces priviléges furent proclamés encore plus solennellement par la Chancellerie Sicilienne; on publia dans le livre *De Monarchia* la bulle d'Urbain II, avec les pandectes Siciliennes; on décida, de par autorité souveraine, que tous les rois de Sicile, depuis Roger, étaient légats-nés du siége apostolique et pouvaient en conséquence créer des juges de la *monarchie* ayant l'autorité d'appeler à leur tribunal les ecclésiastiques de tout ordre et dignité, soit d'évêque, soit de cardinal, d'empêcher que les appels ne fussent portés à Rome et d'en refuser les légats (1).

Le saint pontife Pie V dépêcha deux cardinaux au roi Philippe II, successeur de Charles V, afin d'abolir cette légation monarchique. Mais la mesure n'eut pas lieu, le souverain Pontife ayant rencontré la plus forte opposition de la part de cette cour, et n'ayant pas voulu cependant fulminer contre ces injustes prétentions, dans des circonstances si critiques pour l'Eglise (2). C'est pourquoi les rois espagnols, tant qu'ils occupèrent la Sicile, y exercèrent cette juridiction que l'Eglise toléra, sans l'avoir jamais reconnue; et, quand le cardinal Baronius publia dans le tome XI de ses annales ecclésiastiques, une longue dissertation contre les priviléges de la *Monarchie Sicilienne,* on fit brûler l'ouvrage en Espagne, comme injurieux pour la Cour.

Après la guerre de la succession d'Espagne, dans le traité de paix d'Utrecht, la Sicile ayant passé aux mains d'Amédée II de Savoie, la contestation des priviléges *monarchiques* ne tarda pas à recommencer. Le roi Amédée avait dépassé de beaucoup les limites de la juridiction royale. C'est pour-

(1) Guerra op. cit. p. 256.
(2) Annales Baron. t. 11, an. 1571 n° V. — Guerra op. c. l. c.

quoi Clément XI, après divers monitoires, fulmina l'interdit contre la Sicile, et finalement par deux bulles de 1714 et de 1715, il abolit la *Monarchie Sicilienne*, et par une autre de la même année, il déclara nul l'édit de la *Junte* de Sicile, qui avait décrété qu'on ne donnerait pas suite aux rescrits de Rome sans *l'exequatur royal* (1). Mais, en 1720, à la suite de nouvelles guerres et de nouvelles combinaisons politiques, Charles VI d'Autriche, devenu maître de la Sicile, fit des démarches auprès du pape Benoît XIII, pour éteindre la cause de ces longs différends du saint Siége avec le royaume de Sicile, et pour définir nettement les prérogatives de l'Etat et de l'Eglise. Benoît XIII, désireux de contribuer à la pacification de cette île, publia, en 1728, la constitution *Fideli ac prudenti*, où sans faire mention des antiques priviléges de la *légation apostolique*, dont Charles VI demandait la confirmation, et sans annuler la bulle de Clément XI, il rétablissait le tribunal ecclésiastique de la *Monarchie Sicilienne*, et en réglait la juridiction par de sages ordonnances (2). Plus tard, le concordat de 1819, modifia un peu ces concessions et laissa libre l'appel à Rome dans toutes les causes ecclésiastiques que les parties voudraient déférer au tribunal suprême de l'Eglise (3).

Il n'en est pas moins vrai qu'en vertu de ces priviléges et de celui du Placet royal introduit de fait dans les attributions du Roi, l'Église de Sicile en était venue peu à peu à être soumise à l'autorité civile et à voir se multiplier les

(1) V. ces trois bulles dans le Bullar. rom. Pont. t. XXV, p. 36 sqq. — p. 39... p. 43... Pour les monitoires v. Guerra op. cit. p. 237 sqq.

(2) V. Bullar. rom. t. XXVI, p. 291... Guerra op. cit. p. 241.

(3) Ce concordat a été publié au III[e] vol. du *Codice diplomatico sicolo* de Gallo. Le droit d'appel à Rome est établi par l'art. XXII. — Ce concordat fut publié en 1821.

obstacles et les entraves à la liberté et à l'indépendance de son autorité. Les évêques se virent souvent appelés et jugés par ce tribunal qui représentait le prince plus que le Chef suprême de l'Eglise ; l'administration ecclésiastique devint contre eux une source d'accusation et de griefs à l'usage des mauvais prêtres de leurs diocèses, lesquels, tantôt avec le tribunal de la *Monarchie* et tantôt avec les ministères royaux intriguaient pour obtenir la mise à néant des décrets publiés par leurs supérieurs. On voit sans peine quelles difficultés et quelles tracasseries ce régime suscitait au pouvoir des évêques. Si les pasteurs les plus fermes et les plus courageux parvenaient à dégager leur autorité de telles entraves, (non sans s'exposer à toute sorte d'injures et de mépris dans la bureaucratie ministérielle), il n'en était pas ainsi pour les pasteurs les plus faibles et les plus timides. Ceux-ci, une fois débarrassés des premiers obstacles, avaient grand soin de n'en pas faire naître de nouveaux et, par excès de prudence, restreignaient aux plus étroites limites leur action épiscopale.

D'ailleurs, il n'était pas donné aux évêques de réclamer dans les Synodes provinciaux contre les désordres de leurs diocèses et d'y établir des réglements capables de remettre en vigueur la discipline ecclésiastique. On ne leur reconnaissait pas la liberté de convoquer des synodes provinciaux et d'y publier des lois, avant que la convocation et les nouveaux canons eussent reçu le visa du gouvernement. Il ne servait à rien de se tourner vers Rome en appel des décisions du tribunal de la *Monarchie*, parce que l'appel même était jugé illégal par le droit public-ecclésiastique introduit de fait dans la Sicile. Cela est si vrai qu'en 1855 le souverain Pontife ayant requis d'autorité d'être instruit de

la procédure suivie en Sicile pour deux œuvres ecclésiastiques d'une importance majeure, le ministère de Naples s'y refusa en répondant catégoriquement que ce qu'il pourrait faire en cette matière par voie officieuse lui était impossible par voie juridique et diplomatique. — Il n'y avait pas davantage à espérer des décrets et des ordres du Souverain Pontife : toute décision émanée de Rome était soumise à l'examen et à la critique du ministère et parfois de quelque official ignorant et pervers, qui avait pour mission d'en juger et d'y refuser, suivant son bon plaisir, le *Placet* royal. On alla, dans ces dernières années, jusqu'à menacer d'emprisonnement un évêque pour avoir publié dans son diocèse un rescrit pontifical qui frappait de nullité certaines dispenses matrimoniales, accordées par le tribunal de la *Monarchie*, quand le ministère avait prononcé sa condamnation contre le rescrit et s'était déclaré en légitime possession d'un droit de juridiction que le Souverain Pontife déclarait ne pas lui appartenir.

Des mêmes institutions découlaient les graves difficultés que rencontraient en Sicile les supérieurs des ordres réguliers dans le gouvernement de leurs couvents et de leurs provinces. Car les religieux les moins forts en intrigue savaient manœuvrer tantôt avec le tribunal de *Monarchie* et tantôt directement avec les ministères de façon à paralyser l'action de leurs supérieurs dans le régime intérieur de leurs ordres. D'un autre côté, les réformes décrétées par Rome au profit des communautés religieuses restaient inefficaces faute de la sanction gouvernementale, et les mêmes moyens mis à la disposition des couvents leur servaient également à repousser les mesures salutaires qu'aurait voulu prendre leur général ou leur chapitre. Ça été là une des principales

raisons pour lesquelles certains ordres religieux de la Sicile sont tombés dans un état de relâchement et de mollesse où l'on aurait peine à retrouver les vestiges de l'admirable vigueur avec laquelle ces ordres avaient fleuri autrefois sur le même sol (1).

Les principes de discipline ecclésiastique, dont nous venons de parler, ont amené en Sicile une sorte d'affaiblissement de l'esprit catholique et de l'amour respectueux qui est dû à la suprématie du Souverain Pontife. Et ces dispositions funestes se sont révélées par des signes de plus en plus visibles dans le clergé et dans le peuple. Qui aurait cru, en effet, que des professeurs de telle Université de l'île oseraient enseigner publiquement des maximes de droit canon cent fois condamnées par l'Église? Qui aurait cru que le *Gerofilo*, journal religieux de la Sicile, où écrivait la partie la plus éclairée du clergé, mériterait d'être mis à l'index pour avoir émis des doctrines contraires à l'union catholique? Qui aurait cru qu'en présence des adresses si affectueuses envoyées naguère de toutes les parties de la chrétienté, et en particulier des provinces du royaume de Naples, au Père commun des fidèles, en présence des

(1) Parmi les nombreuses maisons religieuses qui se distinguent le plus par leur régularité, outre celles des Cruciferi, des Théatins, des Vicenzini, des Capucins, des Liguoriens, etc, nous devons une mention spéciale aux Dominicains réformés de Noto, la seule communauté de cet ordre qui existe dans l'île. Ces religieux, sans aucune exception, sont de vrais modèles de la vie la plus exemplaire et du zèle le plus évangélique. Fidèles à l'esprit de leur vocation, ils ont bien montré dans la révolution combien doivent rester étrangers aux mouvements politiques ceux qui sont chargés du ministère des âmes. — Sommés par les factieux d'arborer sur leur maison le drapeau tricolore, ils répondirent courageusement que leur drapeau était la croix qui apparaissait au faîte de leur église. Invités ensuite à prendre la cocarde italienne et à illuminer leurs fenêtres pour l'entrée de Garibaldi à Palerme, ils ne craignirent pas de répondre que leur cocarde était le chapelet qui leur pendait au côté et qu'ils n'avaient coutume d'illuminer que le sanctuaire. Leur courage était égal à leur vertu.

collectes et des prières publiques ordonnées dans chaque diocèse, tant était vive la sollicitude qu'inspiraient à tous les cœurs les épreuves du Saint-Siége, qui aurait cru, dis-je, que la Sicile resterait seule indifférente à de telles afflictions, la Sicile, cette terre que les Souverains Pontifes ont comblée de bienfaits, et qui porte sur tous les points des marques éclatantes de leur bonté et de leur munificence? L'excellent chanoine Turano, nous ne l'ignorons pas, rédigea et publia alors, au nom de l'archevèque de Palerme, une des adresses les plus nobles et les plus touchantes qui soient arrivées au cœur de Pie IX. Mais on sait de quels outrages et de quels dégoûts fut abreuvé ce prêtre vertueux et plein de zèle; on n'a pas oublié la persécution que lui attira cette généreuse initiative. Une part de ces indignités revient de droit à la révolution qui avait déjà repris faveur en Sicile; mais on ne peut se refuser d'y voir aussi le peu de force du sentiment catholique.

Le roi Ferdinand, ému des fortes réclamations du Pontife régnant, après une entrevue qu'il eut avec lui en 1856, à Porto-d'Anzo, avait mis un frein aux prétentions exorbitantes de son ministère dans ses rapports avec l'Eglise; il avait publié ensuite certaines dispositions de nature à apporter quelque tempérament aux maximes de droit ecclésiastique pratiquées dans ses états; mais il ne fut appliqué à la Sicile qu'une faible partie de ces modifications. Du reste leur caractère de *pures et simples concessions du Prince,* empêcha qu'elles fussent reconnues et enregistrées avec l'agrément de la Cour Romaine, et que par conséquent elles servissent de point de départ à des réglements catholiques.

—

Chapitre III.

LES JÉSUITES EN SICILE AVANT LA RÉVOLUTION DE 1860.

—

La Sicile, qui avait été la première à rappeler les Jésuites après la fatale abolition de l'Ordre en 1773, voulut être la dernière à les perdre, dans la révolution de 1848. En cette occasion, quoique sollicités par ce qui se passait dans l'Italie Continentale à spolier les Jésuites de leurs maisons, les Siciliens ne prêtèrent point l'oreille aux instances de Michel Amari, qui plaidait leur expulsion de la manière la plus indigne.

Les deux Chambres parlementaires du royaume, en consentant à ce que les Jésuites fussent dispersés, résolurent d'accorder à chacun d'eux une pension mensuelle convenable; puis, quand M. Cordova, avec ses ministériels, tenta de rendre inutile cette partie du décret, le parlement renouvela sa décision et enjoignit au ministère de payer immédiatement. Ajoutons que cette première dispersion fut tempérée et adoucie d'une façon toute spéciale par l'estime et l'affection dont les Pères reçurent maint témoignage de toutes les classes de la population. Les plus riches familles du pays s'efforçaient à l'envi d'avoir des Jésuites parmi elles pour les préposer à l'éducation de leurs

enfants et même pour le seul plaisir de les entendre. Conséquemment, le décret du 3 août 1848 contre la Compagnie de Jésus en Sicile servit beaucoup à faire connaître jusqu'à quel point les Jésuites étaient alors estimés et aimés dans toutes les parties de l'île et spécialement dans la capitale.

Après la chute de la révolution et grâce à la restauration de la famille royale, qui annula tous les actes du Parlement de Sicile, les Jésuites furent libres de rentrer dans leurs maisons et d'exercer de nouveau leurs fonctions. Il n'en résulta pourtant aucune altération dans les bons sentiments des Siciliens à l'égard de leur Ordre. Nous pouvons même affirmer avec certitude que depuis ce temps leur popularité ne fit que s'accroître jusqu'en 1860. Et les hommes les plus hostiles à la Compagnie, et les affiliés des sociétés secrètes perdirent l'espérance de pouvoir alors inspirer au peuple la haine et la défiance du Jésuite.

Les Pères ne laissaient pas de faire leur possible pour répondre à l'amour et aux espérances de la population. Ils aidèrent à améliorer l'enseignement public en y introduisant quelques-unes des réformes qui convenaient le mieux au progrès des lettres et des sciences, et qui répondaient le mieux aux besoins du pays. Puis, quand le prince de Satriano forma le projet de rendre l'enseignement plus efficace, plus avantageux et plus uniforme dans toute l'île, les Jésuites, dont il demanda le concours, présentèrent à la commission de l'instruction un système complet d'enseignement gradué, adapté aux progrès des temps et à la condition des différentes villes de la Sicile. Ce système, reconnu utile au pays, aurait certainement été mis en pratique dans toutes les écoles du pays, si le ministère de Naples s'était montré plus favorable au gouvernement de Filan-

gieri. Cependant les élèves externes du collége de Palerme, malgré la multitude des maisons d'éducation de cette capitale, s'élevèrent, jusqu'à l'année de la révolution, au chiffre de 1500. L'affluence en était si grande qu'à chaque rentrée on devait, faute de place, en refuser un certain nombre qui sollicitaient vainement leur admission. Parmi ces élèves se trouvait la fleur des familles de Palerme et, on peut le dire, ceux qui faisaient la plus haute espérance de la patrie. Comme le local de leur établissement était insuffisant pour y instruire toutes les classes de la société, les Jésuites consacrèrent une somme énorme à l'appropriation du collége royal Ferdinand, qui, dès son ouverture, reçut environ une centaine de jeunes gens choisis, et qui en eût reçu bien davantage si l'exiguité de la maison n'y avait mis obstacle. Cependant les demandes des meilleures familles de la Sicile augmentant de jour en jour et les Jésuites n'y suffisant pas même avec leurs succursales de Noto et de Caltanissetta, ils résolurent de construire à Palerme un établissement de premier ordre qui, outre l'espace et la grandeur, réunît tout ce qu'il y a de mieux dans les Pensionnats de l'Italie et de l'Europe. A cette fin le P. Galvagno, alors recteur du collége Ferdinand, obtint du roi, non sans avoir eu à triompher des plus graves difficultés de la part du conseil militaire des fortifications, obtint, dis-je, la superficie de l'ancien noviciat des Jésuites de Palerme, détruit dans la révolution de 1848. Une commission d'architectes fut appelée à dresser les devis de l'immense maison qui devait s'élever sur cet emplacement : l'entreprise fut évaluée à 750,000 francs, somme trop forte, à vrai dire, pour cette province, mais qui, malgré les lourds sacrifices qu'elle imposait, aurait certainement été consacrée au monument

projeté, si les temps ne fussent devenus pleins de troubles et de menaces.

Néanmoins les progrès merveilleux de l'enseignement et du pensionnat des Jésuites, à Palerme, déterminèrent la noble cité de Catane, à peine inférieure à Palerme pour la culture intellectuelle et pour la générosité, à confier aux mêmes Pères son magnifique collége Cutelli. Ce fut là un nouveau et éclatant témoignage de l'estime publique dont jouissaient les Jésuites dans la Sicile. On put alors aisément reconnaître que la ville de Catane qui, jusqu'en 1848, avait prêté trop complaisamment l'oreille aux griefs articulés contre les enfants de St-Ignace, faisant preuve de la loyauté qui la distingue, renonçait à tout préjugé de ce genre, puisqu'elle les appelait à former aux bonnes mœurs et aux belles lettres la partie la plus illustre de sa population. En dépit de la secrète opposition du ministre Cassisi et d'une de ses créatures employée à la secrétairie royale de Palerme, les habitants de Catane avaient souscrit sans réserve aux conditions proposées par les Pères; et toutes les difficultés du ministre ne les avaient pas empêchés de voir enfin leurs vœux accomplis. Dès leur arrivée à Catane, les Jésuites reçurent de telles marques d'affection que jamais, croyons-nous, ils ne perdront le souvenir du 9 février 1859. Ce fut le jour solennel où ils remirent enfin le pied sur une terre longtemps interdite à leur zèle. Le peuple se porta en foule au-devant d'eux, et la plage tout entière se couvrit d'une masse compacte et empressée. Chacun voulait être témoin de leur débarquement. Amenés à bord sur une barque préparée à cet effet, ils furent accueillis par les autorités et par les premiers personnages du pays, qui se disputaient l'honneur de les transporter en voiture au nouveau collége Cu-

telli. Ces démonstrations d'estime et de confiance étaient données aux Jésuites par les habitants de Catane, à la veille de la guerre de Lombardie et de la révolution italienne.

Le nouveau collége était à peine restauré et embelli, que le nombre des élèves, qui n'était alors que de 13, fut bientôt porté à 90, tous enfants de 8 à 12 ans, choisis parmi les meilleures familles de cette province. Mais, comme bien d'autres parents sollicitaient l'admission de leurs fils, on reconnut la nécessité d'agrandir ce collége d'un nouveau corps de bâtiment, dont la révolution empêcha toutefois la construction. Cependant les habitants de Catane n'étaient pas encore satisfaits de la réparation faite aux Jésuites, tant qu'on ne leur avait pas rendu leur ancien collége et pourvu par là, d'une manière plus complète, à l'éducation et à l'enseignement littéraire de leur jeunesse. Ils redoublaient donc d'instances auprès du gouvernement de Naples et on leur faisait augurer la prochaine réussite d'une démarche si bien fondée.

Après Catane, d'autres villes, comme Acireale, Caltagirone, etc., établissaient de généreuses dotations pour des colléges et des communautés à confier aux Jésuites, et ils en faisaient le sujet de nombreuses pétitions adressées au roi et ensuite à la consulte royale de Palerme, suivant les réglements civils en vigueur dans la Sicile. Le provincial des Jésuites à Palerme était à son tour accablé de demandes du même genre.

Ainsi, au commencement de 1860, les 308 Jésuites, répandus dans l'île, ne suffisaient plus à toutes les villes qui réclamaient l'exercice de leurs ministères; et, jusqu'à l'explosion révolutionnaire, ils n'auraient pu souhaiter un temps plus heu-

reux et plus favorable, ni s'attendre à plus de marques d'estime et de confiance. Leurs ennemis systématiques eux-mêmes, soit qu'ils fussent à leur tour convaincus de leur mérite ou de la régularité de leur conduite, soit qu'ils n'osassent pas braver le sentiment général du pays, ou gardaient le silence à l'égard des témoignages flatteurs qui leur étaient partout prodigués, ou affectaient d'y faire écho. Au reste, l'action des Jésuites ne se bornait pas à la culture morale et littéraire de la jeunesse dans les maisons d'éducation ; ils se rendaient utiles à presque toutes les classes de la société, qu'ils s'efforçaient d'embrasser dans la multiplicité de leurs fonctions. Toutes leurs maisons renfermaient des congrégations spirituelles pour les nobles, pour les ouvriers, pour les gens de la campagne et même pour les jeunes clercs. — Au moyen de missions périodiques, ils travaillaient à renouveler dans l'une ou dans l'autre partie de l'île les maximes et les sentiments du christianisme. Nous aurions de la peine à décrire les travaux et les fatigues dont le zèle apostolique leur inspirait le courage pendant les jours de carême. Dans la capitale seulement, ils donnaient plus de 70 retraites, ou séries d'exercices spirituels, à toutes les classes de la population. Leur nombre si restreint, en comparaison de l'étendue des besoins, réduisait alors quelques-uns d'entr'eux à prêcher jusqu'à cinq ou six fois par jour. Il y en avait plusieurs qui allaient, soit à l'intérieur soit au dehors de l'île, prêcher des stations de carême. Naples, Rome, Palerme et Messine n'ont pas oublié les prédications du P. Ferrara et d'autres Jésuites siciliens, qui annoncèrent si éloquemment la parole évangélique du haut des chaires de ces villes et recueillirent une si abondante moisson dans le champ du Seigneur.

Au milieu des fonctions si importantes et si diverses qu'ils remplissaient dans l'enseignement, dans la prédication, dans la confession, etc., etc., les Jésuites, qui avaient alors quinze maisons en Sicile, ne laissaient pas d'y travailler à des livres d'utilité publique. Sans parler des ouvrages publiés par eux avant 1849, ils avaient, dans l'intervalle de 1849 à 1860, mis au jour tant d'excellents ouvrages que cela seul suffirait pour affirmer qu'ils ont bien mérité de la Sicile et acquis des droits à la reconnaissance du monde savant. Le. P. Alexis Narbone, homme érudit, s'il en fut, et auteur de tant de publications, qui l'ont fait connaître dans toute l'Italie et à l'étranger, fit paraître, pendant cette période, six gros volumes de la *Bibliographie Sicilienne,* qui furent suivis de douze autres volumes de l'*Histoire littéraire de la Sicile*, immense travail que la tempête révolutionnaire le força d'interrompre (1). Le P. Joseph Romano qui, avant cette époque, avait publié en trois gros volumes *la Science de l'homme intérieur et de ses rapports avec la nature et avec Dieu,* ne donna pas seulement une seconde édition de cet ouvrage corrigé et refondu; mais il publia en deux volumes ses *Éléments de philosophie,* ouvrage qui à l'originalité joint une telle solidité de doctrine, que c'est un des livres peu nombreux où les jeunes gens peuvent approfondir cette science, en nos temps d'extrême légèreté pour les études philosophiques.

(1) Il est mort le 12 Décembre 1860, laissant en manuscrit le reste de l'ouvrage tout prêt à être publié.

Nous avons entendu, dernièrement, un étranger, connu dans le monde savant par des ouvrages d'une vaste érudition, s'exprimer en ces termes sur le travail du P. Narbone : « Aucun pays ne possède une pareille encyclopédie nationale. La jalousie, innée aux Italiens, ne leur permettra pas de rendre justice à l'auteur. En deçà des Alpes son *Histoire littéraire*, quand elle sera connue, excitera l'admiration. »

A la même époque furent imprimés les deux volumes qui contiennent l'*Arithmétique* et l'*Algèbre,* du P. Guillaume Turner, un des mathématiciens les plus renommés de l'Italie, connu déjà antérieurement par son cours de *Géométrie* et enlevé à la science avant d'avoir eu le temps de mettre la dernière main à ses excellents travaux de mathématiques et de calcul. A ces ouvrages considérables, on pourrait ajouter les beaux *Mémoires scientifiques de numismatique et d'histoire naturelle,* publiés par les PP. Romano et Libassi, sans compter les nombreux cours, dictés dans les écoles et adoptés pour l'enseignement des colléges de la Sicile, cours de grammaire latine, grecque et française, cours de belles-lettres et de poésie, d'histoire naturelle et de géographie, etc., sans compter non plus, maint ouvrage réimprimé, annoté ou traduit, bon nombre d'anthologies destinées à l'enseignement de plusieurs langues, des cours complets d'instruction religieuse, quantités d'opuscules de piété et de dévotion, etc. J'observerai seulement que, lorsqu'on ne connaissait pas encore dans les colléges d'Italie des cours d'histoire universelle, écrits par des auteurs italiens, et qu'ainsi l'on mettait entre les mains de la jeunesse, de méchantes traductions d'ouvrages historiques, édités en France ou en Allemagne, les Jésuites de Sicile se livrèrent, dès 1850, à la publication de cours d'histoire universelle, italiens d'origine et de style. D'autres livres, et peut-être de plus longue haleine, étaient en voie de préparation dans les maisons des Pères de cette province ; mais les fureurs de la révolution ne leur permirent pas de mener l'œuvre à bonne fin.

Ayant touché superficiellement la question des travaux apostoliques et littéraires où se sont distingués les Jésuites

de Sicile, nous ne voulons pas oublier de dire deux mots de leurs revenus. Les déceptions de 1848, n'ont pas empêché de faire courir toute sorte de bruits à cet égard, et l'on n'a pas ménagé les allusions aux richesses fabuleuses et aux fonds immenses qu'auraient possédés les Pères de cette île. Or, M. l'avocat Calvi, auteur non suspect de partialité en leur faveur, démontre clairement dans son *Histoire de la révolution de* 1848, *en Sicile*, que les revenus des Jésuites ne suffisaient pas alors aux dépenses de l'administration de leurs biens et au paiement de la modique pension de 34 sols, par jour, que le parlement de Sicile avait allouée aux Jésuites dispersés. Il ne restait rien, ajoute Calvi, pour maintenir tant d'établissements que la Compagnie avait possédés dans l'île. L'aveu est précieux à recueillir et il est fondé en raison : Car les revenus annuels des Jésuites dans l'île, déduction faite des charges ordinaires, n'allaient pas au-delà de 187,500 francs qui, divisés entre 308 personnes, ne donnaient à chaque Père qu'un peu plus de 600 francs, somme inférieure à ce que pourrait gagner un artisan par un travail manuel. De cette somme même il fallait retrancher les frais d'administration et les dépenses exigées par l'entretien des colléges. des écoles, des bibliothèques, des cabinets de physique, etc. indépendamment de toutes les aumônes faites par les Pères à tant de pauvres et s'élevant, chaque année, à plusieurs milliers de francs. Et cependant, au moyen d'une gestion économique, de la frugalité dans les repas et de la modestie dans les vêtements que comporte l'état religieux, les Jésuites de Sicile, dans le seul espace de dix années, à partir de 49, sont parvenus, sans grever leur communauté d'une obole, non-seulement à trouver l'argent des réparations et des

embellissements qu'ils y faisaient, mais à construire plusieurs nouvelles maisons, surtout des maisons de campagne pour la villégiature de leurs élèves pendant l'automne. C'est de ce fait que les gens mal-intentionnés ou non initiés aux règles d'économie domestique, ont conclu à l'immense richesse des Pères Jésuites de Sicile, et pourtant leurs revenus, tout compte fait, ne dépassaient pas ceux de plusieurs ordres religieux de l'Ile. La nouvelle administration de leurs biens aura-t-elle d'aussi heureux résultats?

Avant de clore le chapitre relatif aux Jésuites siciliens, nous devons dire quelques mots des rapports qu'ils ont eus, pendant les dix dernières années, avec le gouvernement de Naples. Ce gouvernement, par le rappel des Jésuites de l'île, en 1850, avait accompli un acte que lui imposaient la logique et la justice; on aurait tort de voir dans cette mesure un signe de prédilection particulière. Dès que l'autorité légitime annulait tous les actes du parlement de Sicile, les Jésuites rentraient de plein droit en possession de leurs biens et de leurs maisons, et ils n'avaient pas besoin d'un nouveau décret pour récupérer ce qu'ils n'avaient jamais perdu aux yeux du gouvernement de Ferdinand. Du reste, le roi de Naples, aussi bien que ses ministres, regardait la Compagnie comme un Ordre actif, laborieux, tout appliqué à des ministères d'utilité publique, zélé pour les progrès de la morale chrétienne, respectueux envers l'autorité de son gouvernement, comme il l'était envers l'autorité républicaine aux États-Unis ou l'autorité constitutionnelle en Belgique. Le roi de Naples se garda bien de molester les Jésuites et, souvent, il les favorisa des marques de sa bienveillance.

Cependant, quelques articles publiés par la *Civiltà cattolica,* journal écrit depuis dix ans par les Jésuites italiens, et dévoué au Saint-Siége, avaient commencé à jeter un peu d'ombrage dans l'esprit du roi de Naples et à lui faire soupçonner que, pour le moins les rédacteurs de cette publication, étaient sympathiques à certains principes de la révolution italienne, qui, propagés dans ses Etats, pourraient mettre la monarchie en danger. La police de Naples se crut aussi malmenée par des articles de la *Civiltà* et surtout par les révélations insérées, en 1854, dans des *Mémoires* de cette revue, sur les intrigues que cette police avait employées à Naples, dans le but de nuire à la prospérité du journal, et sur les sentiments que le roi avait laissé paraître en certaine occasion au sujet de sa police. Celle-ci excita donc contre les Pères la plus vive persécution, et usa de tous les moyens pour les perdre dans l'esprit du monarque; elle lui représenta que son autorité courrait les plus graves dangers si on laissait libre cours aux doctrines de cette feuille périodique, doctrines qui étaient celles de l'Ordre tout entier; qu'il était donc urgent de détruire l'influence exercée par les Jésuites dans les diverses parties du royaume, de leur enlever la direction du grand séminaire de Naples, de les surveiller, de les resserrer dans le cercle de leur action, de les forcer à se déclarer d'une manière absolue en faveur de la forme de son gouvernement et, s'ils refusaient, de s'en débarrasser. Tels étaient les conseils que donnaient au prince courroucé les traîtres de la dynastie bourbonnienne. Leurs suggestions furent malheureusement exécutées en partie envers les Jésuites de Naples. On dispersa le séminaire clérical que les évêques leur avaient confié; on fit souscrire de

force au Provincial et aux Pères de cette capitale, la protestation la plus ridicule et la moins grammaticale qu'un agent de police eût pu rédiger en pareille circonstance; on soumit à un redoublement de surveillance et les fonctions de leur ministère et leurs communautés; on multiplia les obstacles et les entraves à la liberté de leur enseignement; on mit à l'index de la police, outre les volumes de la *Civiltà*, quelques-uns des cours de *Droit naturel,* des PP. Taparelli et Liberatore; on fit reconduire trois Pères à la frontière, comme suspects au gouvernement, et on tint l'Ordre entier sous le coup de la menace d'une expulsion qui semblait d'heure en heure imminente et probable. Les Jésuites de Sicile devaient être enveloppés dans l'orage qui éclatait contre les leurs à Naples; mais, grâce au bon sens et à la droiture de MM. les commandeurs Maniscalco et Celesti et de Mgr Planeta, président de la commission d'instruction publique, ils échappèrent à cette persécution. Le ministère sicilien avait cependant reçu communication des mesures, prises à Naples, et il était enjoint au président de l'instruction publique de surveiller avec soin leur enseignement.

Même après que, dans la suite, la colère du monarque se fut calmée et que son esprit eut perdu de l'aigreur qui l'avait animé contre les Jésuites, la police de Naples ne renonça pas à la pensée de l'entretenir dans des soupçons continuels sur le compte de leur ordre et de leurs maximes. Les Jésuites, à qui était commis le soin des prisons, étaient parvenus, avec le concours de la bienfaisante sollicitude du commandeur Murena, alors ministre des finances et des travaux publics, à faire de ces prisons tant calomniées, un sujet d'admiration pour les

visiteurs impartiaux (1). Or la police souffrait avec peine de les voir contrôler vigoureusement le pouvoir absolu qu'elle avait exercé autrefois dans cette partie de ses attributions. A force d'artifices, elle contraignit les Pères à se décharger du service de la prison des condamnés politiques, en les menaçant, en cas de refus, d'obtenir un ordre du roi. Les intrigues contre les Jésuites ne s'arrêtèrent pas en si bon chemin. Lorsque le roi Ferdinand publia les concessions, rappelées plus haut, en faveur de la liberté ecclésiastique et accorda aux évêques de Naples la faculté de rouvrir le séminaire provincial de la capitale, on remarqua, dans la crainte peut-être que cet établissement ne fût confié de nouveau à ses anciens supérieurs, qu'il réserva au gouvernement l'approbation des maîtres que les évêques y voudraient préposer à la direction et à l'enseignement des

(1) Il y a trois ans, M. Garnier, après avoir tout vu et examiné, fit la description des prisons de Naples dans une série d'articles publiés par la *Gazette de Lyon*. Les impostures des journaux révolutionnaires sur ce point sont vraiment rebutantes. Par bonheur, bon nombre d'étrangers de tout pays ont, dans ces dernières années, visité ces prisons, surtout de Naples et d'Aversa et jusqu'aux bagnes de Procida, et quelques-uns d'entre eux, ayant pu s'assurer *de visu* comment le travail y est organisé et par quelles attentions l'on a pourvu à la culture morale des prisonniers, n'ont pu s'empêcher de dire : « *Est-il possible que Sir Gladstone ait accumulé tant de calom-* « *nies?* » Que si dans le vieux château de S[t] Elme, il se trouve des espèces de tanières et nous dirons même des sépultures vivantes destinées à servir de prisons, nous feront remarquer : 1° que ces lieux de captivité remontent à une époque où l'on ne faisait pas mieux, 2° qu'elles ne servaient point de prisons ordinaires pour les délits communs ou politiques, 3° qu'on trouve de pareils *tombeaux* partout et jusque dans l'*Etat modèle* du Piémont, et que de plus ce très-libéral royaume y ensevelit souvent d'*ardents patriotes*, sans parler des prêtres et des religieux qui ne lui plaisent pas. Zambianchi nous a appris que les prisons du Piémont sont les plus mauvaises de l'Italie; le gouvernement piémontais le sait et ne s'en inquiète pas autant que de faire aboyer contre les prisons de Rome et de Naples. « J know, ainsi parla Zambianchi à un anglais qui le visitait, the prisons in the Pope's dominions. During 1848, i had good opportunity of examinating all the prisons at Rome uken my party was in power. J sought to know something of Italian prisons: and, sir, belive me *the very worst are the prisons of the king of Sardinia. Count Cavour knows this too*, etc. » V. la correspondance de Gênes du 21 novemb. 1860 dans le *Tablet*, 8 décemb.

jeunes clercs. Plus d'une fois aussi, l'influence de la police éloigna des colléges des Jésuites de Naples quelque enfant de grande famille : nous tenons de la bouche même du prince Sicilien X... qu'ayant placé un jeune homme de naissance dans leur pensionnat de Naples, il en fut blâmé par un haut fonctionnaire de cette cité, qui lui dit en propres termes « Je ne m'occuperai en aucune façon de votre pro- « tégé, parce que les Jésuites ne jouissent pas de la con- « fiance du gouvernement. »

Ces faits, et d'autres semblables, étaient assez connus en Sicile, pour que les ennemis des Jésuites eussent renoncé à l'espérance de les montrer au peuple comme les auxiliaires de la police et les soutiens du gouvernement des Bourbons. C'est ainsi pourtant qu'avec son autorité de dictateur, Garibaldi s'exprima sur leur compte ; une accusation de sa part aurait, pensa-t-il, plus de poids pour étayer la calomnie, que l'évidence des faits, pour la démasquer et la détruire. La persuasion contraire était cependant générale. En faut-il d'autre preuve que la confiance illimitée qu'ils inspiraient aux prisonniers et surtout aux prisonniers politiques? Plusieurs des Pères leur prodiguaient les offices les plus charitables, employaient toute leur sollicitude à les pourvoir du nécessaire, les consolaient par leur conversation et allégeaient par tous les moyens possibles le fardeau de la captivité. On a observé que, jusqu'aux premiers jours de l'année 1860, la conduite des prisonniers politiques resta absolument la même à l'égard des Jésuites : on a même observé que la multitude des prisonniers politiques qui, dans le cours de 1859, furent envoyés à Palerme de tous les points de l'île et surtout de Messine, tout en prenant à tâche de cacher à la police des intentions qui pouvaient les compro-

mettre, n'en faisaient point mystère dans leurs rapports avec les Pères. Bien plus, pendant leur incarcération et après, ils leur confièrent ouvertement, sous la foi du secret, quel était le but de leur révolution et à quel terme très-rapproché elle éclaterait; ils leur révélèrent encore mainte circonstance que l'événement vérifia dans la suite. Quelques-uns d'entre eux, issus des plus nobles familles, reconnaissants de toutes les preuves d'attachement qu'ils avaient reçues des Pères, s'empressèrent, aussitôt rendus à la liberté, et avant de retourner dans leur patrie, de venir les remercier, leur assurer qu'ils publieraient partout leur bienfaisante sollicitude et leur charité même, et que, s'ils avaient une part quelconque au prochain gouvernement de la révolution, ils feraient tout pour empêcher leur dispersion, et tâcheraient, en tous cas, de la leur rendre plus douce et plus supportable.

Nous en avons dit assez pour montrer de quel degré d'estime et de confiance les Jésuites jouissaient en Sicile jusqu'au moment de l'arrivée de Garibaldi; le dictateur lui-même ne put dissimuler sa surprise de voir leur ordre si avant dans les bonnes grâces des Siciliens.

Chapitre IV.

PREMIERS SYMPTOMES DE LA RÉVOLUTION ET COMMENCEMENT DU RÈGNE DE FRANÇOIS II.

—

La cause de l'indépendance italienne qui avait formé durant tant de siècles, (quoiqu'en des circonstances et par des moyens tout différents), le but de tant d'efforts et d'agitations, n'était pas tombée en oubli après la défaite de Novare et l'abdication de Charles-Albert. Cette grande question fut de nouveau agitée en 1856, dans les conférences de Paris, et soutenue par l'influence du Gouvernement anglais, que Lord Clarendon y représentait. Or la France assumait alors la mission de coopérer avec le cabinet de St James à la pacification de l'Italie, en proposant des réformes libérales qu'il entendait faire accepter par les souverains de la Péninsule. Mais le courageux refus opposé par le roi Ferdinand aux propositions de la France et de l'Angleterre, donnait lieu à la rupture diplomatique de ces deux puissances avec le royaume de Naples et au rappel de leurs ambassadeurs respectifs. D'un autre côté, le projet de réformes semblables soumis au St Père, pour ce qui concernait l'administration de ses Etats, devenait comme la pierre d'attente de la guerre qui éclata peu après contre l'Autriche et le principe de l'extension que prit la révolution en Italie. Et en effet,

l'Autriche invitée à appuyer de son autorité les réformes proposées par la France aux Etats de l'Eglise, exigeait telles modifications qui ne satisfaisaient point le gouvernement français. Ensuite, le peu de disposition qu'elle montrait à abdiquer l'influence exercée par elle, depuis des siècles, sur les destinées de l'Italie et à mettre à néant les traités secrets conclus de longue date avec plusieurs des Princes de la Péninsule, excitait d'une part la jalousie de la France, qui n'avait pas encore oublié les projets d'Henri IV, réveillait, de l'autre, les colères non encore apaisées dans le royaume de Sardaigne, et fournissait un prétexte aux Piémontais, pour faire des armements et mettre en feu les populations italiennes.

En attendant, les paroles adressées par l'Empereur Napoléon à l'ambassadeur d'Autriche à la réception du 1er Janvier 1859, malgré les explications postérieures du journal officiel, faisaient connaître à l'Europe l'imminence de la lutte et donnaient le signal des armements gigantesques dans tous les Etats de l'Europe. Vainement l'Empereur des Français déclarait-il au Sénat que l'*Empire est la paix;* qu'il n'y avait entre son gouvernement et celui de l'Autriche qu'une légère différence de principes; que l'état anormal de l'Italie avait mis en émoi la diplomatie, mais n'était pas une raison suffisante pour s'attendre à une guerre; personne ne douta plus des prochaines hostilités, surtout après la publication de la brochure intitulée *Napoléon III et l'Italie,* qui fut attribuée à l'inspiration de l'Empereur et regardée comme une déclaration insérée au Moniteur. Cette brochure exposait les torts de l'Autriche envers l'Italie et la France, et mettait en relief les bonnes intentions de cette dernière puissance, relativement à la liberté de la Péninsule et à sa nationalité,

qui avait été *préparée par le premier Napoléon;* elle ajoutait qu'il ne serait possible de rendre à l'Italie sa nationalité qu'*au moyen d'une confédération;* elle indiquait enfin, comme le grand obstacle à la réalisation de cette idée, la position que l'Autriche avait prise en Italie avec sa politique, et insinuait la nécessité d'une guerre. On y donnait pourtant à espérer que la diplomatie parviendrait à faire, à la veille d'une grande lutte, ce qu'elle ferait le lendemain de la victoire.

Un sentiment, très-répandu en Europe, était que l'empereur Napoléon, qui avait fait refleurir en France les biens de la paix, n'aurait pas rouvert le champ des combats, en faveur de l'indépendance italienne, s'il n'y avait pas été forcé par le poignard des conspirateurs. Voilà pourquoi, disait-on, le *Moniteur* avait publié le fameux testament de l'assassin Orsini, et pourquoi le gouvernement français avait laissé librement circuler en France un numéro de l'*Unione* de Turin, qui affirmait sans détour, au nom de la secte Mazzinienne, que l'*Empereur Napoléon,* exécuteur des dernières volontés d'Orsini, *devrait en observer les serments* et *que s'il tardait à le faire, les bombes ou les poignards accompliraient leur mission* (1).

Provisoirement un pacte était conclu entre la France et le roi de Sardaigne, en même temps que le prince Napoléon demandait la main de la princesse Clotilde de Savoie. Mais les cabinets d'Europe ne souffraient pas volontiers qu'il s'allumât entre deux grandes puissances une guerre meurtrière, dont la diplomatie ne pouvait mesurer les conséquences. La Russie proposait donc un congrès où devrait être réglée la question italienne. L'Autriche acceptait le

(1) V. à ce sujet l'article du Rambler du mois de juillet 1859, p. 247.

principe du congrès, sous la condition que les puissances désarmeraient. A la proposition de désarmement qui lui fut faite, le Piémont répondit par la demande de prendre une part active au congrès. La France déclarait dans le Moniteur du 19 Avril, qu'elle amènerait le Piémont à désarmer, moyennant la promesse que tous les Etats de l'Italie seraient représentés au congrès européen. Mais à cette proposition le jeune empereur d'Autriche sentit bouillonner en son cœur une indignation dont il ne fut pas maître, et ayant fait avancer 80,000 hommes sur le Tessin, il envoya au roi de Piémont un ultimatum qui, en cas de refus, devrait être suivi d'une déclaration de guerre, après trois jours. La médiation qu'offrit l'Angleterre ne put arrêter le mouvement des Autrichiens et, le 27 Avril, le général Giulay passa le Tessin à la tête de 120,000 hommes. Le ministère Derby, rebelle aux instances que lui faisait le gouvernement français, pour l'entraîner avec lui dans la guerre de l'indépendance, répondit d'une manière conforme aux vœux de la nation anglaise et se renferma dans une neutralité armée. Cependant battu au vote, provoqué le 11 Juin, par une majorité libérale de 12 voix, il dut se retirer devant un nouveau ministère. Lord Palmerston et lord John Russel devinrent les chefs du cabinet anglais, mais ne purent adopter publiquement une politique autre que celle de la neutralité proposée par lord Derby. La Russie parut incliner vers l'alliance franco-sarde, sans vouloir néanmoins contracter aucun engagement. La Prusse et l'Allemagne s'armèrent, afin de surveiller le cours des événements. L'Autriche demeura donc seule sur le champ de bataille contre la Sardaigne et la France, qui fit marcher 130,000 hommes au secours du Piémont.

Le roi Ferdinand avait pressenti l'orage redoutable qui allait se déchaîner sur le sol italien et ravager ensuite ses propres états. La police d'Angleterre et de France l'avait déjà averti d'un grand soulèvement organisé depuis le mois de Décembre dans la capitale du royaume, soulèvement qui serait protégé et soutenu par un débarquement d'émigrés; le gouvernement sicilien l'avait également averti de l'élan que le cri de guerre donnerait à la révolution de l'île ; et la révolte de Toscane, suivie de la fuite du Grand-Duc, avait été pour lui un présage suffisant de ce qui menaçait sa propre autorité. Il employa donc tous ses soins à augmenter le nombre de ses troupes, en appelant sous les armes une nouvelle réserve de 30,000 hommes; il mit aussi en grande activité les arsenaux du royaume ; il arma la flotte en guerre et se tint prêt pour les événements, tout en ayant déclaré aux puissances belligérantes qu'il observerait la plus stricte neutralité. C'est pourquoi il refusa d'accorder à la France les trois ports qu'elle lui demandait, l'un en Sicile, et les deux autres sur le continent, et il protesta de ne vouloir les céder que sous le coup d'une violence ouverte; il enjoignit pourtant aux provinces de Naples et de Sicile de ne mettre aucun obstacle d'aucune sorte à ceux qui demanderaient des passe-ports pour coopérer à la guerre d'Italie. Sa conduite en ces difficiles conjonctures eût été assurément toute différente de vigueur et de précautions pour la conservation de son royaume, si une infirmité mortelle et un principe de désorganisation n'avaient complétement abattu ses forces et détruit toute son énergie. Le mal l'avait frappé à Bari, où il s'était transporté pour aller recevoir la princesse de Bavière, qui venait à Naples, en qualité d'épouse du duc de Calabre, l'héritier de la cou-

ronne. Il s'était assez bien remis pour pouvoir voyager jusques à Caserte, et l'on espéra d'abord que la maladie céderait à des remèdes énergiques, mais ce fut en vain; le mal s'aggrava rapidement et le conduisit en peu de jours à la dernière extrémité. A ce moment solennel, il voulut recommander son fils aîné aux conseils du prince Filangieri, qu'il manda à Caserte; puis, muni de tous les sacrements de l'Eglise, il expira le 22 Mai, deux jours après que la bataille de Montebello avait inauguré les victoires des alliés en Italie. L'histoire, si elle n'approuve pas toutes les maximes gouvernementales dont se prévalut le roi Ferdinand, devra certainement admirer la vigueur de ce souverain, qui sut se maintenir pendant 30 ans sur un trône miné par la révolution et ébranlé par la diplomatie.

Le jour suivant, François II fut salué roi de Naples et de Sicile et reçut de ses troupes le serment de fidélité. Une petite manifestation en faveur du prince Louis, comte de Trapani, frère cadet du nouveau roi, eut lieu vers cette même date à Bari, à Reggio et à Foggia ; à Naples, un membre de la haute police voulut exciter un mouvement semblable. Même en Sicile, ce faible parti, dont on n'a jamais bien connu l'origine, avait quelque ramification et y propageait des bruits calomnieux sur l'impuissance physique et morale de François II, et sur la nécessité de faire monter au trône le second fils du roi défunt. Quoi qu'il en soit, le peuple napolitain qui voyait dans l'aîné des princes du sang *le fils de la reine sainte* et italienne, ferma l'oreille à ces insinuations et se prononça hautement pour François. Ce jeune prince avait hérité des mérites et des vertus de sa mère; d'un naturel aimable et doux, de mœurs irréprochables, son cœur était affectueux et sensible aux maux d'au-

trui. Il n'était encore qu'un enfant lorsqu'un jour, profondément ému à la vue d'un pauvre et ne trouvant pas dans sa bourse une monnaie quelconque à lui donner, il lui offrit son propre carrosse et ses chevaux. Tels étaient les principes et les sentiments qu'il avait puisés dès son basâge dans cette divine religion, où l'avaient élevé les soins des deux pieux généraux Spina et Ferrari, que sa mère lui avait laissés pour gouverneurs. Mais les vertus et la piété chrétienne ne l'avaient pas empêché de nourrir dans les exercices militaires le courage et la grandeur d'âme dont il a donné des preuves si éclatantes à Capoue et à Gaète.

La France et l'Angleterre voulurent immédiatement rétablir avec le nouveau prince leurs relations diplomatiques et lui envoyèrent leurs plénipotentiaires à Naples. Ses peuples, en le voyant sur le trône, espérèrent de lui des améliorations et des réformes administratives, et tel était son caractère et son amour du bien que, si la révolution ne se fût mise en travers de sa volonté, il aurait pleinement satisfait les désirs de ses sujets et inauguré pour son royaume une ère de prospérité et de paix. Mais le malheureux monarque était appelé à s'asseoir sur un trône chancelant et placé au bord d'un précipice. — A peine ceint du diadème royal, il adressait à ses peuples la proclamation suivante :

« Par le triste événement de la mort de notre auguste et « bien-aimé père Ferdinand II, le Très-Haut nous appelle « à occuper le trône de nos ancêtres. En adorant profondé- « ment ses impénétrables desseins, nous le prions avec « confiance de daigner, dans sa miséricorde, nous prêter « son appui spécial et son inaltérable assistance, afin que « nous puissions remplir les nouveaux devoirs qu'il nous « impose, devoirs d'autant plus graves et plus difficiles

« pour nous, que nous succédons à un grand et pieux mo-
« narque, dont les héroïques vertus et le mérite sublime
« ne seront jamais assez loués. Si cependant le Tout-Puis-
« sant nous vient en aide, comme nous l'espérons, nous
« serons capables de maintenir et de développer le respect
« qui est dû à notre sainte religion, l'observance des lois,
« la rigoureuse et impartiale administration de la justice,
« la prospérité du royaume et le bonheur de nos bien-aimés
« sujets... »

La proclamation confirmait ensuite provisoirement toutes les autorités dans l'exercice de leurs fonctions. Ecrite le jour même où expirait le roi Ferdinand, elle ne pouvait être que la notification du nouveau règne et il ne fallait pas s'attendre à y trouver exposé dans toutes ses parties le système de la politique future du jeune roi. Il devait cependant suffire aux amis de l'ordre et de la prospérité publique que François II promît de faire respecter la religion, observer les lois, rendre impartialement la justice et fonder le bien général sur les bases qui servent de soutien et d'appui au bonheur des nations. Toutes les institutions libérales, à les bien considérer, ne sont que des moyens pour assurer l'accomplissement de ces grandes lois que les gouvernants ne doivent jamais perdre de vue; hors de là, ils ne sont que des instruments de licence et de despotisme. François II indiquait dans sa proclamation le but suprême vers lequel tout prince doit diriger sa sollicitude, mais sans déterminer les moyens nécessaires et opportuns pour y atteindre. — Le choix de ces moyens devait être le fruit de mûres réflexions et se régler sur la profonde connaissance des besoins du peuple et du siècle, et il n'était alors qu'à peine monté sur le trône. Mais le parti révolutionnaire italien et

étranger qui avait pour unique mission de dénaturer ses pensées et ses intentions, ne vit dans cette proclamation, ou feignit de n'y voir, qu'une adresse monacale, rédigée dans un couvent, et il s'étudia de plus en plus à envenimer les esprits et à les pousser à la révolte.

Néanmoins la majorité des Siciliens n'avaient pas encore perdu la confiance qu'ils avaient mise en leur nouveau Souverain. Dans toutes les parties de l'île se formèrent des commissions qui devaient venir le féliciter de son heureux avénement et lui demander des grâces. Et même le nombre de ces commissions alla nttoujours croissant par la prétention que chaque ville et même chaque village manifestait de lui envoyer sa députation, le nouveau Roi, tout en exprimant la plus vive reconnaissance pour l'affection de ses sujets, n'accorda qu'aux chefs-lieux de district la faculté de députer à Naples une commission officielle. En cette circonstance la douceur, l'affabilité et la bonté avec laquelle François II accueillit les représentants de la Sicile et leur montra combien il prenait à cœur les intérêts de l'île et la satisfaction de ses besoins légitimes, ne pouvait qu'inspirer au peuple de l'estime et de la confiance pour le jeune monarque. Il avait même donné l'ordre d'accorder dans les audiences ordinaires la préférence aux Siciliens et aux Calabrais, et il les recevait, nous le répétons, avec tous les témoignages d'une sincère affection et d'une vive sollicitude. Il n'épargnait rien non plus pour que prompte justice leur fût rendue et il veillait à la juste réparation de leurs griefs. Du reste François II, malgré les difficultés de la situation, n'avait pas tardé à ouvrir les yeux sur les réformes qui seraient de nature à contribuer au bonheur de ses peuples. C'est pourquoi, aussitôt couronné roi, il appela le comman-

deur Maniscalco et voulut se faire rendre compte de l'état réel de la Sicile. La réponse du commandeur fut que la Sicile était divisée en deux partis : l'un, qui était celui du plus grand nombre, voulait des réformes et il fallait le satisfaire; l'autre, qui était celui des agitateurs systématiques, voulait la ruine de la monarchie et on ne pourrait lui répondre que par la force.

Le nouveau Souverain se proposant donc d'inaugurer l'époque des réformes utiles et modérées, ne s'était pas contenté d'établir un conseil spécial de trois hommes de mérite et d'expérience dans la diplomatie, comme étaient les princes Filangieri, Cassaro et le duc Serra Capriola; le 10 juin il nomma le même prince Filangieri à la présidence d'un nouveau ministère et à la réorganisation de l'Etat, en même temps qu'il éloignait du ministère de la Sicile M. Cassisi et lui substituait l'excellent chevalier Cumbo. Mais, pour procéder avec réserve et à propos, il fallait rétablir dans un meilleur mode d'organisation la hiérarchie des employés publics et l'armée, qui sont comme les deux colonnes sur lesquelles roule l'administration de l'Etat. Ce fut à cette œuvre que Filangieri appliqua tous ses soins, conformément aux désirs du jeune roi. Le cours des événements en Italie exigeait d'ailleurs que l'armée napolitaine fût mise sur le pied de guerre. On donna donc leur retraite à tous les officiers de l'armée que leur âge avait rendus incapables d'un service actif; il en résulta de nombreuses promotions pour des hommes plus jeunes et plus instruits; on encouragea les enrôlements de volontaires qui de toutes les classes de la population, et en Sicile et dans le royaume de Naples, accoururent d'eux-mêmes sous la bannière du roi et relevèrent ainsi la profession militaire aux yeux de la nation. On

accorda également un repos honorable aux employés déjà fatigués du long exercice de leurs fonctions, et on les remplaça par des personnes plus énergiques et plus aptes au travail. Les tribunaux et les ministères publics furent réorganisés, le mérite obtint une plus large part, de plus grands avantages furent alloués aux charges importantes et de nouvelles places servirent à contenter une multitude d'aspirants. Le terrain ainsi préparé, le nouveau ministère aurait certainement, avec prudence et circonspection, mis la main aux sages réformes que les temps conseillaient; mais la révolution se glissait sur ses pas, pour fermer la voie aux réformes et pour rendre chaque jour plus odieuse la monarchie des Bourbons.

La révolution veillait dans les rangs de l'armée piémontaise et dans les volontaires de Garibaldi, et comptant sur l'appui des armes de la France, elle marchait à l'accomplissement final de ses desseins. Les victoires remportées à Palestro et à Turbigo, et, dans de plus grandes proportions, à Magenta et à Marignan, avaient fait tomber le Milanais au pouvoir des alliés et leur avaient laissé libre le passage de l'Adda et de l'Oglio jusqu'aux bords du Mincio. Les Autrichiens se retiraient de partout : ils abandonnaient les forteresses de Plaisance, de Pizzighettone et de Lodi; ils abandonnaient en outre Ancône, Bologne et Ferrare et se concentraient dans le fameux quadrilatère. La révolution encouragée par d'aussi beaux succès, s'élança alors vigoureusement dans les Romagnes, dans la Toscane, dans les duchés de Modène et de Parme et couvrit d'éléments incendiaires les États de Naples et de Sicile. Dans cette dernière contrée, depuis le commencement de la guerre de la Lombardie, le parti révolutionnaire avait manifesté la plus

grande vigueur et l'audace la plus déterminée. La vigilance de la police et l'arrestation de plusieurs émissaires ne suffirent pas à comprimer son ardeur; l'agitation ne faisait que s'accroître, en s'étendant de Palerme et de Messine, comme centres principaux, et en se ramifiant dans toutes les parties de l'île. Les plus exaltés voulaient sans retard courir aux armes et faire appel aux populations aigries. On s'arrêta cependant à la résolution d'attendre l'issue de la guerre d'Italie, et on se contenta pour lors d'une démonstration publique.

A l'occasion de la bataille de Magenta, le comité révolutionnaire secret ordonna des illuminations publiques pour fêter l'entrée des alliés à Milan. Mais les familles privées ne répondirent pas à cette prescription, et parmi les maisons servant de local à des sociétés, une seule réussit à placer quelques lampions sur la rue, parce que la police s'y opposait. Le directeur Maniscalco fit même fermer pendant quelques semaines les établissements publics qui avaient tenté d'illuminer, au mépris des ordonnances qu'il leur avait communiquées. Ce fut là une des raisons pour lesquelles il se prépara une plus forte démonstration contre le gouvernement de Sicile. Dans la soirée du 2 au 3 juillet, la rue de Tolède à Palerme, depuis le palais des finances jusqu'à la place de Bologne, fut encombrée d'une foule immense. Maniscalco s'y était rendu en personne pour adresser des paroles conciliantes au peuple et l'amener tout doucement à se retirer, mais il fut accueilli par des sifflets et des injures et menacé de quelque chose de pis. Un pareil outrage infligé à l'autorité d'un représentant du gouvernement ne pouvait ni ne devait rester impuni. Le directeur revenant sur ses pas donna l'ordre aux chasseurs qui

stationnaient sur la place de Bologne de marcher, la baïonnette en avant et de forcer le peuple à évacuer la rue de Tolède. Il courut donner le même ordre au corps de Suisses qui se trouvait au palais des Finances. Il n'en fallut pas davantage pour qu'avant tout usage de la force le rassemblement se dissipât, en menaçant toutefois de renouveler le lendemain une démonstration plus nombreuse et armée. Mais le jour suivant, après quelques arrestations et grâce aux patrouilles qui parcoururent la rue de Tolède, il ne s'y passa rien qui mît en péril la tranquillité publique. Le directeur Maniscalco réussit de cette manière à comprimer l'audace révolutionnaire, qui s'était manifestée cette fois par de graves atteintes à l'ordre et à l'autorité. Les injures dont avait été l'objet le haut fonctionnaire, qui recommandait à la police le calme et la douceur dans ses procédés, demandaient cependant une réparation, et le gouvernement de Naples aurait été blâmable s'il avait négligé les moyens de l'obtenir. — C'est notre réponse à ceux qui ont tant crié contre l'emprisonnement de quelques habitants de Palerme qui furent reconnus coupables en cette occasion. Sans vouloir nous prononcer ici sur la cause qu'ils défendaient alors, nous soutenons qu'un outrage public et scandaleux infligé au suprême magistrat de la justice, mérite en tout temps et en tout lieu, et quel que soit le rang des coupables, une satisfaction, un châtiment. Le directeur Maniscalco n'en adopta pas moins, en cette circonstance, des tempéraments d'une telle douceur que la réparation dut paraître facile et le châtiment léger. De nobles jeunes gens furent, à la vérité, conduits en prison; mais chacun sait que la liberté de leurs mouvements ne fut pas du tout circonscrite à la cellule et à l'étroit espace qui leur avaient

été assignés : chacun sait que durant les quelques jours de leur détention ils pouvaient, depuis le matin jusqu'à une heure avancée de la nuit, passer leur temps dans la grande cour de la prison même et festoyer à l'aise avec leurs parents et amis. — Cet emprisonnement ne ressembla pas, on en conviendra, à celui auquel le *très-libéral* comte de Cavour condamna, il n'y a pas encore une année, le R. P. Sapetti ainsi que trois autres Pères de la Compagnie de Jésus et plusieurs excellents prêtres ou religieux d'autres Ordres, bien qu'ils n'eussent insulté à l'autorité d'aucun fonctionnaire, et tout exempte de culpabilité que fût leur conduite. Le tribunal de Turin se vit forcé d'en convenir. Mais on pardonnera tout, même les actes du plus atroce despotisme, au comte de Cavour, parce qu'il fut un ennemi déclaré de la Papauté et de l'Eglise, et l'indulgence au contraire n'existe pas pour les représentants de l'autorité des Bourbons, quelque conformes qu'aient été leurs actions aux prescriptions du code de la justice et de la conscience.

Palerme ne fut pas seule alors à entrer dans la voie des démonstrations publiques; d'autres villes de l'île suivirent cet exemple et Messine en particulier n'épargna pas l'éclat et le bruit à l'occasion des quelques bâtiments de la marine Sarde qui relâchèrent dans le port. Vivats et bravos, guirlandes de fleurs, bannières déployées, tout fut mis en œuvre pour démontrer aux officiers piémontais quels étaient les sentiments de ce peuple relativement à la guerre de Lombardie. Une adresse fut rédigée, et couverte de plusieurs centaines de signatures. Remise à l'amiral, elle lui témoignait hautement de la volonté qu'avaient les habitants de Messine de s'insurger au nom de la liberté contre le gouvernement Napolitain... « Que le Piémont leur envoyât, y

disait-on, des armes et des chefs; ils accourraient en foule au cri de guerre sous le drapeau italien. » L'amiral Sarde répondait le 24 juin, à cette adresse, par une proclamation dans laquelle, dépassant les limites de la discipline militaire, il s'exprimait ainsi : « Habitants de Messine, l'accueil plein « d'enthousiasme et de cordialité que nous avons reçu hier « de vous en mettant le pied sur le sol Sicilien, nous a « comblé le cœur de joie, de reconnaissance et d'orgueil, à « nous qui appartenons à la famille italienne dont Victor-Em- « manuel, qui en est le chef, revendique maintenant les « droits, en se mettant à la tête de l'armée de l'Italie, comme « le premier soldat de son indépendance. Ces témoignages « n'étaient certes pas nécessaires pour nous convaincre de « votre attachement à notre chère et commune patrie, et de « votre *sympathie* pour la glorieuse maison de Savoie, qui « vous compte déjà pour ses enfants de cœur et de pensée. « Habitants de Messine, souvenons-nous de la parole pro- « noncée par Napoléon III, quand, après la glorieuse « bataille de Magenta et à son entrée dans la ville « de Milan, en compagnie du courageux Victor-Emma- « nuel, il a dit : « *Aujourd'hui soyez tous soldats.* » Ayons « ces mots toujours présents à la pensée; ils sont sortis de « la bouche du vengeur des droits des peuples et du Sau- « veur des nations. Siciliens, vos devoirs, comme soldats « Italiens, sont pour le moment la tranquillité, la pru- « dence, l'ordre, l'union, la sagesse. L'heure n'est pas « encore venue pour vous de marcher contre l'ennemi « commun et *contre ceux qui le soutiennent. Mais cette heure* « *ne tardera pas à sonner, et nous sommes certains de vous* « *voir alors courir sous la bannière du roi galant-homme* (1). »

(1) V. les journaux piémontais et le *Tablet* du 9 juillet 1859.

L'amiral Sarde pouvait-il énoncer plus clairement son intention d'encourager la révolution et l'annexion de la Sicile au royaume piémontais. Faut-il s'étonner, après cela, que le parti révolutionnaire de l'île, se fortifiant des bonnes grâces d'un gouvernement dont la puissance grandissait en Italie, osât dès lors marcher le front haut, le regard audacieux et en venir jusqu'à faire briller le poignard de l'assassinat aux regards de son souverain légitime? Nos lecteurs vont voir en effet de quelle manière la révolution s'exprimait dans une adresse envoyée pendant le mois de juin au roi François II : « Sire, dans ce moment solennel où les « cœurs de vingt-un millions d'hommes palpitent d'espé- « rance et de joie pour la résurrection de notre commune « patrie, c'est à vous, jeune monarque, que s'adressent les « paroles des Napolitains. Les trônes de la péninsule sont « sur le point de passer à l'état de souvenirs ; plusieurs « sont déjà tombés pour ne plus se relever. Le vôtre trem- « ble sous vos pieds. Mais il lui reste un appui, non plus « dans le despote abhorré du Nord, mais dans nos vœux « qui sont plus forts que des milliers de Croates. Le réta- « blissement de la constitution, jurée aux pieds des autels « du Dieu de la vengeance par votre père défunt, est la seule « planche de salut qui s'offre à vous au milieu des flots « orageux du sang de nos frères. Fermerez-vous l'oreille à « la grande voix de votre peuple? Malheur aux rois qui « dorment sur leurs canons! Quand une idée est générale, « quand elle est devenue dominante, elle se rit de la mi- « traille, et méprise les baïonnettes du despotisme, les- « quelles se retournent contre ceux qui les mettent en « mouvement. Rappelez-vous l'histoire de votre dynastie. « Le poignard de la patrie frappa Henri IV, Louis XVI, le

« duc de Berri, Philippe d'Orléans, le duc de Parme et « votre père. *La semence des Ravaillac et des Milano serait-« elle inféconde?* Que ces tristes augures s'éloignent de vous; « *mais combien de fois ils sont devenus des faits historiques?* « La constitution remise en vigueur; un ministère qui ne « soit plus de diverses couleurs, immoral, oppressif; une « police vigilante, mais non tyrannique et despotique; une « armée nationale vigoureuse et patriotique; tels sont les « moyens infaillibles d'affermir votre dynastie... » Le factum révolutionnaire poursuivait en rappelant au roi qu'il a dans les veines du sang de Savoie, que son père vécut onze années d'exil et d'angoisses, que le sang des innocents appelle la vengeance céleste sur sa tête, que le monde applaudit au vainqueur de Sébastopol et de Magenta, et il conclut en ces termes : « la seule pensée que nous sommes « Italiens nous fera venger les outrages de notre patrie et « laver nos blessures dans le sang des traîtres. Considérez « et agissez » (1). Ainsi, c'était par la menace d'un régicide qu'on espérait obtenir du nouveau roi une constitution libérale en faveur du peuple! « En vérité, observe à ce propos le journal le *Globe*, dans un état où l'on ose écrire une pareille proclamation, la corruption doit être à son comble. Mais d'une telle corruption verra-t-on jamais surgir des hommes libres et des citoyens indépendants? »

Le roi François II, malgré les insultes et les menaces, continua à mettre la main aux réformes qui convenaient à ses peuples. Il avait l'intention de déléguer aussitôt en Sicile un prince de sang royal; mais il n'avait pu décider son oncle Louis II comte d'Aquila, à prendre la lieutenance

(1) V. Le *Tablet* l. c. et des journaux du Piémont qui ont reproduit cette pièce.

de l'île : lorsque ensuite le ministre Cumbo, usant de tous les moyens de persuasion, parvint à obtenir le consentement du prince, le jeune roi en fut ravi et, pour témoigner à son oncle la joie sincère qu'il en éprouvait, il alla de sa personne lui porter ses félicitations et lui témoigner son contentement. Mais, comme le prince Louis se disposait à partir, la révolution fit l'impossible pour entraver ce projet qui aurait apaisé les colères du peuple Sicilien : fausses nouvelles, bruits alarmants de révolte dans l'île, démonstrations, menaces; tout fut mis en usage pour empêcher ce départ. Le but de la révolution n'avait rien de commun en effet avec les réformes et les concessions tempérées par l'autorité du Souverain. La révolution était radicalement opposée à la dynastie des Bourbons et au pouvoir de tous les princes de la péninsule. Le cours des événements que nous exposerons dans les chapitres suivants, et que nous avons encore sous les yeux, établit clairement cette vérité et met dans tout son jour le vrai caractère de la révolution Sicilienne.

Chapitre V.

LA PAIX DE VILLAFRANCA ET LA RÉVOLUTION ITALIENNE.

—

Les victoires des armes françaises en Italie, avaient éveillé les jalousies et les craintes de l'Allemagne, que n'avaient pu apaiser ni rassurer les déclarations et les protestations diplomatiques de l'empereur Napoléon. On mettait sur le pied de guerre les contingents fédéraux et d'importants corps de Prussiens prenaient position sur le Rhin. Cependant le régent de Prusse attendait que les alliés touchassent au Mincio pour leur imposer des conditions de paix. L'intention de l'armée franco-sarde n'était vraiment pas de s'arrêter devant le fameux quadrilatère, surtout après la grande bataille de Solferino; la proclamation de Napoléon à Milan, en date du 8 juin, exprimait des vues toutes différentes. Il aurait voulu franchir le Mincio; et, si Klaptka et Kossut avaient été pourvus par l'argent des alliés des moyens d'exciter en Hongrie le feu de l'insurrection, c'était pour seconder le plan convenu entre Napoléon et Victor-Emmanuel; c'était aussi pour la même raison qu'une proclamation approuvée, disait-on, par l'Empereur, allait être adressée à la nation hongroise. Mais Napoléon ne voulait pas engager la France dans une guerre formidable avec l'Allemagne, que la Russie refusait de tenir en échec; ensuite, vainqueur à Magenta et à Solferino, ce n'était pas de la

Prusse qu'il entendait recevoir les conditions de la paix. L'empereur d'Autriche, de son côté, abandonné dans le cours de la guerre par les Gouvernements d'Allemagne, malgré les vœux de la Confédération germanique en sa faveur, comprenait que les conditions dont la Prusse aurait l'initiative lui seraient plus onéreuses que celles qu'il pouvait attendre de la générosité de son adversaire. De cette situation résulta, sur la demande de l'Empereur des Français, l'armistice du 1er juillet, et l'entrevue de Villafranca où furent posées les bases générales d'une paix inattendue.

La cession faite par l'Autriche de la Lombardie à la France et par la France au Piémont, l'établissement d'une confédération italienne sous la présidence honoraire du Pape, la restauration des ducs de Toscane et de Modène; et la stipulation de réformes à accorder à la Vénétie, sous la condition de les étendre à Rome et à Naples, tels furent les articles posés dans cette entrevue. Un congrès des puissances aurait mis la dernière main à la réorganisation de la Péninsule et raffermi sur ces bases une paix durable.

La nouvelle du traité de Villafranca réjouit les amis de l'ordre et fit briller à leurs yeux une ère de paix et de tranquillité. Ils crurent aisément ce qu'ils désiraient, et la chute du ministère Cavour qui suivit bientôt, les confirma dans leur persuasion. En Sicile notamment, la plupart des autorités civiles et ecclésiastiques s'abandonnèrent à cette douce illusion et n'eurent pas le moindre soupçon de l'horrible catastrophe dont nous sommes encore les témoins. Pour nous, au risque d'avoir l'air de prophétiser après coup, nous oserons dire que notre erreur n'alla pas si loin. La paix de Villafranca, eu égard à l'ébranlement communiqué à la péninsule et aux projets formés par la révolution, ne pouvait

que développer une insurrection plus impétueuse et préparer une guerre plus terrible. De fait, l'annonce de cette paix excita outre mesure et rendit furieux les fauteurs de la révolte; leur haine contre l'empereur Napoléon n'en devint que plus ardente et plus implacable. A Turin, l'on osa faire disparaître les portraits de ce souverain et y substituer ceux de Brutus et d'Orsini; à Gênes fut sifflé, assailli d'une grêle d'oranges pourries et couvert d'avanies de tout genre un acteur qui représentait sur la scène le personnage de Napoléon. L'*Indipendente* de Turin parut avec une bordure noire, en signe de deuil; les journaux de Florence qui annonçaient la paix furent tous déchirés et brûlés; à Milan on fit d'abord passer pour controuvée la nouvelle de la paix de Villafranca et, quand elle fut confirmée officiellement, plusieurs personnes en perdirent la tête. La police de Turin eut à saisir à Gênes jusqu'à 60 machines infernales que les sectes mazziniennes destinaient à l'empereur des Français.

En présence de cet état de choses, la révolution ne rabattit absolument rien de ses entreprises. Le nouveau ministère de Ratazzi était tout entier composé des amis et des complices de M. de Cavour; quant à celui-ci, il renonçait à son portefeuille pour pouvoir, libre d'engagement quelconque, colorer les desseins de la révolution, détruire les effets de la politique française et préparer l'Italie à *se passer*, comme il le dit dans le dernier conseil présidé par lui avant sa démission, *de l'alliance de cette nation qui voulait imposer des choses contraires à la dignité du Piémont* (1).

C'était assurément avant la campagne de Lombardie que

(1) V. la corresp. de Turin du 1 décemb. 1859 dans l'*Union* et du 5 décemb. dans l'*Univers*.

s'était formé le grand dessein de la révolution italienne (1). Garibaldi devenu le centre et le promoteur de la cause de l'émancipation et de la *régénération* de l'Italie, avait réussi à persuader les chefs des sociétés secrètes du besoin d'adopter *la base* du système politique de Cavour et de lui promettre assistance, afin que celui-ci jurât à son tour d'exécuter leurs projets et de leur accorder son appui. Garibaldi et les principaux membres des sociétés acceptèrent donc le concours de l'armée sarde et de l'armée française, pour la délivrance de l'Italie et pour la soumission de l'Italie à la Maison de Savoie; en revanche le comte de Cavour adopta les plans discutés et formulés par Garibaldi et par ses amis dans plusieurs séances qui eurent lieu à Turin (2). Il avait été réglé dans ces entrevues que, pendant que l'armée française occuperait le Piémont et la Lombardie, les sociétés secrètes prendraient dans toutes les parties de la péninsule les rênes du gouvernement, dès l'instant même où les princes effrayés par la révolution quitteraient leurs propres Etats; que, s'ils résistaient à la force du mouvement populaire, *on devait les amener à des actes qui les compromettraient aux yeux des populations,* après quoi, l'on coopérerait de concert à leur renversement et à leur expulsion. Si l'annexion rencontrait quelque difficulté, on proclamerait pour le moment la dictature de Victor-Emmanuel (3). Ces

(1) V. surtout la corresp. de Turin du 17 août 1859 dans l'*Union*, corresp. insérée dans l'*Univers* du 21 août. Nous pouvons attester la vérité de cette corresp. qui, indépendamment de sa conformité avec d'autres récits non publiés, nous est confirmée par les faits de la révolution de 1860.

(2) D'après le même correspondant, les séances eurent lieu rue de l'Archevêché, n° 13.

(3) Outre les révélations du correspondant précité, ces instructions étaient connues dans toute la péninsule et l'on n'en faisait pas mystère. Les princes seuls n'y voyaient pas clair, trompés qu'ils étaient par leurs propres confidents.

résolutions et d'autres plus détaillées, mais ayant toutes pour fondement la fusion italienne sous le sceptre du roi de Piémont, furent entièrement acceptées par le comte de Cavour, et ce ministre qui avait l'air de se conformer à la politique de la France, s'étudiait d'accord avec la révolution à voiler le programme de Garibaldi. Dans ce but il créait l'*assemblée nationale d'Italie* (1) qu'il dirigeait en président occulte, tandis que Garibaldi en remplissait les fonctions et que la Farina, homme vendu à Cavour, faisait l'office de secrétaire. Cette société qui était composée de 94 membres, avait pour objet d'organiser et de développer l'insurrection italienne, d'expédier partout des agents secrets qui concerteraient le mouvement général dans les différentes villes, de leur fournir des secours en armes et en argent, de lancer dans toutes les directions des correspondances révolutionnaires et d'amener à son terme la fusion de tous les Etats de la péninsule. Par là, le ministère de Cavour, avec la coopération de Garibaldi et des sociétés secrètes, préparait dans tous les royaumes de l'Italie les mines souterraines de la révolution, tandis qu'au moyen d'hypocrites déclarations, il masquait aux yeux des cours étrangères ses sentiments et ses funestes intentions. Il ne voulut rien entendre aux vives remontrances que d'importants personnages lui firent alors parvenir : assuré du puissant concours des sociétés secrètes et enivré du prochain accomplissement de tous ses rêves ambitieux, il marchait au terme désiré, incapable de reculer après les serments qu'il avait échangés naguère, incapable aussi de modifier son programme secret de poli-

(1) Corresp. de l'*Union* du 17 août et du 22 octob. 1859. — V. aussi l'ouvrage du colonel Pianciani : *de l'andamento delle cose in Italia*. p. 56.

tique, dont partout les Mazziniens ou Garibaldiens poursuivaient eux-mêmes l'exécution.

Avant le commencement des hostilités contre l'Autriche, l'*assemblée nationale* avait communiqué aux agents de la révolution certaines instructions signées par Garibaldi, vice-président, et par La Farina, secrétaire de cette société. Elles étaient formulées dans les articles suivants, que publia la *Gazette de Cologne* et ensuite tous les journaux de France et d'Angleterre.

« Art. 1 et 2. Aussitôt les hostilités commencées entre « le Piémont et l'Autriche, vous vous insurgerez au cri de: « *Italie et Victor-Emmanuel! A bas les Autrichiens!*

« Art. 3. Si dans votre ville l'insurrection n'est pas pos- « sible, les jeunes gens en état de porter les armes devront « se rendre dans la province la plus proche où l'insurrec- « tion aura été couronnée de succès ou sera sur le point de « l'être. Vous choisirez cependant de préférence les villes « les plus voisines du Piémont.

« Art. 4. Les adhérents à la société ne doivent pas être « les premiers à faire feu sur les soldats italiens ou hon- « grois; ils doivent au contraire user de tous les moyens « pour les gagner à la cause nationale, et accueillir, comme « frères, ceux qui consentiront à déserter.

« Art. 5. Une cour martiale sera établie en permanence « pour juger dans les 24 heures les individus coupables « d'actes contraires à la cause nationale. »

Pendant la guerre contre l'Autriche, l'*assemblée nationale*, instrument de M. de Cavour, fomenta, excita et accomplit la révolution de l'Italie centrale, y compris le soulèvement de Pérouse (1). Cette société en effet expédia les armes et

(1) Pianciani, l. c.

les munitions de guerre aux corps de rebelles rassemblés dans la direction de Bologne, de Pérouse, de Forli et de Faënza. Et ce furent ces bandes révolutionnaires qui, par leur présence menaçante, déterminèrent les Autrichiens à abandonner les Romagnes considérées comme neutres, et qui, aussitôt après leur départ, firent éclater l'insurrection dans ces provinces. Or, n'était-ce pas le ministère de Cavour, qui par le moyen de ses agents de l'*assemblée nationale* affermit les insurgés, les soutint, les poussa à ravir au Saint-Père ses possessions (1)? Dans les rangs de ces corps francs qui obéissaient au comte de Cavour et de ses agents, il y avait fort peu de Romagnols; cela n'empêchait pas les journaux de Turin, organes du ministère, d'avancer que les populations de ces contrées s'étaient levées en masse contre le gouvernement du Pape (2). Ce fut ensuite le même M. de Cavour qui, immédiatement après la révolte de l'Italie centrale, envoya ses représentants dans les capitales des provinces rebelles : d'Azeglio à Bologne, Palieri à Parme, Farini à Modène, Buoncompagni à Florence. Ce fut lui qui s'opposa par tous les moyens à ce que le Souverain-Pontife comprimât l'insurrection; il avait fait expédier par Buoncompagni 400 fusils à Pérouse, tandis que le général Schmidt marchait pour l'occuper militairement; et n'ayant pas réussi de cette manière à préserver Pérouse de l'occupation, il ameutait tous ses journaux contre les horreurs imaginaires commises par les troupes pontificales. Hypocrite! (3) Plus tard, il envoyait, avec

(1) V. à ce propos l'authentique et important document publié par le *Tablet* du 1er octob. 1859.

(2) Corresp du *Times* du mois de novemb. 1859.

(3) C'est le cri qui échappe, malgré lui, au colonel Pianciani dans l'endroit de son livre où il passe en revue ces viles impostures.

d'Azeglio à Bologne deux régiments de bersaglieri, suivis de nombreuses bandes de volontaires, afin de repousser les troupes pontificales qui se disposaient à ramener dans le devoir la capitale des Romagnes (1). Ces actes, entièrement contraires aux lois internationales et à tout principe de droiture et de justice, s'accomplissaient, tandis que le gouvernement d'où ils émanaient, usant de la fourberie la plus éhontée et la plus perverse, envoyait des messagers au Saint-Père, pour lui affirmer qu'il n'avait rien à craindre de la guerre de l'indépendance italienne.

Pourtant le traité de Villafranca venait élever un mur de division entre la politique légale de la France et celle de la révolution, appuyée et mise en jeu par le comte de Cavour. Il aurait été en effet très-difficile au rusé ministre de tromper plus longtemps l'Europe sur ses desseins réels et de paraître respecter le traité de Villafranca lorsqu'il s'efforcerait en secret d'en ruiner les bases. De là pour le comte la nécessité absolue de se retirer du ministère; mais sa démission devenait le moyen le plus efficace et le plus opportun pour exciter le mouvement révolutionnaire en Italie et pour frustrer la diplomatie du succès de ses démarches.

Des montagnes de la Suisse, où il avait transporté ses loisirs, il continua de tenir en main et de faire jouer les fils de cette trame funeste; en même temps Farini, son principal confident, faisait exécuter dans l'Italie centrale les volontés du ministre, et Garibaldi, l'instrument actif de la révolution, allait dans les Romagnes prêter force et secours à la propagande et renverser ce qui restait de trônes encore debout.

(1) V. la protestation du pape publiée le 12 juillet 1859.

Ainsi, malgré le traité de Villafranca, la révolution italienne faisait son chemin: et les deux politiques de la France et du Piémont commencèrent à suivre une double direction contraire: Ratazzi qui avait pris la place de Cavour, n'osait incliner vers le programme français lorsque Cavour et Garibaldi, à la tête du mouvement italien, poussaient les choses dans un tout autre sens et disposaient de toutes les forces de la révolution. Quant au roi Victor-Emmanuel, alléché d'un côté par un avenir d'apparences extrêmement flatteuses pour la maison de Savoie, et menacé de l'autre côté du poignard des nouveaux Brutus, il craignait de s'opposer aux projets dont il devait bénéficier. Cependant, comme à raison des entraves dont l'enchaînait la politique française, il ne pouvait rompre les négociations de Zurich ni violer les articles signés à Villafranca, il se rabattait sur des tergiversations diplomatiques et laissait, en attendant, la révolution gagner de plus en plus. Durant tout ce laps de temps, en effet, les agents piémontais dans les quatre Etats de l'Italie centrale s'employèrent, grâce aux promesses et aux menaces habilement distribuées, à former le parti de l'annexion et à préparer les votes. Les Gouvernements de Rome et d'Autriche affirmèrent hautement d'avoir entre les mains des pièces démontrant à l'évidence que la révolution des Légations et des Duchés était due entièrement au Piémont qui, après l'avoir fait naître et grandir, s'efforçait de la conduire au terme final des annexions. Gallenga écrivait, le 25 avril, au *Times*, qu'à l'exception d'une centaine de personnes, le peuple toscan ne comprenait pas même pourquoi on proclamerait un nouveau prince ni pourquoi l'on déposerait le Grand-Duc. Le comte Reiset, prince Poniatowski, le même qui fut envoyé par Napoléon à Flo-

rence pour négocier la restauration des Ducs, déclara solennellement à Paris que rien ne serait facile, comme le retour des Ducs, si l'on parvenait à éloigner les agents piémontais et à paralyser leur influence. Mais la chose fut impossible, parce que le comte de Cavour s'y opposait avec son *Assemblée Nationale* et que les agents n'obéissaient qu'à lui ou à ses délégués (1).

A mesure cependant que M. de Cavour, avec le parti de la révolution, se dégageait de l'influence de la France et de sa politique de Villafranca, il se rapprochait du gouvernement britannique et se plaçait sous ce nouveau patronage. Certes le ministère Palmerston-Russel, avait vu d'un mauvais œil la France, par son intervention victorieuse en Italie contre l'empire Autrichien, acquérir une si grande influence sur la péninsule et en régler les destinées; aussi ne manqua-t-il pas l'occasion du traité de Villafranca pour désarçonner le rival qui avait répandu en faveur de l'Italie le sang de 50,000 hommes, et pour mettre le pied dans les étriers de cette pauvre Italie, destinée à porter toujours un maître et à *servir toujours ou victorieuse ou vaincue.* Sir James Hudson, ambassadeur d'Angleterre à Turin, accepta sans réserve le programme de Garibaldi et de Cavour, et il mit tant de zèle à en poursuivre l'accomplissement, que le Times ne put s'empêcher de lui attribuer, après M. de Cavour, l'*heureuse réussite* du mouvement italien (2). Le ministère libéral Palmerston-Russel, qui avait déclaré ne pas avoir un schelling ni un homme à dépenser

(1) Corresp. de l'*Union* du 1er décemb. 1859; ou dans l'*Univers* du 5 décemb.

(2) Voici les paroles du *Times* dans son n° du 13 novemb. 1860 Next and only next to count Cavour we believe that sir James Hudson deserves the credit of having directed the great Italian movement to its present wonderful and unexpected success.

pour la cause de la Péninsule, se prononça alors si passionnément en faveur de la révolution de l'Italie et de son *entière* émancipation, que le *Times*, après avoir vainement essayé d'échapper à cet aveu, se vit enfin obligé d'en convenir (1). Il y consacra lui-même tant d'efforts et de persévérance que, suivant les propres expressions de ce journal, les combattants eux-mêmes avaient moins fait pour l'indépendance italienne (2). La France, liée par un traité solennel en face de l'Autriche et de toute l'Europe, ne put se déclarer diplomatiquement favorable à la révolution et à ses idées ; stimulée pourtant par le ministère anglais, elle prit le parti de ne point s'opposer au mouvement de la Sardaigne et de se mettre d'accord avec l'Angleterre sur la solution à donner à la question italienne. Par là le gouvernement se voyait en quelque façon dépossédé de son influence qui passait aux mains de l'Angleterre, dont les hommes d'Etat s'appliquaient à profiter d'une situation devenue équivoque pour la France (3). Garibaldi alla jusqu'à dire que l'Angleterre était la seule puissance amie et alliée de l'Italie. Tel est le point de vue sous lequel il faut considérer la note du 9 septembre, insérée par l'Empereur Napoléon au *Moniteur*, note qui déclarait hautement que la mission de la France par rapport à l'Italie avait pris fin. La politique de la France voyant ses desseins trompés et les manœuvres de ses agents rendues stériles, et voyant en outre le gouvernement britannique devenu maître du terrain de la révolution italienne, le lui abandonnait pour ne pas perdre son alliance, pas plus

(1) Whatever partiality we may naturally feel for our own Government we can scarcely deny that its conduct in Italy has been strongly tinged with at least the appearance of very decided partisanship. *Times* 8 décemb. 1860.

(2) With a pertinacity not exceeded by the combatants themselves, l. c.

(3) Corresp. de l'*Union* du 22 octob. 1859.

qu'elle ne voulait se compromettre d'autre part avec les puissances du Nord. La révolution interpréta la déclaration officielle comme un abandon de la politique de Villafranca et comme une permission absolue de marcher en avant dans son travail de destruction. Les journaux révolutionnaires annoncèrent bruyamment que désormais les entraves de la diplomatie française étaient rompues ; ils se réjouirent du principe de non-intervention que l'Angleterre avait fait accepter par la France, principe nouveau en vertu duquel l'insurrection italienne ne se trouvait pas seulement rassurée du côté de toute puissance étrangère, mais du côté même du roi de Naples à qui était imposé l'article de la neutralité, dont le Piémont était dispensé de fait, au mépris des droits de la justice, de la religion et de l'humanité. Les traités qui se concluaient alors à Zurich n'étaient plus qu'une barrière élevée contre l'Autriche; l'acceptation et la signature du roi de Sardaigne et de ses plénipotentiaires servaient à couvrir aux yeux des aveugles les atteintes portées à la liberté et à la véritable indépendance des Etats, sans mettre un frein au parti de la révolution et sans en arrêter les ravages. Victor-Emmanuel oubliant les promesses de Villafranca, et ne *prenant conseil* que, comme il le dit, *de sa conscience*, acceptait l'offre qu'une députation de l'Italie centrale venait lui faire des Duchés et des Légations; *la seule réserve* mise par le roi de Sardaigne à son acceptation était *qu'il s'emploierait à obtenir le consentement de l'Europe.* Cet acte inaugurait l'époque des annexions qui étaient un des principaux points de la transformation à laquelle aspiraient *les Unitaires* de la Péninsule.

—

Chapitre VI.

CARACTÈRE POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION ITALIENNE. — LE ROYAUME DE NAPLES ENTRE LA DIPLOMATIE ET L'INSURRECTION. — NOUVELLE PHASE DE LA RÉVOLUTION EN ITALIE.

La fusion italienne avait été, sans nul doute, un des principaux objets que s'étaient proposé les Carbonari en Italie. Depuis que Maghella, ayant gagné l'estime de Joachim Murat, fut substitué par lui à Salicati dans le ministère de la police et devint le Fouché de Naples, les loges qu'il inaugura et multiplia dans la péninsule avec leur million d'affiliés, proclamèrent dans leurs mystérieux conciliabules la destruction de tous les gouvernements de l'Italie et la fusion de tous ses Etats en une seule république libre et indépendante. C'est à quoi tendait la révolution tentée depuis 1817 à 1820 et surtout en 1830 (1). Cette sanguinaire fédération de sectaires aspirait à dominer dans quelque Etat de la péninsule, pour en faire le foyer d'un système général d'insurrection (2). Joseph Mazzini, en fondant la *Jeune Italie*

(1) V. les *Mémoires* de Mariotti sur les Carbonari. — V. aussi le rapport présenté le 8 oct. 1828 par l'avocat Liggieri à la Cour de Rome sur la cause des Carbonari et publié par ordre de ce gouvernement. On en trouve plusieurs extraits dans l'ouvrage de John Murray: *Memoirs of the secret societies of the south of Italy*. London 1821.

(2) Ce sont les expressions de Mariotti dans ses mémoires, qui lui échappèrent des mains au détriment de sa secte, dont il découvrait ainsi les nombreux mystères.

n'eut pas même le mérite de l'invention, ayant copié les principes et les maximes des Carbonari ou plutôt ayant continué la même secte. S'il en simplifia les cérémonies d'affiliation, il en conserva toutes les maximes subversives et sanguinaires (1).

Or, le premier article de la *Jeune Italie* est celui-ci « La « Société est constituée pour détruire complétement tous les « gouvernements de la péninsule et pour former un seul Etat « sous le régime républicain (2). » Mazzini ne déclara pas seulement la guerre aux gouvernements absolus, mais aussi bien à ceux qui étaient constitutionnels, et dont il affirme au 2e article, que les vices sont encore plus grands que dans les monarchies non tempérées. Mais avec l'hypocrisie, qui fut dans tous les temps particulière aux hommes de cette trempe, et suivant les instructions du Carbonarisme, lui et ses agents poussèrent partout à des réformes libérales et à l'établissement de régimes constitutionnels sous l'autorité de leurs souverains légitimes; c'était pour lui, comme pour ses devanciers, un premier acheminement à la destruction des monarchies. « Laissez, écrivait-il de Paris en octobre 1846, « laissez le pape entrer dans la voie des réformes par prin- « cipe ou par nécessité; laissez le roi de Piémont le suivre « par ambition de la couronne d'Italie, le duc de Toscane « par inclination et par esprit d'imitation, le roi de Naples « par force... Associez même le clergé à ce travail; les « réformes sont le vestibule obligé du temple de l'égalité; « sans le vestibule le sanctuaire restera fermé. » Ainsi les réformes que les chefs du mouvement réclamèrent si fort en Italie étaient pour eux le plus puissant instrument de la

(1) V. *Italy, Past and Present* v. II, p. 18.
(2) V. le *Monde*, 17 Mai 1860.

démagogie la plus effrénée. Le poignard des républicains devait ensuite frapper les soutiens des constitutions libéralement octroyées par les princes; les parlements devaient se transformer en assemblées constituantes, où l'on proclamerait la déchéance du roi et du pontife, et l'armée Sarde devait être immolée à la fureur des Autrichiens, puisqu'il fallut que Ramorino, par ordre du chef de la démagogie, se portât sur Gênes pour y proclamer la république. Le même Mazzini, en 1831, dans une lettre à Charles Albert, comme en 1848, tout en se déclarant républicain, était allé jusqu'à offrir la couronne d'Italie à la maison de Savoie (1).

Telle est l'histoire de 1848, qui montra aux plus aveugles où aboutiraient les constitutions d'Italie, et comment le roi et le pontife acclamés si haut dans les mascarades de la révolution, verraient bientôt le *tolle* du crucifiement succéder à *l'hosanna* du triomphe.

Toutefois, avant 1848, et plus encore après cette époque, le parti de la révolution avait compris que sans l'épée d'un prince, il serait impossible de tenter un mouvement contre la puissance Autrichienne; c'était là un des articles fondamentaux de la régénération de l'Italie. Il se mit par conséquent à flatter l'ambition traditionnelle de la chevaleresque maison de Savoie et fit espérer à ses princes la couronne de toute la péninsule. Ce projet de fonder l'Italie sous le sceptre de la Sardaigne se révéla jusque dans un écrit de Gioberti, qui cependant avait tant travaillé à répandre le système de la confédération Italienne.

Cette idée monarchico-unitaire commença, après 1849, à gagner du terrain; elle acquit de nombreux partisans et

(1) V. *Times* 25 janv. 1861. — Corresp. de l'Italie septentrionale.

vit chaque jour accroître son influence, surtout depuis qu'ayant été adoptée et encouragée elle forma la devise de ce très-libéral Gouvernement (1). Le parti des *unitaires* se composa de deux grandes fractions; la première, de ceux qui tenaient pour la monarchie constitutionnelle de Savoie et avaient à leur tête le comte de Cavour; la seconde, de ceux qui aspiraient à la création d'une république d'Italie et qui demeurèrent sous la direction de Mazzini. Le comte de Cavour s'apercevait bien qu'en dépit de l'accroissement de forces qu'avait pris le parti sarde, les Mazziniens susciteraient de graves difficultés à l'accomplissement de ses desseins; il désirait donc les gagner à sa politique, laquelle ne différait de la leur que par la forme gouvernementale à donner à l'Italie unifiée. Il essaya d'une réconciliation et en 1856 il envoya au célèbre agitateur une commission secrète de députés turinais, qu'il avait chargés de lui offrir un traité d'alliance. Mais le chef de la *Jeune Italie* dédaigna toute transaction avec le comte de Cavour et ne voulut souscrire à aucune de ses vues (2). Il poursuivit cependant ses menées républicaines; soutenu par Ratazzi, il tenta d'allumer le feu de la révolte à Gênes et à Livourne, et par l'intermédiaire de Pisacane et de Bentivegna, dans le royaume des Deux-Siciles. Mais cette fois encore il manqua son coup et y perdit sa peine et son argent. — Après ces

(1) Le cri emblématique de *Vive Verdi*, qui voulait dire: vive Victor-Emmanuel Roi d'Italie, devint alors un cri favori dans la péninsule. Le ministère de Turin, surtout après la guerre de Lombardie, prétendait introduire le titre de roi d'Italie dans tous les actes du roi de Piémont.

(2) Mazzini lui-même révéla ces faits par la presse, qui menaçait M. de Cavour, au cas où il les révoquerait en doute, de donner les noms des députés que certains égards conseillaient de ne pas livrer à la publicité. Mais le comte de Cavour, malgré les interpellations directes et les défis de l'*Armonia*, observa le plus profond silence, confirmant ainsi la réalité des assertions de Mazzini.

tentatives avortées, les Mazziniens se rapprochèrent chaque jour davantage du parti sarde; ce fut Garibaldi qui les conquit à la cause de l'unification italienne, en servant comme de trait d'union entre les deux partis et en proposant aux uns comme aux autres son programme d'insurrection. Mazzini avait certainement confiance en Garibaldi qui avait été à Rome un des plus vigoureux défenseurs de sa dictature et des plus chauds partisans de ses idées: il voyait en lui le grand et aventureux champion de ses principes sur l'*unité* et la *régénération* de l'Italie, dont il passait (à tort) pour l'inventeur. Il se flattait toutefois, comme on le devine à ses proclamations, que la nouvelle forme de Gouvernement qui serait donnée à l'Italie réunie servirait aisément de « vestibule au temple de l'égalité républicaine. » C'est pourquoi, lorsque Garibaldi invita tous les Italiens à souscrire pour l'achat d'un million de fusils, Mazzini lui adressa deux cents francs de sa bourse avec la lettre suivante : « J'envoie « 200 francs, comme contribution aux fonds du général « Garibaldi, persuadé qu'il y aura le même empressement « à souscrire chez tous ceux qui partagent ma foi politique. « Le nom de Garibaldi m'est un sûr garant que ces armes « ne seront pas seulement employées à la défense de la « Cattolica et du Mincio. La sainte unité de notre patrie, à « laquelle est contraire toute idée qui n'embrasse pas l'Italie « entière depuis les cîmes du Tyrol jusqu'à la mer de « Sicile, est un article de foi qui nous est commun à lui et « à nous. Ces armes serviront donc notre cause. Il est « cependant essentiel qu'en se hâtant de prendre part à « cette souscription, les Italiens déploient une résolution « virile et se séparent enfin de cette classe méprisable de « lâches optimistes, qui se promettent liberté et nationalité

« de conférences hypothétiques entre Souverains étran-
« gers (1). « JOSEPH MAZZINI. »

On voit par cette lettre que Mazzini faisait cause commune avec Garibaldi et approuvait ses allures; et voilà pourquoi il poussait les siens à lui prêter leur concours. Cette solidarité de projets et d'efforts a été mise dans tout son jour par un important document publié naguère dans le *Morning Star*. Je veux parler des statuts d'une société politique non secrète établie par Mazzini à Naples et répandue dans toute l'Italie, société qui a son ministère, ses finances et son journal officiel sous le titre : *l'Italie et le peuple*. Or, à l'article 1er de ces statuts, Mazzini dit expressément : « L'association de l'*Unité nationale* a pour but « d'arriver à l'unité nationale en contribuant de toutes ses « forces à la pratique et à l'entière réalisation du programme « du général Garibaldi, qui est l'unité de la nation avec « Rome pour centre » (2). L'article 10 consacre un paragraphe à recommander l'œuvre de l'unité *conformément au programme de Garibaldi*. Il était donc naturel que M. Ashurst, secrétaire du comité garibaldien à Londres, écrivant à Garibaldi, l'appelât l'heureux champion de l'idée de Mazzini, et manifestât l'espoir que sa valeur et son activité réaliseraient ces grands principes (3).

De leur côté les représentants du parti sarde aspiraient à se mettre en accord direct avec le puissant chef de la Jeune Italie et à contracter avec lui une alliance de pensées

(1) Les journaux italiens et étrangers ont publié cette lettre au mois d'octobre 1860.

(2) V. *Morning Star* du 12 décemb. 1860; le *Monde* du 16 décemb. etc.

(3) « Honest and thinking men have recognised the fact that Mazzini is the foun-
« der of the great modern Italian idea, the Unity of Italy, of which you are the great
« successful champion. » Voyez cette lettre dans le *Times* du 21 novemb. 1860.

et d'intérêts. Silvestrelli et les autres membres du comité sarde à Rome, chassés des Etats pontificaux, s'efforcèrent d'entrer dans les bonnes grâces de Mazzini. Le marquis Ricasoli le fit prier par Dolfi de vouloir bien venir lui accorder une entrevue, dans le temps qu'il demeurait à Florence; mais n'ayant pu y réussir, il lui transmit l'assurance de la sincère estime qu'il professait pour sa personne (1). Farini obtint davantage pendant sa dictature à Modène. Confident et représentant de la politique de Cavour, Farini avait manifesté la plus vive admiration pour ce chef démagogue, en disant de lui qu'il ne l'avait jamais trouvé aussi grand qu'alors (2). Par l'intermédiaire de Nicolas Fabrizzi, il entama avec lui des négociations d'alliance, et le superbe agitateur promit de marcher avec le gouvernement de Piémont, à condition qu'on lui permettrait d'envahir les Etats pontificaux. L'accord eut lieu sur cette base et Farini fut transporté de joie d'avoir gagné au parti de l'insurrection un homme dont l'influence pourrait lui être si utile (3). De cette façon la cause du ministère Sarde se liait à celle de Mazzini. Mazzini mettait l'organisation de sa société dans les bras du Piémont, et le Piémont, d'autre part, s'appuyait du concours de Mazzini pour la réalisation de ses plans (4). En faut-il une preuve manifeste? qu'on relise la lettre adressée par Mazzini à Victor-Emmanuel, le 22 septembre. Cette lettre,

(1) V. l'ouvrage déjà cité du colonel Pianciani, p. 26.

(2) Pianciani, p. 17.

(3) Id. 28.

(4) Corresp. du 22 oct. à l'*Union*. — Pianciani, p. 155 nous apprend que Farini voulait tenir cachée l'entente de Mazzini avec le gouvernement piémontais. Il en faisait ainsi la prière à Pianciani lui-même: « Engagez les journaux qui sont en relation avec Mazzini à continuer leur opposition contre nous. »

ainsi qu'une autre, restée secrète, ce fut Brofferio qui la remit au roi de Turin, suivant les révélations de Brofferio même dans son récent ouvrage intitulé *Rome et Venise*.

Le roi lut avec plaisir les deux lettres; il dit à Brofferio *qu'il y avait du vrai dans leur contenu; qu'envoyer Garibaldi en Sicile ne serait rien; mais qu'il serait difficile de l'y maintenir :* le roi lui ordonna ensuite d'assurer à Mazzini qu'*il avait lu ses lettres avec plaisir et apprécié ses bonnes intentions*. Enfin, à la demande faite par Brofferio de pouvoir conférer avec Mazzini à Verbanella, dans le canton du Tessin, pour établir les bases de la paix entre la république et la monarchie, le roi répondit : « *pourvu que l'avocat fiscal* « *ne le sache pas*. »

Mais Mazzini, avant cette entrevue, adressa à Brofferio une longue lettre qu'il faut lire à l'appendice de ce chapitre. Elle est importante en ce qu'elle nous fait clairement connaître les desseins de la révolution (1).

Dans sa lettre au roi, Mazzini, après avoir parlé un peu de sa personne, en prodiguant modestement les louanges les plus menteuses, reprochait non moins modestement au Souverain d'avoir cherché l'appui des troupes étrangères et de s'être laissé conduire par des ministres de médiocre habileté « lesquels ne peuvent comprendre, dit-il, pas plus « que leur roi, que la vie du peuple Italien est dans l'unité « et à Rome son centre... Trente-six millions d'hommes, « continue Mazzini, accourraient autour de leur roi, s'il osait « proclamer l'unité italienne. » Il ajoute que le roi n'a besoin pour cela que du concours des Italiens; que la paix de Villafranca est une insulte et un fardeau ignominieux

(1) V. le *Monde* du 21 janvier 1860.

placé sur ses épaules. A propos de quoi il dit : « Vous ces-
« sâtes en ce moment d'être notre maître et vous devîntes
« le vassal de la France impériale : avant de répondre aux
« Italiens, vous vous êtes engagé à chercher vos inspira-
« tions à Paris : Sire, au nom de l'honneur et de l'orgueil
« Italiens, rompez ce pacte odieux. Ne craignez-vous pas
« que l'histoire dise de vous : il trafiqua de l'enthousiasme
« des Italiens pour élargir ses domaines? » Mazzini exhorte ensuite le roi à se dégager de la foule des pygmées, conseillers de couardise; il lui promet une armée et l'insurrection de tous les peuples d'Italie. Il conclut en disant que *peu importe* si dans la nouvelle Italie le roi est *un président à vie de la république italienne ou son roi; qu'il lui faut oublier pour quelque temps d'être roi et devenir le premier citoyen et l'apôtre armé de la nation.* « Président ou roi, Dieu bénira
« la nation pour laquelle vous avez osé et combattu (1). »

La lettre de Mazzini met en parfaite évidence les desseins de l'agitateur et les sentiments du républicain. Cependant il affectait de soutenir le drapeau Piémontais et de rétracter devant le peuple sa foi républicaine. « Écrivons, disait-il
« dans sa proclamation aux Siciliens, avant l'invasion de
« Garibaldi, écrivons sur nos étendards : *Annexion.* Avant
« d'être républicain, j'étais unitaire; il me semblait que la
« république seule pourrait mener à l'unité : Ainsi je fais
« le sacrifice d'idées anciennes à un ancien principe. » Or les événements qui se précipitent actuellement en Italie démontrent clairement que le sacrifice de Mazzini et de ses partisans n'était que temporaire et qu'ils ne devaient respecter le nom de Victor-Emmanuel qu'autant qu'ils juge-

(1) Cette lettre fut imprimée en octob. 1859 dans tous les journaux, excepté, remarquait le correspondant de l'*Union*, dans la presse officielle du Gouvernement.

raient ce nom nécessaire à l'accomplissement de leurs projets. —Est-ce qu'en effet, dans sa lettre à Brofferio, Mazzini ne se prononce pas suffisamment dans ce sens, quand il expose ses sentiments républicains et qu'il trace sa future ligne de conduite à partir des derniers jours de 1859? Et cependant les Mazziniens de Naples déclaraient, dans le mois de décembre dernier, par la bouche de Boni, de Saffi, de Nicotera et de Libertini, qu'ils désapprouvaient le cri de : *Vive la république!* non pas qu'elle ne fût l'objet du plus ardent désir de leur âme, mais parce que *pour le quart d'heure* un tel cri serait dangereux, en fractionnant la volonté populaire et en donnant occasion aux ennemis de l'unité italienne de retarder l'achèvement de la tâche que la nation s'était imposée en face de Rome et de Venise (1). En résumé, ce fut la fédération de ces deux partis qui donna sa puissance à l'insurrection de la Péninsule.

Garibaldi cependant s'étant mis à la tête du mouvement d'opération de toute l'Italie Méridionale, organisait dans les Romagnes le corps de ses volontaires; il recueillait des armes et de l'argent; il adressait des proclamations incendiaires aux Suisses du Pape et aux troupes de Naples (2); il encourageait les uns et les autres au parjure et allait jusqu'à annoncer à ses soldats que l'heure était venue de tomber sur les ennemis. Son plan était de tenter un débarquement à Ancône, pour y déterminer l'insurrection, de déboucher ensuite dans les marches et de se jeter dans le royaume de Naples. Aussi bien, grâce au concours des agents et émissaires Piémontais, ainsi que du parti Mazzinien, tout était préparé à Naples et en Sicile

(1) V. le *Monde* du 16 déc. 1860.
(2) V. l'*Univers* du 29 octob. 1859.

pour l'explosion de la révolte (1). On y avait mis en circulation des portraits d'Agésilas Milano; une souscription en faveur de Garibaldi y obtenait de nombreuses signatures; des journaux et des manifestes y étaient imprimés secrètement dans le but d'échauffer l'imagination du peuple; une adresse envoyée aux autorités municipales, au nom du comité de Palerme, d'accord avec celui de Naples, leur enjoignait de se tenir prêtes au mouvement qui allait éclater, et de prendre, aussitôt après, le gouvernement de la ville, en exhortant la population à imiter les vertus patriotiques des Modenais, des Toscans et des Bolonais. Plusieurs lettres étaient en même temps expédiées de Naples en Sicile, et de Palerme dans toutes les parties de la péninsule, lettres où l'on disait que le renversement de la dynastie des Bourbons et la proclamation de Victor-Emmanuel pour roi, formaient la profession de foi de l'insurrection tout à fait imminente: « nous ne craignons rien des troupes, » disaient ces manifestes; « les troupes sont avec nous. » Ce fait était vrai, parce que la révolution, artificieuse, avait commencé à enlever au roi de Naples tous les moyens de résistance, avant de l'abattre définitivement.

En effet, depuis le mois de Juillet, un esprit d'insubordination et de révolte s'était révélé dans le corps des Suisses, dont la fidélité envers les Bourbons ne s'était jamais démentie. Le gouvernement Napolitain se voyait contraint d'en libérer du service près de 3000 et de les renvoyer dans leur patrie. Or toutes les correspondances de Naples, et une surtout, qui fut insérée dans le journal des *Débats*, mirent hors de doute la coopération d'une main secrète à ce mouvement et la participation du Piémont à ces premiers

(1) V. la lettre de Mazzini aux Appendices.

symptômes d'action (1). Au mois d'Octobre, des marques d'indiscipline se produisaient dans l'armée des frontières commandée par le général Pianelli, et le bruit courut, non sans apparence de vérité, que les officiers de cette armée pactisaient avec Garibaldi. Ce qu'il y a de certain, c'est que des officiers de ce régiment nous ont assuré, avant de marcher vers les frontières, qu'un grand nombre des leurs ne se battraient pas contre les volontaires de Garibaldi. On savait également à Paris et à Londres que chaque ville des Etats du roi de Naples avait son noyau d'insurgés et que l'armée elle-même en comptait jusqu'à deux cents parmi les officiers (2). Les faits survenus depuis n'ont que trop confirmé la réalité de tous ces bruits. Le parti révolutionnaire ne s'était pas endormi et un grand nombre de généraux et d'officiers avaient écouté ses propositions.

Après avoir ainsi privé l'armée napolitaine de son corps le plus sûr et le plus redoutable, et l'avoir réduite à l'impuissance par la défection, la révolution se persuadait qu'en mettant la Sicile en mouvement, tandis que Garibaldi se jetterait dans les Abruzzes, elle aurait presque assuré le succès de son plan. Tout avait donc été disposé au mois d'Octobre 1859 pour effectuer un mouvement armé des campagnes sur la ville de Palerme, afin que la révolte allumée dans la capitale pût se propager aisément dans l'île tout entière. Trois bandes considérables devaient tomber sur Palerme, l'une du pays des Colli, l'autre du Parco, la troisième de la Bagheria. Mais le directeur Maniscalco pénétra cette conspiration et déployant, en cette occasion, l'activité la plus extraordinaire, il empêcha les deux premières

(1) *Débats* du 25 août 1859. — *Univers* du 24 août 1859.
(2) Corresp. de Paris au *Nord* du 17 mars 1860.

bandes de se rejoindre; puis, avec les seules forces des gardes nationales et de la police, il battit la troisième qui avait tenté un mouvement sur la Bagheria et la dispersa complétement. Le directeur s'apercevait cependant que cette victoire n'était pas définitive, que les forces de la révolution avaient pris trop de vigueur pour qu'un éclat ne fût pas inévitable. Le parti de l'insurrection comprenait de son côté que Maniscalco serait un tel obstacle à ses projets qu'il réussirait difficilement à en triompher : de là l'horrible résolution prise dans ses conciliabules de s'en débarrasser par le poignard; un journal Suisse en donnait la nouvelle anticipée. En effet, le 17 novembre, comme le directeur entrait dans la Cathédrale de Palerme, avec sa jeune épouse et ses deux petits enfants, un sicaire de la secte impie lui enfonçait un poignard sous l'épaule et s'enfuyait. La blessure heureusement ne fut pas mortelle; mais, avant même d'en être guéri, Maniscalco recevait un billet anonyme portant ces mots: « que si *par malheur* le premier coup avait « manqué, le second ne manquerait pas. » Cette menace de meurtre n'ébranla point le courage du généreux directeur; il n'en devint ni traître ni lâche. Fallait-il un plus grand crime pour le désigner à toutes les attaques de la révolution?

Telle était la situation de Naples et de la Sicile, quand les ambassadeurs de France proposèrent au roi François II un régime libéral représentatif et la confédération Italienne établie à Villafranca et à Zurich. Ce jeune souverain avait, depuis le mois de juillet, (comme on peut le voir par toutes les correspondances de cette date) fait annoncer à la Cour de Vienne qu'il ne voyait aucune raison, pour refuser d'entrer, comme membre, dans une confédération nationale : il répondait plus ouvertement

encore aux représentants de la France qu'il concourrait volontiers à la formation d'une ligue Italienne, à condition toutefois qu'elle serait fondée sur des bases solides; qu'elle garantirait l'ordre public et affranchirait l'Italie de la propagande et des attentats de la révolution. François II se montra moins docile au projet d'un gouvernement constitutionnel, bien qu'il eût promis toute réforme de nature à améliorer chaque partie de l'administration civile.

Ces déterminations de la cour de Naples ne pouvaient en apparence convenir au parti révolutionnaire, et ce fut pour lui néanmoins l'occasion d'une joie immense, il s'en applaudit comme d'une victoire signalée. Les Mazziniens et les Piémontais nous ont affirmé sans détour, qu'ils avaient tremblé plusieurs jours d'appréhension que le jeune monarque ne cédât aux instances du ministre plénipotentiaire Brénier et plus tard du général Roguet, envoyé extraordinaire de l'Empereur des Français. Quelques personnages, plus initiés aux machinations du parti, ont révélé que des sommes importantes sont venues alors de Turin récompenser un membre influent de la cour Napolitaine, de ce qu'il avait contribué à maintenir le roi dans la négative au sujet d'une constitution. Tout cela nous fait croire qu'il eût été préférable d'accéder en ce moment aux bons offices de la France, de rétablir l'ancienne constitution de Sicile et de remettre en vigueur, à Naples, celle de 1848; c'était du moins alors un moment plus opportun pour faire des concessions, que la terrible époque du mois de juin, quand la révolution était triomphante. Le gouvernement aurait eu alors une force suffisante pour comprimer le parti du désordre, et il aurait eu de meilleures raisons pour le faire. Un parlement convoqué sous l'in-

fluence d'un Souverain qui n'avait encore essuyé aucune défaite et qui commandait une armée de 150 mille hommes, n'aurait certainement pas été annexioniste ni composé de gens hostiles à la couronne; peut-être la monarchie des Bourbons aurait-elle pu, au contraire, recevoir un appui de la représentation nationale, qui n'aurait point pactisé pour la *perte de son indépendance territoriale.*

Nous devons pourtant l'avouer; bien des motifs se présentent en justification de la conduite que tint le ministère de Naples avec son souverain. Celui-ci acceptàit d'une part la confédération italienne qui, fondée sur l'ordre et la justice, eût rendu d'immenses services à l'Italie. Mais la constitution, quoique conseillée par la France, lui était imposée en ce moment par un parti qui, non content de plaider cette cause avec le poignard complice de l'émeute, avait juré sa ruine totale et la fusion de ses Etats dans le royaume italico-piémontais. Évidemment ce parti ne voulait des réformes et des constitutions que pour s'acheminer plus vite à son but antipatriotique. La masse du peuple, il est vrai, aurait bénéficié des concessions demandées; mais, les radicaux plus familiarisés avec le désordre et malheureusement plus audacieux que les honnêtes gens, auraient crié victoire et des concessions du roi auraient conclu à sa faiblesse. S'estimant plus forts en proportion de ce qu'ils obtenaient, ils auraient osé davantage, et des fleurs mêmes offertes au généreux monarque par la reconnaissance du grand nombre, ils eussent tressé la couronne funèbre du tombeau de la monarchie. Le roi de Naples et son ministère avaient la profonde conviction, manifestée en d'autres temps par le fameux Castlereagh (1), que celui-là ne mérite pas le nom

(1) Capefigue. Les diplomates européens. Milan 1844, p. 249.

d'homme d'Etat qui ne sait pas comprimer les mouvements révolutionnaires de son pays; parce que les concessions ne doivent se faire qu'aux peuples qui, pour conjurer leurs gouvernants de faire droit à de légitimes griefs, n'en continuent pas moins de marcher dans les voies de l'ordre et du devoir. Qui pourrait blâmer le roi de Naples d'avoir adopté en pareil cas la même politique qu'avait suivie lord Castlereagh et le ministre Pitt envers l'Irlande?

Ces deux personnages n'avaient en effet répondu que par des mesures répressives aux Irlandais, lorsque ceux-ci s'abandonnant à la révolte, faisaient appel aux armes françaises pour secouer le joug de l'Angleterre (1)? Peut-être les nouvelles théories de la révolution auront-elles peine à s'accommoder de ces principes; elles ne détruiront pourtant pas ce fait constant que la ruine des princes menacés par l'émeute dériva presque toujours de leurs faiblesses.

Les monarques, je le sais, doivent respecter les droits et les franchises des peuples soumis à leur sceptre; le catholicisme n'a jamais dispensé les rois de l'obligation d'observer leurs serments, comme le *Times*, dans son ignorance doublée de haine anti-papiste, n'a pas craint de l'affirmer dans un article, du 25 octobre 1860; mais pour quiconque a lu l'histoire, il est hors de doute que les concessions faites sous la pression d'une révolte radicale annoncent l'heure de la chute des princes.

Cependant, après l'insuccès de la mission du prince Poniatowski, après le vote annexioniste des assemblées nationales des duchés et des légations, la fédération italienne était devenue impossible. Déjà ce nouveau principe que

(1) Capefigue l. c. c. Flanagan. Manual of British and Irish history c. XXXVIII, London 1847, p. 82.

le fait de semblables annexions venait introduire dans le droit public européen, ombrageait l'esprit des souverains : l'horizon politique redevenait sombre et l'on craignait de nouveau le choc des armées.

La convocation d'un congrès semblait l'unique moyen de mettre fin à l'état anormal de la péninsule et de jeter les bases d'une pacification durable. Ce parti une fois adopté par les souverains de l'Europe et par le souverain pontife lui-même, le gouvernement piémontais se serait vu forcé de rappeler Garibaldi des Romagnes et ensuite tous ses principaux représentants des Duchés et des Légations, pour ne pas paraître apporter aux discussions du congrès *un fait accompli*. Or, Garibaldi qui, dans une entrevue avec le roi de Turin, sur la fin d'octobre, avait déclaré qu'il ne déposerait point les armes tant que la révolution n'aurait pas embrasé l'Italie d'une extrémité à l'autre, Garibaldi s'étant retiré à Nice, sa patrie, proclamait dans un manifeste *qu'il n'avait quitté le service militaire que momentanément; il réprouvait la politique misérable et tortueuse qui suspendait la marche grandiose de ses entreprises*, et il en déduisait la nécessité pour les Italiens *de se serrer tous autour du brave et loyal soldat de l'indépendance italienne* (Victor-Emmanuel); *incapable, lui, de revenir sur ses pas dans l'accomplissement de l'œuvre sublime et généreuse* (1).

Par une autre proclamation publiée dans le *Corriere mercantile*, Garibaldi avertissait ses compagnons d'armes que son absence était temporaire et que bientôt il serait au milieu d'eux pour conquérir par la force les droits que la diplomatie leur refusait (2). Il s'agissait donc ici d'une seconde

(1) *Gazette de Nice*, 19 nov. 1859. — (2) *Univers* 29 nov. 1859.

trève que les égards dus à la diplomatie exigeaient de l'Italie, et l'Italie devait la subir comme la paix de Villafranca, que Garibaldi avait qualifiée d'une suspension d'armes.

Au fait, les classes les plus éclairées de la société prévoyaient les difficultés insurmontables qui allaient se mettre en travers de la convocation du congrès, quoiqu'on eût déjà désigné les diplomates qui interviendraient à cette assemblée. Les journaux les plus importants commencèrent à annoncer que le projet du congrès se dissiperait en fumée : et ils avaient raison. D'un côté, la diplomatie, qui poursuivait chaudement la rénovation radicale de la Péninsule, ne voulait pas la réunion d'un congrès des Puissances avant d'avoir ourdi la trame convenue dans les séances des sociétés secrètes. D'un autre côté, l'Autriche et les Puissances conservatrices ne pouvaient se prêter à la convocation d'un congrès qui aurait pour objet de détruire les traités de Villafranca et de Zurich. Enfin la publication de la brochure française *Le Pape et le Congrès*, dont on fit le programme officiel du gouvernement de Napoléon, les protestations solennelles faites contre cet écrit par le souverain Pontife et l'universelle réprobation qu'il excita dans tout le monde catholique, toutes ces raisons, et d'autres encore, donnèrent le coup de grâce au projet d'un congrès européen. Les Puissances avaient en effet, comme l'annonçait l'*Opinione* de Turin, la persuasion que la France se proposait de faire servir la diplomatie à l'achèvement de ce qu'elle avait commencé sur les champs de bataille.

Une ère nouvelle s'ouvrait donc à la révolution italienne. Tandis qu'à Paris le comte Walewski renonçait au portefeuille des affaires étrangères qui passait aux mains de M. Thouvenel, à Turin le roi de Piémont appelait (le 17 Jan-

vier) le comte Cavour à former un nouveau ministère. Cette nouvelle de la réinstallation du comte Cavour au fauteuil de la présidence ministérielle, révéla clairement l'influence de l'Angleterre; M. Hudson, l'ambassadeur britannique, renversait le ministère Rattazzi, pour introniser d'une manière plus éclatante la révolution italienne, dégagée enfin des entraves de la politique et autorisée à ne plus reculer devant rien (1). Au reste, l'exécution des plans révolutionnaires ne pouvait plus manquer.

Le premier acte de M. de Cavour au pouvoir fut précisément de faire connaître que la révolution avait obtenu un triomphe complet : sa circulaire emphatique du 17 Janvier annonçait *l'ajournement indéfini du congrès*, et en donnait pour principale raison l'apparition de la brochure *le Pape et le Congrès*. Chacun se rendra compte après cela, de la liberté d'allure, dont jouit dès-lors la révolution, tant par le fameux principe de *non-intervention*, que par l'audace et la perversité des chefs du parti. M. de Cavour ordonna ensuite le plébiscite dans les duchés et dans les légations, et cela sur le désir de lord John Russell, auquel cependant la diplomatie européenne n'avait point souscrit.

M. Thouvenel, dans une note adressée peu après aux Puissances, déclara le gouvernement piémontais entièrement responsable de cet acte et de l'annexion de l'Italie centrale, qui en serait la conséquence. M. de Cavour ne s'en inquiéta pas plus qu'il ne fallait : il accéda de son chef (avec le despotisme qui lui était propre et sans avoir auparavant consulté les chambres) aux demandes de l'empereur, réclamant Nice et la Savoie; il consentit à ce que l'armée

(1) V. Corresp. du 23 janvier 1860 adressée de Turin à la *Presse*. — *Univers*, 27 janvier.

française évacuât la Lombardie ; mais il ne rabattit rien du projet d'annexer les duchés et les légations. C'est pourquoi le 17 Mars, il donnait l'ordre aux troupes piémontaises d'occuper l'Italie centrale au nom de Victor-Emmanuel.

De cette manière la révolution était laissée à ses inspirations. Le rappel de Garibaldi qui survint ensuite, les ovations qu'il reçut à Turin et sa nomination d'Inspecteur général de la garde nationale en Lombardie, faisaient assez prévoir la catastrophe qui se préparait pour l'Italie et pour l'Europe.

Chapitre VII.

CARACTÈRE TYRANNIQUE ET ANTI-RELIGIEUX DE LA RÉVOLUTION ITALIENNE.

—

Quiconque s'est donné la peine de lire dans les documents de l'histoire, ne pourra ignorer que la liberté de l'Italie germa et grandit à la faveur des bienfaits de la Papauté et de l'Eglise. Les communes italiennes avaient pris naissance et développement sous l'influence paternelle de Grégoire VII, et leur indépendance fut protégée et défendue contre le plus cruel des empereurs d'Allemagne par Alexandre III. C'est ce Pape, dont les peuples affranchis voulurent éterniser la mémoire par la fondation d'une ville qui portât son nom. Ses successeurs luttèrent contre Frédéric II, pour soutenir la liberté des provinces italiennes ; et jusqu'au XVe siècle les souverains pontifes passèrent pour honorés, bénis, les tuteurs les plus zélés de l'indépendance et de la liberté de la Péninsule, qu'ils regardaient comme spécialement confiée à leur sollicitude. Or, n'étaient-ils pas splendides et glorieux ces temps où toute la nation soumise et dévouée aux enseignements catholiques, plaçait sous l'égide du Pontife son indépendance et sa liberté, et ne devait-ce pas être une immense joie pour les Italiens de voir leurs plus puissants ennemis courbés à ses pieds ou frappés des foudres de son autorité ?

Cependant l'Eglise, suivant l'inaltérable impartialité qui lui est propre, associe également tous ses enfants à la douceur de son cœur maternel et, de même qu'elle ne s'incline pas vers les peuples au détriment de leurs maîtres, elle ne flatte pas les maîtres au détriment de leurs peuples. Aussi, comme une suprême modératrice de forces contraires, elle employa toujours son autorité à tempérer les extrêmes et à les rapprocher d'un juste milieu d'harmonie et de concorde, sur lequel repose le bonheur et la perfection des Etats. Lorsqu'il arriva aux rois et aux empereurs d'attaquer la religion et la liberté des nations, elle se déclara pour les peuples et combattit vigoureusement pendant des siècles en faveur de ces principes sacrés. Mais quand les erreurs semées par les impériaux et les royalistes du XV[e] siècle et fécondées par le protestantisme, eurent infecté les racines mêmes de la vraie civilisation et répandu à travers l'Europe les maximes d'une liberté impie et licencieuse, sanguinairement mêlée à la révolution et à l'anarchie, l'Eglise fit les plus grands efforts pour ranimer et défendre l'autorité sociale; elle lutta pour l'extermination de l'hydre épouvantable, qui menaçait de détruire jusqu'à l'existence des Etats européens. L'Eglise et son premier Pontife, comme l'a remarqué un auteur non suspect aux unitaires italiens (1) « protégeaient avec la même fermeté éclairée le principe souve-« rain du droit et de l'équité, et combattaient l'anarchie et « la violence, quel que fût leur manteau.... En résumé, « Rome eut toujours dans l'ordre civil un seul ennemi, la « *barbarie*, et un seul but, la *civilisation* ; celle-là, insépa-« rable du despotisme royal, de l'anarchie populaire, des

(1) Gioberti. *Primato morale e civile degli Italiani*, t. I, c. II, édition de 1826 à Capolago, p. 156.

« doctrines fausses et impies; celle-ci, inséparable de l'au-
« torité légitime, de la liberté modérée, de la profession du
« vrai en philosophie ou en religion. »

Par malheur, les Italiens ont puisé l'histoire de leur pays aux sources les plus empoisonnées; bon nombre d'entr'eux n'ont connu l'action sociale de la religion que d'après les ouvrages publiés dans le dernier siècle par les anti-catholiques de France et d'Angleterre, et de nos temps par les ennemis de la foi en Italie. Les maximes de la révolution française, répandues en Italie, n'ont fait qu'augmenter les causes de perversion et que rendre les esprits toujours plus accessibles aux funestes insinuations des sociétés secrètes. Ces sociétés furent pour l'Italie une importation étrangère; mais le germe s'en développa de lui-même avec une effrayante rapidité. Les sociétés du *Carbonarisme,* et ensuite de la *Jeune Italie,* s'introduisant et se ramifiant à l'infini dans la Péninsule, usurpèrent sans raison l'honneur de représenter toute la nation, et firent traîtreusement croire que les peuples d'Italie étaient hostiles à l'Eglise et au Pontife. Mais l'Eglise et le Pontife ne confondirent point la nation qui marche toujours dans les voies du catholicisme avec ce parti infernal, dont tous les efforts tendent à *décatholiser* l'Italie, et à effacer d'un coup les dix-huit siècles de ses grandeurs passées.

En fulminant leurs anathèmes contre de telles sectes et contre leurs affiliés, l'Eglise et le souverain Pontife ne se proposèrent pas autre chose que d'arracher l'Italie à leur aveugle violence et à leurs atrocités.

Quelles sont en effet les maximes sociales et civiles de ces nouveaux coryphées de la liberté et de l'indépendance italienne? Les Carbonari d'Italie, comme on peut le voir

par les documents recueillis dans le *Mémoire* cité de M. Murray et dans le *Rapport* romain, ainsi que par les *Souvenirs* mêmes de Mariotti, entendaient faire *table rase* de l'Italie et de la Sicile, pour tout ce qui concerne les gouvernements les plus légitimes, les institutions les plus respectables, les lois, les principes, etc.; or, Mazzini, le chef de la *Jeune Italie*, se vantait naguère que l'édifice social s'écroulerait à un signal donné et serait réduit en pièces par l'œuvre des sociétés secrètes, qui en avaient investi toutes les parties les plus vitales (1). Et dans une des proclamations adressées à ses affidés, il s'exprimait ainsi : « Quand un « grand nombre d'associés seront capables d'organiser un « mouvement, le vieil édifice vermoulu de toutes parts « tombera, comme par miracle, au premier pas que fera le « progrès. Tout le monde sera stupéfait de voir fuir devant « la seule force de l'opinion et rois et seigneurs, et riches « et prêtres, qui avaient jadis formé la charpente du vieil « édifice social » (2).

Ainsi Mazzini avec les siens et avec les Carbonari, qui n'en diffèrent pas, nous prédit la destruction de la société du sein de laquelle devront bientôt disparaître les rois, les nobles, les prêtres et les propriétaires, c'est-à-dire toute institution et toute autorité religieuse et sociale. Mais pourquoi une pareille destruction? Les Carbonari voulaient établir ensuite une république sur le modèle païen, une république où régnât le *patriotisme* dans le sens absolu du paganisme, ou plutôt la domination d'une faction qui aurait le privilége de tyranniser les nobles et le peuple, les hom-

(1) Voir à cet égard l'importante corresp. publiée dans le *Tablet* le 16 avril 1859, p. 247.

(2) V. *Dublin Review*, mai 1860, p. 188.

mes de science et les gens de commerce (1). Les radicaux modernes d'Italie n'oublièrent pas ce principe emprunté à la tyrannie antique. Le sieur Ricciardi, secrétaire de l'association mazzinienne et ami inséparable de Garibaldi, nous a clairement expliqué la pensée du président à ce sujet-là. Dans un manifeste publié par lui dans la révolution de 1848, inséré alors dans les journaux et reproduit au mois de Mai dernier par M. Hennessy, devant le parlement de Londres, Ricciardi faisait savoir que la révolution de l'indépendance « ne doit avoir aucun égard quelconque pour les progrès de « la science, de la culture intellectuelle et morale, de l'in-« dustrie, de la richesse et de la prospérité publique. » Mais quel gouvernement donnera-t-on à une société ainsi bouleversée de fond en comble? « Plus d'assemblée, continue « Ricciardi, plus d'assemblée flottante, incertaine et lente « à délibérer, *nous avons besoin d'une main de fer* qui gou-« verne un peuple accoutumé jusqu'à présent à la diver-« gence des opinions et énervé par l'esclavage. »

Ainsi se terminaient tant de promesses de liberté et d'indépendance : la destruction de tout système social et l'abolition de toute autorité devait apporter aux peuples émancipés le singulier bénéfice d'être gouvernés par *la main de fer de quelques féroces sectaires armée du poignard et du stylet*. C'est là en effet, un des principaux points des statuts de nos sociétés secrètes, et ce point leur est commun avec les anciens *assassins* de Syrie, que commandait le Vieux de la montagne. Les serments des Carbonari étaient des serments de sang; on scellait avec le poignard l'affiliation des adeptes; le poignard était leur insigne, et à périr de la

(1) V. surtout les courts mais importants *Mémoires* de Mariotti.

pointe du poignard étaient condamnés ceux qui révélaient les secrets de la secte ou qui s'éloignaient de ses conciliabules ou qui, de façon ou d'autre, passaient pour un obstacle à ses progrès (1). Les réglements de la *Jeune Italie* sont les mêmes : On lit aux articles 3, 31, 33 du statut : « Les membres qui n'obéiront pas aux ordres de la société « ou qui en dévoileront les mystères seront *poignardés*. — « Chaque tribunal sera compétent, non-seulement pour « juger les coupables, mais encore pour ôter la vie à toutes « les personnes qui auront été condamnées à mort. — Que « si la victime réussissait à s'enfuir, elle sera percée par « une main invisible, quand elle se cacherait dans le sein « de sa mère ou *dans le tabernacle du Christ!!!*

Ainsi l'enseigne du nouveau gouvernement de la liberté serait la main de fer d'un despote jugeant sans défense, condamnant sans appel, frappant dans les ténèbres quiconque serait coupable seulement de n'être pas favorable à son gouvernement ou de vouloir se dégager d'un lien d'assassinat et d'impiété.

Que dirons-nous de plus? Mazzini nous apprend que « l'Italie est à présent ce que fut la France avant la révolu- « tion et qu'il lui faut des Mirabeau, des La Fayette et tant « d'autres (2). » Si quelqu'un ne trouve pas ces paroles suffisamment claires, qu'il en cherche l'explication dans les statuts des Carbonari et dans l'histoire de la révolution française. Tous les documents que nous possédons sur la secte Carbonaro-mazzinienne et toutes les dispositions faites en justice par les coupables découverts, nous font savoir en

(1) V. les *Mémoires* de Mariotti, p. 172 et sqq., ainsi que le rapport cité par Murray de la p. 172 à 195.

(2) *Dublin Review*, l. c.

premier lieu que les affiliés se regardaient comme les descendants des représentants de la révolution française, qu'ils appelaient leurs *ancêtres* (1); en second lieu que le peuple en avait une peur horrible et que les membres de la société eux-mêmes n'en secondaient les plans qu'avec un sentiment d'indicible épouvante. Le vrai caractère de la secte était le *terrorisme.* L'original de leurs écrits officiels portait quelques initiales teintes de sang qui indiquaient : *Malheur. Mort. Terreur. Deuil;* entre ces mots se trouvaient représentés des foudres tombant des nues sur les couronnes, les sceptres et les tiares. — Ces symboles et d'autres du même genre illustrés des énormités de cette secte, nous disent assez que son règne devait être le règne du *terrorisme* (2).

Mazzini, laissant les emblèmes à ses prédécesseurs, va nous indiquer plus directement la nature de la chose, en rappelant à notre pensée les temps sanguinaires de la révolution française. D'un seul mot, Mazzini nous fait savoir que la régénération de l'Italie, ou mieux, *la substitution du républicanisme aux gouvernements monarchiques et du socialisme au droit de la propriété* (3), exige que l'on renouvelle en Italie les temps de la révolution française avec les Mirabeau.... et les autres : (il voulait dire les Marat, les Danton, les Robespierre); exige encore que nous voyions se répéter les fureurs de l'assemblée nationale et législative, les horreurs de la convention et du directoire et les iniquités du

(1) V. la lettre publiée par nous à l'append. du présent ch. VII.

(2) Mémoires cités p. 27-30.

(3) We know by a year's experience that the object of the leaders was to substitute republicanism for monarchical government, and socialism for the rights of property. — Ainsi s'exprime le corresp. du *Times* sur la révolution de 1848-49. V. le *Times* du 3 janv. 1850.

jacobinisme; le meurtre des princes, les massacres des septembriseurs et le terrorisme de Robespierre; exige enfin que l'Italie s'engloutisse dans une mer de sang et de ruines et se régénère par le naufrage de toutes ses grandeurs passées.

Au reste, Mazzini nous a donné en 1848 un premier essai de ce genre de gouvernement, grâce au magnanime concours du général Garibaldi: La république romaine de 1848 ne fut autre chose qu'un gouvernement de destruction, de mort et d'épouvante; la liberté n'y fut que l'hypocrisie couvrant de mots fallacieux la violence la plus barbare; la défense de la propriété publique et privée n'y fut elle-même qu'un nom sous lequel on cherchait à justifier des spoliations de tout genre, et l'emprisonnement, l'exil et le meurtre pratiqués d'une manière atroce.

Le triumvirat romain et Manara et Millara et Garibaldi appesantirent sur la tête des Romains la tyrannie la plus terrible; ils détruisirent et saccagèrent, par les mains de leurs adhérents, tout ce qu'il y avait de plus beau et de plus précieux dans la ville éternelle, et firent égorger par Zambianchi, à St Calliste et ailleurs, jusqu'à 150 prêtres (1). Le correspondant du *Times* écrivait à cette époque « qu'il « serait difficile de donner une juste idée de l'état de ter- « reur dans lequel se trouvaient les Romains jusqu'au jour « de l'entrée des Français à Rome, *terreur produite par le* « *gouvernement du triumvirat* (2). »

(1) V. *les derniers* 69 *jours de la république romaine.* — Dans cet intervalle de temps les Garibaldiens saccagèrent et détruisirent les villas Panfili, Corsini, Borghesi, Valentini, Spada, Barberini, Patrizi... en; une seule nuit, ils brûlèrent 50 carrosses princiers; ils mirent au pillage le jardin du Vatican, les églises de S[t] Jacques, de Jésus et Marie, de S[t] Charles au Corso, de S[t] Laurent, à Lucina, sans parler de celle de Palestrina et de bien d'autres. V. l'ouvrage cité et les correspondances de ce temps. — (2) *Times* du 14 juillet 1849.

Sur le témoignage de lord Mount-Edgeumbe et de ses propres correspondants, le même journal écrivait au commencement de 1860: « Partout en Italie la révolution de 1848-49 « fut *une tyrannie dans sa forme la plus odieuse, la tyrannie « d'une bande de conspirateurs et d'étrangers s'exerçant sur « des masses timides et remplies d'épouvante.* Les Assem- « blées qui prétendaient au souverain pouvoir dérivé du « suffrage universel, n'étaient que le produit de la faction « révolutionnaire: les peureux furent entraînés à voter par « des menaces; les ignorants par des piéges de séduction; « les militaires par le ton du commandement; et l'on ob- « serva que maintes fois les meilleurs citoyens se trouvaient, « grâce à la fraude, avoir voté pour la tyrannie (1). » Le *Times* ne s'en tint pas là: après la correspondance de Constantinople du 10 Décembre 1849, où l'on disait que la majeure partie des Italiens réfugiés dans cette ville à la suite de la victoire des armes françaises, avaient renié leur foi, le *Times* ajoutait éloquemment: « Ces misérables apostats sont « de ceux qui, il y a peu de temps, se déchaînèrent contre « le despotisme des prêtres, de ceux qui chassèrent Pie IX « et l'exilèrent de Rome, de ceux qui remplirent Rome de « pleurs et de deuil; de ceux qui profanèrent les églises « et saccagèrent les trésors de la capitale du monde chré- « tien ; de ceux qui s'étudièrent à cacher la faiblesse de « leurs membres sous l'enseigne du lion de l'antique liberté, « et à couvrir d'un vernis *classique* l'horreur de la licence « et du sang versé; ces régénérateurs de l'Italie, ces illu- « minés, ennemis de la superstition, se sont faits mainte- « nant les sujets d'un monarque absolu et *ont embrassé une*

(1) *Times* du 7 janv. 1850. Le *Times*, pour réformer ses idées sur la révolution actuelle, n'aurait qu'à lire ce qu'il écrivait il y a dix ans.

« *religion qui exige une aveugle obéissance au chef de* « *l'Etat* » (1). Ainsi apparaissait dans tout son jour l'imposture de ces ennemis masqués de la liberté.

Les armes françaises ayant arraché le triomphe aux mains de la révolution, le pouvoir de celle-ci, qui était un pouvoir sanguinaire, n'en fut pas détruit : innombrables furent les victimes de tout rang immolées à ses fureurs au-dedans et au-dehors de Rome, dans toutes les parties de l'Italie; le poignard des sicaires se leva contre la vie des princes, des empereurs, des cardinaux et du souverain pontife lui-même; et, vu l'insuffisance du poignard et du pistolet, la révolution employa les machines infernales connues, en inventa de nouvelles; et, n'ayant pu réussir dans ses projets diaboliques, elle fit l'apologie du régicide, et écrivit en lettres d'or dans ses journaux les noms de ses assassins, publia leurs panégyriques, leur fit des apothéoses, et encouragea les Italiens à user, comme eux, du poignard, pour la conquête de leur liberté (2). La révolution concentra son action dans le Piémont qui, au moyen de ses institutions conservées après 1848, put devenir le foyer d'un système général d'insurrection. Bientôt cependant ce royaume riche et splendide fut chargé de dettes immenses; ses habitants eurent à payer des impôts si énormes, que les Lombards n'en avaient pas connu de pareils sous le gouvernement autrichien. La

(1) V. le *Times* l. c. These regenerators of Italy, these enlightened opponents of superstition have now become the subjects of an absolute monarch, and have embraced a religion which inculcates a blind obedience to the head of the state.

(2) Gallenga, un des membres de la *Jeune Italie*, suivant l'affirmation de Mazzini, réclama, il y a peu d'années, contre ce grand conspirateur, parce qu'il encourageait les Italiens à se servir du poignard pour la cause de leur liberté. Dirait-on que le même Gallenga s'était spontanément offert quelques années plus tôt pour assassiner Charles Albert et qu'il avait reçu alors de Mazzini de l'argent et des armes pour l'exécution de ce crime?

spoliation arbitraire et despotique des couvents, des monastères et des églises ne suffisait pas à combler le vide des caisses publiques, et les populations durent souffrir la misère et les privations ; leur argent était consacré à solder les troupes, qui allaient porter la ruine dans les Etats voisins, et à récompenser des traîtres, qui méditaient le renversement de leurs souverains (1).

Pour ce qui regarde la liberté dont ce royaume a joui, il n'est besoin que de prendre en main la statistique des assassinats que chaque jour y a commis le poignard, devenu sacré aux yeux des sectaires, ou d'écouter au moins le jugement qu'en a porté l'ami de Mazzini et de Garibaldi, le fameux Zambianchi. Voici ce qu'il disait à un Anglais qui alla le voir dans sa prison. « Monsieur, tout le bien qui « se dit du Piémont en Angleterre est un leurre. On appelle « ce pays un pays de liberté, et de liberté, il n'y en a pas. « Les personnes y sont arrêtées et jetées en prison sans « accusation et sans jugement. C'est un pays tyrannique, « un pays de grande hypocrisie et de grande tyrannie (2). » Rien n'est plus vrai. L'évidence des faits avait désillusionné Zambianchi ; il connaissait à ses dépens la pesanteur du joug de fer que lui et les siens voulaient imposer à l'Italie.

Quelle liberté existerait-il en Piémont, quand ni la propriété ni les personnes ne s'y trouvent en sécurité? Quelle liberté, quand, par les intrigues et les cabales de Cavour et des hommes de son parti, le Parlement y est devenu un troupeau docile à son service? Quelle liberté, quand le masque d'institutions libérales y recouvre l'anarchie et le

(1) V. la corresp. du 25 nov. 1860 adressée de *Spezia* au *Tablet* du 25 décembre.

(2) V. la lettre publiée là-dessus par Mazzini dans le *Tablet* du 3 mars 1860, p. 158.

despotisme? La liberté de ce gouvernement est de pouvoir impunément persécuter l'Eglise, supprimer les monastères, confisquer les propriétés ecclésiastiques, entraver les vocations, bannir ou emprisonner les évêques, bâillonner la presse catholique, se soulever contre la voix même de Dieu (1).

La révolution a réussi dernièrement à se montrer victorieuse après les campagnes de Lombardie; et le plein pouvoir qu'elle a possédé dans les Duchés et dans les Romagnes, elle l'a exercé par le despotisme et par le poignard. Toutes les correspondances de ces malheureuses contrées nous disent qu'on y voit se promener à travers les villes des hommes inconnus, mais dont le visage laisse une impression ineffaçable, tant leur front est chargé de pensées sombres et mystérieuses, tant leur regard a une expression cruelle et cynique, tant leur souffle exhale de venin et d'impudeur. Ces hommes épient et recherchent tout dans l'ombre et le silence, ils notent le temps et le lieu favorable pour frapper les victimes de la nouvelle liberté; ils portent gravé sur tout leur être le cachet *d'assassins;* ces hommes, ce sont les *résolus* du parti Carbonaro-Mazzinien, prompts à donner la mort au moindre signe du tribunal invisible qui les dirige. Les correspondances du *Times*, du *Daily-News*, de la *Gazette de Liége*, du journal des *Débats* et d'autres organes importants de la publicité européenne, se sont accordés à nous dire que dans les Duchés et dans les Légations *il n'y a que le gouvernement le plus despotique du terrorisme; que tout y est soumis à la tyrannie, la liberté de la presse, l'inviolabilité du domicile et des personnes, le secret des lettres, le*

(1) V. *Dublin Review*. nov. 1860, p. 131..... et la magnifique lettre du comte de Montalembert à M. de Cavour dans le *Correspondant* d'octob. 1860.

scrutin public et jusqu'à la pensée et la parole (1). N'est-ce pas le comble de la plus atroce barbarie qu'en plein jour, et sous les yeux de toute une population, un corps de Garibaldiens, après avoir tué un officier qui s'opposait généreusement au plus inique attentat, ait osé, par entraînement d'aveugle passion, assaillir à main armée un couvent de pieuses filles de Ste-Claire et y commettre des excès sacriléges dont l'humanité ne peut que frémir? Et cependant ces faits s'accomplissaient en août 1859 à Verrucchio près de Rimini (2). Pour avoir ensuite une idée du despotisme qui s'exerce dans les Marches et dans l'Ombrie, il faudrait lire les correspondances journalières de ces malheureuses provinces et les décrets arbitraires qui émanent des Valerio et des Pepoli.

Dans l'Italie Méridionale la dictature de Garibaldi fut de même inaugurée par le poignard, dont la pointe perfide détruisit sommairement toute liberté de parler et d'écrire, et menaça de mort quiconque refusait de courber la tête sous le poids des chaînes du parti (3). Dix-sept personnes furent poignardées en un seul jour à Naples pour n'avoir pas voulu crier : Vive Garibaldi ! Qui pourrait ensuite compter le nombre des infortunés qui, dans les derniers mois, furent victimes du poignard dans tout le royaume des Deux-Siciles? Ce nombre est considérable, et au dire même

(1) V. la corresp. de Toscane adressée au *Times* du 17 sept. 1859 et celle du 3 sept. de la même année dans le *Daily-News*.

(2) Corresp. de l'*Union*, de l'*Univers*, du *Journal de Bruxelles*, de la *Gazette du Midi*, rapportées par le *Tablet* du 10 déc. 1859.

(3) Le correspondant du *Times* (11 sept. 1860) rapportait qu'un des principaux seigneurs de Sicile, après s'être plaint hautement à lui des mesures gouvernementales de Garibaldi, ajoutait : « *Mais actuellement ces choses ne peuvent point se dire, parce que le stylet nous a ôté la liberté de la parole.* »

des correspondants du *Times*, il s'accroît de jour en jour (1). Qui pourrait énumérer tant de condamnations, tant de sentences d'exil rendues sans forme de procès et sans discussion; les spoliations manifestes et les attentats publics à la propriété, couverts des noms mensongers de *nation*, de *liberté*, *d'indépendance;* les amendes et les emprisonnements infligés surtout aux ecclésiastiques assez courageux pour témoigner quelque improbation des lois et des sentiments du dictateur (2)? Ne suffirait-il pas, pour caractériser la violence de la dictature Garibaldienne, de ce décret du 28 septembre 1860 accordant une pension viagère aux parents du régicide Milano? Les titres de cet homme à la reconnaissance publique étaient d'avoir attenté à la vie de son propre Souverain, à qui il avait prêté un serment solennel de fidélité. Et Garibaldi osait déclarer la personne d'un tel assassin, *sacrée* pour la patrie. Certes, comme le déclarait dans une circulaire le ministre du roi, Casella, tous les sentiments de l'humanité, de l'honneur et de la religion avaient droit de protester hautement contre ce décret tyrannique, surtout lorsque, en conséquence du même décret et par détermination du gouvernement dictatorial, toute la garde nationale de Naples, se couvrant elle-même de honte et d'opprobre, alla solennellement couronner par les mains d'Ayala, son commandant, la tombe de cet assassin public! Ce fut là une des preuves les plus évidentes de ce qu'avait proclamé Hennessy dans le parlement d'Angleterre, à savoir *que la cause du parti de Garibaldi n'était pas seulement la cause de l'anarchie, mais encore de l'assas-*

(1) V. entre mille autres sources, le *Times* du 22 déc. 1860 et du 15 janv. 1861.

(2) V. le *Times* du 5 oct. 1860 et la lettre de Cordova à Garibaldi publiée encore dans le *Times* du 6 oct.

sinat et de la violence. Mais y a-t-il là de quoi nous émerveiller? N'est-ce pas un Carbonaro-Mazzinien que Garibaldi? N'appartient-il pas, corps et âme, à la société de l'infatigable agitateur? Mazzini, dans une lettre du 7 janvier de cette année 1861, écrite de Londres à un de ses amis, met Garibaldi sur la même ligne que lui et son parti, et ajoute que le mouvement actuel de l'Italie est leur ouvrage commun (1). Et pourtant ces mêmes principes, ces mêmes maximes, cette même tyrannie, ces mêmes personnages que le *Times* condamnait en 1849 et en 1850, il les applaudit en 1860 et en 1861. Comme si les trois promoteurs les plus ardents du mouvement actuel et les trois libéraux les plus passionnés de l'Italie présente n'étaient pas identiquement ceux qui en 1849 abjurèrent leur foi pour se faire les sujets du despote de Constantinople? Et on appellera un règne de liberté, que de substituer ainsi le caprice à la conscience, la violence à la persuasion, le poignard à la loi, et une race sacrilége et renégate aux honnêtes gens? N'est-ce pas au contraire un règne essentiellement destructif de liberté, un règne qui la déshonore et la rend suspecte à tout noble cœur? « Savez-vous », disait le comte de Montalembert, en apostrophant ces agitateurs (2), « Savez-vous quel est devant le monde le plus « grand de tous vos crimes? Ce n'est pas seulement le sang « innocent que vous avez versé, quoiqu'il crie vengeance « au ciel contre vous; ce n'est pas seulement d'avoir semé « à pleines mains la ruine dans l'Europe entière, quoique « ce soit le plus formidable argument contre vos doc-

(1) V. cette lettre de Mazzini dans le *Monde* du 13 janv. 1861.

(2) Dans son discours sur la *Question romaine*, discours qui fut suivi de l'expédition de Rome et qui, au témoignage des *Débats*, valut à l'orateur des applaudissements inconnus dans les assemblées délibérantes.

« trines. Non! c'est d'avoir désenchanté le monde de la « liberté.

« C'est d'avoir en quelque sorte désorienté le monde! « C'est d'avoir compromis, ou ébranlé, ou anéanti dans « tous les cœurs honnêtes cette noble croyance. C'est « d'avoir refoulé vers sa source le torrent des destinées « humaines! »

Encore ce gouvernement de fer que l'on veut imposer au peuple d'Italie, n'est-il pas le but suprême et final de la révolution italienne. Ce but si élevé est enveloppé de ténèbres, et constitue la *science du secret* des socialistes modernes comme des Carbonari (1). « Il y en a plusieurs, » disait naguère Mazzini à ses fidèles, « il y en a plusieurs qui « voudraient connaître le dernier terme où tend le mouve- « ment actuel. Mais il n'y a rien de plus essentiel que de « tenir caché le but suprême de la grande révolution: nous « ne devons en révéler que le premier pas (2). » Toutefois, Mazzini se persuadait que le terrible secret serait violé de temps à autre, et il ajoutait : « Tant mieux; une certaine « *transparence* est nécessaire pour enflammer les station- « naires (3). » Or cette fois la transparence est allée au point de faire connaître à fond les desseins du parti du désordre. Il n'est pas nécessaire aujourd'hui d'être entaché de bigotisme ou de sentir le froc pour comprendre que l'objet principal de la révolution italienne est théoriquement et pratiquement la *destruction totale du catholicisme et du christianisme même.* Dans un document important, publié par Crétineau-Joly, les chefs de la révolution s'expriment

(1) V. sur les Carbonari les *Mémoires* de Mariotti, p. 27-30 et *History of the papal states vol. III, Book VIII, c. IV.* — London 1850, p. 592.....

(2) V. *Dublin Review.* lettre déjà citée.

(3) Ibid.

ainsi sans contrainte : « Notre objet final est le même que « celui de Voltaire et de la révolution française : anéantir à « jamais, non-seulement le catholicisme; mais jusqu'à l'idée « chrétienne. Si celle-ci reste parmi les ruines de Rome, la « ville éternelle trouvera certainement en quelque temps « le principe d'une nouvelle vie à perpétuité (1).

La suite du document est consacrée à communiquer aux sociétés secrètes d'Italie les instructions les plus impies et les plus perfides pour marcher à la conquête de ce but final et suprême. La révolution italienne est aujourd'hui gouvernée par ces principes subversifs de toute société. Assurément, les socialistes modernes, successeurs, comme ils s'en vantent, de leurs ancêtres de 89 et de 93, ne sont plus un mystère pour l'Europe, et le même Mazzini a suffisamment tracé dans ses écrits sa doctrine religieuse. Il s'éleva maintefois contre ceux qui prétendaient chasser de l'esprit de l'homme la notion de Dieu, en qui ils avaient l'absurdité de voir *l'origine et l'essence du mal;* il se récria contre la mesquinerie de ces nouveaux réformateurs; il protesta de toutes ses forces que la négation de Dieu ne vaudrait rien pour régénérer la nation et affermir les bases de la société; il affirma qu'on devait restaurer le culte de la Divinité pour permettre aux peuples de s'avancer vers le dernier degré de la perfection. Mais, quelle fut plus tard la notion que nous apporta sur la Divinité cet apôtre de la révolution? La Divinité n'est, selon Mazzini, que *l'humanité divinisée,* que *l'homme élevé par sa raison sur les autels dé-*

(1) V. Crétineau-Joly. *L'Eglise romaine en face de la révolution*, vol. II, p. 83 sqq. Nous nous réjouissons que ce but de la révolution italienne soit si bien connu en France. V. le court mais éloquent opuscule de 16 pages publié en janv. par le Marquis de la Rochejaquelain : *Un schisme et l'honneur*.

truits du christianisme (1). Serait-ce là le but final de la grande révolution (2)? Mazzini ne l'a pas dit clairement jusqu'à ce jour, ni personne de son école, mais le caractère du mouvement actuel porte visiblement cette empreinte épouvantable qui nous montre la révolution d'Italie, comme une dérivation et un rejeton de la révolution française.

Au fait, disait l'impie Quinet, pour détruire le christianisme, il faut jeter dans la boue la papauté et l'Eglise (3), et Quinet avait raison. — Aussi le protestantisme, poussé par la logique inexorable du progrès, manifeste une puissance destructive de toutes les parties du christianisme. La même chose est arrivée aux rationalistes de ce siècle; en voulant faire passer au creuset du raisonnement toutes les vérités révélées, ils ont détruit l'essence de la révélation et ouvert sous leurs pieds le gouffre épouvantable du *nullisme* ou de l'absolue négation. Eh bien! dans les labyrinthes des sociétés secrètes d'Italie, a été résolue l'extermination du catholicisme, comme un moyen sûr d'arriver au rationalisme. Cette destruction est donc devenue l'objet immédiat et direct de la révolution Carbonaro-Mazzinienne (4). Or, les porte-drapeaux de l'impiété s'apercevaient bien que le domaine temporel du pape en Italie aurait été un obstacle infranchissable à l'exécution de leurs desseins; parce que le pape-roi aurait toujours, par tous les moyens qu'offre le pouvoir civil, tenu loin de Rome et de trois millions d'Ita-

(1) V. surtout l'écrit mazzinien ayant pour titre : *Les devoirs de l'homme.*

(2) La *Revue de Dublin* dit que la révolution ne s'arrêtera pas avant d'avoir détruit le temple de Dieu. V. le XCV, p. 187.....

(3) *Univers* 16 nov. 1858.

(4) Tout dénote clairement ce but chez les Carbonari, leurs symboles et leurs maximes et leurs dépositions. V. *Mémoires* l. c. et Miley *Irriccodi d'Italia.* V. la lettre publiée à l'appendice de ce chapitre.

liens, l'infection du socialisme ; parce qu'il aurait aussi continué d'alimenter au centre de la Péninsule le feu du catholicisme, pour en faire pénétrer dans tout le corps de la nation les rayons lumineux qui dissipent les ténèbres de l'erreur et brisent la glace de l'incrédulité.

Le pape-roi représente pour l'Italie un gage certain et une garantie certaine qu'elle ne perdra pas la foi de ses pères. Les mazziniens comprenaient d'autre part qu'une fois dépouillé de son domaine temporel et devenu la proie et la victime de la révolution, le pape serait bientôt privé de sa liberté d'action et de l'exercice de ses droits spirituels ; qu'il serait dès lors plus facile d'exciter dans la Péninsule un schisme de fait qui aboutirait au protestantisme. En un mot, comme le prouve le document que nous publions à l'appendice de ce chapitre, les révolutionnaires entendaient combattre dans leur foyer central les forces du catholicisme. Voilà pourquoi leurs coups les plus terribles furent portés contre les Etats de l'Eglise. Les premières loges ouvertes par Maghella et par ses agents, le furent à Spolète, à Foligno, dans les Marches et dans les Légations. Aussi, comme l'a très-bien remarqué Murray, les Carbonari des États pontificaux furent toujours les plus sanguinaires et les plus violents. Ce fut là qu'en 1817, en 1825, en 1830 et en 1846 s'organisa le système de l'insurrection générale de l'Italie. Carbonari et Mazziniens réclamèrent du Souverain Pontife des améliorations et des réformes, et ils ne différaient point de but ; ce but était clairement indiqué dans les symboles des Carbonari par une tiare renversée. Ce système d'hypocrisie fut celui de Mazzini, surtout dans les années qui précédèrent 1848. Il écrivait de Paris dans le cours de l'année 1846 : « Gardez-vous d'attaquer le clergé

« dans ses biens et dans ses croyances; promettez-lui la « liberté, et vous le verrez marcher avec vous. Il nous faut, « ajoutait-il, suffoquer Pie IX dans sa propre gloire. » Et c'est à quoi ces hommes pervers ne réussirent que trop. Rome frappée de terreur, le ministre Rossi barbarement assassiné, pendant qu'il se consacrait à affermir le gouvernement constitutionnel; le pape assailli au Quirinal par la plus vile populace, ses plus fidèles serviteurs égorgés dans son propre palais, lui-même menacé de mort et mis en état d'arrestation jusqu'à l'heure de sa fuite, sa déchéance décrétée, la république romaine proclamée; c'était plus qu'il n'en fallait sans doute pour que l'entreprise des Italianissimes parût complétement achevée? — On le croirait en vain. La révolution commençait seulement, après tout ce que nous venons de dire, à mieux dessiner les plans ébauchés depuis un demi-siècle. A Rome et hors de Rome, se renouvelèrent alors les excès consommés dans la France en 89 et en 93. Les biens de l'Eglise et des pieuses institutions furent usurpés; tous les Ordres religieux furent abolis et leurs vœux déclarés nuls. On vit les ministres du sanctuaire fugitifs, bannis, travestis, cachés, jetés dans les fers, fusillés, frappés de stylets, taillés en morceaux, ensevelis vivants ou affamés jusqu'à mourir d'inanition par l'affreux Zambianchi. Les églises furent ensuite livrées au pillage d'une soldatesque effrénée; les vases les plus précieux vendus ou jetés dans le trésor de la révolution, cinquante-deux confessionaux brisés et brûlés en quatre heures seulement et les chaires sacrées arrachées de leurs temples au milieu d'horribles blasphèmes et parmi les risées et les acclamations stupides de la lie du peuple. Conformément à ce qui arriva dans le sac de Rome dont Guicciardini nous a

légué le récit, les partisans de Mazzini et de Garibaldi, affublés des insignes sacrés, se mirent à parodier la procession de la Fête-Dieu et l'auguste sacrifice de la messe : dans les églises suburbaines ils renversèrent les autels, brisèrent les pierres consacrées, arrachèrent de leurs châsses les corps des Saints et en firent l'objet de profanations et d'obscénités dont pareils scélérats étaient seuls capables. Les vases du sanctuaire furent employés par cette plèbe impie et par ses chefs à des usages vulgaires et dégoûtants. Dans les églises de Palestrina, les hosties consacrées elles-mêmes furent arrachées des saints ciboires et livrées à des outrages, à des moqueries abominables (1). Et si les armes de la France eussent accordé plus de temps à cette faction sacrilége, elle aurait répété dans toute l'Italie cette œuvre de destruction et fondé la religion de l'athéisme ou du Peuple-Dieu.

Les populations ramenées dans les voies de l'ordre, la révolution élut domicile à Turin, et, tout en affectant les manières d'un gouvernement raisonnable et régulier, elle ne dissimula pas son caractère et, pendant dix années elle a médité lentement, mais efficacement la ruine du catholicisme. Que si le ministère Subalpin n'avait pas rencontré en Piémont, ainsi qu'en Savoie et en Sardaigne, une population sincèrement catholique, et plus encore un clergé et un épiscopat généreusement fidèles aux devoirs de leur état, il serait arrivé à cette partie de l'Italie ce qui est arrivé dans le XVI[e] siècle à l'Angleterre et à plusieurs contrées de l'Allemagne, envahies par la réforme protestante. De là

(1) Pour ces faits et d'autres encore pires à charge de la république romaine de 1848, V. *l'Histoire des Etats Romains* de Farini : *les 60 derniers jours de la république romaine.*

les efforts démesurés de ce gouvernement pour abattre cette puissante barrière, dont la chute laisserait un libre cours à la plus abjecte des apostasies.

Depuis 1848, il ne s'est pas écoulé une seule année qui ne nous offre les preuves les plus évidentes de ce travail du gouvernement piémontais, attentif à saper les bases du pouvoir et de l'enseignement catholique. L'épiscopat surtout a été en butte aux outrages, aux mépris, à la persécution la plus féroce et la plus obstinée.

Avec quelle insolence leurs Seigneuries s'accoutumèrent à parler et à écrire aux pasteurs de l'Eglise, à ne point tenir compte et même à se moquer de leurs réclamations; à les traduire sans nul égard en justice, comme coupables d'avoir exercé leurs droits légitimes, soit en excluant du lieu saint les excommuniés publics, soit en refusant les leçons de théologie que prétendait leur donner le ministère, soit en instruisant le peuple dans ses devoirs et dans ses croyances, soit simplement en ayant accordé un indult quarésimal! De quel acharnement ne fit-on pas preuve ensuite dans la persécution des évêques qui se montraient forts et inébranlables pour la défense de la cause catholique! On les jugeait, on les condamnait, on les retenait des mois entiers dans la citadelle de Turin, on les dépouillait de toutes leurs possessions et on s'obstinait à les exiler, malgré les supplications de 10,000 des principaux habitants de Turin, qui sollicitaient leur mise en liberté.

Que dirons-nous ensuite, non-seulement de tant de prêtres exemplaires et pleins de zèle, mais encore de tant de pasteurs d'esprit vraiment évangélique, injuriés, calomniés, mis en jugement, emprisonnés, soumis à la plus ri-

goureuse surveillance des intendants et des syndics? Que dirons-nous de toutes les lois et de toutes les mesures prises par ce gouvernement avec l'intention bien arrêtée de ruiner et d'éteindre la doctrine catholique?

Ainsi la loi Siccardi foula aux pieds d'un seul coup tous les concordats qui existaient entre le Piémont et le Saint-Siége, abolit le for ecclésiastique, entrava la libre communication du Pontife avec son clergé, et mit celui-ci dans une servile dépendance vis-à-vis de l'Etat. Ainsi encore fut envahie toute propriété de l'Eglise, et les ecclésiastiques se virent réduits à la triste condition d'être rétribués par le gouvernement qui est maître de les faire mourir de faim, dès que, suivant les ordres de Ratazzi, *ils ne se conformeraient pas aux vues du ministère.* Ainsi fut ravie aux évêques toute surveillance quelconque sur l'enseignement, désormais privé d'instruction religieuse et chrétienne; les universités et les lycées furent remplis de professeurs hostiles à l'Eglise, on y enseigna les doctrines les plus contraires à la foi catholique, au point que dans le collége d'Aoste un professeur put défendre publiquement l'athéisme. Ainsi la presse la plus impie et la plus immorale fut protégée par des représentants du pouvoir, et les journaux anticatholiques jouirent de leur faveur, quand les organes de la vérité se trouvaient persécutés, condamnés à l'amende et parfois supprimés; on encouragea des hommes sans foi ni loi à écrire des livres contre le pouvoir du pape, contre la bonne harmonie de l'Eglise avec l'Etat, contre les principes du droit ecclésiastique; tandis que, pour avoir en même temps publié un savant ouvrage contre le mariage civil, le Comte de Latour était condamné à deux mois de prison et à 2,000 livres d'amende, et de plus, dépouillé de

la charge qu'il occupait. Dans le même but de saper les fondements de l'Eglise, on permettait l'érection d'un temple vaudois jusque dans la capitale du royaume, en même temps qu'on supprimait l'Académie catholique de Soperga; on chassait des universités et des colléges les prêtres vraiment orthodoxes et on leur en substituait de scandaleux, de suspects et d'excommuniés qui, en récompense de leurs fautes, furent pourvus de pensions et élevés à l'honneur d'instruire la jeunesse piémontaise. Plusieurs fois le comte Cavour ne craignit pas, en plein Parlement, de se moquer impudemment du saint Père et de ses Bulles, et de déclarer impossible tout accord avec l'Eglise, et il favorisa en même temps la pauvre institution de l'Eglise nationale de Turin avec sa messe en italien et avec son journal le *Révélateur* auquel collaboraient la lie et le rebut de ce clergé éminemment catholique. On manipulait d'autres lois non moins détestables aux yeux d'un véritable enfant de l'Eglise ; on proposait le mariage civil, la liberté de l'usure, l'invalidité des vœux religieux et jusqu'à l'entière suppression de l'enseignement catholique en Piémont. Pour ôter ensuite tout appui à l'Eglise, on supprima, à peu d'exceptions près, tous les Ordres religieux des deux sexes, en commençant par les plus riches, comme l'exprimait ironiquement l'opulent M[r] de Cavour, et l'on ne voulait rien entendre à l'offre que fit l'Episcopat piémontais de 928,412 livres, pour sauver ces institutions qui font l'ornement et la variété de l'Eglise. — Une loi de fer frappa ainsi 8000 personnes, auxquelles on refusa, dans un pays libre et modèle de liberté civile, la faculté de vivre librement dans leurs maisons, de leur travail et des bienfaits de charitables donateurs, qui les avaient faits leurs dépositaires ou leurs héritiers. Voilà

comment l'Etat-modèle inaugurait l'époque d'une splendeur inouïe et d'une gloire incomparable dans les fastes des nations.

C'est là l'œuvre de destruction à laquelle le Piémont s'est appliqué depuis 12 ans, n'ayant rien négligé pour favoriser et répandre dans les masses le protestantisme, que les ministres anglicans se sont efforcés d'implanter en Italie par la diffusion de leurs Bibles et d'autres petits livres inspirés du même génie, qui est celui de Satan. Le préjudice qui en est résulté pour les provinces subalpines est incalculable. Les catholiques qui ont parcouru depuis peu ces contrées et surtout le pays de Gênes, ont dû avouer que parfois ils se sont pris à douter s'ils étaient ou non en pays protestant. Dans les campagnes qui s'étendent de Gênes à Nice, les pauvres villageois pâlis de faim et de misère et dévorés de besoins de tout genre, ne peuvent avoir un prêtre qui les console dans leurs profondes afflictions, et ils ont eu la douleur de voir, malgré eux, détruire par le gouvernement très-libéral de Piémont un couvent et une maison de religieux, auprès desquels ils trouvaient souvent le soulagement à leurs peines et du pain pour leurs enfants. De plus d'une ville on dirait que la foi est complétement bannie; tant sont épouvantables les blasphèmes qui à chaque pas vous déchirent les oreilles; tant sont affreuses les malédictions qui retentissent de toutes parts contre les prêtres, contre le pape, contre les dogmes de la foi, contre les principes les plus essentiels du catholicisme, contre la divinité même de la révélation. « Païens ou mahométans ou autre chose, « c'est tout un, pourvu qu'on croie en Dieu, » telle est la maxime fondamentale de la *Jeune Italie*. Dans la rivière de Gênes, on dirait qu'une invasion d'Iconoclastes a passé par

là, en voyant, sans bras ni tête, les images en marbre ou en bois de la Vierge et de son divin Fils, qui se trouvaient le long des chemins; en voyant dégradées ou effacées au-dessus de Chiavera les stations de la Passion de Jésus-Christ, quand on n'a respecté que les statues de Garibaldi et d'Hugo Bassi dans une villa située près de Gênes... Tels sont les fruits de la guerre que le gouvernement piémontais a déclarée à l'Eglise. « La liberté en Piémont, écrivait de Gênes « un voyageur anglais, n'existe que pour les profanateurs « du temple et pour les révolutionnaires. Le poignard est « béni dans cette contrée, où l'assassin est regardé comme « un héros. Il n'y a qu'en Italie que l'on puisse croire à une « liberté qui détruit la religion et qui se glorifie des assas- « sinats (1). »

(1) V. une corresp. de Gênes dans le *Tablet* du 16 avril 1859.

Chapitre VIII.

SUITE DU PRÉCÉDENT. LES JÉSUITES DEVANT LA RÉVOLUTION ITALIENNE.

—

Après l'époque de la guerre de Lombardie, la révolution italienne, soutenue et protégée par le gouvernement piémontais, marcha à pas de géant dans son travail de destruction contre le Souverain Pontife et contre l'Eglise.

De quels actes déplorables l'évêque de Bergame ne fut-il pas l'objet sous les yeux mêmes des Français! Quelles impies et exécrables caricatures ne furent pas publiées à Milan, afin d'inspirer la haine la plus infernale de l'Eglise et de son chef! Quelles proclamations schismatiques n'y furent pas répandues pour la formation d'une église protestante qui aurait eu son centre dans la capitale de la Lombardie! Que de livres et que de journaux qui, semblables à des insectes vénéneux, se multiplièrent de jour en jour pour épuiser toute vie catholique dans cette malheureuse population soumise depuis peu à la domination subalpine! Mais reportons notre attention sur l'Italie centrale et particulièrement sur les Romagnes, où l'esprit de la révolution put développer tout son essor et répandre d'autant plus terriblement ses flammes incendiaires qu'elle entendait anéantir ici jusqu'au dernier vestige du gouvernement ecclésiastique.

Dès le commencement de la révolution, on mit en œuvre toutes les intrigues et tous les artifices pour faire pénétrer la propagande protestante dans ces nouvelles provinces et y détruire tout élément de catholicisme. Déjà au mois de février 1860, à Pise, à Florence, à Livourne, à Bologne, on avait ouvert en grande pompe et à grands frais quatorze écoles protestantes, afin que la jeunesse italienne y fût gâtée dans son germe et élevée dès le premier âge dans la haine de la Papauté et de l'Eglise. A la tête des universités, Cavour eut soin de placer des professeurs hostiles à l'unité catholique, en privant de leurs chaires ceux qui défendaient l'enseignement de l'Eglise, et en novembre dernier, le même ministre fit honneur de la chaire de philosophie morale dans l'université de Bologne, au fameux Bonaventure Mazzarella, connu pour chef de l'église italienne libre. A Florence et dans d'autres villes principales du centre, plusieurs salles furent ouvertes à l'usage des ministres protestants, venus d'Angleterre, pour pouvoir y annoncer la *bonne nouvelle des évangiles;* et par la suite le nombre s'en accrut, à l'instar de ce qui avait déjà eu lieu à Turin, à Gênes, à Nice, à Casale, à Voghera, à Courmayeur, à Pignerole, à Chambéry et jusqu'à Milan. De toutes parts se répandirent des milliers de bibles altérées par Diodati (1) dans toutes les villes s'organisèrent des sociétés pour la propagation des principes du protestantisme (2); partout on souffla l'esprit de l'apostasie, et, si la révolution parvenait à courber le clergé sous le joug de sa violence, l'Italie entendrait sonner

(1) V. les corresp. publiées dans le *Monde* le 21 et le 22 Février; le 13 mars et le 14 nov. 1860, et réproduites par l'*Union*, la *Gazette de Lyon* et le *Messager du Midi*. La bible de Diodati fut condamnée par le pape Grégoire XVI. — Encycl. du 8 mai 1825.

(2) V. une importante correspondance dans la Free-Press de Glascow du 1er déc. 1860.

l'heure terrible de l'extermination de l'Eglise de Jésus-Christ.

Voilà pourquoi la révolution en Italie déclara la guerre principalement au clergé. La persécution contre les ministres de l'Evangile fut si féroce, surtout dans les Romagnes, où les ecclésiastiques se montrèrent les plus courageux, qu'ils durent presque tous émigrer, au point que dans plusieurs villes il n'y avait pas de prêtres pour célébrer la messe le dimanche. Ceux qui restèrent à leur poste furent brutalement insultés par les agents du Piémont et par les bandes garibaldiennes. Quelques-uns parurent dans les chemins publics ayant les menottes aux mains comme des assassins et furent traînés dans les prisons; d'autres furent chassés à coups de fouet vers la frontière; il y en eut enfin qui tombèrent sous les coups sacriléges de l'assassinat. On eut la barbarie d'arrêter, parmi les rumeurs insultantes et le cliquetis des armes, le vicaire de l'archevêque de Bologne, dans la chambre voisine de celle où le saint prélat était à l'agonie. Que dirons-nous ensuite des propriétés de l'Eglise confisquées; des congrégations religieuses dispersées et bannies; des vierges licencieusement menacées de traitements semblables aux cruels scandales de Verucchio? Que dirons-nous des évêques, archevêques et cardinaux outragés, dépouillés de leur patrimoine, mis en arrestation, exilés de leurs diocèses (1)? Et qu'on ne cherche pas à donner ces faits pour exceptionnels; ils portent le caractère d'un système gouvernemental qui ne reculera dans cette voie impie qu'après avoir détruit tout sentiment catholique dans le cœur des Italiens. Que pouvaient donc espérer les évêques

(1) Il serait inutile de citer des corresp. et des documents sur des faits publics et connus de tous. On peut en voir la collection dans l'*Armonia* de Turin.

de l'Italie centrale, quand se tournant vers les nouveaux maîtres de l'Etat, ils élevaient courageusement la voix contre la violation des droits de l'Eglise, la suppression des ordres religieux, la confiscation des biens ecclésiastiques, l'emprisonnement des prêtres, contre l'introduction du mariage civil, la propagation des plus mauvaises doctrines par le moyen d'une presse sans frein ni retenue; contre l'obscénité et l'impiété des peintures et des statues exposées à la vue du public, l'immoralité flagrante des pièces de théâtre, le mépris le plus effronté et le plus calomnieux des cérémonies et des personnes sacrées (1)? C'étaient là les moyens par lesquels la révolution devait réaliser son plan de la destruction du catholicisme. « La persécution organisée contre « l'Eglise, dit le docteur Henri Léo, quoique protestant, « s'est d'abord attaquée à ce qui regarde sa forme extérieure, « c'est-à-dire la propriété ecclésiastique et le pouvoir temporel du Pape. Mais en réalité, les coups doivent porter « atteinte à l'autorité spirituelle. Car dans le monde catho- « lique le Pape est vicaire de Jésus-Christ. C'est donc contre « le royaume du Christ que les catholiques de nos jours se « révoltent, quand ils s'insurgent contre le pouvoir du « pontife romain » (2). Nous en avons d'ailleurs une preuve manifeste dans la guerre déclarée aujourd'hui contre la hiérarchie et l'autorité de l'Eglise. C'est pourquoi le mot d'ordre de la présente révolution a été : *Guerre et mort aux prêtres!* « Les diables sont déchaînés, la vie du prêtre ne « vaudra plus un sou. En cas d'intervention étrangère nous

(1) V. la *notification* de l'évêque de Bologne du 29 août 1859; les *Pastorales* du même prélat et de l'évêque de Ferrara du 8 déc. 1859; et le *Mémorial* adressé à Farini par les évêques de Modène, de Reggio, etc.

(2) V. cet article du docteur Léo dans le *Volksblatt* de Halla reproduit dans le *Tablet* du 17 nov. 1860.

« donnerons des preuves de notre vigueur et nous ouvri-
« rons contre les prêtres une guerre d'extermination » (1). Ainsi parlaient les Garibaldiens et les Mazziniens, dans les Romagnes; telle était leur pensée de prédilection : massacrer tous les prêtres. Et si le massacre s'effectuait, la diplomatie sarde, procédant de la même manière que ces journaux qui ont excusé les affreux meurtriers du colonel Anviti, accepterait une semblable extrémité comme fait accompli et se contenterait de le déplorer avec hypocrisie (2).

Les choses ne pouvaient se passer différemment, puisqu'elles étaient conformes au programme de Garibaldi, l'actif représentant de la révolution italienne, l'exécuteur confidentiel des volontés de Mazzini et de Cavour. Garibaldi l'avait dit sans détour dans sa proclamation d'Octobre 1859, adressée aux Suisses du Pape, proclamation où, après les avoir excités à la *désertion de la bannière déshonorée des prêtres,* il terminait en disant : « Si les prêtres désirent
« nous gouverner, comme ils y ont réussi dans les siècles
« passés, *je ne puis pas leur cacher qu'il se déchaînera contre*
« *eux une guerre d'extermination, qui sera notre dernière res-*
« *source* » (3). Il l'avait répété à Turin, dans ses allocutions de tribun, parlant au peuple sur la place Castello, et plus tard à Bologne, quand il s'écriait ; *il faut triompher de la canaille des prêtres; mort aux prêtres* (4) *!* Il avait prêché la même chose à ses amis publics et particuliers dans plusieurs

(1) V. la corresp. du *Tablet* du 22 oct. 1859, p. 678.

(2) L'Ombrie et les Marches eurent à endurer les mêmes maux qui pesaient sur les Romagnes. Voyez les protestations des évêques dans le supplément au n° 293 du *Journal de Rome.*

(3) V. le *Weekly Register* du 28 oct. 1859 et le *Tablet* du 3 nov.

(4) V. l'*Univers* du 16 janv. 1860 et une correspondance de la *Civiltà Cattolica* dans les livraisons du même mois.

villes d'Italie. Et dans son infâme discours à la jeunesse de Pise et de Pavie, n'avait-il pas inculpé le clergé catholique des fautes les plus monstrueuses et ne l'avait-il pas signalé comme le pire des ennemis à la vengeance des Italiens? « Il y a, disait-il, un ennemi... le plus redou-
« table... redoutable, parce qu'il a aisément prise sur les mas-
« ses ignorantes des populations et qu'il les domine par le
« mensonge; redoutable, parce qu'il s'est couvert sacrilége-
« ment du manteau de la religion, et qu'il se rit de vous,
« du rire de Satan, tandis qu'il rampe autour de vous,
« comme une vipère quand elle veut mordre... Cet ennemi
« redoutable... si redoutable, ô jeunes gens, c'est le *prêtre!*
« à peu d'exceptions près et sous quelque forme qu'il se pré-
« sente à vous »(1)! Ce langage n'a rien qui doive nous étonner chez Garibaldi, l'ami de la première jeunesse de De Andreis (2), qui fut le compagnon inséparable du massacreur des prêtres, du principal membre de la ligue de sang, de l'infâme Zambianchi (3), chez Garibaldi, le carbonaro de 1834 (4), l'affilié le plus actif de la Jeune Italie (5), le général de la république mazzinienne de 1849.

Or, c'est bien à l'autorité spirituelle de l'Eglise, comme

(1) Cette proclamation fut publiée dans le *Pungolo* et transmise en date du 10 janv. 1860, de Rome à l'*Univers* qui la reproduisit le 16.

(2) V. *The Life of general Garibaldi written by Himself. Translated by Theodore Dwight.* London 1859. — Le 7 fév. 1848, tandis que le souverain Pontife prononça du haut des fenêtres du Quirinal ces paroles: « Grand Dieu, bénissez l'Italie, » De Andreis cria: « A bas le ministère des prêtres! Vive la république! » Et il fut arrêté.

(3) Zambianchi accompagna Garibaldi dans son expédition de Sicile; mais il s'en sépara pour tenter un mouvement sur les Etats Romains, où il fut défait le 12 juillet par les carabiniers pontificaux.

(4) Garibaldi nous apprend dans sa *vie*, qu'il émigra et fut frappé d'une sentence de mort.

(5) Cette affirmation fut prouvée par Hennesy dans le parlement de Londres le 17 mai 1860. Au reste quelqu'un pourrait-il encore en douter?

nous en avertit le docteur Léo, que ce parti impie a déclaré une guerre à outrance. « Le clergé, » disait Mazzini, « prêche, « comme nous, la fraternité, qu'il appelle *charité*. Mais sa « hiérarchie et ses habitudes nous représentent le *démon* « *de l'autorité*, qui n'est autre que le despotisme... Essayez « d'insinuer dans l'Eglise l'esprit de l'égalité et tout pro- « gressera » (1). Le parti révolutionnaire appelle donc despotisme l'autorité spirituelle de l'Eglise, et conséquemment mère du despotisme, la papauté qui en est le principe et le soutien : la logique force donc les partisans de Mazzini de désigner la papauté aux baïonnettes et aux poignards des Italiens, comme un obstacle insurmontable à leur liberté et à leur indépendance. Les mots *liberté* et *indépendance* étant diamétralement contraires au *despotisme* (autorité religieuse), ne signifient autre chose dans le sens de la révolution que *l'affranchissement absolu de toute autorité spirituelle de l'Eglise et du Pontife*. Quand donc Mazzini, alors à Lugano, (c'était au commencement de 1860) exhortait la jeunesse italienne à prendre les armes et à courir sous la conduite de Garibaldi, en criant : « Rome, Rome est le mot d'ordre, » il proclamait la destruction du catholicisme en Italie. Le même mot d'ordre avait été proféré à Turin, sous le voile de l'imposture et du mensonge ; et, tandis que Cavour, avec son hypocrite diplomatie, dirigeait au but convenu les forces de la révolution, *l'assemblée nationale* de Turin, qui la représentait et la dirigeait manifestement, choisissait un chef qui avait juré de renouveler la propagande révolutionnaire dans la Péninsule, et de ne remettre l'épée au fourreau, qu'après avoir entièrement abattu l'autorité de

(1) Lettre cit. de 1846 de Paris.

l'Eglise (1). Garibaldi était l'homme qu'il fallait pour cela ; Garibaldi pouvait très-bien représenter le parti sarde et le parti mazzinien, dont l'accord était parfait relativement à la destruction de l'autorité pontificale (2). Et en effet, n'était-ce pas ce que d'Azeglio avait voulu dire, lorsque, parlant en qualité de commissaire de Victor-Emmanuel, il annonçait dans le manifeste adressé aux Bolonais, que « Dieu a « créé l'homme libre, en ce qui regarde les opinions tant « religieuses que politiques? » Ne reniait-il pas ainsi toute « autorité établie de Dieu sur la terre (3)?

Garibaldi, lui, avait dès longtemps renié cette autorité, ou peut-être ne l'avait-il jamais reconnue (4) ; en tout cas, il avait fait son possible, par les sociétés secrètes et par l'emploi de la force ouverte, pour la déraciner complétement du cœur des hommes. En 1850, dans une conversation qu'il eut à New-York avec M. Dwight, il déclara *quels étaient les principes et les maximes de la révolution italienne.* Il dépeignit dans un langage coloré et énergique, nous dit M. Dwight, *la cruauté de la papauté, ses tendances dégradantes, sa duplicité et son hypocrisie, son idolâtrie, son atrocité; il en esquissa l'histoire à grands traits, il en montra la condition désespérée, l'inévitable ruine* (5) *!!!*

Or, en 1859, il ne se montra pas différent de ce qu'il avait été en 1850. Dans sa fameuse proclamation aux jeunes gens de Pise et de Pavie, après avoir représenté le clergé

(1) V. la corresp. de Milan insérée dans le *Tablet* du 5 nov. 1859.

(2) Corresp. du *Tablet* du 22 oct. 1859.

(3) Ce sentiment fut exprimé par le Pontife dans une allocution qu'il prononça au sujet de l'invasion de ses Etats.

(4) On ne voit pas dans sa vie que le principe religieux ait eu aucune part ; il n'en fit jamais cas.

(5) Voyez la Conclusion de l'ouvrage cit. de Dwight.

catholique en masse comme falsificateur de la doctrine du Christ, comme auteur de l'esclavage et de toute espèce de tyrannie; comme disposé à renouveler les *auto-da-fé* en Italie, comme coupable des tortures infligées à Galilée (!!!) etc., etc. il poursuivit en disant que « Victor-Emmanuel, anathéma-« tisé par le clergé, ne peut encore racheter l'Italie, parce « qu'au centre de cette Italie, au cœur même de cette Ita-« lie il y a un *chancre* appelé la *papauté*, l'*imposture* appelée « la *papauté* (1) ! » Il ne s'exprima pas autrement sur les places de Turin ou de Bologne, quand il proclamait que l'Italie ne pourrait être libre, tant qu'elle ne se serait pas guérie de la *gangrène* de la papauté (2). Il faut donc entendre, dans la double signification de l'autorité spirituelle de l'Eglise et de son autorité temporelle, la déclaration de guerre qu'il a faite plus tard (mars 1860), à la papauté, au nom de la révolution italienne. Dans cette proclamation, il accumula tant de blasphèmes contre les choses saintes et contre l'autorité du Souverain Pontife, que le *Monde* s'abstint de la reproduire en entier (3).

Après son invasion dans la Sicile et dans le royaume de Naples, Garibaldi ne put cacher longtemps ses projets diaboliques, qui d'ailleurs se révélaient d'eux-mêmes dans les résolutions de son gouvernement (4). Plus d'une fois, en parlant au peuple napolitain, il s'efforça de lui persuader *que le*

(1) V. cette proclamation dans l'*Univers* du 16 janv. 1860 et dans le *Tablet* du 28 janv.

(2) Ceci a été confirmé par plusieurs correspondances, dont l'une se trouve dans la *Civiltà Cattolica* du mois de janv. 1860. C'a été d'ailleurs le langage ordinaire de Garibaldi.

(3) V. le *Monde* du 25 mars 1860. La proclamation se vendait à Milan depuis le 15 et fut publiée dans le *Movimento*.

(4) Nous en parlerons dans le cours de cet ouvrage.

Pape n'était point nécessaire à l'Italie (1). Mais le 1er novembre 1860, il le fit plus solennellement, à l'occasion de la remise des drapeaux nationaux au bataillon hongrois, qui stationnait sur la place du palais royal. « Le chancre, disait-« il, et la ruine de notre patrie, c'est l'ambition personnelle « qui aveugle le pape-roi et qui le pousse à arrêter le mou-« vement national si noble, si spontané et si pur qu'on « n'en trouverait pas un seul à lui comparer dans l'histoire « du monde (2). C'est le Pape qui retarde le mouvement de « la complète délivrance de l'Italie ; c'est lui qui en fait l'u-« nique obstacle (3). » Jusque là, on pourrait dire que Garibaldi ne faisait allusion qu'au domaine temporel du Saint-Père ; mais pourquoi ajoutait-il *que le Pape-roi ne connaît pas le Christ; qu'il ment à sa propre religion, qu'il est pour les Italiens le génie du mal?* Pourquoi, adressant la parole aux Hongrois, leur disait-il : « Avant de combattre les enne-« mis du dehors, vous avez à abattre ceux du dedans, à la « tête desquels se trouve le Pape... votre ennemi capital est « le Pape... le Pape qui opprime ses sujets; et qui est l'en-« nemi de l'indépendance chrétienne n'est pas chrétien ; il « abjure les vrais principes du christianisme; il est l'ante-« christ (4)? » Est-ce que par hasard les Hongrois subissaient le joug du pouvoir temporel de la papauté, ou leur émancipation dépendrait-elle de la perte que la papauté ferait de son gouvernement temporel? Garibaldi pouvait-il se révéler plus ouvertement? La délivrance dont parle ce fanatique, c'est l'*apostasie de l'autorité catholique,* dont les

(1) *Times* du 8 nov. 1860.

(2) On ne trouvera pas, en effet, dans l'histoire de mouvement comparable à celui-là en irréligion, en perfidie, en violation de toute loi divine et humaine.

(3) *Times*, 8 nov. cit.

(4) *Times* du 9 nov.

Hongrois auraient à s'affranchir par l'extermination de leur clergé et par le renversement du Siége apostolique. Tel est le but formel et définitif de ce *condottiere* de la révolution italienne et de tous les adeptes de la Jeune Italie, qui rongent maintenant et déchirent jusqu'aux entrailles la malheureuse péninsule. En veut-on une preuve encore plus manifeste et plus récente? On la trouvera dans la lettre suivante écrite par Garibaldi à un Irlandais, qui s'était appliqué à défendre la majorité de la nation irlandaise contre les quelques centaines de ses compatriotes enrôlés sous les drapeaux de Lamoricière. Cette lettre, exposant merveilleusement le dernier but de la révolution italienne, nous la consignerons ici tout entière (1).

Caprera, 10 novembre 1860.

« Qui a jamais pu croire que vos concitoyens n'aient pas « été trompés, quand ils servaient la cause du Pape sous « Lamoricière? Tout le monde sait en Italie quel lourd far- « deau accable votre nation comme la nôtre. La papauté, « *ce produit d'ignorance et de fraude,* s'appesantit sur les « puissants par l'hypocrisie et sur les pauvres par tous les « maux qui accompagnent la pauvreté, par le décourage- « ment, par la dégradation, par le besoin.

« L'Angleterre devint grande et heureuse, quand elle re- « trancha du milieu d'elle ce *chancre* funeste. Rome cessa « d'être grande, s'abaissa progressivement et aujourd'hui « encore croupit dans cette sentine d'impureté, parce « qu'il a plu au Tout-Puissant de visiter la reine du monde « par ce fléau. Nous prenons en pitié les quelques égarés « d'Irlande, d'Italie ou d'ailleurs; mais nous savons positi-

(1) Cette lettre fut publiée dans le *Tablet* qui la traduisit fidèlement le 15 déc. 1860, p. 800.

« vement que des millions de cœurs dans votre patrie et en
« tout pays, battent à l'unisson des nôtres pour la liberté
« des nations. Nous n'ignorons point que si 400 jeunes
« gens se sont laissés persuader par erreur de prendre du
« service sous le plus méprisable des gouvernements, ils
« n'ont pas emporté l'adhésion de la brave et généreuse
« nation irlandaise, avec laquelle nous sommes attachés
« par des liens de fraternité, ayant les mêmes malheurs à
« endurer et le même ennemi à combattre.

« Mais le temps n'est pas loin où ce peuple donnera le
« dernier coup aux bourreaux et aux tyrans. Dans ce com-
« bat solennel, non-seulement nous déciderons de notre
« existence nationale; mais nous inaugurerons le réveil
« des nations qui sont sœurs de la nôtre. Alors les Italiens,
« en compagnie des Hongrois, des Anglais et des autres
« frères, verront avec joie et reconnaissance les Irlandais
« conduits par vous au banquet sacré. »

Agréez, etc.

G. Garibaldi.

Le malheur de l'Irlande, d'après Garibaldi, vient donc de ce qu'elle est catholique; l'Angleterre ne commença à être grande qu'en renonçant à la catholicité, comme Rome perdit sa grandeur pour se *papaliser*, quand elle devint le Siége du catholicisme. La nouvelle guerre d'Italie tend au renversement de la papauté et par conséquent du catholicisme, afin de ramener l'Italie à sa grandeur et de relever avec elle de leur avilissement les nations courbées sous le joug de l'autorité de l'Eglise. Ce sont là les doctrines du chef actif de la révolution italienne et c'est là le nœud de tous les mystères de la secte la plus perfide qui fut jamais.

Quelle hardiesse n'a-t-il donc pas fallu aux journaux cavouriens et au *Siècle*, entre autres, pour déclamer contre ceux qui signalent dans le mouvement actuel de l'Italie une guerre à outrance contre le principe catholique; ou bien, nous prennent-ils pour des enfants en voulant nous faire croire à la possibilité du catholicisme sans pape et sans Eglise?

Au fait, Garibaldi, dans l'une et l'autre de ses allocutions aux Hongrois et au peuple napolitain, se glorifia d'être *chrétien* et *bon chrétien;* mais il n'osa jamais s'appeler catholique, ne l'ayant jamais été. Pour chrétien, il croit l'être, *en vénérant la religion du Christ;* mais quelle religion et quel Christ? Écoutez: « Le Christ vint en ce monde pour « affranchir l'humanité de l'esclavage pour lequel Dieu ne « l'avait pas créée » (1). Voilà le Christ de Garibaldi et de la *Jeune Italie*. Non, ce Christ garibaldien n'est pas J.-C., le Verbe de Dieu fait chair, qui vint racheter les hommes de l'esclavage du péché et de l'enfer, qui vint déclarer la guerre aux passions désordonnées et rebelles de l'homme, qui vint prêcher le respect et la soumission à l'autorité établie, qui ordonna de rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu, qui inculqua obéissance et respect même au pouvoir sacerdotal des Scribes et des Pharisiens, quoiqu'il eût défendu d'imiter leurs œuvres. Le Christ de Garibaldi et de la *Jeune Italie* n'a pas à ramener l'humanité dans les voies de l'ordre et de la justice ; son rôle est d'affranchir les hommes de toute autorité divine et humaine: voilà à quoi revient en dernière analyse et en quoi se résume le caractère et la mission de ce personnage idéal; voilà leur seule rédemption, le reste n'est qu'un nuage lé-

(1) *Times*, 8 nov. cit.

ger qui se dissipe au premier rayon de la lumière du *progrès*.

L'hypocrisie s'est elle-même démasquée et le plus monstrueux rationalisme a montré son visage hors des mystères et des enveloppes d'une secte aussi cruelle que trompeuse. Ricciardi, l'ami des pensées et des sentiments de Garibaldi, celui dont le nom figurait à côté du sien au bas des manifestes adressés aux Napolitains (1), Ricciardi, le secrétaire de *l'Association Unitaire,* qui avait reçu du dictateur tant de marques d'affection par l'organe de Mazzini le directeur de l'association (2), Ricciardi avait, depuis 1848, dans la proclamation rapportée ci-dessus, mis en évidence cette doctrine et ces vues : « La plante fatale du christianisme, dit- « il, naquit en Judée. *Cette erreur*, qui s'enracina parmi les « hommes, parvint au faîte de sa grandeur par la vitalité « qu'elle puisa dans des flots de sang répandus à son oc- « casion. Mais une ère nouvelle commencera pour les « hommes, l'ère *glorieuse d'une rédemption bien différente* « *de celle* du Christ » (3). Nous venons de mettre dans les mains du lecteur la clef de tous les secrets de la secte; nous venons de lui exposer le but qui dans les instructions communiquées aux sociétés secrètes d'Italie était proposé à la grande révolution (4), et la fin suprême que Mazzini avait voulu à tout prix tenir cachée.

Il ne s'agit plus de nos jours de fonder en Italie un Etat séparé de l'Eglise, un protestantisme social, une église

(1) Il le dit lui-même dans la lettre du 8 mai insérée dans le *Siècle*, journal bien digne de la communication.

(2) V. l'adresse de l'*Association* même à Garibaldi. — *Times* du 18 oct. 1860.

(3) Proclamation aux Romains déjà citée.

(4) V. à la fin de ce volume le document publié dans l'ouvrage cité de Crétineau Joly.

luthérienne et évangélique; il s'agit de la destruction totale du christianisme, pour édifier la société sur les bases de l'incrédulité et de l'égoïsme qui adore la raison divinisée.

Ayant maintenant sous les yeux la vraie physionomie de la révolution italienne, il nous est facile de comprendre la cause des applaudissements ridicules et des non moins ridicules apothéoses que la presse protestante a prodiguées à Garibaldi, à de Cavour et à tout le parti, soi-disant Italien. On comprend pourquoi le Piémont est représenté comme *l'Etat-modèle* et pourquoi l'époque de la révolution actuelle est qualifiée d'époque glorieuse et héroïque, digne, entre toutes, des éloges de tous les peuples et de tous les âges; pourquoi la presse protestante ne s'est jamais attaquée au roi de Naples, sans mêler à ses insultes des traits empoisonnés contre le catholicisme et sans blâmer l'hospitalité donnée à Gaëte au Saint-Pontife, Pie IX, ainsi que le dévouement dont cette cour a toujours donné tant de preuves à la cause de la papauté; pourquoi la révolution des Etats des Bourbons a été si fort prônée, encouragée, défendue par la presse et par la diplomatie de l'Angleterre protestante.

« La révolution des Deux-Siciles, disait l'année der-
« nière, au sein du Parlement de Londres, l'éloquent Ma-
« guire, reçoit de si vifs encouragements de la part de
« l'Angleterre, parce que le gouvernement du roi de Naples
« est un gouvernement catholique » (1). La révolution italienne actuelle est aux yeux des protestants *l'aurore de plus beaux jours pour cette contrée enveloppée de ténèbres, où cesseront bientôt les fraudes des prêtres et les ténèbres spiri-*

(1) V. l'éloquent discours de Maguire dans la séance de la Chambre des Communes du 17 mai 1860.

tuelles (1). C'est pourquoi un parti dont la plus douce ambition serait d'abolir toute doctrine catholique, le parti Wigh, démentant son histoire de tant de siècles, qui nous le représente toujours comme *antilibéral*, s'est mis aujourd'hui à soutenir la cause de la liberté et de l'indépendance Italienne. A ses yeux, en effet, il s'agit d'abattre les gouvernements catholiques et de délivrer l'Italie et le monde des langes de l'autorité papale. Et pourtant, les hommes qui réussiraient à enlever à l'Italie la papauté, comme le remarque M. Bowyer, deviendraient l'objet de l'exécration de la majeure partie des Italiens, pour avoir dépouillé la nation de la plus belle de ses gloires, pour lui avoir arraché toute sa force morale et pour avoir enlevé à Rome sa vitalité et son existence (2). Bien plus, la ruine du pontificat en Italie y serait la ruine du Christianisme et marquerait un pas décisif dans la propagation du plus grossier rationalisme. Voilà les tendances que la révolution Italienne a mises en parfaite évidence.

Cela étant, l'on comprend sans peine, pour quels motifs l'Ordre des Jésuites est devenu le point de mire des fureurs de la révolution. Les Jésuites, qui avaient été dans le siècle précédent victime des sectes franc-maçonniques, avaient connu et signalé dès sa naissance, la nature fatale du mouvement que la société secrète organisait en Italie, mouvement redoutable qui prenait chaque jour de nouvelles forces, qui pénétrait dans tous les rangs, s'infiltrait au sein des masses et préparait les plus terribles catastrophes. Si le

(1) Ainsi parla M. Walter Buchanan en sa qualité de président, aux membres du comité de Glascow pour les secours à Garibaldi. Voyez son discours dans le *Times* du 24 déc. 1860.

(2) V. la belle correspondance de Bowyer dans le *Tablet* du 25 fév. 1859.

mouvement italien avait marché dans les voies de l'ordre et que, se fortifiant de l'opinion publique, il se fût contenté d'aspirer à des réformes politiques et nationales de la part des princes de la Péninsule, les Jésuites d'Italie, loin de s'y opposer, se seraient réjouis des avantages généraux et auraient dit, avec le comte de Montalembert, qu'un gouvernement *véritablement* libre est favorable aux progrès de la religion. Le grand et saint pontife Pie IX, enflammé d'un amour sincère pour l'Italie et désireux de contribuer à son bien-être temporel et spirituel, s'était mis, depuis 1847, à la tête du mouvement réformateur de la Péninsule et s'était appliqué à le sanctifier par l'union des maximes évangéliques. Après cette malheureuse époque, il avait maintefois déclaré qu'il n'était en rien contraire aux vraies améliorations de ses Etats. Mais le mouvement italien, commencé et dirigé par les sectes les plus perverses, était de sa nature insurrectionnel, irréligieux, subversif de la papauté et de l'Eglise, destructeur de tout principe, non-seulement catholique, mais social; il avait tous les caractères d'un mouvement communiste.

Les Jésuites pouvaient-ils, eux qui l'avaient connu dès son berceau et suivi dans toutes les phases de son développement, pouvaient-ils, dis-je, l'approuver, le favoriser, le répandre, l'encourager? Ils n'avaient jamais combattu la vraie liberté de l'Italie; ils déploraient que des factions impies rendissent cette liberté chaque jour plus suspecte aux honnêtes gens. Mais, lorsque le mouvement d'Italie, en proclamant la *liberté*, apportait la *tyrannie;* qu'en annonçant la *régénération,* il semait l'*anarchie* et le *désordre,* que tout en appelant à son aide *les lois éternelles de la justice,* il les foulait aux pieds, qu'en promettant de restaurer les vrais

principes du christianisme défigurés par les ennemis de l'Italie, il traînait dans la boue l'Eglise et la papauté, qu'en émancipant la raison, il la livrait aux erreurs les plus monstrueuses, les Jésuites devaient, par esprit même de patriotisme, joindre leurs efforts à ceux du Souverain Pontife, pour comprimer un semblable mouvement et en prévenir les funestes conséquences. La *Civilta cattolica*, sans être l'organe autorisé de la Compagnie de Jésus, était rédigée par quelques Pères Jésuites et soutenait vigoureusement la *réaction* catholique. Ensuite, les membres de cette même Compagnie employaient quantité de livres, d'opuscules, de publications de tout genre, de discours et de conférences publiques à l'unique intention d'arrêter dans son cours le flot d'impiété qui s'avançait furieux contre l'Eglise de Jésus-Christ.

En outre, dans les colléges, dans les écoles, dans les congrégations spirituelles, les Jésuites travaillaient activement à inculquer à la jeunesse et aux masses les vrais principes de l'enseignement catholique. En un mot, la Compagnie de Jésus en Italie était une barrière aux desseins de la révolution. Ces infernales sociétés d'insurrections avaient tenté de prendre des Jésuites dans leurs filets; mais tous leurs expédients ne leur avaient pas gagné un seul des enfants d'Ignace (1).

Elles s'aperçurent donc de bonne heure qu'elles auraient à les combattre comme un obstacle qui, bon gré malgré elles, se trouverait toujours en travers de leur chemin.

Mazzini, dans sa proclamation de 1848, avait appelé les

(1) V. à la fin de ce volume, l'important document inséré dans l'appendice du chapitre VIII.

Jésuites « l'obstacle le plus *formidable* à leurs desseins; » et il en avait lui-même donné la raison dans sa lettre de 1846 que nous avons plusieurs fois citée. Après y avoir dit que la hiérarchie et les habitudes du clergé signifient autorité et despotisme, après avoir exhorté les siens à propager l'égalité dans l'Eglise, il ajoute : « La puissance cléricale « est personnifiée dans les Jésuites. La haine de ce nom est « déjà un grand levier pour les socialistes; servez-vous « en. » Il voulait dire par là que le corps le plus prompt, le plus habile, le plus indomptable dans la défense du catholicisme, c'étaient les Jésuites; et que pour ce motif, les Jésuites opposaient à la société *l'obstacle le plus formidable.* Cette dernière expression du porte-drapeau de la révolution Italienne serait fort ridicule, entendue dans le sens des réformes politiques ou de l'unification de l'Italie; Mazzini comprenait certainement que *l'obstacle le plus formidable* à pareils projets serait plutôt les baïonnettes autrichiennes et la diplomatie de l'Europe.

Mais les nouveaux ennemis de la papauté et de l'Eglise savaient bien que l'Ordre des Jésuites avait été fondé dans le but de préparer à la papauté et à l'Eglise un corps d'hommes exclusivement consacrés à la défense de cette cause; ils savaient qu'au temps de la réforme protestante ce furent les Jésuites qui avaient préparé en Allemagne la grande réaction catholique et, qu'en se répandant des trois capitales, Vienne, Cologne et Mayence, ils avaient de mille manières entravé les progrès du Luthéranisme et l'avaient investi sur le terrain même qu'il occupait. Ils n'ignoraient pas ce qu'avaient écrit des Jésuites, en ces derniers temps, des protestants eux-mêmes qui, en parlant de cette époque, n'ont pas craint d'affirmer que *c'est dans l'ordre des Jésuites*

que l'esprit du catholicisme parut alors concentré, comme l'était dans leurs efforts la grande réaction de l'Eglise catholique contre la réforme; qu'ils agissaient comme auraient pu faire des croisés de la papauté contre la réforme protestante, et qu'avec eux l'Europe Romaine semblait intervenir dans l'Europe Germanique; que leur courage était intrépide, leur constance à l'épreuve des privations, des souffrances, des maladies, des épidémies, des prisons, des tortures, du dernier supplice (1). Or l'œuvre actuelle des sociétés secrètes ne différant pas beaucoup des vues de l'Allemagne et de l'Angleterre au XVI siècle, on ne fut pas longtemps à comprendre qu'il fallait commencer par abattre cet obstacle, pour avoir le champ libre et en éloigner les adversaires les plus obstinés, les plus exercés à la lutte. Un des personnages remarquables de la révolution de Sicile (dont nous devons taire le nom) parlait ainsi à un des Pères de cette

(1) V. Ranke. *Hist. of the popes*, p. 1. Book fifth c. II, III, IV. etc. La revue d'Edimbourg a publié sur les Jésuites un article qui a été traduit en français dans la *Revue Britannique* sous le titre : *Les premiers Jésuites*. Nous reproduirons ici quelques passages de cet article :

« Toutes les pages des annales Européennes, durant grand nombre de générations, « témoignent de la véhémence, de la discipline parfaite, du courage intrépide, de « l'abnégation, de l'oubli des liens les plus chers à l'homme privé, du profond et « opiniâtre dévouement à atteindre le but proposé, de la prudence infinie dans l'em- « ploi des moyens, qui distinguèrent les Jésuites dans la lutte pour leur Eglise. « L'esprit catholique s'était concentré dans le sein de l'Ordre de Jésus, et son his- « toire est l'histoire de la grande réaction catholique. Cette société s'empara de la « direction de toutes les institutions qui agissent le plus puissamment dans l'esprit, « la chaire, la presse, le confessional, les académies...... La littérature et les scien- « ces, compagnes jusque-là de l'incrédulité et de l'hérésie, se montrèrent les alliées « de la foi orthodoxe...... — S'inquiétant peu des Océans et des déserts, de la faim, « de la peste, des espions et des lois pénales, des prisons et des tourments, des gi- « bets et des haches, les Jésuites apparurent sous toutes les formes, dans tous les « pays ; écoliers, médecins, marchands, serviteurs, on les vit à la cour hostile de « Suède, dans les vieux châteaux du comté de Chester, au milieu des campagnes de « Connaught ; ils disputaient, instruisaient, consolaient, attirant à eux les cœurs de « la jeunesse, ranimant le courage des timides, et portant le crucifix aux lèvres des « agonisants. » Livraison de nov. 1842.

province : « J'ai été un des plus grands ennemis des Jé-
« suites ; j'ai poussé de tout mon pouvoir à leur expulsion
« de la terre Sicilienne et j'ai blâmé le ministère d'avoir été
« lent à porter ce coup. Ne croyez pas cependant que nous
« chassions les Jésuites, parce qu'ils sont ennemis de la
« liberté et amis des Bourbons... Ces bruits sont mis en
« circulation pour exciter contre eux la colère du peuple.
« Nous n'en sommes pas moins persuadés que leur institut
« s'accommode aisément de la liberté, qu'ils se prêtent à
« toute forme de gouvernement, constitutionnel en Belgi-
« que et républicain aux Etats-Unis. Mais ils sont à nos
« yeux l'appui le plus fort *et de la secte catholique et des*
« *impostures des doctrines de l'Eglise;* pourrions-nous donc,
« sans nous défaire des Jésuites, nous affranchir de l'Eglise
« et de ses impostures? »

Cette déclaration ne manquait pas de netteté et de précision. Cependant l'exposé des faits de la révolution de 1860 ne nous édifiera pas moins à cet égard. Nous nous persuaderons de plus en plus que le but final et secret de la révolution d'Italie est de détruire le catholicisme dans toute la péninsule, ainsi que dans la Sicile, et que la dispersion et l'exil des Jésuites en fut l'inévitable conséquence.

Chapitre IX.

CARACTÈRE DE LA RÉVOLUTION SICILIENNE. — MANOEUVRES DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE ROYAUME DE NAPLES ET DE SICILE. — PREMIERS ÉVÈNEMENTS DU MOIS D'AVRIL A PALERME.

—

Nous avons consacré les trois premiers chapitres de notre travail à faire connaître la condition de la Sicile entre 1849 et 1860. Les quatre chapitres suivants nous ont servi à déterminer, au point de vue politique et religieux, le caractère propre de la révolution italienne. Nous avons encore donné un aperçu des mouvements d'insurrection qui agitèrent la Sicile dans le cours de l'année 1859, concurremment avec ce qui se passait en Italie. Il nous est possible maintenant de nous former une juste idée de la révolution sicilienne, ainsi que d'envisager et de distinguer tant les éléments qui lui furent communs et identiques avec la révolution générale de la péninsule, que ceux par lesquels elle s'en sépare et s'en éloigne.

Etablissons d'abord que le mouvement populaire en Sicile ne fut pas *annexioniste*. La révolution de cette île, bien que combinée et conduite presque toujours par des personnages ineptes ou pervers, était depuis près d'un demi-siècle devenue comme traditionelle pour le peuple sicilien. La Sicile, depuis l'époque de l'invasion normande, avait joui de sa représentation nationale qui, à travers les vicissitudes

des temps et des peuples, avait toujours gardé son caractère aristocratique. La domination espagnole n'avait nullement altéré la constitution sicilienne ; pas plus que la révolution française n'était parvenue à y faire prévaloir l'élément démocratique ; parce que cette partie de l'Italie, protégée alors par les troupes anglaises, fut la seule qui échappa à l'invasion de la France, et conséquemment aux maximes politiques et religieuses de ses démocrates licencieux. C'est alors que, par l'influence de lord William Bentinck, ministre anglais, la constitution de Sicile fut renouvelée sur le modèle de la charte britannique. Mais ces réformes de 1812, loin de favoriser les idées démagogiques, renforcèrent plutôt le caractère monarchico-aristocratique du statut sicilien. — D'autre part, le roi de Naples, Ferdinand I, n'approuva pas les changements introduits ; et, lorsque, au temps de la restauration, il reconquit ses états de terre ferme, il publia (1er mai 1815), un manifeste libéral, dans lequel il qualifiait *son peuple de souverain* et s'appelait lui-même le *dépositaire des lois;* il promettait ensuite la *plus efficace et la plus désirable des constitutions.*

Cependant, par réaction contre la démagogie passée, la restauration des anciennes maisons régnantes avait fait prévaloir en Europe le système de la *centralisation bureaucratique;* aussi, quand Ferdinand I fit son entrée à Naples, il trouva son royaume organisé d'après ce principe, il oublia donc ses promesses exagérées et s'en tint aux maximes de la politique alors dominante ; bien plus, afin d'assimiler le gouvernement de l'île à celui de Naples, il abolit par un acte souverain l'ancienne constitution de Sicile et prononça la clôture définitive du parlement sicilien.

Telle fut l'occasion et le prétexte de toutes les révolutions

qui éclatèrent ensuite dans l'île, pendant la première moitié de ce siècle. La prétention de la Sicile était d'être réintégrée dans ses anciens droits, par son émancipation du pouvoir de Naples et par la concession d'un parlement national. En 1820, elle ne demanda pas autre chose au gouvernement napolitain; mais celui-ci, effrayé alors du carbonarisme qui aspirait au système unitaire, n'accueillit point les plaintes du peuple sicilien; il envoya une armée soumettre l'île, et Palerme ayant capitulé avec le général Pepe, le gouvernement refusa de ratifier la capitulation. Le triomphe des armes autrichiennes en Italie, qui survint ensuite, comprima les tendances constitutionnelles dans la péninsule et fit, par conséquent, perdre à la Sicile l'espérance de se voir restituer ses anciens priviléges.

En 1848, le mouvement de Sicile ne fut certainement pas unitaire; tout favorable qu'elle était à la cause de l'indépendance italienne, elle n'aspirait de nouveau qu'à obtenir sa constitution et sa séparation administrative de Naples. Le choix d'un roi qui lui appartînt et le gouvernât, fut une preuve évidente du fait que nous avançons. Mazzini eut beau réprouver et condamner la Sicile au sujet de la séparation qu'elle se proposait d'établir entre elle et Naples; on ne l'écouta pas.

Après cette époque, l'influence de la secte italienne commença à se faire sentir plus fortement dans l'île par l'organe de l'émigration sicilienne, qui se concentra principalement en Piémont. L'idée de la fusion italienne, sous la bannière de Savoie, jurée dans les assemblées révolutionnaires d'Italie et acceptée par les principaux émigrés siciliens, fut imposée aux affiliés de la Sicile, qui s'étaient multipliés à l'infini dans l'espace de dix ans. Le principe de l'annexion fut

donc accueilli dans ce pays par le fanatisme des sociétés secrètes, qui se trompaient l'une l'autre pour obéir aveuglément aux meneurs du parti unitaire et qui étaient trompées à leur tour par les plus magnifiques promesses d'indépendance et de liberté. Mazzini, dans ses lettres, que la police sicilienne surprit en partie, avait déclaré à ses amis de Sicile qu'il adhérait pleinement à la politique du Piémont et il les excitait à la révolte (1). Toutefois la plupart étaient persuadés qu'il n'arriverait qu'un changement de dynastie qui rendrait à l'île *sa constitution et son indépendance.* Or, cette parole magique qui se liait au système des idées et des traditions nationales, on la fit de nouveau retentir aux oreilles du peuple, on lui dit que cette fois le roi Victor-Emmanuel relèverait les Siciliens de l'esclavage du roi de Naples, qu'il leur rendrait leurs priviléges et leur autonomie. On suggéra au peuple que le règne du roi piémontais serait le siècle d'or ; plus d'impôts, plus de gabelles, plus de douanes, plus de contributions ni de corvées, etc., toutes choses en abondance et l'argent et les vivres. Dans le même but, on portait jusqu'au ciel la valeur et le patriotisme, non-seulement du roi, mais encore de son ministre Cavour et du général Garibaldi; on faisait de ce dernier un Roland ou un Rodomont, afin de frapper l'imagination du peuple et de l'armée et de leur ôter toute pensée de résistance.

Pour ce qui touche à la question religieuse, depuis le commencement de la guerre contre l'Autriche, on fit courir le bruit en Sicile que cette fois la guerre de la liberté et de l'indépendance serait fondée sur les bases solides du principe catholique et que la religion serait l'étendard de l'af-

(1) V. la corresp. de Turin du 18 avril insérée le 28 dans le *Tablet* et dans divers journaux français.

franchissement national. On tint secrètes les proclamations impies de Garibaldi; on cria à la calomnie, quand les journaux catholiques de l'Italie et de l'étranger parlaient du général comme le demandaient la vérité et la justice; on n'épargna rien pour cacher la terrible persécution que le Piémont avait soulevée depuis plusieurs années contre l'Eglise.

Puis, lorsque les Romagnes se révoltaient contre le Pape, on eut soin d'insinuer au peuple la persuasion que le Pape n'avait que faire de son domaine temporel; que c'était là un grand embarras pour l'exercice de ses droits spirituels; que sa suprématie sur l'Eglise et sur les fidèles n'avait aucun besoin de son autorité dans les questions de l'ordre temporel. — Après quoi, faisant un nouveau pas dans la voie des calomnies, on alla jusqu'à vouloir inspirer une haine mortelle contre le Père des fidèles. On fit à l'égard du Pape ce qui avait été fait contre les Jésuites; on le dépeignit aux yeux du peuple comme un despote; on représenta ses sujets comme trois millions d'opprimés qui sollicitaient leur délivrance. On ajouta que le Pape était ennemi des franchises populaires, qu'il soutenait de ses raisonnements les baïonnettes des Bourbons et des Autrichiens qui menaçaient constamment les populations malheureuses. Ensuite dans les classes les plus éclairées, et surtout parmi les jeunes gens des universités, on murmurait à l'oreille, mais tout bas, jusqu'à l'explosion révolutionnaire, que les gouvernements catholiques (c'est-à-dire ceux qui reconnaissent l'autorité spirituelle du Pape) ne peuvent qu'être tyranniques, cruels et hostiles aux intérêts de l'humanité (1).

(1) Poërio et les autres émigrés napolitains, qui étaient avec lui, s'étant transportés en Irlande dans le cours de l'année 1859, annonçaient publiquement cette maxime

Avec des maximes semblables, on sapait les bases du catholicisme et l'on préparait le peuple à accepter sans regret des lois et des maximes toutes contraires à sa religion. Malheureusement l'illusion devint peu à peu générale; même elle fascina les yeux à un assez grand nombre de prêtres et de moines de la capitale et de l'intérieur de l'île, qui, sans avoir pressenti le venin du principe que leur insinuait la révolution, trahirent leur caractère, s'élevèrent audacieusement contre le Pape-roi, condamnèrent sa conduite, le qualifièrent sans retenue d'*ennemi de l'Italie;* et allèrent (quelques-uns du moins) jusqu'à prêcher, au début de larévolution, une nouvelle croisade contre lui!!!

De ce qui précède il est facile d'inférer que la révolution sicilienne, même cette fois, se distingua par plus d'un point de celle qui remuait l'Italie supérieure, et qu'elle renferma l'élément de l'indépendance municipale de l'île et la restauration de la constitution propre, bien qu'elle ait accepté l'intervention piémontaise, choisi pour son roi celui de Sardaigne et consenti à prendre parti pour la délivrance de la Vénétie. De plus, dans la révolution de 1860, le sentiment des Siciliens envers les Napolitains subit quelque modification, car les chefs de la révolte avaient identifié les intérêts des deux peuples en imposant à l'un et à l'autre un but commun et immédiat, le renversement de la dynastie Bourbonienne, comme le premier pas vers une époque de grandeur et de félicité!! Pour ce qui est de l'élément religieux, la révolution ne trouva pas en Sicile les masses aussi disposées à la rébellion contre l'Église, et elle eut besoin

impie qui est commune aux sociétés secrètes. V, corresp. du *Tablet* du 13 mars 1859, communiquée par Bowyer.

de simuler des principes religieux pour obtenir aide et faveur.

Cependant l'*assemblée nationale* de Turin qui, depuis le mois d'octobre avait choisi Garibaldi pour son président (dans l'intention peut-être d'en ôter la responsabilité au gouvernement du Piémont qui le dirigeait de fait), commençait à prendre un aspect belliqueux et représentait la nation armée. M. le ministre Hudson, qui avait tant contribué aux projets de M. de Cavour et de ses adhérents, non moins qu'à son rappel au ministère, se félicitait avec Garibaldi d'une œuvre qu'il faisait sienne et de la création d'un pouvoir devenu supérieur même au Gouvernement légal ; il écrivait ce qui suit au président de la société : « Monsieur le gé-
« néral, en voyant qu'une nation armée surgit à côté de
« l'armée royale et un comité constituant à côté du ministère
« du roi, j'aimerais à savoir auquel des deux gouvernements
« l'ambassadeur anglais doit s'adresser (1). » En vérité, Sir Hudson aurait dû, dans les formes diplomatiques, adresser sa demande aussi ridicule qu'absurde, au gouvernement du roi, et non au général Garibaldi. Sa démarche nous fait d'autant mieux connaître que l'*assemblée nationale* était une partie du gouvernement piémontais et une force puissante qu'il manœuvrait afin de bouleverser les Gouvernements d'Italie (2). Les protestations et les réclamations faites par les grandes Puissances, et les déclarations de dissolution données par Garibaldi demeurèrent sans effet (3); depuis

(1) Corresp. de la *Presse* publiée par l'*Univers* du 27 janv. 1860.

(2) C'est ce que Pianciani confirme expressément dans son livre, p. 56.

(3) L'*Univers* du 6 janv. 1860. — Garibaldi publiait alors cette déclaration : « Mû
« par le désir de concilier les partis, j'avais accepté la présidence de la *Nation armée;*
« mais puisqu'elle fait peur aux gens déloyaux, corrompus, tyranniques et à toute
« la séquèle des Jésuites modernes, je la dissous pour ne pas compromettre le
« gouvernement. » Garibaldi invite ensuite à souscrire pour le million de fusils.

surtout que le comte de Cavour eut récupéré le pouvoir.

Les agents piémontais soufflaient partout le feu de l'insurrection en Sicile et dans le royaume de Naples, ils gagnaient chaque jour un plus grand nombre de prosélytes, notamment parmi les officiers du roi. M. de Cavour avait des relations et des correspondances avec plusieurs généraux et même avec des princes du sang, et il faisait dans ce royaume des opérations financières de grande importance (1). Ainsi croissait dans les provinces de Naples et de Sicile le parti des annexionistes qui espéraient par là indépendance et liberté. En février, le bruit courait dans les Deux-Siciles que le gouvernement de Turin soutenait la révolution de l'Italie méridionale. Le fait est que le gouvernement avait promis aux chefs du mouvement qu'il aurait couronné l'œuvre de la révolution par une expédition armée et par l'incorporation des provinces insurgées; or donc l'agitation grandissait de toutes parts; elle s'était manifestée à Acerra, près de Naples; elle s'était manifestée dans les Abruzzes et sur les confins du royaume, au cri de: « Vive Victor-Emmanuel! » La Sicile était menaçante, surtout la capitale; des adresses et des proclamations de comités secrets et invisibles étaient imprimées et distribuées publiquement, malgré la vigilance de la police et malgré les mesures de rigueur adoptées contre les conspirateurs découverts. Tout semblait annoncer, et plus encore à Palerme qu'ailleurs, une explosion prochaine et redoutable.

Ce fut alors que le ministère Filangieri et celui de Cumbo, chargé des affaires de Sicile, renoncèrent à leurs portefeuilles, peut-être parce qu'ils jugeaient imminent ou nécessaire un changement de politique dans le gouvernement

(1) Pianciani op. cit. p. 117 et 119.

de Naples. Le prince Cassaro était appelé à composer le nouveau ministère, qui adoptait pour le moment des mesures répressives. On fit donc venir les troupes des frontières romaines; on renonça au projet d'occuper les Marches, qui avait donné quelque ombrage au ministère de Turin; on augmenta les garnisons de Sicile et de Naples; on forma des corps de réserve; on remit à une autre époque les réformes gouvernementales. Par malheur la discorde se glissait en ce moment parmi les membres de la famille royale, quand ils auraient dû réunir leurs efforts pour faire face à l'orage qui allait fondre sur la monarchie des Bourbons. Le prince Louis, comte d'Aquila, quel qu'ait été son parti politique, ne fit certainement pas grand'chose pour conserver sur le trône de Naples l'héritier des Bourbons, son neveu; dans sa charge d'amiral d'une flotte qui était la première d'Italie et non certes la dernière de la Méditerranée, il aurait dû se conduire différemment; et s'il l'avait fait, nous n'aurions pas vu la marine napolitaine se rendre coupable devant l'Europe de la plus lâche trahison. Plus indigne encore fut la conduite du prince Léopold, comte de Syracuse. Si ce dernier avait sincèrement voulu proposer à son neveu un programme de politique libérale, conforme à ses convictions, il n'aurait pas choisi pour cela la veille de l'insurrection, quand déjà le programme d'un gouvernement constitutionnel et d'une alliance avec le Piémont, le désignait au peuple comme le chef du parti de l'opposition (1). Qu'il faille ou non s'en rapporter à la correspondance de Turin, publiée dans l'*Indépendance Belge* et reproduite par le *Monde*, qu'il ait eu ou non des rapports

(1) V. la lettre écrite par lui au roi François dans la *Perseveranza* de Milan et reproduite par le *Monde* du 22 avril 1860.

d'intimité avec les agitateurs politiques et qu'il ait sincèrement ou non promis, dans une lettre au prince de Carignan, d'offrir son épée au roi Sarde et de combattre à côté de lui *(même contre le trône des Bourbons)*; assurément, il devait assez connaître, le 3 avril 1860, le programme inflexible de la révolution italienne. L'ignorer en de telles conjonctures eut prouvé chez le comte de Syracuse une ingénuité par trop grande; s'y prêter comme il le fit ouvertement, en écrivant de Paris au roi François II, « d'imiter la duchesse « de Parme, de délier ses sujets du serment de fidélité « et de se jeter dans les bras du Piémont, » c'était assez dire quelles étaient ses vues à cette date du 3 avril (1).

Ainsi, le cœur ulcéré par la conduite de ses plus proches parents, et découragé par le soupçon d'un horrible tissu de trahisons tramé dans toutes les classes de son royaume, le jeune monarque se trouvait au moment d'une terrible révolution. A Palerme personne ne doutait plus de l'imminence d'un soulèvement général. Au mois de mars, on trouva presque tous les jours, sur les murs de cette ville, des proclamations, des décrets, des dispositions provisoires sortant de la presse clandestine d'un comité invisible qui s'était levé en face du gouvernement, qui ordonnait et exigeait l'obéissance à ses ordres et qui, sans force apparente, obtenait cette soumission, bien mieux que les autorités de Palerme et du royaume. Ces proclamations dispensaient largement les promesses et les menaces; elles imposaient de rigoureuses conditions aux membres de la police, s'ils voulaient obtenir leur pardon; elles annonçaient le départ de Garibaldi et de ses compagnons, le concours promis par le

(1) V. le *Monde* du 21 et du 22 avril et l'*Indép. Belge* citée par le *Monde*.

gouvernement de Sardaigne, l'annexion à cet État, l'unité italienne et le mot d'ordre de la révolte : « *Italie et Victor-Emmanuel.* » A la vérité, les chefs qui dirigeaient le mouvement ne voulaient pas se risquer avant que Garibaldi mît le pied sur l'île; mais, outre que les plus jeunes et les plus ardents ne souffraient plus de retard et qu'ils craignaient que les actives perquisitions de la police n'atteignissent le chef du complot, et que de nouvelles arrestations ne lui enlevassent ses auxiliaires les plus audacieux et ses ouvriers les plus adroits; Mazzini qui avait tout dirigé et mis en train, venait d'envoyer dans l'île son affidé, Rosolino Pilo, pour l'exciter et l'enflammer (1). Tout était donc prêt, on n'attendait que le signal de la révolte.

L'exécution en avait été confiée, à Palerme, à un certain Riso, un fontainier qui, par l'achat de quelques cours d'eaux, était arrivé à l'opulence et passait pour un des plus riches citoyens de la capitale. Les têtes influentes qui devaient le plus efficacement coopérer à la révolution et qui appartenaient aux classes les plus aisées et les plus cultivées de la cité, n'étaient connues que de lui seul; en conséquence les forces armées pour l'insurrection ne reconnaissaient que lui comme pouvoir exécutif et comme centre principal d'où les coups devaient partir. Quelque temps avant le 4 Avril, Riso avait pris à bail un grand magasin appartenant au couvent de la *Gancia*, et se trouvant ainsi, par le moyen d'une porte, invisible à quiconque pourrait venir inspecter les lieux, en communication directe avec le couvent lui-même. Dans ce magasin, Riso avait fait transporter en secret deux canons de fer à moitié rouillés, quantité de fusils et

(1) V. le document publié par Brofferio dans *Roma e Venezia*, inséré dans le *Monde* du 21 janv. 1860.

de lances, ainsi que des provisions de poudre et de balles. Dans d'autres magasins, dont l'un était à la *Magione*, il avait de même réuni des armes destinées à être distribuées au peuple, quand le moment serait venu. En outre, plusieurs bandes avaient été organisées en silence dans toutes les campagnes de Palerme, qui s'étendent à la Bagheria, au Parco, au Borgetto et à Carini, et depuis le mois d'Octobre 1859, ces bandes avaient reçu une solde journalière, pour se tenir prêtes au premier signe de leurs chefs. D'autres bandes devaient descendre d'Alcamo, de Trapani et de Marsala sur Palerme, dès que la révolution aurait réussi à s'y déchaîner : enfin il avait été réglé que toute la Sicile enverrait des secours à la capitale, dont la victoire devait déterminer celle de l'ile. Cette organisation reposait comme condition importante, sur le débarquement de Garibaldi en Sicile, qui devait servir de prélude à l'insurrection générale. Mais les jeunes gens de Palerme ayant voulu en devancer le terme, ce plan général ne pouvait s'accomplir dans le reste de la Sicile, qu'après que la révolte aurait triomphé dans la capitale. — On avait donc fixé à l'émeute l'aube du 4 Avril; au son de la cloche du couvent de la *Gancia* on commencerait le feu sur tous les points de la ville, pendant que les bandes des campagnes se jetteraient dans Palerme et mettraient en pleine déroute les troupes napolitaines. On avait choisi ce couvent pour quartier général, d'abord, parce qu'il était le plus éloigné des corps de troupe, ensuite parce qu'il était grand et facile à défendre ; et enfin, parce qu'il était pourvu de plusieurs sorties sur des chemins peu en vue et très-rapprochés des portes de la ville qui, en cas d'insuccès, pourraient aisément assurer la retraite des combattants dans les campagnes de Palerme. Au contraire, si le mouve-

ment réussissait, les mêmes portes permettraient de recevoir de l'intérieur de l'île des secours en hommes et en armes. Cependant le directeur Maniscalco avait, un jour avant l'insurrection, reçu la nouvelle du moment précis où elle devait éclater : il envoya donc une escouade de police faire la plus sévère et la plus scrupuleuse perquisition dans tout le couvent de la *Gancia*. Mais, quelque inattendue que fût cette visite, et minutieux l'examen de tous les coins et recoins de ce vaste édifice, on n'aperçut pas la porte qui conduisait au magasin susdit, et l'on ne découvrit absolument rien de suspect. Néanmoins Maniscalco ne pouvant douter de la vérité du renseignement qu'on lui avait transmis, fit loger dans les abords de la *Gancia* une forte patrouille composée de sbires et de compagnons d'armes, pour surveiller l'entrée du couvent. Le 3 Avril, et principalement vers le soir, l'agitation de la ville était très-grande; l'attitude du peuple était pleine de menaces; le calme superficiel présageait la tempête. Afin d'inspirer de la terreur à la police, on disait publiquement qu'à l'aurore du lendemain, et au son des cloches, comme anciennement pour les Vêpres Siciliennes, on donnerait la chasse aux Bourbons que le vulgaire appelait du nom de *Sorci* (rats); qu'enfin, au mépris des soldats et des sbires, on dresserait la bannière de la liberté. Les chemins étaient encombrés de fortes patrouilles, qui rendaient difficile la circulation des habitants ; mais la troupe était épuisée de fatigue; la crainte d'un mouvement l'ayant tenue constamment sous les armes pendant plusieurs jours. Son irritation contre les Palermitains était à son comble et elle n'attendait que le moment de pouvoir y donner libre cours.

Un peu avant le 4 Avril, Riso avait introduit environ

deux cents des siens dans le magasin susdit, afin que, débouchant de là dans le couvent à l'heure convenue, ils donnassent le signal de l'insurrection générale. A la même heure et de divers côtés, devaient entrer à Palerme les escouades enrôlées dans les campagnes pour diviser la troupe et faciliter l'insurrection. Mais le directeur, qui avait eu connaissance de tout le plan de l'insurrection, donna secrètement l'ordre, que deux heures avant le moment fixé pour l'explosion et avant les premières lueurs du jour, la patrouille de la *Gancia* fît feu du côté du couvent. Ce fut cette manœuvre qui rompit la trame insurrectionnelle. Les compagnons de Riso croyant l'heure devancée dans les autres parties de la cité, et les bandes villageoises déja venues, sortirent de leur cachette et répondirent au feu de la patrouille. Leur chef courut au clocher pour donner le signal convenu à l'entrée des paysans et au soulèvement de la cité.

Il s'engagea alors un combat opiniâtre sur toute la ligne du couvent, entre les agents de police au-dehors, et au-dedans les émeutiers, qui des fenêtres, du clocher et des toits mêmes du couvent, tiraient sur les premiers. Cependant les paysans n'arrivaient pas, et Palerme ne courait pas aux armes; tandis que le commandant des troupes royales détachait un bataillon de chasseurs vers le lieu du combat. La porte du couvent fut bientôt enfoncée, et les factieux, craignant d'être écrasés par le nombre, s'enfuirent par la porte opposée et sortirent de la ville. Quel ues-uns d'entre eux furent atteints et blessés, parmi lesquels deux frères lais du couvent, qui avaient, paraît-il, pris part au feu. D'autres tombèrent dans les mains de la police, avec Riso lui-même et son fils, qui mourut ensuite de ses bles-

sures. Les religieux de la *Gancia*, sur lesquels pesait le soupçon de complicité, furent tous arrêtés et conduits en lieu sûr. Mais leur couvent fut malheureusement envahi par les sbires et par la populace, qui le mirent au pillage; et l'église même du couvent aurait eu le même sort, si les troupes royales ne l'avaient protégée. Ainsi commencèrent les sacriléges blâmables, qui aidèrent tant au triomphe de la révolution et rendirent odieuse aux citoyens la main qui la combattait.

Cette manœuvre hardiment exécutée contre les rebelles de la *Gancia*, comprima pour le moment l'insurrection générale de l'île. Le général Salzano, alors commandant de la place, mit Palerme en état de siége et se hâta d'expédier hors de la ville, quelques colonnes de soldats pour disperser les bandes armées, qui de toutes les montagnes se portaient en grand nombre sur la capitale. Les fugitifs de la *Gancia* furent rejoints sur le pont dit *delle Teste* et, après avoir échangé quelques coups de fusil, se jetèrent sur la Bagheria, où s'étaient concentrés bon nombre de combattants. Là furent assaillies les deux compagnies de ligne, qui avaient leur quartier dans le palais *Cattolica;* mais elles firent une admirable résistance de plusieurs jours, jusqu'à ce que le prince Castelcicala, lieutenant de Sicile, arrivé à Palerme, donna l'ordre d'occuper militairement cette commune et d'en retirer les deux compagnies qui étaient en danger d'être réduites par la famine. A cette intention, il dirigea de ce côté une colonne militaire qui, protégée par les canons d'une frégate, mit les rebelles en déroute et ramena à Palerme cette petite garnison. Les bandes de partisans essayèrent donc vainement de surprendre l'entrée de Palerme, dans cette direction, et elles

tournèrent leurs efforts du côté de Monreale et des Colli. Hors de Monreale, le feu dura plusieurs jours entre les bandes, qui s'étaient formées dans cette contrée, et un corps de chasseurs commandés par le major Bosco. Bosco commença dès-lors à devenir redoutable aux insurgés, qui se virent dans plusieurs rencontres investis avec vigueur, battus et mis en déroute, après des pertes considérables. Dans la contrée des Colli, les montagnards qui s'y étaient dispersés, opposèrent de même une résistance énergique; plusieurs fois, trompant la vigilance des troupes royales, ils s'approchèrent de la ville de Palerme; mais à chaque tentative, les royaux les reçurent par un feu bien nourri et les rejetèrent dans la campagne. Le prince Castelcicala résolu d'en finir avec un ramassis de gens qui fatiguaient les soldats et entretenaient dans la ville l'espérance d'un nouveau soulèvement, ordonna à deux colonnes, l'une débarquant à Mondello et l'autre s'avançant de Palerme, de balayer cette contrée des rebelles qui l'infestaient. Beaucoup de petites maisons de campagne, que les bandes rebelles avaient transformées en lieux de défense, furent alors saccagées et brûlées. Le village de S. Lorenzo, où s'était réfugiée et fortifiée une de ces bandes, fut en partie détruit et incendié par le feu de l'artillerie. — Alors cette contrée se vit entièrement débarrassée des villageois enrôlés au compte de l'insurrection; les uns s'en retournèrent chez eux; un grand nombre se retirèrent parmi les rochers des montagnes, ou se dispersèrent dans l'intérieur de l'île. C'est pourquoi l'on chargea deux grosses colonnes mobiles, que guidaient et protégeaient deux compagnies d'armes, expérimentées dans la connaissance des lieux, de poursuivre les restes de ces bandes et de rétablir l'ordre dans les commu-

nes soulevées. Traqués dans leurs nouvelles retraites, les insurgés résolurent de se concentrer sur un des points les plus forts du pays, de battre les troupes royales et de fondre ensuite sur Palerme, pour y rallumer le feu de la révolte. C'est dans ce but qu'ils choisirent la commune de Carini, comme devant offrir par sa position les plus grands obstacles à la marche d'une troupe régulière.

Carini est une petite ville très-ancienne, renfermant une population d'environ 11,000 âmes. Située à 27 milles de Palerme, elle s'élève sur une haute colline, environnée d'une plaine aussi étendue qu'agréable qui se trouve elle-même de tous côtés limitée par des chaînes de montagnes. Ce fut là que se réunirent plusieurs milliers de rebelles déterminés à vaincre ou à périr. Cette concentration de bandes armées fit craindre une prochaine insurrection dans la province de Palerme; on donna donc l'ordre aux deux colonnes mobiles de se porter dans cette direction avec tous leurs moyens d'attaque et d'assurer la soumission de cette commune. Après plusieurs rencontres, l'assaut général de Carini eut lieu le 18 avril. — Des deux côtés, on se battit avec un courage désespéré et les pertes furent considérables. Mais la valeur personnelle des bandes irrégulières retranchées dans les maisons des habitants céda à la discipline des troupes que soutenait l'artillerie; les chasseurs royaux, malgré une grèle de balles qui tombait sur eux de tous les coins des rues, des fenêtres, des terrasses, pénétrèrent dans la malheureuse ville; ils chargèrent à la baïonnette les rebelles mis en fuite, et les chassèrent des maisons, en mettant le feu à un quartier de la ville et en la menaçant d'une destruction totale. La majeure partie des rebelles s'enfuirent par la voie de mer demeurée ouverte, à

cause de l'impossibilité où s'était trouvée d'approcher du rivage une frégate royale, dont les instructions étaient de mitrailler les rebelles qui voudraient échapper de ce côté.

Bon nombre de bandes se retirèrent à Partinico; mais elles en furent de nouveau chassées en désordre. Après cette déconfiture, elles s'éloignèrent des abords de Palerme et devinrent plus semblables à des assassins qu'à des rebelles. Elles se mirent donc à rançonner et à saccager les communes les plus petites et les plus incapables de résistance, et signalèrent partout leur passage par des assassinats et des brigandages. Elles infestèrent la Plaine dite des Grecs et menacèrent Corleone. Une bande surprit le 28 Ciminna, dans la commune de Termini, et y mit à feu et à sac plusieurs maisons; mais les troupes royales arrivées à temps la dispersèrent. Une autre assaillit le lendemain Petralia dans le district de Cefalù, y assassina le syndic et plusieurs autres citoyens ; mais les gens du pays en eurent également raison. En somme, quoique diminuées de nombre, persécutées et mises en déroute par la troupe régulière, par les compagnies d'armes et par les habitants mêmes de diverses communes, les bandes révolutionnaires ne furent jamais entièrement détruites pendant tout le mois d'avril; elles se montrèrent dans la province de Palerme tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et, quand elles se voyaient menacées par les royaux, elles se réfugiaient dans les bois et parmi les rochers des montagnes, attendant toujours le moment de pouvoir tomber sur la capitale.

Ce n'était certes pas l'amour de la patrie ni aucune autre passion politique qui touchait le cœur de cette race ignorante, grossière et adonnée à toute sorte de vices; mais l'argent et l'espérance de faire du butin dans la capitale et

au dehors étaient leur puissant mobile. Quelques-uns d'entre eux qui en public parlaient la phraséologie du temps, avouèrent plus tard en particulier, *qu'ils n'aimaient d'autre patrie que leurs bourses; et qu'ils n'étaient descendus à Palerme que pour les garnir d'argent.* La plupart n'aspiraient qu'à s'enrichir par le vol, et ils n'avaient pas de plus grand reproche à faire à leurs compagnons que celui de ne pas savoir voler ou de s'abaisser au vol de choses insignifiantes. Tels étaient les hommes qui représentaient la nation armée pour la conquête de son indépendance.

Chapitre X.

SUITE DU PRÉCÉDENT. MOUVEMENTS DANS LE RESTE DE LA SICILE. DÉMONSTRATIONS A PALERME.

—

Après le 4 avril, Palerme prit un aspect lamentable et sinistre. Les rues étaient désertes ou sillonnées par des patrouilles de soldats et d'agents de police; les boutiques et les églises étaient fermées, le commerce tout à fait suspendu, de façon que la classe des artisans surtout, qui depuis un mois avait peu ou point travaillé, commençait à sentir les atteintes de la faim. La noblesse et les professions libérales, et en particulier tout ce qui tenait au barreau, ne se trouvaient guère en meilleure condition. Une tristesse de plus, c'était le silence de toutes les cloches de la ville, auxquelles un ordre de la police avait fait enlever les battants : Palerme avait l'air d'un tombeau. Il y eut tels districts où des familles entières auraient certainement péri de misère, si la munificence souveraine ne fût venue à leur secours. Mais François II n'avait pas oublié son peuple; il fit remettre des sommes considérables aux curés de la ville, pour être distribuées par eux aux pauvres gens, privés de tout moyen de subsistance : ces malheureux commencèrent alors à respirer et bénirent, dans le secret de leurs maisons, la main qui les arrachait au trépas. La ré-

volution n'apprécia point ces faits et elle sut encore moins les imiter.

Après huit jours d'un rigoureux état de siége, quand déjà les bandes d'invasion étaient repoussées du territoire de Palerme et qu'on ne craignait plus que l'arrivée d'un vaisseau Piémontais rallumât l'incendie encore fumant, le général Salzano, commandant de la place, annonçait dans une proclamation adressée au peuple Palermitain, la fin du gouvernement militaire; il louait et, au nom du roi, il remerciait les habitants de leur contenance pacifique des derniers jours; il signalait l'entière défaite des rebelles et exhortait tout le monde à reprendre les occupations ordinaires, en garantissant le pardon aux coupables, si dans le délai de huit jours ils avaient consigné leurs armes entre les mains du gouvernement (1). Mais avant que l'état de siége eût pris fin, la police de Palerme arrêta chez le duc de Montaleone le Baron Riso, le prince de Sciare, le duc de Monteleone, le duc Niscemi et le marquis Giardinelli, accusés par la voix publique d'avoir formé un comité secret dirigeant la révolution, qu'ils entretenaient de leurs propres deniers. Conduits dans le fort, ils y restèrent jusqu'à la capitulation avec Garibaldi.

En attendant, le tribunal militaire poursuivait ses procédures; il déclarait innocents tous les religieux de la Gancia et les remettait en liberté; mais il condamnait au dernier supplice 13 des nombreux détenus qu'on avait pris les armes à la main; parmi ces infortunés se trouvait le fontainier Riso; chacun des douze autres appartenait à la condition d'artisan ou de villageois. Leur jugement fit pousser

(1) Ce délai fut ensuite prolongé pour faciliter la soumission des coupables.

les hauts cris au parti de la révolution et aux journaux, organes du désordre. Mais le général en chef du très-libéral gouvernement Piémontais, Cialdini n'a-t-il pas ordonné de fusiller tout citoyen des Abruzzes qu'on surprendrait armé pour la défense de son Souverain (1)? Ne s'est-il pas ensuite glorifié sans pudeur dans ses dépêches, d'exterminer ces misérables dont le seul crime était d'avoir voulu rester fidèles à leur prince légitime? Le gouvernement du roi galant-homme n'a-t-il pas autorisé les gouverneurs des provinces Napolitaines à inaugurer le règne du terrorisme à la Robespierre, et ne leur a-t-il pas donné plein pouvoir de mettre à mort les réactionnaires? Le général Pinelli; digne collègue de Cialdini, n'a-t-il pas décrété que l'on fusillerait dans les Abruzzes non-seulement quiconque aurait pris les armes contre la fusion Italienne, mais quiconque aurait outragé le drapeau de la Sardaigne (2)? M. Farini, le représentant de Cavour et du roi de Turin à Naples, n'a-t-il pas fusillé sans miséricorde à Caserta, à Aversa et dans beaucoup d'autres villes, les réactionnaires toujours coupables du crime d'avoir redemandé leur prince (3)? Le général Sonnaz, en campagne dans les Abruzzes, n'a-t-il pas ordonné de ne faire quartier à personne, soldat ou non, et, suivant ce que rapporte le correspondant du *Times,* n'a-t-il pas fait fusiller des *centaines* de ces malheureux qui combattent pour le droit sacré de leur légitime indépendance (4)? Pourquoi ces faits ne sont-ils pas taxés, comme ils le mérite-

(1) « Sachez que je fusille tous les paysans armés que j'arrête. » Dépêche de Cialdini du 20 oct. 1860, envoyée de Sulmona.

(2) V. le *Télégramme* du 27 novemb. *de Naples* et le *Times* du 20 nov. 1860 qui disait à ce propos : « The Governor of Teramo « has been compelled to publish a *terrific proclamation* (!!) » V. la circul. de Casella envoyée de Gaète le 12 nov. 1860.

(3) Corresp. du *Times* du 6 déc. 1860 et les dépêches envoyées de Naples.

(4) « Sonnaz has issued orders to give no quarter, but to shoot every man that is

raient, d'atroce inhumanité? Pourquoi tant d'invectives contre la mise à mort des 13 émeutiers de Palerme et ce silence sur les centaines de personnes massacrées par les Piémontais, sur les 39 que Garibaldi a fait fusiller à Milazzo, sur les nombreuses victimes que les usurpateurs de Savoie font encore aujourd'hui dans les provinces Napolitaines? Pourquoi le très-humain *Times*, qui a tant aboyé contre la cruauté du roi de Naples, pour avoir condamné les 13 habibitants de Palerme, surpris en flagrant délit de rébellion armée, vient-il maintenant blanchir la conduite du Piémont par le prétexte de la *dure nécessité* qui l'oblige à procéder vigoureusement? N'était-ce pas la *dure nécessité* qui obligeait les Bourbons à condamner au dernier supplice les promoteurs de l'insurrection, suivant les lois de toutes les nations civilisées? Est-ce que par hasard le *Times*, dictateur impitoyable, quand il s'agit des intérêts de son pays, ne nous a pas appris que, si l'Irlande, par la mise en pratique des principes de lord Russell, *s'obstinait à défendre le droit de se révolter et de s'émanciper, le Gouvernement Anglais ne mettrait pas moins d'obstination dans la défense du droit qui lui appartient de s'opposer à la révolte, de fusiller, de pendre et de bannir tous ceux qui voudraient s'insurger sans avoir la force suffisante* (1)? Le *Times* aurait pu nous rappeler aussi l'usage que l'Angleterre a fait de son droit de répression, soit contre les pauvres Indiens, qu'on attachait, pour en finir plus vite, à la gueule de canons chargés à mitraille, soit contre le chef *patriotique* indien, Tantia Topée, qui fut arrêté et pendu dans les Indes, soit contre

« taken, and I am already assured that *several hundred* taken in arms have been « thus treated. » Corresp. de Naples du 19.

(1) *Times*, 8 déc. 1860.

Walker, que l'Angleterre a fait fusiller dans l'Etat du Honduras, bien qu'il se fût rendu au représentant de la Grande Bretagne, après en avoir reçu les promesses les plus séduisantes (1), etc. On croirait, en présence de ces théories et de ces faits, que l'exécution des 13 insurgés de Palerme n'aurait plus aucune importance, mais la rigoureuse logique du *Times* ne l'entend pas ainsi, et la *mémoire sanguinaire* des Bourbons lui fait tous les jours enfourcher ses grands chevaux de déclamation.

La révolution du 4 avril ne produisit pas dans le reste de l'île les effets d'insurrection générale que le parti aurait souhaités. La Sicile n'était pas encore disposée à tenter une révolution avec toutes les conséquences endurées en 1848 ; et assurément, elle n'eût pas pris ce parti sans les encouragements et les promesses du Piémont, ni sans les machinations des sociétés secrètes. Dans la province de Palerme, les autorités et la garnison du chef-lieu de Termini se renfermèrent dans le fort, au premier mouvement insurrectionnel de la capitale ; mais la ville resta tranquille et la majorité des habitants tinrent en respect la populace toujours désireuse de pêcher en eau trouble, et repoussèrent les bandes qui voulaient faire de Termini un centre de révolution.

A Trapani, l'intendant de la province et le commandant

(1) V. sa protestation du 5 sept. 1860 à bord de l'*Icarus*, dans la lettre du correspondant du *New-York-Herald* qui était présent (janv. 1861), dans le *Times* du 26 janv. Ce correspondant britannique excuse cette barbarie commandée par la nécessité « still it is a necessity. » Et c'est le même correspondant qui dans sa lettre du 7 janv. avait tant frémi d'indignation contre le roi Ferdinand, au sujet de tant de criminels d'Etat que durant trente ans de règne, il avait laissé mourir en exil ou en prison ou sur le gibet, pauvres victimes dont Ayala lui avait remis le catalogue. Mais le roi Ferdinand ne pourrait-il pas dire qu'il obéissait, lui aussi, à la dure nécessité? Mais ces messieurs n'ont pas d'autre logique que celle de la révolution.

de la place montrèrent peu de fermeté et de courage en face des menaces de la révolution. Le premier, intimidé, tira de la prison le chevalier Coppola et le fit déclarer, par sentence du tribunal, innocent de fautes manifestes et notoires.

Le second accepta inconsidérément la demande que lui faisaient quelques factieux de confier la ville à leur garde et de s'enfermer, lui, dans la forteresse. Le gouvernement royal de Sicile leur retira à tous deux les charges dont ils étaient revêtus. A Mazzara, chef-lieu du district de la même province, aussitôt qu'on eut connaissance du soulèvement de Palerme, les factieux menacèrent de mort les autorités civiles et ils auraient sans doute assassiné le sous-intendant s'il ne leur avait échappé par la fuite. Le Samedi-Saint, ils levèrent l'étendard tricolore, le portèrent au milieu d'une tempête de *vivats* et de *bravo* dans la cathédrale même et demandèrent à l'évêque de bénir le nouveau drapeau ; c'est ce que, du haut de son trône pontifical, le prélat crut devoir faire pour les contenter. Mais la nouvelle que le coup était manqué à Palerme, fit plus pour amortir l'ardeur des insurgés de cet endroit que n'aurait fait une colonne de soldats. Il n'en arriva pas autrement à Marsala, où se révéla tout à fait l'élément piémontais qui venait en aide à l'insurrection sicilienne.

Aussitôt la nouvelle de l'émeute de Palerme communiquée par le télégraphe aux chefs du parti, avant d'être annoncée aux autorités, les plus turbulents voulaient se soulever immédiatement; mais on résolut, après délibération, de différer le mouvement jusqu'au Samedi-Saint, 7 avril. L'âme de tous les conciliabules était Lipari, consul piémontais, à l'avis duquel se rangeaient volontiers les chefs du parti Marsalais. En effet, le 7 avril, on vit Lipari, en cos-

tume de consul de Sardaigne, parcourir le *Corso* de cette ville (1), en agitant l'étendard piémontais ; il le remit ensuite à d'autres meneurs, qui le portèrent à tour de rôle dans les rues, avec accompagnement de cris enthousiastes et séditieux. Le même jour fut organisée une bande qui devait courir au secours de Palerme sous la conduite des chevaliers Damiani et d'Anna ; on força le receveur royal à fournir à ces auxiliaires de l'émeute l'argent nécessaire pour leur procurer des armes et des munitions de guerre. Et à ce propos, nous ne saurions omettre une anecdote que son ridicule et sa bizarrerie méritent de ranger dans la partie comique de la révolution. Quelqu'un qui arrivait de Trapani, avait répandu dans le peuple de Marsala l'étrange et inconsistante nouvelle que les Jésuites de Palerme avaient apprêté à la révolte 4,000 fusils qu'ils tenaient cachés dans leur propre collége. Cette énormité admise, on ne vit rien de mieux que le collége des RR. PP. pour trouver des armes ; on envoya donc au Recteur une commission chargée de persuader au *patriotisme* des Jésuites de livrer leurs fusils à la cause de la révolution. On devine si le P. Recteur tomba des nues à pareille requête : il répondit franchement que les armes des Jésuites étaient le crucifix et la prédication de l'Evangile, deux choses qui ne pouvaient servir à l'insurrection.

On se procura par d'autres moyens les armes dont avaient besoin les combattants, et le signal du départ était proche, quand, le dimanche de Pâques, le courrier venant de Trapani, fit bientôt changer la scène et les décors ; il annonçait le rétablissement de l'ordre à Palerme, ainsi que la dispersion des bandes insurgées ; en même temps il montrait

(1) En Italie, on donne communément le nom de *Corso* à la rue principale d'une ville. (*Note du traducteur.*)

une circulaire du lieutenant de Sicile, très-menaçante pour les communes qui se soulèveraient! Ce courrier fut de l'eau glacée qui tombait sur l'ardeur des rebelles; en un clin d'œil disparurent cocardes et bannières tricolores; la colonne mobilisée s'évanouit; le pouvoir fut rendu à ses représentants légitimes, et le parti, transformé au-dehors par les derniers événements de la capitale, substitua à son ardeur momentanée force prostrations et force avilissements. Plus tard, un juge fut envoyé de Trapani pour instruire le procès des coupables; plusieurs s'enfuirent dans l'île de Malte, les autres adoptèrent soudain le rôle de flatteurs du royal gouvernement et quelques-uns se firent les accusateurs zélés de leurs propres camarades. En attendant, le général Letizia amenait à Marsala une colonne militaire avec mission de rétablir l'ordre dans toute la province de Trapani; le peuple fit aux soldats un accueil si chaleureux et proféra en leur honneur de tels *Vivats* au roi et à son gouvernement, que les troupes n'auraient pu désirer mieux. Une part de ces démonstrations fraternelles doit s'attribuer, il est vrai, à la crainte, efficace conseillère de soumission; mais il est certain que les vœux de la plupart des habitants de Marsala n'étaient pas avec le parti de l'émeute.

Dans le reste de la Sicile, quelque inquiétude, quelque agitation qu'y eût excitée le soulèvement de Palerme, le feu de la révolte ne s'y enflamma pas; et les classes nobles et aisées de la société manifestèrent partout en général, et plus encore dans les villes les plus peuplées, un ferme désir de protéger l'ordre public et d'empêcher toute démonstration insurrectionnelle. Aussi partout, les autorités civiles, avec le concours des bons citoyens, réussirent à maintenir la tranquillité et la paix.

Ce sentiment d'ordre public se révéla principalement dans la villa de Catane. Catane et toute la province de ce nom se trouvaient alors dans un état plus florissant qu'aucune autre partie de l'île. Le roi Ferdinand leur avait accordé la libre irrigation du Simeto, source féconde de richesse pour le pays. A son tour, François II leur avait donné de nouvelles facilités pour l'irrigation du Simeto; il leur avait assigné de nouveaux fonds pour la construction du port; il avait érigé à Catane un tribunal de commerce, institué une caisse d'escompte et fait de l'évêché de cette ville un archevêché. Heureux de ces bienfaits, les habitants de Catane, dans la prospérité de leur riche pays, ne se souciaient pas de mouvements politiques qui auraient épuisé leur provinceet l'auraient réduite à la misère. C'est pourquoi, lorsque certains personnages tristement fameux par leurs assassinats et leurs brigandages de 1848, essayèrent de se mettre à la tête de la populace et de la soulever contre les troupes royales, les bons habitants de Catane s'opposèrent vigoureusement à leurs desseins et, par leur autorité retinrent le peuple dans le devoir; puis, quand ils se virent à bout d'efforts et de patience, pour rompre les filets de ces assassins qui ne respiraient que sang et rapine, ils les signalèrent aux autorités civiles et militaires. Ces méchants mis en arrestation, la ville demeura entièrement tranquille; les paysans retournèrent à leurs travaux et le peuple à sa besogne journalière. Cependant, le roi François ayant connu, par le prince Fitalia, intendant, et par le général Clary, commandant de cette place, la conduite exemplaire des habitants de Catane, n'eut pas seulement à cœur de leur adresser des louanges et des remercîments, mais il leur fit de nouvelles concessions rédigées en onze articles.

Il décréta l'achèvement du port de cette ville aux frais du trésor royal, qui devaient être considérables; le prélèvement immédiat sur les impôts des sommes nécessaires pour la construction du *nouveau théâtre* et d'une villa, sommes et dépenses qui seraient remboursées peu à peu par la commune; la fondation à Catane d'une banque publique et d'un nouveau tribunal criminel; l'augmentation du nombre des conseillers et des officiers de l'intendance; l'autonomie et l'indépendance de l'administration de Catane, etc. En même temps, le généreux monarque envoyait une adresse aux chefs-lieux de districts de cette province, afin de les engager à lui signaler sans retard les faveurs dont ils avaient besoin, promettant de les satisfaire. Ainsi s'affermissait de plus en plus dans la province de Catane la résolution de ne rien tenter contre la dynastie des Bourbons; le commerce y redoubla d'activité, la confiance publique y redevint générale, et, entre autres avantages, le collége Cutelli put se repeupler des nombreux élèves qu'il avait vus se disperser tout à coup dans les jours d'agitation populaire.

La province de Messine, quoique plus ardente pour la cause de la révolution, ne tenta aucun mouvement à cette occasion. Si on en excepte l'assassinat que des scélérats commirent par trahison sur deux sentinelles royales, il ne se passa là rien qui troublât l'ordre public. Après ce fait atroce, que les journaux italiens et étrangers dénaturèrent beaucoup, sur les faux rapports des passagers du *Méandre*, quelques mesures de précaution, prises par le général de la place, empêchèrent la reproduction de pareils attentats destinés à exciter le sentiment de la révolte.

En conséquence, tout bien considéré, nous pouvons affirmer que depuis le 4 avril, l'ordre public fut réellement

rétabli dans la Sicile tout entière, et que de nouvelles insurrections n'y auraient pas eu plus de succès, sans l'appoint donné à la révolution par le débarquement des Piémontais. L'amiral sarde, dans sa dépêche d'alors au ministère de Turin, ne put dissimuler que la tranquillité eût recommencé de régner en Sicile, et s'il en exceptait Marsala, (qui de fait était l'endroit le plus tranquille), c'était pour fournir à Lord Russell un prétexte d'envoyer sur ce point quatre vaisseaux de guerre et pour indiquer à son gouvernement le lieu où il devrait diriger Garibaldi. Néanmoins, il ne plaisait pas à M. de Cavour d'annoncer au parlement de Turin la répression de l'insurrection sicilienne. Interrogé le 15 avril à la Chambre des Députés, sur cette question, il répondit avec une diplomatie nuageuse que pareille discussion lui semblait inutile et dangereuse; il ajoutait que le gouvernement napolitain était fort préoccupé de l'intérieur de ses États et concluait par ces mots : « Nos « compatriotes continuent la lutte (1). » Cette façon de parler du comte de Cavour est expressive, malgré ses réticences; elle nous fait comprendre quels ferments de révolte étaient partis de Turin vers la Sicile, quels encouragements les insurgés continuaient d'en recevoir, et quel accord le parti cavourien avait conclu avec le parti mazzinien, dans l'intention surtout de soulever la Sicile.

Tout le mois d'avril se passa sans nouveaux troubles pour l'île, non pas que le parti révolutionnaire se fût endormi, mais parce qu'il comprenait que sans appui du dehors et avec les seules forces du peuple, il lui était impossible de faire aboutir aucune tentative. Toutefois, pour maintenir dans une inquiète agitation la police et la popu-

(1) Parlement de Turin, 15 avril 1860.

lation, le comité secret de Palerme publiait, par le moyen d'une presse clandestine, des bulletins, des avis et des instructions qui se distribuaient publiquement dans la capitale, qui s'expédiaient dans l'intérieur de l'île et s'adressaient, pour comble d'audace, jusqu'aux représentants de l'autorité. Ces factums ajournaient toute démonstration armée au moment où débarquerait Garibaldi; indiquaient l'arrivée prochaine du général comme devant être le signal d'un soulèvement universel; imposaient quelquefois des démonstrations partielles et tacites; ordonnaient à tout le monde de porter des vêtements de deuil, le jour de l'exécution des 13 insurgés; tantôt, grâce aux meneurs et à leurs ordres, il se trouvait des bannières tricolores sur divers points de la ville, ou entre les mains d'enfants qui les promenaient le long des rues; tantôt on semait de fausses alarmes et des terreurs inusitées parmi la population, en faisant éclater des pétards et des bombes au milieu de la nuit; en un mot, on s'efforçait d'agiter les habitants de Palerme et d'effrayer les autorités. — Le commerce allait s'affaiblissant chaque jour; une panique involontaire gagnait peu à peu tout le monde; les écoles et les colléges restaient fermés; les magasins, et un petit nombre seulement, n'ouvraient que pendant quelques heures; pour la voie publique, elle ressemblait, surtout dans la soirée, à une caverne de voleurs. — Vers la fin d'avril et au commencement de mai, les démonstrations publiques se renouvelèrent au mépris des ordres donnés par la police. Ces démonstrations étaient le plus souvent capricieuses et bizarres, destinées seulement à mettre en évidence le pouvoir que le comité secret révolutionnaire exerçait sur la population. Une fois on ordonnait, de par une autorité invisible, que personne ne se mon-

trât tel jour déterminé dans la rue de Tolède, ou dans une autre des principales rues de la cité : et ce jour-là on ne voyait dans la rue prohibée, que des soldats et des agents de police, personne n'osant contrevenir aux ordres secrets; le soin de les faire exécuter était confié à certaines personnes députées à cet effet, le plus souvent de jeunes personnes fanatisées qui notaient quiconque oserait braver l'interdiction. D'autres fois c'était un ordre tout contraire : à l'heure dite, de tous les points de la ville des flots de population affluaient vers la rue ou sur la place désignée. Ces rassemblements furent d'abord pacifiques et semblables à des promenades solennelles; peu à peu elles prirent un caractère menaçant et un aspect séditieux; on criait: « Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel! etc. » Le gouvernement de Sicile essaya d'abord de disperser ces rassemblements par la seule présence de la police et des troupes; mais quand la foule commença à résister à l'injonction de se séparer, à charger d'insultes la police et la troupe, à les menacer de violences ouvertes, il fallut employer la force. Quelques démonstrations trop bruyantes, dont les meneurs répondirent par l'outrage à l'ordre de se retirer, donnèrent lieu à des charges qui firent des victimes parmi le peuple. On cria naturellement à la barbarie du gouvernement; on décrivit sous des couleurs de rhétorique larmoyante, les scènes de deuil et de carnage, auxquelles s'étaient livrés les ministres des Bourbons, et ces déclamations ne tardèrent pas à s'étaler dans les feuilles étrangères, faisant écho au parti révolutionnaire de Sicile.

Pareilles démonstrations ne firent que croître en nombre et en force à mesure que s'approchait le moment de l'expédition de Garibaldi; et elles continuèrent de plus belle, jusqu'à ce que celui-ci fut aux portes de Palerme. Les officiers de marine piémontais qui se trouvaient en rade, ne

laissaient pas de les encourager par leur présence. C'est dans ce but qu'ils se montraient souvent dans la rue de Tolède et dans les autres rues principales de la ville où on leur jetait, de plus d'une fenêtre, des fleurs et des bouquets tricolores. Ils applaudissaient ensuite sans aucune réserve, et aussi bien en public qu'en particulier, aux agitateurs de la population, et les encourageaient par la promesse des puissants renforts que leur donnerait le Piémont. Et ce n'était pas seulement à Palerme que se produisait la marine sarde; elle apparaissait en même temps à Syracuse, à Catane, à Messine et sur tout le littoral de l'île avec l'intention d'organiser et de fomenter la révolte. On vit aussi à cette époque des agents du Piémont voyager dans l'île, sous un déguisement qui leur permettait d'épier et de connaître à fond les conditions du pays, ainsi que les moyens de s'assurer les sympathies des habitants.

Tout cela ne faisait qu'exciter la vigilance du gouvernement sicilien. Soupçonnant que Garibaldi mettrait pied sur le rivage en inconnu, il avait fait distribuer son portrait à tous les chefs de police du pays; il avait de plus promis une large récompense à qui l'arrêterait. Les bâtiments de la flotte napolitaine avaient été en outre disposés en croisière autour de l'île et surtout du côté du canal de Malte, d'où l'on croyait devoir attendre un débarquement; quelques compagnies d'armes avaient été postées sur les bords de la mer, dans les lieux les plus suspects et les plus isolés. Le gouvernement croyait ainsi avoir mis la Sicile en sûreté contre la menace de toute bande de flibustiers, qui auraient pu tenter une descente; et les choses ne seraient pas allées autrement, si les trahisons de l'intérieur et les machinations du dehors n'avaient conspiré à rendre inutiles toutes les mesures de précaution.

—

Chapitre XI.

EXPÉDITION DE GARIBALDI EN SICILE. — REMONTRANCES DES GRANDES PUISSANCES. — COMPLICITÉ MANIFESTE DU GOUVERNEMENT DE CAVOUR.

—

Le nom de Garibaldi ne se prononce plus sans l'admiration que mériterait un héros. C'est merveille de voir des ministres, des diplomates, des législateurs, des hommes cultivés et instruits, surtout chez les nations protestantes, exalter en chœur cet heureux pirate, ce chef de flibustiers fanatiques; tandis qu'ils condamnent le général Walker, qui soutenait dans l'Amérique centrale une cause semblable à celle de Garibaldi, si elle n'est pas meilleure (1); ils portent ce dernier aux nues et l'accablent de louanges immodérées, en le comparant au prince d'Orange et au magnanime Washington (2). Mais l'aventurier de Montevideo, le général de la république romaine de 1848, le vainqueur de Varèse et de Côme, cet homme devenu le mot d'ordre de tous ceux qui ne rèvent que troubles et révolutions (3); ce

(1) Le général Walker, dans sa proclamation du 7 août 1860, avait déclaré qu'il allait venger la liberté du peuple de Nicaragua contre le gouvernement despotique du Honduras; il promettait à ce peuple de défendre ses droits, les personnes et les propriétés. Pourtant deux vaisseaux anglais se portèrent rapidement à Alvarez pour arrêter ce général sur les bords du Rio Nero et le consigner aux autorités du Honduras, qui le fusillèrent le 12 nov. 1860.

(2) *Times* du 5 et du 12 nov. 1860.

(3) Ce sont les paroles du *Constitutionnel*.

génie inspirateur de violence, d'insurrection et de blasphème, ce révolutionnaire de tous le plus audacieux, ce blasphémateur de tous le plus éhonté (1), n'aurait pas été prôné si fort et si étrangement surfait; on ne l'aurait pas entouré d'une si brillante auréole, ni jugé digne de telles apothéoses, s'il n'avait pas été l'instrument le plus puissant de l'impiété et de l'hérésie, pour faire la guerre au catholicisme et surtout au père commun des fidèles; s'il n'avait pas été le grand et fortuné champion des principes du Mazzinisme, et destiné par cela même à planter la natiolité italienne sur les ruines du Vatican (2). Pour les hommes qui jugent de la bonté des moyens, en ne les mesurant qu'à la fin et non aux règles éternelles de la justice et de la conscience; pour les hommes qui voient dans le catholicisme une plaie sociale et qui regardent sa destruction comme une nouvelle ère de régénération; pour les hommes qui apprécient les actions humaines par le succès seulement et non par les principes auxquels il faut les conformer, il ne pouvait y avoir au monde un personnage comparable à Garibaldi, et ce type devait leur apparaître unique dans notre siècle. Nous ne refuserons certes pas au condottière en chef de la révolution italienne le courage, l'audace, la fermeté et même la perspicacité militaire, sans la science toutefois; nous ne lui refuserons pas le don d'inspirer à ses partisans l'enthousiasme et la confiance en son commandement et de les entraîner comme par une fascination à travers le feu et la mitraille; mais ces qualités lui sont communes avec les grands perturbateurs des nations, communes avec Assan, le Vieux de la montagne, le fondateur

(1) V. la lettre adressée de Nice au *Tablet* du 26 nov. 1859.
(2) V. la lettre déjà citée de W. H. Ashurt à Garibaldi, dans le *Times* du 21 nov. 1860.

de la secte des assassins, qui du château d'Alamut faisait trembler sur leurs trônes les souverains d'Europe. Que, si notre Europe avait beaucoup d'hommes de ce genre, nous verrions refleurir, non pas l'âge d'or, mais le temps des Gothes et des Vandales.

La révolution ne pouvait choisir un homme plus capable que Garibaldi d'exécuter ses desseins. Garibaldi, dès le mois de mars 1860, avait poussé le cri de guerre en s'adressant dans ses proclamations à tous les peuples d'Italie. En même temps, la Farina, devenu président de *l'Assemblée nationale*, qui avait pour but l'insurrection de l'Italie méridionale, publiait un manifeste incendiaire, dans lequel il exhortait les troupes du roi de Naples et du Pape à courir sous les drapeaux de la révolte. « Nous savons, disait-il, qu'un « grand nombre de vous sentent dans leur poitrine les pal- « pitations d'un cœur Italien ; nous connaissons leurs noms « comme leurs sentiments » (1).

Pouvait-il plus clairement annoncer que le serment de la trahison avait déjà été obtenu de plusieurs des officiers de Naples et de Rome? Mazzini lui-même qui comptait dans les Deux-Siciles bon nombre de partisans, voulut à cette époque adresser sa proclamation aux habitants de Sicile, pour leur annoncer l'heure de la révolte et les appeler aux armes (2). Cependant Garibaldi, après la séance orageuse des débats du Parlement de Turin sur l'annexion de Nice et de la Savoie à la France, exaspéré contre Cavour, ou affectant de l'être, se retira à Nice afin d'y ourdir ses machinations; c'est dans ce but qu'il renonça au grade de général et au mandat de député; il passa ensuite à Gênes et y

(1) Ce manifeste fut publié le 22 mars 1860.

(2) La proclamation de Mazzini a été publiée par l'*Armonia*, le *Monde* et beaucoup d'autres journaux.

demeura quelque temps invisible, pour renouer les fils de l'insurrection Sicilienne.

Les journaux italiens et étrangers annonçaient dès le mois d'avril qu'on recrutait publiquement des volontaires Lombards, Toscans et Génois pour l'expédition de Sicile. La *Gazette de Milan* publiait le 26 du même mois, que les volontaires qui désireraient partir pour la Sicile, pourraient se présenter à l'office du journal et y recevoir les instructions utiles. — Partout, en Italie, s'ouvraient des souscriptions ayant pour objet de coopérer à l'expédition proposée. Après le *Dritto* de Turin, le *Pungolo* de Milan et la *Sentinella* de Brescia, tous les journaux révolutionnaires d'Italie faisaient, dans leurs bureaux, des collectes pour l'insurrection de Sicile. Même en France, par l'organe de l'*Opinion nationale* (1), et en Angleterre, par le *Times* et les comités Garibaldiens (2), on établissait des commissions chargées de recueillir des sommes d'argent en faveur des *champions de l'indépendance. L'association nationale* expédiait ensuite des lettres à tous les *amis* au dehors et au dedans de l'Italie, afin d'encourager leur zèle à être généreux pour la cause de la révolution italienne. Ce mouvement était soutenu et favorisé à Turin par l'ambassadeur d'Angleterre, qui avait approuvé les plans et les préparatifs de Garibaldi et qui lui donna de ses sympathies un témoignage indubitable en invitant à dîner, au mois d'avril, le général et les émigrés les plus influents de Sicile et de Naples (3).

(1) Ce journal fit connaître le 16 mai qu'il avait reçu du ministère l'ordre de ne pas publier les noms des souscripteurs.

(2) L'avis de cette souscription publiée dans le *Times* le 9 mai, donna lieu à une longue et vive discussion dans la Chambre des Communes de Londres du 17 mai.

(3) V. lettre de Turin du 11 avril au *Constitutionnel*.

Cependant Garibaldi prenait son logement dans le palais Passano, à Quarto, village voisin de Gênes; et là il rassemblait les bandes de volontaires dont plusieurs avaient fait partie de la légion des chasseurs des Alpes, pendant la guerre de Lombardie. Des armes et des munitions s'accumulaient au même endroit sans mystère et sans entraves, et le palais fut bientôt transformé en arsenal. Chaque jour, par terre et par mer, il arrivait à Gênes des Lombards, des Romagnols et des émigrés Siciliens, qui ensuite se rendaient au palais Passano pour former le corps de l'expédition. Les volontaires comptaient dans leurs rangs 500 braves soldats qui avaient fait toute la campagne de Lombardie, et dont 200 environ appartenaient à la société du tir national de Gênes; il se trouvait ensuite parmi eux des gens de toute condition et de différentes professions, des nobles, des médecins, des architectes, des artisans, des étudiants, tous cependant, de constitution robuste et vigoureuse, tous, à peu d'exceptions près, jeunes gens âgés de moins de trente ans, sans femme ni enfants : bon nombre d'entre eux n'avaient pas atteint leur vingtième année. Au nombre de 1200 environ, ils n'étaient pas tous destinés pour la Sicile : ils avaient voyagé du lieu de leur résidence jusqu'à Gênes, sans avoir rien payé; leur vêtement, si on en excepte quelques officiers, était celui du simple bourgeois, parce qu'aussitôt à bord des vaisseaux, ils devaient endosser la chemise rouge, ancienne livrée des partisans de Garibaldi. Leur passage par Gênes avait produit un tel enthousiasme qu'il avait fallu consigner les soldats dans leurs quartiers pour les empêcher de déserter et de se mêler à l'expédition. Le but de ces préparatifs n'était pas un mystère en Italie. Dès le 28 avril, le correspondant du *Times* écrivait de

Naples quels étaient les projets de Garibaldi et affirmait que ces projets étaient généralement connus. En Piémont notamment, la chose était aussi manifeste que la lumière en plein midi; on l'annonçait par des proclamations, par des souscriptions, par des représentations théâtrales et on y donnait la même publicité qu'au transport des armes et des munitions de guerre (1).

Les bateaux à vapeur qui devaient embarquer cette expédition révolutionnaire, étaient le *Piémont* et le *Lombard*, appartenant tous deux à la Compagnie Rubbattini, la même qui avait fourni le *Cagliari*. Le premier de ces bâtiments était revenu de Tunis le 4 mai; l'autre aurait dû repartir le 9 par la ligne d'Italie. Quand tout fut prêt pour l'embarquement, le 5 avril, après midi, une bande de cent hommes armés se mit en mer dans deux barques, et du port intérieur de Gênes se rendit à bord du *Piémont* et du *Lombard* qui avaient été abondamment pourvus de vivres et de charbon : l'un des deux manquant de machiniste, on lui substitua l'émigré palermitain, Joseph Orlando, propriétaire d'une fonderie à Gênes. On mit les machines en mouvement et, sortant du port, on alla jeter l'ancre à une portée de fusil des quartiers de la *Foce*.

Un grand concours de peuple les attendait de ce côté, ainsi que le reste des volontaires qui appartenaient au corps de l'expédition. C'était en plein jour que se faisait l'embarquement du matériel de guerre et des hommes, en

(1) V. le rapport officiel du ministre des affaires étrangères de Naples, inséré dans la protestation contre l'expédition de Garibaldi; les télégrammes du 5 au 12 mai, de Turin, Gênes, etc.; la lettre du 5 mai d'un Garibaldien à un ami de Garibaldi à Newcastle; la lettre de Ricciardi du 8 mai dans le *Siècle* et celle du 10 de Turin dans le *Times*. Ces documents ont été publiés par les principaux journaux de France et d'Angleterre.

partie dans le port même de Gênes, et en partie le long du littoral, sur une étendue de cinq milles. Chacun des volontaires arrivait en voiture, accompagné de ses amis et de gens du parti ultra-libéral qui accouraient saluer de leurs applaudissements une expédition inouïe dans les siècles civilisés. Garibaldi dirigeait tout en personne et procédait d'autorité à l'embarquement. A 4 heures de l'après-midi, les apprêts étant terminés, le général rejoignit l'expédition à bord du *Piémont* qui transportait une cargaison d'armes et de munitions. On mit sur les deux bâtiments six canons rayés, embarqués à la plage de Nervi : un navire grec se trouvait encore là rempli de provisions de guerre qui en faisaient une espèce d'arsenal militaire.— L'un des deux vapeurs vint le prendre à la remorque (1).

Au moment de mettre à la voile, Garibaldi publia l'ordre de jour suivant : « Au corps des chasseurs des Alpes. — « La mission de ce corps sera accomplie, comme elle l'a « été jusqu'à présent, par la plus complète abnégation et « par la volonté de régénérer notre patrie. Les braves chas- « seurs des Alpes ont servi et serviront leur pays avec plus « de discipline et d'ardeur que les meilleures troupes du « monde, sans espérer d'autre récompense que celle d'une « conscience intacte. Ce ne sont ni les grades, ni les hon- « neurs, ni la solde qui les encouragent au métier des « armes. Quand le danger sera passé, ils retourneront à « leur vie privée : mais à présent que l'heure du combat est « venue, l'Italie doit les contempler au premier rang, joyeux, « résolus et prompts à verser leur sang. Le cri de guerre des « chasseurs des Alpes est le même qui retentissait sur les « rives du Tessin : « Italie et Victor-Emmanuel. » Ce cri pro-

(1) V. les documents cités dans la note précédente.

« féré par nous inspirera la terreur à tous les ennemis de « l'Italie » (1). Garibaldi avait déjà adressé d'autres proclamations de Gênes aux peuples d'Italie, afin que des insurrections partielles, éclatant dans l'Ombrie, dans les Marches, dans la Sabine, dans la Campagne de Rome et dans le royaume de Naples, divisassent les forces de l'ennemi et rendissent plus certain le triomphe de l'expédition de Sicile. Aux Romains il adressa le manifeste tout particulier que voici : « Romains, leur disait-il, demain les prêtres de « Lamoricière vous diront que votre territoire a été envahi « par des Musulmans. Ces Musulmans sont les mêmes qui « ont combattu à Montevideo, à Rome, en Lombardie, et « dont les noms seront répétés avec orgueil par vos petits « enfants, quand la destruction de la double tyrannie de « l'étranger et du *prêtre* vous permettra de les leur rappe-« ler, etc. » (2).

A ce langage, on comprend que c'est Garibaldi qui parle. Il avait lancé cette proclamation en vue de l'expédition insurrectionnelle des Etats romains qu'il avait confiée au sanguinaire Zambianchi ; expédition pour laquelle il avait fait débarquer à Montalto, dans la Maremme romaine, 400 des siens. Ceux-ci se dirigeant du côté de Corneto et de Toscanella, dans la province d'Orvieto, devaient former dans les districts les plus montagneux un premier noyau d'insurrection. Mais quatre-vingts gendarmes pontificaux les chargèrent vaillamment, les battirent à Montefiascone et les rejetèrent en désordre dans l'intérieur de la Toscane (3).

(1) Cette proclamation de Garibaldi et les autres du même général se trouvent dans les feuilles principales d'Italie, de France et d'Angleterre.

(2) Ce document établit que les promoteurs de la révolte de 1860 sont les mêmes qui soutinrent en 1848 l'infâme guerre de la république romaine.

(3) V. les dépêches de Rome du 19 et 20 mai 1860 ; la relation du général Pimodan

Revenons à l'expédition de Sicile.

Sur les sept heures du matin, les trois bâtiments pavoisés, suivis d'un vapeur de commerce anglais, partirent du golfe de la Spezia, capturèrent en route le *Giglio*, petit aviso de guerre toscan, qui était à l'ancre dans le port de Livourne; puis ayant embarqué les volontaires qui attendaient là pour faire partie de l'expédition, ils naviguèrent par Piombino, Talamone, Port-St-Étienne, etc. anciens forts et petits ports qui formaient dans le temps l'*État des Presidii.*

L'expédition s'y approvisionna de charbon de terre, d'armes et de munitions, et déposa, comme nous le disions plus haut, des hommes et du matériel de guerre à Montalto; ensuite les deux vapeurs, le *Piémont* et le *Lombard*, qui avaient à bord 800 hommes et Garibaldi lui-même, naviguèrent vers la Sicile dans la direction de Marsala; les autres se dirigèrent vers d'autres points de l'île pour y introduire des gens armés et des munitions de guerre (1).

Aussitôt que l'on connut en France les apprêts et les intentions de Garibaldi, le ministre, M. Thouvenel, en donna avis au comte de Cavour qui, naturellement, fit la sourde oreille (2). De Naples partirent aussi pour Turin maintes réclamations contre ces préparatifs de Garibaldi à Gênes, à Turin, à Milan, à Livourne et à Sienne, préparatifs évidemment hostiles à l'État des Deux-Siciles. Mais M. de Cavour répondit d'abord d'une manière évasive; puis il sembla promettre d'empêcher l'expédition : mais il n'en fit rien. Garibaldi put donc accomplir tranquillement toutes

et la protestation du cardinal Antonelli, outre les correspondances de Rome du 11 et du 16 mai, publiées dans le *Tablet* du 26 mai 1860.

(1) Outre les documents cités, V. la corresp. de Turin du 11 mai dans le *Times*.

(2) V. la corresp. de Naples du 12 mai dans le *Times*.

ses opérations, sans que personne vînt le troubler ni le contrarier (1). A peine cependant eut-on la nouvelle de l'expédition garibaldienne à Marsala, que le chevalier Caraffa, ministre des affaires étrangères à Naples, adressa la protestation suivante, dont nous croyons devoir citer la partie la plus importante :

Naples, 12 mai 1860.

« Un fait de la plus sauvage piraterie vient d'être con-
« sommé par une horde de brigands publiquement enrôlés,
« organisés, armés dans un État non ennemi, sous les yeux
« du gouvernement de cet État, malgré les promesses que
« celui-ci avait faites de l'empêcher. Le gouvernement du
« roi, mon maître, ayant été informé des préparatifs qui se
« poursuivaient avec l'audace la plus impudente, à Gênes, à
« Turin, à Milan, à Livourne et à Sienne pour une expédi-
« tion contre ses États, ne tarda pas à appeler l'attention
« du gouvernement piémontais sur l'attentat qui se com-
« mettait contre le droit des gens et les obligations inter-
« nationales. Ses réponses furent d'abord évasives, puis il
« finit par promettre d'empêcher cette expédition. Le gou-
« vernement royal se fit un devoir de ne pas mettre en
« doute la sincérité des déclarations portant le caractère
« des rapports de bonne intelligence et d'abstention réci-
« proque de toute intervention, que nous avons l'intention
« de maintenir. Néanmoins, le gouvernement du roi conti-
« nua à surveiller les projets de ces factions qui s'étaient
« réunies à Gênes et à Livourne dans un but bien connu,
« et il suivit toutes leurs opérations dont cette protestation
« renferme un récit abrégé.

(1) V. plus bas la protestation du chevalier Caraffa ministre des affaires étrangères, à Naples.

« Mais, tandis que nous nous flattions de l'espérance de « voir empêcher le départ de ces pirates, leur embarque- « ment s'effectua à Gênes et à Livourne sur trois bâtiments « de commerce, deux piémontais et un anglais..... et ils « prirent la direction de Marsala... » Le ministre poursuit l'historique de ce qui s'est passé tant à Gênes qu'à l'arrivée à Marsala, puis il conclut en disant : « quelles que soient « les conséquences futures d'un pareil attentat accompli « au mépris de tous les droits et en violation de toutes les « lois internationales, d'où résultera peut-être pour l'Italie « entière une sanglante anarchie et pour toute l'Europe « une longue perturbation, la responsabilité en pèsera sur « les auteurs, les promoteurs et les complices de la plus « barbare des invasions, etc. (1).

Les puissances étrangères, par le moyen de leurs ambassadeurs à Turin, présentèrent aussi au comte de Cavour leurs protestations contre l'expédition de Sicile. La Russie parla haut, en qualifiant cette expédition d'une infraction manifeste à la neutralité du royaume (2). La France, sans avoir précisément mis à la charge du cabinet de Turin la responsabilité directe du fait, ne laissa pas d'accuser *sa négligence inouïe et peu justifiable* et d'exposer les tristes résultats qui s'ensuivraient (3). Quant à la protestation du ministère de John Russell, la couleur en est toute différente. On peut dire que le cabinet britannique ne fit autre chose que de conseiller plus de prudence au comte de Cavour (4). Cependant, suivant le contenu des deux dépêches du 22 et

(1) Ce document fut publié par la plupart des organes de la presse.
(2) V. la corresp. de Turin du 11 mai 1860 dans l'*Express*.
(3) V. le *Courrier du dimanche* et le corresp. de Paris du 12 mai au *Times*.
(4) V. la corresp. de Turin à l'*Express*, déjà citée, et celles qui furent adressées au *Times* le 11 et le 12 mai.

du 26 mai adressées par Lord Russell à Sir Hudson, à Turin, et de la note qu'il envoya au comte de Cavour avec sa dépêche du 26, le noble lord recommanda au noble comte de s'abstenir de toute agression contre l'Autriche et contre le royaume de Naples; et il enjoignit à son ambassadeur d'avoir à lui envoyer une déclaration formelle sur ce point et sur d'autres qu'il lui recommandait dans la susdite note (1). Le gouvernement de Turin, assiégé de tant de protestations, n'en fut pas déconcerté; travaillant à son ordinaire avec l'art de l'hypocrisie et du mensonge, il ordonna au marquis de Villamarina, ambassadeur à la cour de Naples, de protester solennellement, au nom de la Sardaigne, contre l'accusation de complicité que M. Caraffa avait lancée au Piémont, et la qualifia de *fausse et injurieuse* (2). A M. Thouvenel, il fut répondu que le gouvernement piémontais, comme celui de France, réprouvait l'acte de Garibaldi, que ce gouvernement avait été *surpris* de son départ, quand Garibaldi lui avait promis de le différer; il promettait ensuite de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le départ d'une seconde expédition (3). Il fit en outre publier dans la *Gazette piémontaise*, un article qui fait honneur à l'hypocrisie du comte de Cavour. Le 30 mai il déclara au gouvernement britannique qu'il s'abstiendrait de tout acte d'agression tant que le principe de non-intervention serait maintenu; mais qu'il ne pourrait empêcher les manifestations de sympathie pour le peuple des Deux-

(1) Les dépêches ont été déposées par John Russell dans les Chambres de Londres en Février 1861.

(2) V. la dépêche de Naples du 15 mai 1860.

(3) V. le *Courrier du Dimanche*, l. c. le *Times*, l. c. et les *Débats* à la même date du 12 mai.

Siciles (1). Voici l'article en question : « Le gouvernement a « désapprouvé l'expédition de Garibaldi et s'est efforcé d'en « empêcher le départ, *en faisant usage des moyens que suggé- « raient la prudence et les lois*. Les bâtiments de guerre Sardes « avaient reçu l'ordre d'empêcher le débarquement; mais ils « n'y avaient pas mieux réussi que la flotte napolitaine qui « croisait dans les eaux de Sicile. L'Europe sait que le gou- « vernement du roi ne cache point sa sollicitude pour la « commune patrie; mais en même temps il comprend et « respecte le principe du droit international et il croit que « c'est son devoir de le faire respecter dans l'État, de la « sécurité duquel il est responsable (2). » Conformément à cette déclaration, M. de Cavour fit transmettre les instructions opportunes aux consuls de Sicile, qui de ce moment changèrent, au moins en apparence, leur conduite et leur langage.

En vérité, nous ne concevons pas l'impudence inouïe avec laquelle le comte de Cavour osa dire et faire dire ces mensonges solennels dans ses instructions diplomatiques, mensonges dont l'évidence ne peut servir qu'à mieux démontrer à l'Europe l'imposture et la perversité de sa politique. Comment M. de Cavour pouvait-il blâmer sincèrement un fait qui était la conséquence nécessaire des actes de son gouvernement, et un des points du grand projet de la fusion italienne qu'il avait fait serment de favoriser? A qui donc voulait-il persuader que Garibaldi, en cédant à des instances (qui ne lui furent jamais faites), eût promis de différer son départ? Et d'ailleurs, supposera-t-on M. de Cavour

(1) Cette dépêche fut aussi communiquée officiellement aux chambres britanniques par John Russell.

(2) *Gazette piémontaise* du 18 mai 1860.

assez simple pour s'en rapporter aux promesses dilatoires de Garibaldi, quand les faits prouvaient manifestement le contraire? Ne continuait-on pas à transporter publiquement par Gênes les armes destinées à l'expédition de Sicile? N'y voyait-on pas arriver à la face du soleil les aventuriers qui en devaient faire partie? Ne circulaient-ils pas armés dans la ville, sans appartenir d'ailleursà un corps militaire quelconque? Le jour du départ fut différé, en effet, plusieurs fois, à défaut de pouvoir disposer à temps des bâtiments de transport et parce que tout n'était pas prêt. Mais M. de Cavour prétend avoir été surpris par le départ de Garibaldi. L'entendrez-vous sans rire? *Risum teneatis, amici?* Tout Gênes, bien plus, tout le Piémont connaissait le jour définitif du départ; il se fit avec solennité, les volontaires, comme nous l'avons dit, s'étant rendus à Gênes, en compagnie d'une foule de parents et d'amis; le bon M. de Cavour était seul à l'ignorer. Quelle ingénuité d'enfant! En outre, l'embarquement ne s'effectua pas en un clin d'œil : on mit, pour charger les bâtiments, depuis 3 heures de l'après-midi jusqu'à 4 heures du lendemain matin; il s'écoula trois autres heures avant que les bâtiments levassent l'ancre; est-il croyable qu'en 16 heures il ne soit arrivé à M. de Cavour aucune dépêche de Gênes ayant rapport à l'embarquement du corps de Garibaldi? Et si M. le comte reçut quelque dépêche de ce genre, comment s'expliquer que l'exécution du départ l'ait surpris? Ou pourquoi n'ordonna-t-il pas immédiatement de retenir les volontaires, au besoin par la force, comme il l'avait plus d'une fois promis au gouvernement de Naples? Pourquoi n'envoya-t-il le vaisseau de guerre *la Sardaigne*, s'opposer au départ qu'après que les bâtiments s'étaient éloignés du golfe de la Spezia? pourquoi

ne commanda-t-il pas plutôt que les batteries de la *Foce* menaçassent de les couler à fond, s'ils osaient lever l'ancre? S'il ne reçut pas cette dépêche, supposition à peine admissible, il aurait dû, longtemps à l'avance, donner les ordres convenables aux autorités civiles et militaires de Gênes, les rendre entièrement responsables du fait et les soumettre à un jugement sévère, pour avoir manqué si gravement à leurs devoirs. M. de Cavour ne fit rien de semblable.

Mais pouvait-il le faire, lui qui était complice de l'expédition? Aussi les cent premiers volontaires armés qui montaient les deux bâtiments affrétés pour eux, s'embarquèrent dans le port même de Gênes, en passant sous le nez des sentinelles et en face des vaisseaux de guerre piémontais. Est-il possible que M. de Cavour, qui affirme devant l'Europe n'avoir rien épargné pour empêcher l'expédition, n'ait donné dans une affaire de cette importance aucune instruction aux autorités de ce port et de cette place? Que si ces autorités ne bougèrent ni ne soufflèrent mot contre Garibaldi, c'est un signe évident qu'elles avaient reçu ordre de ne s'opposer ni à l'embarquement ni au départ de l'expédition. Et n'est-ce pas ce qu'ont dit, bien qu'à demi-mot, les volontaires mêmes de Garibaldi? « L'embarquement, écrivait l'un d'eux, « le 5 juin, à un des amis de Garibaldi en Angleterre, l'em- « barquement couvre l'espace de presque cinq milles de « longueur sur la plage. Cela nous a donné des embarras « interminables, mais nous ne pouvions faire autrement « par la raison que, tout en étant à demi consentant à nos « opérations, le gouvernement ne peut nous permettre « ouvertement de nous embarquer, sans encourir le reproche « de complicité. » Mais que pouvait faire de plus M. de Cavour pour aller jusqu'à une permission formelle? Il n'y

manquait qu'un décret. Une autre lettre de Turin, datée du 10 et insérée dans le *Times*, porte ce qui suit : « Quelles « qu'aient pu être les appréciations du gouvernement Sarde « en ce qui concerne l'opportunité de l'entreprise, il ne peut, « ni ne *veut* mettre aucun obstacle soit à l'enrôlement des « volontaires, soit à la préparation des moyens nécessaires « à notre succès (1). »

Sans cela, comment Garibaldi se serait-il procuré, des forts de l'ancien Etat des Presidii, des armes et des munitions? Ne lui fallait-il pas pour cela l'autorisation du gouvernement? Nous savons que l'ambassadeur russe à Turin, pour ôter toute réplique à M. de Cavour, lui mit sous les yeux un écrit signé de deux ministres piémontais, par lequel on enjoignait au commandant du fort d'Orbitello de donner au colonel Türr, chef d'état-major de Garibaldi, les armes et les munitions qui lui seraient nécessaires. Nous savons que M. le ministre, en se voyant montrer ce papier, demeura un instant sans parole(2). Et puis, de qui Garibaldi obtint-il les canons qu'il embarqua à Gênes? Ces instruments de guerre auraient-ils été par hasard abandonnés sur la plage pour servir au premier-venu qui voudrait les transporter? Qu'on nous dise donc quels moyens aura employés M. de Cavour pour s'opposer aux apprêts et au départ de l'expédition? Qu'ensuite les vaisseaux de la flotte piémontaise aient reçu ordre d'empêcher Garibaldi de s'embarquer, voilà ce qui reste à prouver. Le fait est que deux ou trois vaisseaux de la marine militaire du Piémont, envoyés en Sicile

(1) *Times*. Lettre déjà citée. D'autres lettres du *Times* et de l'*Opinion nationale*, s'exprimaient dans le même sens.

(2) Corresp. du 15 mai de Turin à l'*Union*, qui affirma la vérité du fait, cette corresp. fut reproduite par d'autres journaux. V. le *Monde* du 20 mai 1860.

au mois d'avril 1860, amarrèrent dans le port de Palerme pour affermir et encourager la révolution, et que, si quelqu'un de ces vaisseaux se mit en mouvement le long du littoral de cette île, ce fut manifestement pour communiquer les instructions convenables aux agents sardes et pour exciter l'esprit des populations. Et c'est de quoi eurent fort à se plaindre les autorités de Sicile. On aura beau nous dire que la flotte napolitaine elle-même n'empêcha pas le débarquement des volontaires garibaldiens. Outre que les raisons de ce fait n'ont rien d'honorable pour le Piémont, cela n'excuserait pas le gouvernement de M. de Cavour, à moins qu'il ne fût démontré que la flotte sarde a reçu les instructions conformes aux allégations justificatives du noble comte et qu'elle a fait son possible pour les exécuter. En outre, l'expédition de Garibaldi aurait dû, au moins, ouvrir les yeux à M. de Cavour; il aurait dû prendre à temps des mesures efficaces pour prévenir la seconde expédition que le colonel Medici préparait à Gênes; et cela d'autant plus que le même M. de Cavour s'était engagé d'honneur avec la France. Mais que fit-il pour empêcher le second envoi de volontaires? Que fit-il pour arrêter mainte autre expédition semblable qui de Gênes, de Livourne, de Cagliari allait rejoindre Garibaldi en Sicile? Du mois de mai au mois de septembre, il partit de ces différents ports jusqu'à 25,000 hommes, destinés à guerroyer en Sicile et commandés par des officiers de l'armée sarde et par plusieurs membres du parlement de Turin (1).

Mais à quoi bon insister sur ce point? Le Piémont, heureux maintenant du butin acquis, non-seulement avoue lui-

(1) V. la note expédiée de Gaëte le 16 sept. 1860 aux représentants des cours étrangères.

même; il exagère les secours de tout genre donnés à Garibaldi et s'arroge le mérite de l'expédition (1).

Excessive nous paraît donc avoir été la simplicité de M. Grandguillot, lorsqu'ayant assumé en ce temps-là la mission d'excuser la conduite de M. de Cavour, il crut pouvoir le disculper, en disant que l'expédition de Garibaldi était contraire aux intérêts du Piémont; mais qu'elle avait pour chef un homme qui, représentant un grand parti populaire, n'aurait pu être empêché par la force du gouvernement piémontais (2). M. Grandguillot écrivait avant que les desseins de M. de Cavour se fussent produits sous des contours arrêtés; cependant il était facile de comprendre dès lors que les intérêts du Piémont n'auraient pas trop à souffrir d'un accroissement de 10 millions d'habitants, et de trouver là par dessus le marché un prétexte pour incorporer le reste de l'Italie. Comment M. Grandguillot voudrait-il nous faire croire que le Piémont ne pouvait comprimer de force Garibaldi, quand M. de Cavour, pour justifier l'invasion du royaume de Naples, en donnait cette grande et principale raison que le Piémont seul serait capable de soumettre la révolution? N'avons-nous pas vu que, du jour où Garibaldi prétendit retarder l'annexion de l'Italie méridionale et aller ainsi à l'encontre des plans de M. de Cavour, M. de Cavour lui ferma la source des secours d'hommes, d'armes et d'argent qu'il lui avait ouverte dans les Etats sardes et le contraignit à céder la dictature? Lorsque ensuite le Piémont fut maître de Naples, M. de Cavour ne désarma-t-il pas d'un seul coup l'armée garibaldienne, qui certainement ne se composait pas alors de ce

(1) Corresp. du 10 janv. 1861 de Turin au journal des *Débats*.

(2) *Constitut.* du 14 mai 1860.

millier d'hommes qui se trouvaient le 5 mai autour du palais Passano? M. de Cavour eut-il peur en ce moment d'affronter les réclamations et les colères, et ne se crut-il pas de force à tout mépriser? Nous pensons, nous, qu'en 1861 le comte Cavour n'aurait pas accepté la défense que M. Grandguillot lui consacrait en 1860; et l'orgueil de M. le ministre se serait mal accommodé du compliment d'avoir été à la queue et non à la tête de l'entreprise de Garibaldi.

Chapitre XII.

DÉBARQUEMENT DE GARIBALDI A MARSALA. — BATAILLE DE CALATAFIMI ET RETRAITE DES NAPOLITAINS.

—

Avant que les deux vaisseaux piémontais touchassent en Sicile, d'autres bâtiments qui, comme nous le disions plus haut, avaient fait partie de l'expédition de Garibaldi, avaient apporté secrètement dans l'île des armes et des munitions de guerre (1). Le 12 mai était le jour destiné au débarquement de Garibaldi et des siens dans le port de Marsala.

Marsala est une ville bâtie sur la plage occidentale de la Sicile, avec un petit port de bas fond, environnée de bastions et de terrasses ; mais sans artillerie et sans garnison. La colonne du général Letizia, après la joyeuse et cordiale réception qu'elle y avait rencontrée, avait été rappelée quelques jours avant l'arrivée de Garibaldi. Cependant, comme cité maritime ayant un port, Marsala était surveillée par des navires de guerre dont trois avaient à garder la ligne entre Marsala et Mazzara. Mais le 11, vers les deux heures de l'après-midi, il entra dans ce port deux vaisseaux de la marine anglaise, l'*Intrépide* et l'*Argus*, envoyés par lord Russell, suivant ses explications du 17 mai à la Chambre des Communes, pour protéger les possessions et les factoreries anglaises de cette ville. Mais pourquoi envoyer ces

(1) Dépêche de Turin du 14 mai 1860.

vaisseaux, quand depuis un mois la révolution avait été comprimée, et non au commencement d'avril, quand cette contrée était travaillée par les bandes insurrectionnelles? Il n'est à présent personne qui doute, malgré la relation de Marryatt à l'amiral anglais et malgré les déclarations de John Russell, que ces vaisseaux n'avaient d'autre but, en venant à Marsala, que de favoriser le débarquement des flibustiers et de les sauver d'une surprise, en cas de besoin. Les trois navires napolitains, composés d'une grande frégate à voiles, d'un bateau à vapeur de guerre et d'un aviso de petite dimension, se trouvaient en ce moment loin du port de Marsala, mais entre cette ville et celle de Mazzara, dans une position d'où ils pouvaient découvrir si quelque bâtiment s'avançait vers l'un ou l'autre de ces deux ports. En attendant, les deux bâtiments de Garibaldi s'étaient arrêtés un peu en arrière des îles de Levanzo, puis en deçà de l'île de Favignana, qui est à égale distance de Trapani et de Marsala. Quand ils virent l'éloignement des vaisseaux napolitains, ou qu'ils en furent avertis, ils chauffèrent à toute vapenr et gagnèrent le port peu après les deux vaisseaux anglais; ils jetèrent l'ancre et arborèrent le drapeau de Savoie (1).

A Marsala, grâce à l'action du consul sarde, tout était parfaitement disposé pour un prompt débarquement de l'expédition garibaldienne. Plus de quarante barques stationnaient dans le port aux ordres de Garibaldi et plusieurs chariots attendaient pour le transport des armes et des provi-

(1) Sur ce point notre récit diffère de celui du ministre Caraffa, mais nous nous sommes assurés de la vérité de notre assertion. On comprend mieux ainsi pourquoi les bâtiments napolitains, avant d'arborer le drapeau rouge, signe de guerre, arborèrent le pavillon sarde.

sions de toute sorte. Toutefois, pendant qu'on effectuait avec toute la promptitude possible le débarquement des hommes et du matériel, la frégate napolitaine, ayant vu entrer dans le port de Marsala deux bâtiments qui n'avaient pas encore déployé leur pavillon, envoya aussitôt son petit aviso à vapeur pour vérifier la condition des deux navires. Sur la nouvelle que c'était l'expédition de Garibaldi, le second bâtiment de guerre napolitain s'avança à toute vapeur, et un vent favorable permit à la frégate de suivre d'assez près. Mais quand on fut en position de faire feu, la majeure partie des volontaires étaient entrés dans la ville; les autres qui se trouvaient encore sur le bras du môle, s'étendirent en ligne, à une grande distance l'un de l'autre, et, courant tous à la fois vers la ville, ils se mirent en sûreté, eux et leur matériel, derrière l'établissement de la douane. Le bateau à vapeur tira contre eux, mais n'en blessa que deux. Il aurait certainement continué le feu du côté de cette partie de la ville d'où partaient les cris de révolte, poussés par les flibustiers qui s'y étaient réfugiés; mais, parce que des officiers anglais se trouvaient éparpillés çà et là, on dut attendre qu'ils fussent retournés sur leurs vaisseaux. Quand cela eut été fait sur l'ordre de Marryatt, commandant de l'*Intrépide,* le bateau à vapeur royal et la frégate, qui l'avait rejoint, recommencèrent le feu : quelques bombes furent lancées dans la direction où retentissaient les cris révolutionnaires. La frégate fit aussi une décharge contre les Garibaldiens qui restaient encore en dehors des portes ; mais, vu la nature du terrain, elle ne put atteindre un seul volontaire ; les bombes n'endommagèrent qu'une seule maison. Après cela, les trois vaisseaux napolitains capturèrent le *Piémont;* mais ils ne purent s'emparer du *Lombard,* parce

que les Garibaldiens eux-mêmes l'avaient coulé à fond, pour ne pasle laisser tomber entre les mains des royalistes; les efforts de ceux-ci, pour le remettre à flot, furent inutiles; ils y travaillèrent ce jour-là et le lendemain, puis l'abandondonnèrent (1).

Cependant Garibaldi, aussitôt qu'il eut mis le pied à Marsala, ordonna d'abattre le télégraphe à signaux et de déplacer les machines du télégraphe électrique; mais déjà l'inspecteur de la ville, homme courageux et résolu, avait expédié au gouverneur de Palerme une dépêche annonçant le débarquement de Garibaldi et de ses volontaires. Les Piémontais, entrés dans la ville, en occupèrent les quatre portes, avec défense à qui que ce fût, de sortir ou d'entrer avant de se soumettre aux informations les plus rigoureuses. Cette expédition ne reçut pas des habitants de Marsala l'accueil qu'elle aurait désiré. Au premier cri de : « Vive Victor-Emmanuel ! Vive Garibaldi ! » les citoyens qui avaient garni les fenêtres et les terrasses pour voir le spectacle inusité de 800 chemises rouges, disparurent comme frappés de la foudre et se retirèrent dans leurs maisons. Aucune voix ne fit entendre un cri d'applaudissement dans la ville; bien plus, si on en excepte des curieux et une troupe d'enfants de la basse classe, les habitants de Marsala ne se montrèrent pas hors de chez eux et les rues demeurèrent désertes. Garibaldi en fut quelque peu découragé et en vint jusqu'à soupçonner une trahison : il ne voulut pas laisser pendant la nuit ses volontaires s'héberger dans les maisons des particuliers et il les fit camper aux portes de Marsala.

(1) Nous tenons ces faits et bien d'autres concernant la Sicile de témoins pour la plupart oculaires et on ne peut plus dignes de foi. V. encore la relation de Caraffa et celle de Marryatt, communiquées aux chambres par John Russell le 17 mai 1860.

Le soir il demanda au conseil municipal de le reconnaître pour dictateur de Sicile au nom de Victor-Emmanuel ; mais les membres de la municipalité se cachèrent pour ne pas souscrire à pareille demande, et il n'y en eut qu'un très-petit nombre qui cédèrent aux instances et aux menaces des chefs de parti.

Le lendemain, avant qu'il fît jour, l'expédition de Garibaldi prit la route de Salemi, suivie de 35 chariots transportant des armes et des approvisionnements de toute espèce. Elle bivouaqua dans le pays de Rampingallo où M. Mistretta les reçut et les traita splendidement ; ce dont Garibaldi le récompensa en le nommant gouverneur de Salemi, sa patrie. Le 13, le dictateur se disposa à entrer dans cette ville. Le peuple, soit curiosité, soit enthousiasme, à la vue d'un homme dont il avait entendu raconter des merveilles, courut au-devant de lui, précédé des gens du pays et proférant des cris de joie qui relevèrent le courage des volontaires prêts de faiblir. Garibaldi, après son entrée, fut logé dans la maison du marquis Torrealta, excellent citoyen qui ne put toutefois se refuser aux injonctions du syndic ; les volontaires prirent leurs logements dans le collége des Jésuites que le syndic avait donné l'ordre d'évacuer ces jours-là aux sept Pères qui l'occupaient. Salemi devint alors le centre du rassemblement de toutes les recrues garibaldiennes de cette province ; il s'y réunit jusqu'à cinq mille hommes que leur chef arma et disciplina de son mieux. On y monta les six canons sur des affûts construits à la hâte et aussi bien que possible, et l'on disposa toute chose pour un combat que l'on regardait comme inévitable.

Garibaldi, avant de se remettre en marche, proclama et

fit reconnaître sa dictature par les municipalités de Marsala et des communes voisines qui s'étaient insurgées à son approche : il voulut ensuite haranguer le clergé de cette ville qui est nombreux et d'une conduite irréprochable. Ces ecclésiastiques, rassemblés dans une salle du collége des Jésuites, se virent donc obligés d'écouter en silence ce chef d'aventure. Il leur parla avec force et dans les termes les plus persuasifs qu'il sut trouver, de sa haute mission; il exposa les principes de l'unité italienne, de l'annexion aux autres Etats de la péninsule, du royaume de Victor-Emmanuel, etc. ; mais il ne put cacher sa haine invétérée contre l'Eglise et la papauté; il dit clairement et d'un ton impérieux que *leur plus grand ennemi était le pape.* Ces paroles inouïes pour de pieux ecclésiastiques, leur firent l'effet de coups de tonnerre partis de l'enfer; ils pâlirent, ils baissèrent les yeux et le front et prirent l'attitude qui convenait à leurs sentiments de douleur. Garibaldi comprit qu'il avait été trop loin; il s'efforça de les remettre en meilleure humeur, il leur parla longtemps encore, sans toutefois rétracter ses injures contre la papauté, et il ne fit ainsi qu'aigrir la plaie que ses paroles avaient ouverte dans le cœur d'auditeurs aussi vertueux que dévoués à l'Eglise.

Garibaldi était sorti des bornes qu'il s'était imposées à lui et aux siens avant d'approcher de la Sicile; car dans les instructions, qu'il avait données aux volontaires avant leur débarquement, il y en avait une ainsi conçue : « Les « volontaires prendront les dehors de la religion et de la « piété, allant avoir à faire à un peuple de bigots. » Nous devons à la vérité de déclarer que les soldats de Garibaldi n'étaient pas tous de la lie des assassins, surtout ceux de la Sicile et du royaume de Naples qui s'enrôlèrent ensuite sous

ses drapeaux. Si tous partageaient en ce moment un enthousiasme excessif pour leur condottière, ils n'étaient pas également contraires aux principes de l'enseignement catholique. Parmi les hommes sans foi ni loi, il y avait des jeunes gens honnêtes et même des catholiques sincères, qui s'étaient laissé entraîner sur les pas de cet aventurier par un sentiment énergique de liberté et de patriotisme; tous n'avaient pas encore pesé avec la raison les conséquences de leur résolution. Quand donc ils aperçurent dans leurs chefs le caractère d'impiété qui se cachait sous d'autres noms, quelques-uns abandonnèrent l'étendard qu'ils avaient suivi jusqu'à Palerme; d'autres, qui n'eurent pas le courage de la désertion, n'étouffèrent pas dans leur cœur le sens religieux et le manifestèrent plus tard solennellement sur le lit de mort, quand, dégagé des influences d'un corps épuisé et défaillant, leur esprit devenait plus vigoureux, et que, plus accessible à la grâce, il se recueillait dans la grande pensée du salut éternel. En ces moments terribles, en présence de l'éternité qui s'ouvrait devant eux et de la vie qu'ils allaient quitter, que de larmes plusieurs de ces infortunés versèrent sur l'égarement dont ils étaient victimes! Avec quelle effusion de cœur ils confessèrent alors la foi catholique! De quelle voix ferme et courageuse ils jurèrent publiquement de n'avoir jamais voulu trahir cette foi! et quelle édification présida à leur agonie! Les correspondances de Naples confirment tout ce que nous avançons pour accomplir le devoir de véracité et de justice qui incombe à l'historien.

Après deux jours de repos à Salemi, Garibaldi et ses volontaires, augmentés de 5,000 recrues des bandes du pays, prit la route de Calatafimi, pour se porter de là sur Alcamo

et ensuite sur Palerme. Or la ville de Calatafimi avait été occupée par les troupes royales, qui s'étaient avancées dans l'intention de couper le chemin à l'ennemi. A peine en effet la dépêche de Marsala et les vaisseaux napolitains eurent-ils porté à Palerme la nouvelle du débarquement de Garibaldi, que le général commandant de cette place ordonna qu'une colonne de 3,000 hommes, sous la conduite du général Landi se rendît du côté de Calatafimi pour arrêter ces flibustiers et les mettre en déroute; en même temps on expédia des dépêches au ministère de Naples pour lui demander des renforts qui permissent d'organiser une seconde colonne contre les envahisseurs. Cependant le général Landi, parvenu à Calatafimi, envoya un détachement de quatre compagnies à deux milles de la ville, dans la direction par où les Garibaldiens s'étaient acheminés, et il retint auprès de lui le gros de ses troupes. Calatafimi, petite ville d'environ 9,000 âmes, s'élève entre deux collines, l'une au levant et l'autre au couchant; les Garibaldiens en sortant de Vita avaient abandonné la route provinciale et s'étaient repliés à l'Est, soit pour occuper une position avantageuse contre les royaux, soit pour éviter leur rencontre, en prenant par les montagnes et en se jetant dans la plaine. Mais les compagnies de Landi les attendaient sur la colline et il leur fallut se préparer à l'attaque. Un vallon séparait les combattants; on dut par conséquent commencer le feu avec l'artillerie : les Napolitains descendirent de la hauteur pour charger à la baïonnette les volontaires de Garibaldi; ceux-ci, malgré leur bravoure, cédèrent devant la discipline et l'impétuosité qu'ils n'avaient pas supposées aux troupes napolitaines. Ce fut alors que Garibaldi, dans la crainte que le découragement ne s'emparât de ses soldats, se jeta

au milieu d'eux, en avançant jusqu'au premier rang et en leur criant de sa voix magique : « En avant! » Un des officiers, pour exciter ses compagnons à l'attaque, se mit en avant, le drapeau des chasseurs des Alpes à la main; mais les ennemis le percèrent d'un coup de baïonnette et lui arrachèrent son drapeau qui fut ensuite suspendu dans la place royale de Palerme; ils s'emparèrent de deux canons et, continuant leur feu de pelotons, ils reprirent la position de la colline, afin d'attirer les Garibaldiens dans la plaine, de les charger de nouveau et de les mettre en déroute. Mais Garibaldi n'osa pas engager un second combat; Landi, de son côté, défendit à ses troupes de renouveler l'attaque, et le lendemain il fit lever le camp et abandonna Calatafimi.

Quel jugement porterons-nous sur la conduite du général Landi? L'opinion publique l'a qualifié du nom de traître. Ce qu'il y a de certain, c'est que les Napolitains s'étaient battus avec une intrépidité et une discipline admirées par leurs ennemis mêmes, qui, alors et depuis, n'ont cessé de rendre hommage à une bravoure inattendue. Il est d'autre part bien certain, de l'aveu même des Garibaldiens, que si Landi avait envoyé sur le lieu du combat une autre compagnie de renfort, ou seulement fait continuer le feu pendant une demi-heure de plus, le corps des volontaires eût été exterminé et détruit. Pourquoi retint-il à Calatafimi le gros de ses troupes et pourquoi n'ordonna-t-il pas de charger les Piémontais, quand ils pliaient en désordre? Pourquoi au lieu de mettre à profit l'élan des soldats napolitains qui avaient fait reculer l'ennemi avec des pertes considérables, les retint-il en dépit de toute tactique? Et pourquoi enfin, la nuit suivante, abandonna-t-il les positions occupées et Calatafimi même, pour prendre le chemin de Palerme, sans

attendre les renforts qui lui avaient été promis, sans faire halte à Alcamo, où certainement il aurait pu résister et recevoir des secours de la capitale? Si ce ne fut pas là une noire trahison, ce fut une indigne lâcheté pour un commandant qui devait mettre sa conduite en harmonie avec la valeur de ses soldats, et ne jamais oublier le serment de fidélité qu'il avait fait à son Souverain.

Le corps du général Landi, malgré le plan de son chef, fut forcé de repousser, à Partinico, une attaque de la part des bandes qui allaient rejoindre les volontaires de Garibaldi. Cette fois encore ses soldats montrèrent un grand courage et une remarquable intrépidité; ils assaillirent avec ardeur ces bandes nombreuses mais indisciplinées, les refoulèrent et les dispersèrent, après leur avoir tué beaucoup de monde. Après quoi, ils marchèrent vers Palerme, où ils entrèrent le 17 mai (1). Sur ces entrefaites, débarquait à Castellamare, ville située à 6 milles d'Alcamo et à 16 milles de Calatafimi, un renfort de 2,000 hommes transportés par des vaisseaux de la marine royale; mais, informés que Landi s'était dirigé avec son corps d'armée du côté de Palerme, ces 2,000 hommes reprirent la mer pour retourner dans la capitale. Ainsi manquait, par la faute inexcusable d'un général, le projet de tenir les Garibaldiens en désordre hors des campagnes de Palerme, et de leur ôter toute espérance de pénétrer dans la ville où siégeait le gouvernement. Cependant Garibaldi, après la bataille de Calatafimi, prit possession de cette ville abandonnée par Landi; il rallia ses bandes et en répara les pertes. Des 800 volontaires dé-

(1) Les journaux du mois d'avril 1861, ont annoncé la mort du général Landi. D'après eux, ce serait le chagrin et le dépit qui auraient notablement abrégé ses jours, en voyant que sa trahison de Calatafimi ne lui avait valu de la part de Garibaldi que 12,000 ducats en faux billets de banque.

barqués à Marsala, deux cents étaient tombés sur le champ de bataille de Calatafimi, la plupart blessés; ils furent transportés dans la ville de Vita, où l'on établit un hôpital militaire; les morts furent brûlés sur le théâtre même du combat. Quant aux bandes siciliennes, elles n'avaient éprouvé que des pertes insignifiantes, n'ayant combattu que derrière les lignes des Garibaldiens. Nous ne devons cependant pas dissimuler que la plupart de ces bandes, étant composées de gens accoutumés au meurtre et aux rapines, bien plus qu'à des combats en règle, commirent pendant la mêlée des actes d'inhumanité vraiment lamentables et honteux. Des témoins oculaires nous ont affirmé qu'au plus fort de l'engagement, il y eut parmi ces auxiliaires d'un nouveau genre, des individus assez vils pour tirer par derrière sur les Piémontais, dans l'unique but de les voler; quelques-uns même achevèrent les blessés, toujours avec l'intention de les dépouiller à l'aise. On a vu d'infortunés soldats de Garibaldi frappés à coups de poignards et horriblement mutilés par d'affrenx scélérats, qui leur arrachaient en même temps ce qu'ils possédaient de plus précieux. Les volontaires s'étant réfugiés ensuite à Calatafimi, plusieurs enfants perdus des bandes insurgées, avec d'autres brigands du voisinage, se jetèrent comme des vautours sur les cadavres qui jonchaient le sol ensanglanté, les dépouillèrent de tout, puis les entassèrent pour les brûler.

Cette fureur sauvage de fouiller les morts de l'expédition piémontaise avait été excitée par le bruit répandu alors en Sicile, que les Garibaldiens portaient de grandes sommes d'argent, provenant des souscriptions que toutes les parties de l'Italie avaient envoyées à Garibaldi avant son départ de Gênes.

Plusieurs disaient que Garibaldi y avait échangé en monnaie d'or 3,000,000 de francs, et qu'il avait distribué cette somme aux chefs de l'expédition, qui en portaient chacun leur part dans une ceinture de cuir. Le fait est qu'après la bataille de Calatafimi, un des principaux officiers de Garibaldi étant parmi les morts, celui-ci ordonna de rechercher son cadavre et de lui rapporter l'argent qu'on trouverait. Quand il apprit que pas une obole n'avait été retrouvée sur le mort, Garibaldi entra dans une grande fureur, il menaça du plus terrible supplice celui qui aurait commis le vol, fit procéder à de rigoureuses perquisitions, et fouetter les plus suspects des bandes irrégulières; tout fut inutile. L'un d'entre eux cependant avait mis la main sur plusieurs milliers de francs en or, que le défunt portait dans une large ceinture, et assurément ce n'est pas l'heureux voleur qui aura entonné avec le moins d'allégresse l'hymne de la patrie délivrée.

Garibaldi s'arrêta à Calatafimi le 17 mai seulement et décréta de son autorité dictatoriale, la peine de mort contre les voleurs et les assassins; il n'avait qu'un tort, c'était de n'y pas comprendre les affiliés des sociétés secrètes qui doivent, par leur institution, servir la patrie avec le poignard; ces derniers, au lieu du gibet, ne méritent sans doute à ses yeux que la gloire d'une apothéose. Au reste, son décret ne reçut pas une entière exécution, même à l'égard des voleurs et des assassins les plus fameux.

Le dictateur remit alors en vigueur tous les arrêtés de 1848, et ordonna entre autres choses, que, suivant la loi du 31 juillet et du 6 août, on incorporât à l'Etat les biens des Jésuites et des Ligouriens. Il n'avait pas encore vu de loin la capitale de l'île, que déjà il avait souci des enfants de

S. Ignace et de S. Liguori, comme si à leur chute se trouvait attachée la résurrection de l'Italie entière. Au fait, rien n'était plus vrai à son point de vue et d'après la manière dont il avait conçu cette régénération.

Le 17 mai le corps expéditionnaire se mit en marche vers Alcamo, où il fut accueilli avec enthousiasme par le chevalier Santanna, qui s'y était mis à la tête de la révolution, et avait formé une bande nombreuse au service du dictateur. Après avoir pris à peine un peu de repos dans cette ville, Garibaldi poursuivit sa marche dans la direction de Partinico et, sans s'arrêter, poussa le même jour jusqu'auprès de Palerme. Le 19, il jugea à propos de rafraîchir ses soldats avant de tenter quelque coup, aussi bien n'aurait-il pu opérer ce jour-là; la pluie qui tombait par torrents rendait les chemins impraticables, non-seulement à l'artillerie et aux volontaires du Piémont, mais encore aux bandes mêmes du pays.

———

Chapitre XIII.

LA VILLE DE PALERME ET LE GÉNÉRAL LANZA. — DÉFAITES DES REBELLES. — ENTRÉE DE GARIBALDI A PALERME.

—

Du jour où se répandit la nouvelle du débarquement de Garibaldi à Marsala, l'aspect de la ville de Palerme devint de plus en plus menaçant. Bien que depuis cette date jusqu'à l'entrée de Garibaldi, on n'y eût fait aucune de ces grandes démonstrations qui avaient eu lieu les jours précédents, la situation des choses empirait de plus en plus par l'attitude fière et mutinée de la population : la révolution était consommée de pensée et de sentiment, et si elle n'avait pas encore éclaté en insurrection patente, c'était le résultat d'une forte compression qui ne pouvait toujours durer.

La misère occasionnée par l'interruption du trafic et du commerce, accroissait sans mesure l'irritation de la multitude; de là une recrudescence d'insultes et d'outrages envers la police et la garnison, qui à leur tour méditaient vengeance contre les injustes provocations du peuple. Telles avaient été les souffrances, les fatigues, les privations, les perplexités et les épreuves des agents de police et des soldats en ces jours de violence, qu'ils étaient devenus comme des spectres; ils suffoquaient d'une rage intérieure contre les auteurs de la révolte et ils ne respiraient dans

l'impétuosité du ressentiment que meurtres, pillage et ruines. D'ailleurs ils n'en faisaient point mystère au milieu de l'épouvante générale qui régnait alors; ils disaient ouvertement qu'ils détruiraient Palerme, avant de l'abandonner, et lui feraient payer cher tout ce qu'ils y avaient enduré de peines et de douleurs; les discours des officiers plus raisonnables et plus humains n'apaisaient pas leur sauvage irritation; la vengeance seule occupait leurs pensées; c'était la vengeance seule qu'appelaient leurs désirs.

D'autre part le comité insurrectionnel, pour raffermir les esprits des habitants et retremper le courage de la multitude, faisait courir le bruit que Garibaldi viendrait bientôt à Palerme avec des millions de guerriers; que de se montrer seulement il exterminerait les ennemis et que, sans coup férir, il entrerait dans Palerme en triomphateur. Ce comité, qui était alors composé des citoyens les plus considérés et les plus influents de la ville, sous la présidence de M. Casimir Pisani, devenait chaque jour plus actif dans l'organisation de la révolte. S'étant mis en relation intime avec Garibaldi, qui marchait sur Palerme, il ordonnait, au nom du dictateur, que personne n'osât courir aux armes avant son entrée à Palerme; mais qu'en attendant l'on eût soin de tourmenter la police et la troupe au moyen de démonstrations partielles. L'agitation et l'épouvante allaient donc croissant et dans la même mesure s'augmentait la désolation de la ville. Plusieurs fuyaient à la campagne; plusieurs au contraire se retiraient de la campagne dans la ville; chacun, suivant ses ressources, faisait chez soi des approvisionnements pour plusieurs mois, dans la crainte que Palerme ne vînt à manquer de vivres.

En ces conjonctures, le prince Castelcicala et le général

Salzano avaient pris les mesures les plus opportunes pour repousser un assaut du dehors, autant que pour réprimer au dedans l'insurrection populaire. Ils avaient fait murer plusieurs portes de la ville et pourvoir d'artillerie et de défenseurs celles qui étaient le plus exposées à une attaque: dans les principales rues ils avaient établi un cordon militaire et disposé de fortes patrouilles dans les endroits les plus dangereux; enfin ils avaient poussé des avant-postes bien avant dans les campagnes de Palerme pour surveiller les mouvements des bandes et les mettre en déroute. Le général Salzano disposait alors à Palerme et dans son district d'une garnison de 25,000 hommes, d'une excellente artillerie et de provisions de toute nature : nous n'en pensons pas moins que son matériel de guerre était plus incomplet qu'il n'aurait fallu pour opérer un coup décisif contre un ennemi plein d'audace; cependant les moyens de défense que possédait Salzano auraient pu sauver Palerme de l'invasion de Garibaldi et de ses funestes conséquences. Mais l'arrivée du général Lanza et le rappel du prince Castelcicala applanirent les voies à la chute de la place et au triomphe de l'expédition piémontaise.

La trahison, comme nous l'avons dit, avait été inspirée par Cavour et par les sociétés secrètes, à un grand nombre d'officiers des troupes royales de Naples; la trahison, œuvre de plusieurs années, devait tout faciliter aux Garibaldiens; la trahison devait faire disparaître, comme par un coup de baguette et sans combat, une armée de 150,000 hommes; la trahison, accompagnée des plus vils artifices de séduction, d'imposture et d'hypocrisie, devait être l'arme la plus terrible de la révolution; la trahison devait faire de Garibaldi un demi-dieu pour les journalistes révolutionnai-

res et pour le peuple ignorant; mais, du moment où ce jeu perfide cessa sur les bords du Volturne, cette divinité de chair et d'os tomba de son piédestal.

Le général Lanza avait été, après la paix de Villafranca, envoyé en Sicile pour inspecter les forteresses du littoral de l'île; mais l'inspection qu'il en fit contribua peu ou point à l'armement des forts, qui étaient dégarnis de bonne artillerie : les canons de gros calibre qui furent expédiés avec une extrême lenteur dans quelques places de Sicile, demeurèrent plusieurs mois sans affût à l'intérieur des forts; nous ignorons s'ils furent jamais montés avant la révolution. Les réparations nécessaires aux forteresses et les nouveaux ouvrages à y construire, après une série de rapports et de discussions, ne furent point exécutés. Nous n'en rejetons pas toute la faute sur Lanza, parce que la trahison avait de nombreuses ramifications dans les conseils militaires du royaume, où l'on ne décidait que les entreprises ruineuses pour le trésor au profit de quelques individus, tandis qu'on écartait celles qui auraient dû être la défense et le soutien de la monarchie.

La révolution de Sicile commencée, on fit croire à la cour de Naples que le prince Castelcicala n'était pas l'homme qu'il fallait pour tenir les rênes du gouvernement dans des temps si difficiles; que le général Salzano ne devait pas non plus être investi du commandement militaire de toute l'île; qu'il était urgent de les remplacer tous deux par un personnage doué de plus d'autorité que Salzano et de plus d'activité que le prince de Castelcicala. Or le personnage choisi pour servir de ferme appui à la monarchie des Bourbons fut le général Lanza. Chargé d'une aussi importante mission, il fut mandé vers le milieu de mai en

Sicile, d'où l'on rappela le prince de Castelcicala, qui avait donné des preuves manifestes d'une fidélité inaltérable à son souverain, et qui ne laissait pas le moindre doute sur sa ferme volonté de combattre à tout prix la révolution.

Débarqué le 18 mai à Palerme, Lanza publia une proclamation dans laquelle il annonça au peuple, conformément à ce que le roi François II avait décrété le 15 du même mois: 1° Sa nomination à la lieutenance générale de l'île, avec le titre de commissaire extraordinaire et les pouvoirs de l'*alter ego* (plénipotentiaire). 2° L'assurance que l'exercice de son autorité durerait jusqu'à ce que l'ordre public fût rétabli, époque à laquelle Sa Majesté enverrait à Palerme un prince de la famille royale, en qualité de lieutenant général de l'île. 3° Une amnistie complète pour tous les rebelles qui se seraient soumis aux autorités locales.

Cette proclamation fut accueillie froidement par le peuple et tournée en dérision par les chefs de la révolte, qui avaient déclaré que rien ne les contenterait sans la déchéance des Bourbons et l'annexion de la Sicile à la maison de Savoie.

Le nouveau commandant en chef des forces de Palerme adopta un plan bien différent de celui de Castelcicala et de Salzano, un plan évidemment destiné à faciliter un coup de main à l'expédition de Garibaldi. En effet, Lanza concentra à Monreale, ville située à 4 milles de Palerme, quelques bataillons de chasseurs, le meilleur corps de l'armée, sous le commandement du vaillant Bosco; il y ajouta les bataillons bavarois, et garnit tellement d'artillerie et de redoutes cette ville déjà très-forte par sa situation, que le tout ensemble en fit une place inexpugnable. De cette façon Palerme restait fermé à l'ouest-sud-ouest et les positions

de l'ennemi au Parco, ville distante de 7 milles, se trouvaient sérieusement menacées.

Lanza avait placé un autre corps de troupes près des quartiers des *Quatre-Vents*, hors de la ville, au nord-ouest; le reste de l'armée était divisé entre le palais royal, Castellamare et le palais des Finances. La force principale de l'armée royale occupait donc la ligne du nord au sud-ouest, et l'espace qui s'étend de là jusqu'à la mer, que gardait la flotte royale, était presque entièrement à découvert; car à la porte de Termini (celle par où les insurrections ont toujours reçu le plus de renforts), il n'y avait qu'une compagnie et deux pièces d'artillerie non couvertes; quelques compagnies avaient bien été postées dans le couvent de St-Antonin, mais en dehors de toute position stratégique; de cette façon l'ennemi battu à gauche par les troupes de Monreale, pouvait tenter sans peine un mouvement de flanc et descendre sur Palerme sans rencontrer d'obstacle. Il ne manqua pas de gens qui aperçurent dès lors la malice des dispositions que prenait Lanza, et plusieurs disaient ouvertement qu'il avait laissé l'entrée libre à Garibaldi. Ajoutons que, sous prétexte de ne pas fournir au peuple des motifs d'irritation, il ordonna au général de fermer tous les corps de garde que le directeur Maniscalco avait ouverts pour la police dans les quartiers les plus dangereux de la ville, et exigea que toutes les forces de la police se réunissent dans l'établissement de l'université de Palerme. En somme, la capitale demeura livrée à elle-même et libre de se soulever au premier signal. Ce fut alors que le directeur Maniscalco se retira, abandonnant le timon d'une barque qui naviguait sur les écueils de la perfidie et courait à une perte indubitable.

Pendant que l'on prenait ces mesures à Palerme, Garibaldi se montrait à Borgetto et dans les alentours de Monreale : de nouveaux volontaires lui étaient arrivés par de nouveaux débarquements pratiqués sur divers points de l'île, ainsi que des armes, des munitions et de l'argent ; de nouvelles bandes s'étaient encore formées dans ce pays fécond en hommes rompus à tout désordre : les vaisseaux sardes ne laissaient pas, comme on le pense bien, de leur fournir, pendant la nuit, des armes et des provisions. Garibaldi se croyait donc désormais en état de prendre l'offensive et de se jeter, en manœuvrant par surprise, dans la ville de Palerme. Mais Garibaldi ignorait que Bosco ne s'était point vendu au parti sarde et mazzinien ; et qu'il était d'une noblesse de caractère et d'une générosité à ne pas abaisser son drapeau devant une poignée de flibustiers, aidés de bandes indisciplinées. Bosco, en effet, assaillit les rebelles sur les hauteurs de San-Martino, les battit deux fois avec un grand carnage, les poursuivit jusqu'à Partinico, en leur tuant beaucoup de monde, entre autres Rosolino Pilo, envoyé par Mazzini pour soutenir la révolution d'avril. Ayant occupé les positions les plus importantes, cette même colonne se prépara à frapper un coup décisif contre le corps principal de l'expédition de Garibaldi. Celui-ci, dans la matinée du 21, concentra au Parco toutes ses forces et fit mine de menacer Monreale, comme s'il voulait s'ouvrir par là un chemin vers la capitale. Mais les troupes royales de Bosco attaquèrent, le 24, ces bandes d'insurgés, les mirent en déroute et les battirent d'une manière si effrayante, que, du propre aveu des Piémontais, Garibaldi ne s'était jamais montré aussi abattu. Les pertes de l'expédition furent cette fois lamentables, leur artillerie fut tota-

lement perdue, leurs positions du Parco toutes occupées par les royaux, leurs bandes dispersées pour la plupart et le corps principal serré de près par Bosco, dans la direction de Corleone. Ce combat semblait décisif, et il l'eût été sans la trahison du général en chef. La nouvelle de cette défaite répandue à Palerme, fut un coup de foudre pour les partisans de la révolution ; ils s'attachèrent à la démentir, dans l'intérieur de l'île par le moyen de leurs agents, et en dehors par les journaux menteurs de Turin. Le journal de Naples publiait en date du 27 mai : « que les bandes de Garibaldi « avaient été entièrement défaites » et c'était la vérité. Plusieurs hommes du contingent sicilien, retournés chez eux après la bataille du Parco, affirmaient sans détour que tout était perdu ; un assez grand nombre d'émigrés et même de Piémontais, qui s'étaient enfuis dans la confusion générale, cherchèrent à Marsala et ailleurs les moyens de s'embarquer pour Malte : quant aux soutiens de la révolte dans l'intérieur de l'île, ils pâlissaient d'effroi, et, déposant leur air superbe et menaçant, ils changeaient de ton et de langage. Répétons-le encore une fois : C'en était fait de Garibaldi et de son expédition, si le général Lanza avait mis un corps d'observation dans la direction du village des *Abati* et de Misilmeli, s'il y avait au moins placé des avant-postes ou qu'il eût mûré, sinon fortifié, les portes de la partie méridionale de Palerme.

Garibaldi, même avant l'attaque du Parco, avait formé pour lui un corps de plus de 800 hommes, parmi lesquels ses volontaires du Piémont et les deux colonnes du chevalier Santanna d'Alcamo et du chevalier Coppola de Monte-di-Trapani : son dessein était de se jeter à l'improviste sur Palerme, pendant que la troupe de Bosco serait occupée à

combattre les bandes du Parco ; la déroute de celles-ci ne le fit pas changer de résolution ; ayant laissé Orsini et le reste de ses bandes battre en retraite vers Corleone, pour attirer les royaux de ce côté, il se sépara secrètement avec ses 800 hommes de son armée en désordre que poursuivait Bosco, et prit la route de Marinco : de là tournant sur la droite, il marcha pendant la nuit du 25, dans la direction de Misilmeli. Arrivé là à minuit, il s'y arrêta jusqu'au soir du 26, veillede la Pentecôte, pour faire reposer ses troupes; puis, au milieu des ténèbres, il disposa la marche sans en indiquer le terme; il ordonna toutefois de s'avancer dans le plus rigoureux silence et de ne pas même allumer des cigares en chemin. Il évita les routes battues et fréquentées, traversa les champs, et dès 5 heures du matin, parvint à l'improviste sous les murs de Palerme et en força l'entrée par la porte de Termini. Les quelques soldats qui gardaient cette porte avec deux pièces d'artillerie, résistèrent de leur mieux à une attaque inopinée ; mais débordés par le nombre et par l'élan de cette bande, ils se retirèrent dans la direction du Palais Royal. Un escadron de cavalerie commandé par Colonna, fut envoyé aussitôt par Lanza pour simulerune résistance quelconque à l'entréedes flibustiers; mais Colonna, à peine arrivé avec son escadron à certaine distance des baïonnettes des Garibaldiens et sans avoir tiré un seul coup de fusil, revint en arrière aussi vite et même plus vite qu'il n'était venu. Après quoi, aucun obstacle n'arrêta plus Garibaldi, qui, déployant une bannière au bruit d'acclamations séditieuses, entra dans la capitale et courut en vainqueur jusqu'au centre de Palerme, où il établit son quartier-général.

En présence de cette simple exposition des faits dont les

Palermitains furent spectateurs, nos lecteurs ne pourront s'empêcher de sourire, en relisant les correspondances mensongères de plusieurs journaux anglais, piémontais et français, qui nous parlèrent, dans ce temps, de grandes victoires remportées par les Garibaldiens sous les murs de la capitale, de charges à mitraille par lesquelles Orsini, qui ne se trouvait pas là, avec une artillerie déjà tombée entre les mains des Napolitains, fit tourner bride à la cavalerie royale; de monceaux de cadavres qui jonchaient le sol, de l'obstination du combat, etc... toutes choses plus dignes du roman que de l'histoire, mais à l'aide desquelles on voulut faire paraître gigantesque la valeur de Garibaldi, et frapper de stupeur l'imagination des peuples. Par malheur, nous avons vu que ces impostures de charlatans réussirent si bien que non-seulement le bas peuple, mais les diplomates et les législateurs s'y sont laissé prendre en grand nombre... *Omnes humana patimur.*

L'entrée de Garibaldi à Palerme était le signal convenu de l'insurrection du peuple. A peine eut-il pénétré par la porte de Termini, que les cloches de Monte-Santo l'annoncèrent à toutes volées, et qu'aussitôt on entendit résonner toutes les autres cloches de la ville, frappées à coups de marteau, à défaut des battants qui avaient été enlevés. A ce bruit qu'on n'avait plus entendu depuis deux mois, tous les points de la capitale retentirent d'acclamations, et de toutes parts on courut aux armes, quoiqu'elles fussent devenues assez rares, après toutes les perquisitions de la police. Dans tous les sens partaient des coups de fusil et surgissaient des hommes armés rejoignant en auxiliaires le corps de Garibaldi. En présence de ces rumeurs, de ces mouvements et de ces menaces de mort, les troupes qui

avaient leur quartier à la place Bologna et dans le collége des Jésuites, se retirèrent, conformément aux ordres reçus, dans le Palais-Royal, et avec eux les agents de police qui purent les rejoindre en partant de l'Université royale où ils étaient rassemblés. Ainsi, en un instant le peuple fut maître de toute la ville, excepté le Palais-Royal, le palais des Finances et la citadelle.

Cependant Garibaldi s'établissait dans le Palais prétorial qui se trouve au milieu de Palerme; il y réunissait les chefs de la municipalité, confirmait Crispi dans la charge de secrétaire d'Etat qui lui avait été conférée à Salemi, lui confiait, ainsi qu'aux membres du comité de Palerme, le gouvernement provisoire de la ville; puis il y proclamait et y faisait accepter sa dictature au nom de Victor-Emmanuel. Il haranguait ensuite le peuple du balcon du Palais des Sénateurs; il vantait le courage et la constance des habitants de Palerme, il enflammait leur enthousiasme et les exhortait à de nouveaux sacrifices pour la liberté. Il s'appliquait d'ailleurs à organiser une sorte de milice citoyenne pour la défense de la ville et, par de nouvelles allocutions, il excitait ceux qui en faisaient partie à chasser l'ennemi des lieux qu'il occupait encore; il leur mettait devant les yeux l'exemple de ses volontaires et les pressait de suivre les mêmes traces. Les bandes dispersées dans les campagnes du Parco et de la Plaine des Grecs arrivaient peu à peu et il s'en formait de nouvelles pour menacer les troupes du côté des Colli et des quartiers des Quatre-Vents. Néanmoins le nombre des envahisseurs armés, surtout ce jour-là et le jour suivant, était si petit qu'une armée de 25,000 hommes eût pu aisément les envelopper et les mettre en déroute. Toute la force de Garibaldi consistait dans les 800 hommes

avec lesquels il était entré à Palerme, sans artillerie et sans grandes munitions : des groupes de citoyens armés de quelques fusils de chasse, de couteaux et de bâtons n'auraient certainement pas soutenu un feu de pelotons. Si, en ce moment, des bataillons avaient marché du palais royal et de la citadelle pour occuper le palais des sénateurs, la révolution aurait été étouffée dans son germe et Garibaldi aurait trouvé son tombeau à Palerme. Mais le général Lanza n'avait pas la volonté de combattre la révolution ; c'est pourquoi, docile aux instructions de l'*Assemblée Nationale* de Turin, il adoptait les moyens qui devaient le plus compromettre le monarque trahi et le rendre odieux aux Siciliens. Il commandait le bombardement de Palerme et donnait de fait toute licence aux troupes aigries qui n'aspiraient dans leur haine féroce qu'à saccager et à piller. Vainement, le général Salzano s'opposa-t-il à la cruelle et inopportune résolution du commandant, et vainement, dans l'impossibilité de vaincre un pareil entêtement, avait-il brisé son épée contre un mur; le drapeau rouge fut hissé sur le palais royal en signe de destruction et d'extermination.

Chapitre XIV.

PALERME DU 27 AU 30 MAI. — CAPITULATION ET ÉVACUATION DE LA VILLE PAR LES SOLDATS.

—

Sur les 10 heures du matin, le 27 mai, commença avec force le bombardement du château contre Palerme, et il dura, quoique en se ralentissant, jusqu'au 30 du même mois. Les vaisseaux de la flotte royale y prirent part, en lançant une grêle de grenades et de fusées, surtout le long de la rue de Tolède qui aboutit à la place du Palais royal. Il est difficile de décrire l'abattement, la consternation et l'exaspération des Palermitains; les bombes causaient partout d'immenses ravages; plusieurs édifices privés furent détruits ou bouleversés; d'autres furent gravement endommagés. Parmi les établissements de plus grande importance, les deux monastères du *Cancelliere* et de S[te] Catherine furent en partie détruits, à raison de leur proximité du Palais des sénateurs, dans la direction duquel des bombes étaient lancées, sans toutefois qu'une seule l'atteignît. La population s'enfuyait à la campagne ou cherchait un abri dans les souterrains et dans les sépultures; la plupart se réfugièrent dans les églises que les troupes napolitaines épargnèrent constamment (1). L'église des Théatins et celle

(1) La conduite des Piémontais à Ancône et à Gaëte ne se régla point sur de pareils scrupules; on sait, au contraire, que leurs bombes étaient principalement diri-

du *Gesù,* appartenant aux Jésuites, se remplirent surtout et regorgèrent de monde. Quel spectacle présentaient les saints lieux durant ces jours d'universelle épouvante! Des milliers de personnes de tout âge et de toute condition, des jeunes personnes délicates et des vieillards défaillants, des enfants et des petites filles, des jeunes gens vigoureux et des hommes adultes se trouvaient entassés dans ces sacrés asiles, distribués par familles, couchant la nuit sur le parvis ou sur quelque matelas tiré des maisons particulières. En attendant, une partie d'entre eux avaient perdu leurs propres maisons et par conséquent tout leur avoir; quelques-uns s'étaient vu enlever par un feu meurtrier tel ou tel de leur famille, ou l'avaient laissé enseveli au milieu des décombres. Aussi un concert douloureux de plaintes et de regrets résonnait-il sous les voûtes du temple, pendant que l'explosion des bombes et le fracas de l'artillerie en ébranlaient les murailles. Dans les rangs de ces infortunés s'empressaient heureusement les zélés ministres du Seigneur, attentifs à alléger le poids de la profonde affliction qui les accablait et à leur dispenser du mieux qu'ils pouvaient, du pain et d'autres secours en rapport avec leurs besoins. — Toutefois nous devons observer que durant les trois jours du bombardement, il périt peu de monde. Le nombre des victimes ne dépassait pas encore une centaine de personnes: mais il y en avait parmi elles de bien chères et de bien regrettables, dont la fin malheureuse désola des familles entières et laissa dans leur cœur une blessure incurable.

Ce qui néanmoins désola davantage une partie des habitants, ce fut l'incendie et la dévastation à laquelle

gées contre les églises, les hôpitaux et l'habitation de la famille royale. Quelle civilisation !

s'abandonna, ou se laissa pousser sur quelques points, une soldatesque aveugle de fureur et de rage, comme nous l'avons dit, à cause des privations longtemps souffertes et de leur sang répandu. Les maisons les plus proches du Palais royal furent saccagées et à moitié détruites ; les habitants qui n'avaient pas fui à temps, furent ou massacrés par une garnison exaspérée, ou faits prisonniers et conduits dans le Palais royal. Plus excessifs eussent encore été le massacre, le pillage et d'autres maux de toutè sorte,si les officiers de la milice que possédait en ces jours une colère maniaque et sauvage, n'avaient employé tous leurs efforts à la contenir ; c'est à leur courageuse opposition que plusieurs furent redevables de la vie, soit pour avoir été arrachés aux baïonnettes qui allaient les percer, soit pour avoir été mis en arrestation et conduits, comme prisonniers au Palais où ils étaient traités de la manière la plus affable et la plus généreuse. Cela est si vrai que, l'armistice étant survenu, ces prisonniers rendus à la liberté ne pouvaient se lasser de louer l'humanité et l'amabilité de leurs bienfaisants médiateurs.

Cependant Garibaldi répartissait ses bandes et ses volontaires en tête de chaque détachement, dans les endroits les plus périlleux de la ville ; il envoyait les corps principaux contre le Palais royal, dont la garnison renforcée d'une partie de la colonne de Monreale, montrait une valeur et une fermeté que les volontaires piémontais n'auraient point réussi à déconcerter. Il fit marcher aussi contre le palais des Finances, dont la petite garnison résista avec énergie et ne capitula qu'après la conclusion de l'armistice. Il chargea d'autres bandes de rompre, si c'était possible, les communications entre le Palais royal et le fort de Castel-

lamare. Mais ce fut autour du Palais royal que se livrèrent les plus violents combats.

Des fenêtres, des toits et des terrasses, les Garibaldiens tiraient sur les royaux qui occupaient le palais de l'archevêque et l'hôpital des Prêtres, non moins que sur les bataillons massés sur la place royale. Mais la troupe s'efforçait de déloger les insurgés de partout et faisait pleuvoir sur eux une grêle de balles et de projectiles; elle s'emparait ensuite de tous les édifices qui bordaient la ligne de la place royale jusqu'au débouché des rues et de là se battait courageusement. Elle était encore maîtresse de la place de la Cathédrale, de l'Eglise et de son clocher d'où elle faisait un feu nourri et disputait aux bandes armées l'accès de la place du Palais. Maîtresse aussi de l'ancien hôpital civique, que le prince Filangieri avait transformé en quartier militaire, elle ne permettait pas aux insurgés, vu la difficulté des lieux, de tenter un assaut : enfin l'artillerie qui garnissait les murs et les terrasses, dont le susdit palais royal est entouré du côté de l'Ouest et du Sud, tenait en échec les volontaires qui manquaient totalement de canons. En somme, il paraissait impossible que le Palais royal, lors même qu'il se fût maintenu seulement sur la ligne de défense, pût tomber au pouvoir des envahisseurs, malgré leur confiance présomptueuse et leur forfanterie.

Le 28, les troupes ayant abandonné les prisons, les détenus en abattirent les portes et au nombre de 2,000 se répandirent dans la capitale. Garibaldi les mit à réquisition et les envoya en armes sur le lieu du combat : mais ces ouvriers et ces paysans ne tardaient pas à montrer leur peu de vocation pour l'état militaire; leur rôle se bornait presque à brûler de la poudre et à consommer les munitions.

Ni les reproches réitérés des volontaires de Garibaldi, ni leur exemple ne parvinrent à inspirer à cette pauvre race d'hommes des sentiments de bravoure dans l'attaque ou dans la résistance,

On ne dut à de semblables auxiliaires que la multiplication croissante de vols impunis, et Palerme en prenait un aspect de désolation qui s'aggravait continuellement. Ce jour-là cependant le combat devint plus vif et plus ardent parce que les Garibaldiens avaient occupé outre le collége des Jésuites, le monastère des *Sept-Anges* dont les constructions ferment le carré au milieu duquel se trouvent le parvis et l'édifice de la Cathédrale. Les royaux pointèrent leurs batteries contre ce monastère en tirant à boulets et à mitraille. Les pauvres sœurs tremblantes de peur furent obligées de quitter leur maison devenue un théâtre de guerre, et avec le secours des Jésuites qui leur semblèrent en ce moment des Anges du ciel, ainsi que sous la protection de plusieurs Garibaldiens qui s'y prêtèrent généreusement, elles se réfugièrent dans le collége des Pères de la Compagnie, d'où elles passèrent dans le petit couvent de Giusino. Ce fut vraiment une scène déchirante de tristesse que de voir ces saintes filles traverser, à pareil moment, la voie publique parmi les balles qui sifflaient de tous côtés et au milieu des assassins qui couraient combattre ou voler. Comment surtout ne pas être touché jusqu'aux larmes à la vue d'une malheureuse paralytique de 80 ans qu'il fallut porter à bras jusqu'à la porte latérale de l'église des Jésuites où plusieurs des Pères s'efforcèrent de la tirer dans un fauteuil jusque dans l'intérieur de leur maison, pour la transporter ensuite sur leurs épaules au monastère de Giusino. Ici nous nous croirions coupables d'injustice, si nous refu-

sions une juste part d'éloges à quelques-uns des volontaires de Garibaldi, qui non-seulement contribuèrent à sauver la vie à ces religieuses, mais de plus, avec une parfaite obligeance et une rare délicatesse, travaillèrent toute cette journée et la suivante avec plusieurs Jésuites, aidés eux-mêmes de quelques étudiants de la Compagnie, pour mettre en sûreté tout ce qu'ils purent de l'argent et du mobilier de ces infortunées, sans crainte de s'exposer aux dangers dont les menaçaient les flammes et la mitraille.

Vers la fin du jour, le général Lanza voulut donner une nouvelle preuve de sa perfidie. Il ordonna un assaut général contre la ville, par tous les chemins avoisinant le Palais. Au son de la trompette, les bataillons des chasseurs royaux marchèrent sans hésitation avec un feu de peloton si meurtrier et si soutenu, que les bandes volontaires furent de toutes parts écrasées et mises en déroute. Le cri de « sauve « qui peut » retentit à travers toutes les rues de Palerme; les royaux descendaient la rue de Tolède sans rencontrer aucun obstacle à leur marche menaçante et ils approchaient de la place Bologna : quelques pas encore et ils investissaient le palais sénatorial; tout faisait penser que ce jour-là verrait la révolution anéantie; mais Lanza n'entendait pas faire autre chose qu'une démonstration militaire : la trompette du général commandant arrêtait la marche triomphale des chasseurs et leur imposait une retraite déshonorante. Ces braves s'en retournaient en se rongeant les poings de rage et en criant à la trahison, tandis que des bandes de vils émeutiers les poursuivaient de leurs sifflets et s'attribuaient comme une victoire, ce qui n'était que le résultat de la plus noire perfidie.

Dès le 28, le commodore de la flotte napolitaine fit des

démarches auprès de l'amiral Anglais M. Mundy, pour négocier une suspension d'armes et obtenir un sauf conduit à deux généraux Napolitains qui viendraient en conférer avec l'amiral lui-même : mais l'amiral n'ayant pas voulu accorder aux deux généraux la permission de traverser la ville jusqu'au port sous la protection du drapeau de l'Angleterre, les négociations furent interrompues et la lutte continua avec plus d'impétuosité et d'acharnement. Le 29, les Garibaldiens qui s'étaient multipliés dans le couvent des Sept-Anges, après un feu des plus vifs sur les royaux, les chargèrent à la baïonnette et les forcèrent d'abandonner la Cathédrale. Mais ils ne la gardèrent que pendant quelques heures; vers le soir, le général Lanza, pour ne pas s'opposer au désir des officiers de l'Etat-major, ordonna une seconde fois l'assaut général contre la ville; les Garibaldiens et leur suite furent de nouveau chassés et honteusement mis en fuite; le découragement et l'effroi gagnèrent de nouveau les rebelles; mais ce succès, qu'une victoire complète était sur le point de couronner, se termina, comme le précédent, par une retraite sans honneur et sans raison. Seulement, cette fois, les troupes en se retirant mirent le feu au couvent des Sept-Anges, et à l'édifice contigu, ainsi qu'au palais du prince Carini, ambassadeur du roi de Naples en Angleterre; c'étaient trois positions d'où les insurgés faisaient beaucoup de mal à la troupe.

Ainsi s'achevait le troisième jour, pendant lequel fut assez restreinte la quantité des bombes lancées sur Palerme. Quand le 4e jour commençait à paraître, le général Lanza écrivit la dépêche suivante au général Garibaldi :

Commandement en chef des forces de terre et de mer en deçà du détroit.

Palerme, 30 mai 1860.

« Général,

« L'amiral anglais m'ayant informé qu'il recevrait volon-
« tiers à bord de son vaisseau deux de mes généraux, à
« l'effet d'y avoir avec vous une conférence dont il serait
« le médiateur, pourvu que vous leur permettiez de traver-
« ser vos lignes, je vous prie de me faire savoir si vous
« consentez à cette entrevue et de m'indiquer, en ce cas, à
« quelle heure vous voudrez que l'armistice commence. Il
« serait convenable que vous fissiez escorter les deux gé-
« raux du palais royal à la Quarantaine où ils s'embarque-
« raient.

« En attendant votre réponse, j'ai l'honneur d'être,

« Lanza. »

A S. E. le général Garibaldi.

A cette dépêche Garibaldi répondit qu'il acceptait la proposition, que l'armistice commencerait à midi et qu'à 1 heure de relevée l'entrevue pourrait avoir lieu à bord du vaisseau de l'amiral. Puis l'ordre fut donné sur toute la ligne de suspendre le feu, en conservant les positions respectives.

Sur ces entrefaites et avant midi, arrivait à Palerme le général Bosco suivi d'une forte colonne de Napolitains et de Bavarois; il descendait du pont de l'Amirauté et chassait devant lui, comme un vil troupeau, les bandes d'insurgés qui avaient osé tirer sur ses soldats; il entrait avec un irrésistible élan par la porte de Termini, s'avançait en commandant un feu des plus vifs et parvenait à la Fieravecchia. Les

volontaires de Garibaldi, sous les ordres du colonel Carini, lui opposèrent vainement une résistance énergique et ne purent arrêter sa marche impétueuse; bon nombre d'entre eux perdirent la vie en combattant et Carini lui-même fut grièvement blessé. La nouvelle de cette attaque inattendue répandit le découragement dans la ville, d'autant plus que ce jour-là justement les munitions de guerre venaient à manquer aux garibaldiens. Le nom de Bosco était d'ailleurs le nom d'un homme d'honneur, prêt à tout risquer, plein d'élan et de vigueur dans le combat, soldat brave et solide, citoyen généreux et loyal. Le nom de Bosco rappelait la défaite que les rebelles avaient essuyée à Monreale, à San-Martino, au Parco, et promettait de nouveaux désastres pour la révolution. Garibaldi comprenait que cet homme seul suffirait pour lui arracher le fruit de ses ruses et des trahisons du commandant militaire de Palerme; il envoya donc prier le général Lanza d'imposer l'armistice à Bosco et d'arrêter sa marche. Lanza y souscrivit sans peine et envoya au brave colonel l'ordre de respecter la suspension d'armes et de s'arrêter aux positions acquises. Bosco frémit d'indignation de se voir ôter du front les lauriers qu'il avait cueillis dans le sang des siens et au péril de sa vie; mais fidèle à la discipline qu'il exigeait rigoureusement de ses soldats, il obéit à l'injonction de son commandant et accepta l'armistice. Le bruit courut alors dans Palerme que Lanza avait eu connaissance préalable de la marche de la colonne de Bosco et de ses projets. S'il en est ainsi, que nos lecteurs jugent ce que signifiait cet armistice demandé par Lanza, quand une de ses plus fortes colonnes, déjà victorieuse, n'était qu'à deux heures de la capitale et que les bandes de Garibaldi manquaient de munitions.

A 1 heure après-midi le général Letizia, député par Lanza, se rendit à bord de l'*Annibal* où se trouva Garibaldi avec le colonel Türr, l'inspecteur général de l'armée insurrectionnelle; à la conférence étaient encore présents l'amiral anglais et les commandants des vaisseaux français et russes. Letizia présenta par écrit les six points suivants à l'acceptation de Garibaldi :

1° Une trève serait conclue pour durer pendant la période qui plairait aux deux parties belligérantes.

2° Tant que durerait la trève chacune des parties conserverait ses positions.

3° On permettrait aux convois de blessés qui viendraient du palais royal, comme aux familles des employés de traverser la ville pour s'embarquer sur les vaisseaux napolitains.

4° Les troupes du palais royal et les familles hébergées dans les monastères contigus pourraient se procurer des provisions journalières.

5° La municipalité de Palerme adresserait au roi François II une humble requête où elle exposerait les vrais désirs de la ville.

6° Les troupes établies dans Palerme pourraient librement recevoir leurs provisions du château.

Garibaldi accepta ces propositions, à l'exception du 5e article qui lui paraissait un aveu tacite de la défaite infligée à l'émeute, quand, d'après lui, tous les avantages étaient du côté du peuple. Letizia consentit lâchement et l'armistice fut signé pour 24 heures, puis prolongé pendant les trois jours suivants à la demande du même général napolitain. Le dictateur l'annonça au peuple du haut du balcon du palais prétorial, en disant que des motifs d'huma-

nité lui avaient conseillé d'accorder à l'ennemi une courte suspension d'armes; que pourtant il avait rejeté avec dédain les conditions ignominieuses qu'on voulait imposer à un peuple vainqueur (Garibaldi faisait allusion à l'article 5e proposé par Letizia).

Enfin, il exhortait les Palermitains à se préparer au combat et à s'occuper vivement de construire des barricades. Il nommait à cet effet des commissions d'architectes chargés de diriger les travaux que ferait le peuple. Les barricades devaient s'élever à la distance de 100 pas l'une de l'autre et la garde en être confiée aux citoyens qui habitaient dans chacun de ces intervalles.

De cette façon, toutes les rues de la ville étant dépavées, on procéda à la construction de hauts et solides remparts, qui auraient pu résister au canon. Et ce ne furent pas seulement les rues principales de la ville que l'on barricada ainsi, mais toutes les rues en général et jusqu'aux moindres ruelles. Palerme devint donc alors inaccessible à tout véhicule et à peine un étroit passage resta-t-il ouvert aux piétons sur un des côtés de chacune des barricades.

Conséquemment la colonne de Bosco se trouva complétement prise et enfermée dans un réseau de barricades formidables, de telle sorte que, si le feu avait recommencé, elle eût rencontré des difficultés insurmontables à faire un mouvement quelconque : l'armistice l'avait constituée de fait prisonnière au milieu de ses avantages. Le général Lanza et le général Letizia n'avaient eu aucun égard, dans la convention intervenue, à cette colonne de braves dont les positions conquises à la pointe de l'épée n'auraient jamais dû pouvoir être empirées contre eux; les deux signataires napolitains ne furent pas plus soucieux de toute

l'armée royale qui, au cas d'une reprise des hostilités, n'aurait été capable, même de conserver ses lignes, qu'au prix des plus sanglants sacrifices. L'armistice, eût-il été convenable à tous les autres points de vue, exigeait naturellement que les deux parties conservassent leurs positions dans l'état où elles se trouvaient. N'avoir pas inséré cette condition dans un article formel, ni même protesté contre l'exécution d'ouvrages qui allaient rendre plus difficile la situation de l'armée royale, fut de la part de Lanza une trahison manifeste; et le but non moins perfide d'une pareille trahison était de justifier la nécessité de la capitulation qu'il souscrivit sans honte et sans pudeur (1).

En effet, le général Letizia, après avoir obtenu de Garibaldi la prolongation de l'armistice, se rendit promptement à Naples, en ambassadeur de Lanza, pour persuader au ministère d'abandonner tout à fait les deux provinces de Palerme et de Trapani, et de concentrer les troupes à Messine, à Milazzo, à Syracuse et à Augusta. Letizia dépeignit au gouvernement le danger de l'armée royale, exagéra les forces de l'ennemi et l'importance des moyens dont il disposait; il tâcha de montrer qu'en ces conditions la stratégie de 1848 était la plus opportune. Le Gouvernement de Naples n'avait pas alors pleine connaissance de l'horrible trame qui s'ourdissait contre son existence; il céda pour prévenir une effusion de sang, qu'il jugeait inutile; pour ne pas exposer Palerme à une aggravation de maux qui serait la conséquence des hostilités prolongées; il céda pour employer ses troupes avec plus de succès en

(1) Les journaux nous ont appris, dans la suite, que le général Lanza avait reçu de Garibaldi, pour prix de sa trahison, 60,000 ducats, dont 50,000 cependant étaient en faux billets de banque.

faveur de l'ordre et de la monarchie, si la diplomatie ne parvenait pas à arranger la question de Sicile. Au reste, tout suspects que fussent devenus aux yeux du gouvernement les commandants de l'armée de Palerme, il n'était plus temps de prendre de ce côté des mesures efficaces.

Le général Létizia revenu le 3 juin à Palerme, eut une entrevue avec Garibaldi et conclut avec lui un armistice de trois autres jours, pendant lesquels serait signé l'acte stipulant l'évacuation militaire de la ville et l'embarquement des troupes de Trapani, de Termini et de Palerme. Le 6 en effet, il fut signé par les deux parties une double convention, dont une, qui resta pour lors secrète, concernait l'évacuation des trois places ci-dessus indiquées avec tout le matériel de guerre. En conséquence, le lendemain, les troupes royales abandonnèrent leurs positions du palais royal, de la Fieravecchia et de la porte de Termini. Le palais des Finances avait été consigné à Garibaldi le 1 juin, avec les 5,000,000 de ducats qui s'y trouvaient (22,000,000 de francs); somme considérable, dont 100,000 ducats appartenaient au gouvernement; le reste provenait de dépôts particuliers.

Les deux colonnes entre lesquelles furent partagées les troupes royales, se mirent en marche à dix heures du matin, avec armes et bagages et avec tous les honneurs militaires; l'une où se trouvait le corps d'état-major, prit la direction de la porte Macqueda; l'autre celle de la porte Marina, et toutes deux s'avancèrent vers le mont Pélerin, au pied du quel elles devaient camper jusqu'à leur départ pour Naples. L'immense matériel qui était accumulé dans la citadelle fut chargé sur des vaisseaux de guerre et l'on détruisit tout ce qui ne pouvait se transporter facilement. Enfin, le 18, les dernières compagnies qui étaient restées de garde

au château pendant l'embarquement du matériel et des munitions, montèrent à bord d'un navire, et le même jour eut lieu la consignation du fort et de six nobles prisonniers au colonel Cenni, commandant de la place, député par Garibaldi pour dresser procès-verbal de tout ce qu'il recevait. Une foule immense était accourue pour assister au spectacle du départ de la flotte napolitaine, et pour fêter la délivrance des six nobles personnages. Par les barricades de la rue de Tolède abattues en partie, ces derniers furent conduits au milieu des bravos et des fleurs, comme des triomphateurs qui seraient revenus du champ de la victoire.

Les jours qui s'écoulèrent du 30 mai jusqu'au jour de la capitulation et jusqu'au-delà du mois de juin, furent souillés de cruautés sauvages qui déshonoreront à jamais la populace de Palerme. Quelques agents de la basse police de cette ville, bien que retenus par leurs supérieurs, avaient, il est vrai, à force d'insolence et d'abus de pouvoir, excité l'indignation populaire. Tel n'était pas cependant le principal motif des fureurs homicides de la populace. Le comité révolutionnaire avait promis le pardon à ces agents sous certaines conditions incompatibles avec leur devoir; mais en les menaçant de mort et d'extermination s'ils persistaient dans l'exercice de leurs fonctions. Voilà pourquoi, lorsque la révolution eut éclaté et que Garibaldi fut entré à Palerme, la majeure partie de ces employés de police se réfugièrent dans les lieux occupés par les troupes; mais quelques-uns n'eurent pas le temps de s'enfuir ou n'eurent pas le courage d'abandonner leurs pauvres familles. Ceux-là se cachèrent de leur mieux; plus d'un s'ensevelit jusque dans les égoûts, pour ne pas tomber entre les mains du peuple. Tant que le bombardement et la mitraille de la

garnison maintinrent la ville dans un état d'épouvante, on pensa peu aux sbires; mais à peine les jours de l'armistice eurent-ils paru que la première pensée de la plèbe armée fut de massacrer ces malheureux. On les rechercha donc partout et il leur devint impossible d'échapper longtemps aux regards des nombreux individus altérés de leur sang. Quelques-uns, à force de perquisitions, de menaces, de promesses et de trahisons étaient découverts dans leurs cachettes les plus obscures, et tirés violemment au dehors. D'autres, après un jeûne de plusieurs jours, sortaient, comme des taupes nocturnes de leurs souterrains, pour se procurer un peu de nourriture ; mais bien qu'ils eussent l'apparence et la forme de spectres ambulants, ils ne tardaient pas à être aperçus de ceux qui épiaient leurs traces et avaient soif de leur sang. Tout sentiment humain frémirait à la description de la joie féroce qui enivrait cette lie du bas peuple, chaque fois qu'une nouvelle victime lui arrivait. En proférant les clameurs les plus brutales on traînait cet infortuné comme une bête vile à travers les rues de la cité; il était permis à chacun de l'insulter, de le frapper cruellement, de s'en faire un jouet, de le mutiler d'une façon ignominieuse. Lui, cependant, tremblait de tous ses membres; il implorait pitié et merci, invoquait les motifs les plus touchants, criait, pleurait, adressait au Ciel des plaintes et des lamentations déchirantes; les pierres mêmes en auraient été attendries; mais ces bêtes fauves étaient inaccessibles à toute compassion; aux pleurs et aux angoisses de l'infortuné ils répondaient par des lazzis; transportés d'une joie de cannibales ils l'accablaient de nouveaux coups; ils le déchiraient de nouvelles blessures et lui faisaient, ô horreur indicible! entrer de force dans la bouche

les lambeaux de sa propre chair. Aux derniers moments de sa vie et quand il ne voyait plus rien à attendre, ce malheureux, retrouvant la force convulsive du désespoir, parvenait quelquefois à rompre ses liens, frappait des poings et des pieds ses cruels bourreaux, les mordait aveuglément et se débattait encore, jusqu'à ce que criblé de mille coups et baigné dans son sang, il tombait pour ne plus se relever. Mais ces anthropophages, qui dansaient et poussaient des cris de joie en le voyant expirer au milieu de ces tourments, ne laissaient pas en repos son pâle cadavre; on le traînait par les rues en continuant de le frapper et de le percer de coups de poignards; quelquefois on le dépeçait en morceaux; d'autre fois, las de cette boucherie et rassasié de sang, après l'avoir dépouillé de ses habits, on le jetait nu parmi les immondices ou à l'angle d'une rue, avec défense de lui donner la sépulture, tant que la corruption du cadavre n'obligeait pas de le faire disparaître. Voilà de quelle manière furent mis à mort plus d'une centaine d'agents subalternes de la police; et ce n'étaient pas toujours les hommes seulement, mais quelquefois leurs femmes, leurs enfants, leurs mères, sur qui s'exerçait la fureur populaire; avoir appartenu de près ou de loin aux suppliciés passait pour un crime impardonnable et digne de mort.

Que faisait alors le dictateur? Il avait bien décrété que les personnes ayant fait partie de l'ancienne police eussent à se présenter aux autorités pour être jugées; mais il ne tint pas la main à l'exécution de cette mesure. Dans les premiers jours, lui-même en fit fusiller quelques-uns devant la population, après les avoir laissés exposés à ses outrages. Or ces massacres continuèrent sans aucune punition et sans que le gouvernement révolutionnaire eût fait

la moindre réclamation contre le mépris de ses ordres, la populace estimant au contraire et jugeant de tels transports *à tous égards innocents.*

Cependant l'exemple funeste de la capitale se propageait dans le reste de l'île, où l'on tint à honneur de renouveler les mêmes assassinats. Mais on ne se borna pas même aux personnes qui avaient appartenu à la police, on n'épargna pas davantage plusieurs employés du gouvernement passé que la populace désignait publiquement et poignardait à son aise; les vengeances privées, sous prétexte de ressentiment politique, s'étendirent d'une manière prodigieuse et la cause d'honnêtes et paisibles citoyens fut confondue avec celle des sbires les plus abhorrés. Le gouvernement fit mettre alors en arrestation quantité de Siciliens que le peuple avait voués à la mort; plusieurs s'enfuirent de l'île pour se préserver, eux et leurs familles.

En résumé, l'évacuation de Palerme inaugura dans la Sicile l'époque des meurtres et de l'émigration.

Chapitre XV.

PROPAGATION DE LA RÉVOLUTION EN SICILE. — GOUVERNEMENT DICTATORIAL.

—

Le débarquement de Garibaldi en Sicile fut le signal d'une révolte générale. Les villes par lesquelles il passait dans l'intérieur de l'île, soit domination du parti révolutionnaire, soit crainte de ce chef de guérillas, soit terreur des bandes qui accouraient de partout se joindre à lui, déployaient le drapeau tricolore et reconnaissaient la dictature qu'il proclamait. Ainsi s'insurgea toute la province de Palerme, sans en excepter la ville même de Termini, qui, malgré le voisinage des troupes Napolitaines, leva l'étendard de la révolte, constitua son gouvernement provisoire et ouvrit ses portes aux insurgés pour se mettre en défense contre les royaux. Dans cette ville cependant, à part quelques coups de fusil échangés, aucune collision n'eut lieu entre la troupe et le peuple. Et, après la capitulation signée à Palerme, la garnison, s'embarquant pour Naples, évacua le fort dont les habitants prirent aussitôt possession et qui fut démoli de fond en comble.

Dans la province de Trapani, Mazzara fut la première ville qui se souleva ; mais son insurrection n'eut pas d'autre importance que d'avoir obligé les Jésuites à quitter leur humble demeure, parce que leur ayant demandé de fortes sommes, avec promesse de garantie, on n'avait pas obtenu

d'eux de réponse satisfaisante. Marsala, après le débarquement de Garibaldi, était restée fidèle au gouvernement, soit dans la persuasion qu'une poignée de 800 volontaires ne tiendrait pas longtemps contre une garnison de 25,000 hommes qui résidait à Palerme, soit dans la crainte d'une visite des vaisseaux Napolitains et de leurs bombes que les oreilles du peuple préféraient ne plus entendre. Les chefs de la ville avaient fait des démarches pour avoir deux compagnies de troupes royales, qui protégeassent Marsala contre les projets des hommes de désordre et contre les menaces des bandes de paysans; mais leur demande n'avait pas été couronnée de succès; la garde civique était résolue à défendre elle-même l'ordre public, en attendant que le sort de l'île se fût décidé à Palerme. Toutefois Marsala ne manquait pas de meneurs disposés à se mettre à la tête d'un mouvement insurrectionnel. Ceux-ci organisèrent dans une des fabriques de la ville des démonstrations séditieuses, qui du 21 au 23 mai allèrent toujours croissant en force et en nombre; et même dans l'une de ces démonstrations les ouvriers de tous les établissements Anglais ayant pris fait et cause pour le peuple, la garde civique jugea inutile de s'y opposer. Les voleurs eux-mêmes voulurent faire leur démonstration; ils prétendirent même qu'on leur livrât le collége des Jésuites pour le piller; mais les principaux citoyens se hâtèrent d'organiser une force publique capable de réduire à l'impuissance les desseins des gens pervers qui pullulaient de toutes parts.

Tant que la nouvelle positive de l'entrée de Garibaldi à Palerme n'y fut pas arrivée, la ville était dans une extrême agitation; lorsque ensuite les fuyards de la bataille du Parco y vinrent annoncer l'entière défaite du corps de Garibaldi,

Marsala en fut atterrée et le consul Piémontais lui-même ne put s'empêcher de montrer du découragement et de la honte. Enfin, aux derniers jours du mois de mai, rassurés sur l'issue de la révolution de Palerme, les Marsalais ne s'inquiétèrent plus que pour organiser l'armement des bandes et marcher contre la garnison de Trapani. Une frégate piémontaise (ou, suivant d'autres, une frégate anglaise) qui se trouvait à l'ancre dans ce port, déposa sur la plage deux canons que le consul sarde montra à la population comme ayant été enterrés à cet endroit depuis la révolution de 1848. Ces pièces d'artillerie une fois montées, on résolut l'expédition de Trapani. Le 1er juin, Henri Fardella vint dans ce port avec 40 volontaires Italiens, portant une quantité de fusils et de provisions de guerre; il enrôla le plus de gens qu'il put à Marsala et dans les villes voisines et les envoya, avec ses volontaires, au secours de Garibaldi. Pour lui, demeuré à Marsala, il racolait des hommes pour l'expédition de Trapani; mais la capitulation de la troupe de Palerme rendit ce renfort inutile. La garnison du fort de Trapani fut embarquée sur des bâtiments de la marine royale avec tout le matériel de guerre, et Fardella put faire son entrée triomphale à Trapani, sans avoir tiré un seul coup de fusil. De cette manière, toute la province de Trapani embrassait la cause de la révolution et se soumettait à la dictature de Garibaldi.

Dans les provinces de Girgenti et de Caltanissetta, durant tout le temps que le prince Castelcicala demeura à Palerme, et à l'exception de quelque petite bourgade à peine visible, la révolte ne se déclara nulle part. Mille hommes tenaient garnison à Girgenti et autant à Caltanissetta, sans compter une colonne de 2,000 hommes, campés à Canicatti qui est

un point central entre les deux villes. Mais aussitôt que le général Lanza eut pris le commandement militaire de Sicile, le corps de Girgenti et de Canicatti reçut l'ordre de se réunir à celui de Caltanissetta et de marcher, sous les ordres d'Afan de Riviera par la route de Caltagirone, dans la direction de Catane. Le départ des royaux de Girgenti fit dresser l'étendard de l'insurrection, quelque peu nombreux qu'en fussent les partisans dans cette province. Ils l'étaient moins encore dans la province de Caltanissetta, et surtout dans la ville de ce nom, qui est une des plus attachées aux Bourbons, dont la munificence l'a comblée d'innombrables bienfaits pendant les 40 dernières années. Néanmoins les sociétés secrètes en avaient fait depuis longtemps leur point de mire et étaient parvenues à y répandre les maximes du désordre. Toutefois la majeure partie de la population et particulièrement le clergé n'avaient pas compris la logique révolutionnaire et s'étaient défendus des artifices de la séduction. C'est pourquoi, le 28 mai, après le départ des royaux, le peuple de Caltanissetta, se voyant dans la nécessité d'arborer l'étendard tricolore pour ne pas être exposé aux outrages des bandes armées, institua un comité sous la présidence du baron Morillo, homme de principes libéraux, mais honnête et modéré, et repoussa cette poignée de jeunes écervelés qui prétendaient la gouverner.

Mais avant l'adhésion des provinces de Girgenti et de Caltanissetta au gouvernement de Garibaldi, celle de Noto et surtout le district de Modica avaient proclamé sa dictature. La nouvelle du débarquement des Garibaldiens avait mis la ville de Modica dans la plus grande agitation. Le chevalier François Giardina, après avoir tenu plusieurs séances des personnages les plus influents de son parti, prit la réso-

lution d'arborer la bannière tricolore. Cependant la famille Leva qui, dans la personne de l'abbé de ce nom, avait figuré dans toutes les révolutions de Sicile et avait aspiré, suivant l'opinion générale, à l'autocratie de son pays, s'appuyait sur plusieurs autres familles, telles que les Muccio et les Rizzone, pour s'opposer à la motion de Giardina qu'elle jugeait prématurée : c'était une affaire de clocher et une question d'influences rivales. D'autre part, la ville de Noto, chef-lieu de cette province, bien qu'elle se fût soulevée pour désarmer la police, était rentrée dans l'ordre, et les autorités légitimes avaient repris les rènes de l'administration. Mais Giardina, malgré l'opposition du parti Leva, malgré l'apparente tranquillité de la ville de Noto, assuma sur lui la responsabilité du fait : le 17 mai, il arbora les couleurs italiennes, se constitua chef de la force publique et s'adjugea par le vœu des siens, le gouvernement du pays. Il est incontestable que Giardina, jeune homme doué des meilleures qualités, se montra digne de ses fonctions pendant le peu de temps qu'il les remplit ; il organisa la force publique, fit respecter son autorité, délivra le pays des maux de l'anarchie et y maintînt le bon ordre avec une activité et un désintéressement qui surpassait toute attente.

Aussitôt l'insurrection de Modica connue, toutes les villes du district envoyèrent des commissions pour donner à Giardina leur vœu d'adhésion et reconnaître son autorité. Ce fut même le motif qui, peu de jours après, fit éclater une émeute à Noto, dont les habitants, par crainte de voir Modica leur enlever le titre de chef-lieu de province, s'empressèrent de se déclarer en faveur du parti qui prenait le dessus en Sicile. Et cependant, là encore, la faction des exaltés dut céder aux honnêtes gens, et l'ordre public y fut main-

tenu par la garde nationale, grâce à l'influence des marquis Canicorao et Castelluccio et du docteur Sofia, mis à la tête du comité de gouvernement. Mais l'insurrection de Modica acquit plus d'importance, soit à raison du télégraphe sous-marin qui la mettait en communication directe avec Malte, à un moment où toutes les communications étaient interceptées, soit à raison du voisinage du petit port de Papallo qui n'est situé qu'à quelques lieues de l'île de Malte. C'est pourquoi les agents de Malte, ayant leurs relations ouvertes avec le gouvernement de Modica, cette dernière ville devint un centre important pour la révolution sicilienne, tant que Palerme ne fut pas évacuée et que les communications postales ne furent pas rétablies. Jalouse du coup de main qui avait si bien réussi à Giardina, la famille Leva voulut en recueillir les fruits, et ressaisir le pouvoir qui lui avait échappé. Elle fit donc des démarches auprès de Giardina, proposa la formation d'un comité et l'élection d'un président muni des pouvoirs ordinaires. Giardina ne se refusa pas à la proposition, désireux qu'il était de réunir en une seule volonté les deux partis les plus influents de la ville, et de mieux assurer la tranquillité publique. Mais qu'arriva-t-il? Les personnes choisies pour membres du comité furent les proches parents ou les amis de Leva; on élut ensuite pour président l'abbé, qui était un vieillard de 73 ans; et le chevalier Giardina éliminé par cette manœuvre, l'autorité y perdit sa force et le pays sa sécurité. Tels furent dans la suite les manéges infinis de cette famille à Palerme, que, malgré la désignation faite par Garibaldi du chevalier Giardina, comme gouverneur du district de Modica, le baron Leva réussit à se faire investir de cette charge, trop lourde cependant pour ses épaules.

Ce fut en ces conjonctures que quelques émigrés siciliens, de résidence à Malte, et avec eux quelques volontaires d'Italie, s'étant donné un chef pour les conduire au combat, se rendirent à Modica devenue un centre d'organisation militaire. Ce chef était M. Fabrizii, Modenais, émigré républicain et inculpé de complicité d'homicides politiques. Il avait combattu à Rome pour la république de Mazzini; après quoi, ayant débarqué, non sans peine, à Malte avec d'autres républicains, il y demeura à la disposition de la secte mazzinienne. Un premier groupe de cette expédition arrivé à Modica par Papallo, y avait été précédé de plusieurs officiers piémontais, qui s'y étaient acheminés par Palerme. Il s'y arrêta pour attendre des renforts. En effet, le corps principal de l'expédition devait arriver sur deux bâtiments, l'un américain et l'autre sarde, chargés tous deux d'une quantité d'armes et de munitions de guerre. Tout avait été préparé dans le but de recevoir et de loger ces troupes, quand arriva la nouvelle que le *Fulminante,* bateau à vapeur de la marine royale, avait capturé les deux navires et les avait conduits à Gaëte. Ce fut un cuisant chagrin pour ce noyau d'expédition, qui fut contraint de rester neuf jours en inaction, jusqu'à ce qu'on eût expédié de Malte d'autres armes et d'autres munitions. Enfin le 11 juin les soldats de Fabrizii, au nombre de 22, se mirent en mouvement pour Noto, d'où ils se dirigèrent sur Catane, en recrutant sur la route de nouveaux volontaires, qu'il ne leur avait pas été possible de se procurer dans le district et dans la ville de Modica. Aussitôt que Fabrizii s'était mis en marche sur Catane, cette ville avait arboré le drapeau de la révolte. Depuis le moment où le roi François eut fait à Catane les généreuses concessions que nous avons dites, le parti révo-

lutionnaire comprit bien que sans la faveur du peuple il n'avait pas à risquer un coup de feu contre les troupes royales : il se transféra donc dans les villes de Lentini et de Mascalucia dans le dessein de fomenter la révolte ; il constitua dans la première un comité insurrectionnel, présidé par le chevalier Jacques Gravina et expédia des adresses dans toute la province de Catane et dans celle de Noto pour obtenir des hommes et des armes. Effectivement il vint de par là une foule d'individus généralement méprisables ou réduits à la dernière misère. Les uns étaient alléchés par l'espérance du butin ; les autres étaient envoyés par des comités qui voulaient purger leur ville de cette lie d'hommes fort dangereuse en des temps aussi critiques. Ainsi se formèrent les bandes que commandèrent MM. Polet, Frédéric Gravina et Caudullo. Ces deux derniers venaient d'être libérés des prisons par l'intendant de cette province, à qui ils avaient promis sur l'honneur de ne pas conspirer contre l'autorité du gouvernement. Leur fidélité à la parole donnée consistait à commander des bandes armées contre le gouvernement même. Mais les mots *de bonne foi et d'honneur,* ont été proscrits du code de la révolution.

Le 31 mai, ces bandes sortant de Mascalucia, au nombre de 500, assaillirent la garnison de Catane, qui se composait alors de plus de mille hommes. Le feu le plus vif dura pendant cinq heures entières au-dedans de la ville, et les pertes furent considérables de part et d'autre ; mais la population resta étrangère au combat. A la fin, les bandes durent céder à la supériorité du nombre et à la bravoure de la troupe ; elles furent délogées de partout et obligées de prendre la fuite. La lutte terminée, la ville reprit son aspect habituel ; et le soir même du combat l'arrivée de la colonne du géné-

ral Afan de Riviera consolidait de plus en plus la tranquillité publique et menaçait d'avortement toute nouvelle tentative des bandes indisciplinées.

C'est alors, le 3 juin, qu'un vaisseau napolitain apporta au général Clary, commandant de la place, une dépêche, lui enjoignant d'évacuer Catane, de se transporter avec 4000 de ses soldats à Messine, pour commander cette forteresse, et d'embarquer le reste des troupes pour les Calabres. Ce résultat était dû à la capitulation de Palerme et aux menées du général Letizia auprès de la cour de Naples.

Les royaux s'étant mis en marche avec tout le matériel de guerre, le parti révolutionnaire resta maître de la ville, arbora l'étendard aux trois couleurs, donna la chasse et infligea mille mauvais traitements aux sbires et à toute personne suspecte de trop de dévouement envers les Bourbons. Enfin Catane fut de gré ou de force entièrement soumise à l'autorité du dictateur. Un peu plus tard, la nomination du chevalier Vincent Tedeschi à la place de gouverneur de la cité et du district, rendit plus de vigueur à la force publique et retint le pays dans des voies d'ordre et de régularité.

Ainsi les troupes royales ne conservaient que Messine et Milazzo dans la province de Messine, Syracuse et Agosta dans la province de Noto.

Garibaldi cependant, après avoir signé la capitulation et l'évacuation de Palerme, s'appliqua à réorganiser l'île civilement et militairement. Il créa des gouverneurs pour tous les districts de la Sicile et remplaça par des questeurs les anciens inspecteurs de police. A Palerme, il donna plus d'extension à la questure et l'investit de tous les pouvoirs ordinaires de la police : mais, l'exercice de pareils droits ayant été confié à des hommes de la révolution, devint la

cause funeste de maux lamentables, qui furent commis au nom du *bien de la patrie.* L'espionnage, jusqu'alors secret et déshonorant, devint public et glorieux; les calomnies les plus méprisables contre les citoyens honnêtes et paisibles obtinrent plus de créance que leur justification. En conséquence, plusieurs personnes dignes d'égard et de considération, furent souvent ou exilées ou emprisonnées ou dépouillées de leurs emplois, pour avoir improuvé les nouvelles mesures du gouvernement; un mot proféré par elles ou inventé à leur charge, suffisait; tandis qu'en même temps les mauvais citoyens couvrant leurs délits de vivats et de bravos en l'honneur de la révolution et du dictateur, se reposaient tranquillement sous le patronage des nouveaux gouvernants, jouissaient de leur confiance et étaient gratifiés de récompenses publiques. Ainsi commençait un état de terrorisme et d'épouvantable anarchie.

Le premier ministère institué par Garibaldi était composé de Pisani, Crispi, Orsini et du chanoine Ugdulena. Comme sur ces entrefaites arrivait à Palerme le marquis Torrearsa qui, en 1848, avait été président de la chambre des communes en Sicile, le dictateur le nomma à la présidence du ministère; mais il n'y resta que peu de temps; et voici pourquoi. Le parti annexionniste de Palerme ayant fait parvenir par la municipalité une adresse à Garibaldi, pour lui demander la convocation d'une assemblée nationale, qui prononçât la déchéance des Bourbons et l'annexion de la Sicile à la maison de Savoie, le dictateur répondit sans mystère que le moment de proclamer l'annexion n'était pas encore venu; que le devoir du peuple dans ces circonstances était de s'armer et de combattre jusqu'à l'entière délivrance de la Sicile. Ce programme de Garibaldi indisposa

le ministère Torrearsa, et tous ceux qui en faisaient partie donnèrent leur démission. Crispi n'était pas, il est vrai, pour l'*annexion immédiate;* mais toutes les convenances l'obligeaient à ne pas se séparer de ses collègues; il ne laissa point pour cela de gouverner l'île comme auparavant: nommé secrétaire du dictateur, il continua d'être son conseil et son interprète, et au fond l'administrateur réel de la Sicile entière.

Le nouveau ministère avait Interdonato aux affaires étrangères, Daita à l'intérieur, Digiovanni aux finances, Orsini à la guerre, Laloggia à l'instruction publique, le prêtre Lanza aux affaires ecclésiastiques et Laporta au département de la sécurité publique. La *Gazette de Turin,* organe des émigrés siciliens, donna une notice exacte des nouveaux ministres de Garibaldi; elle dit d'Interdonato qu'il avait été député de la Chambre de 1848 et membre de la commission qui vint offrir la couronne au fils de Charles-Albert; elle représenta avec raison Daita comme un homme d'un beau caractère, libéral modéré et écrivain de talent; elle qualifia Laloggia d'habile médecin, d'écrivain facile et de parleur éloquent, actif et ami de la liberté pour des fins à lui personnelles; elle loua dans Digiovanni son intelligence, sa probité supérieure à tout éloge et son habileté de financier aussi honnête qu'éclairé. Orsini était assez connu pour un officier courageux et instruit de l'ancienne armée de Ferdinand II, qui ayant passé, en 1848, du côté de la révolution, fortifia Catane et Palerme contre les forces du roi. Lanza lui-même avait à Palerme une réputation de régularité dans ses mœurs et de libéralisme dans ses principes. Laporta seul n'était pas connu en Sicile avant 1860; mais des journaux étrangers tirèrent des correspondances de Sicile de

quoi vanter son mérite et son aptitude aux fonctions qui lui étaient dévolues. On y disait que le 4 avril il avait armé une bande avec laquelle il marchait en frappant de fortes contributions les villes par lesquelles il passait; qu'il avait traité Ventimiglia, sa patrie, en pays conquis; mais qu'à l'approche des troupes royales il avait fui à toutes jambes, et laissé à la tête de sa bande un certain Meli, assassin renommé, qui poursuivit les exploits de Laporta, levant des impôts, saccageant et massacrant au besoin, sans plus de scrupule qu'un scélérat qu'il était. Arrêté pour tant de crimes, Meli fut délivré et comblé de bienfaits par Laporta, qui avait trouvé, lui-même, la récompense de sa bravoure et de son patriotisme dans le ministère de la sécurité publique.

Pour Garibaldi, son principal souci alors était l'organisation de ses troupes. Bertani sollicitait de Gênes l'envoi de nouveaux renforts en hommes, en armes et en argent. Afin de les mettre à l'abri des vaisseaux napolitains qui continuaient encore leur croisière, il avait établi entre Palerme et Gênes une ligne de bateaux à vapeur qui, portant le pavillon sarde, n'étaient pas inquiétés par les vaisseaux napolitains et amenaient à Garibaldi les moyens de détruire la monarchie des Bourbons.

Le 18 juin, l'expédition du colonel Medici avait débarqué, partie à S. Vito, partie à Castellamare, et le 21 elle fit son entrée à Palerme. D'autres volontaires avaient encore mis pied à Marsala, à Papallo, à Terranova et sur d'autres points de l'île; de telle sorte que l'armée de Garibaldi avait pris assez d'accroissement, mais pas autant toutefois qu'il désirait pour exécuter ses plans. Aussi faisait-il partout, et au dehors comme au dedans de la Sicile, encourager les enrôlements de volontaires, qu'ils fussent d'ailleurs Allemands,

ou Français, ou Polonais, ou Hongrois; peu lui importait leur nationalité; ils n'en constituaient pas moins, pensait Garibaldi, l'armée de la liberté et de l'indépendance italienne, et n'en devaient pas moins dire à l'Europe que l'Italie voulait être libre. Il congédia et licencia les bandes des paysans et des montagnards qui, rétifs à toute discipline militaire, s'abandonnaient au vol, au pillage et à l'assassinat. Il avait ensuite l'intention de décréter une levée de 300,000 hommes, pour faire la guerre en Italie sans avoir besoin de l'armée piémontaise; mais les conseils d'Orsini lui persuadèrent de n'appeler sous les drapeaux que 40,000 hommes, levée plus raisonnable, qui cependant ne fut jamais effectuée. Car par suite de ce décret, comme de celui qui excluait des emplois tous ceux qui avaient servi les Bourbons, l'île se remplissait de rumeurs et de mouvements réactionnaires. Le mécontentement alla si loin, que Garibaldi se vit forcé de tempérer la loi relative aux emplois, qui put sembler rétractée de fait, sinon de droit; il différa de même l'exécution de la levée assez longtemps pour que chacun comprît que le dictateur n'y tiendrait pas la main, ayant expérimenté maintefois la répugnance inflexible et menaçante du peuple sur ce point (1). On se borna à presser de plus belle les enrôlements des volontaires; dans le but d'allécher le courage par la cupidité, Garibaldi eut l'air de vouloir rétablir en Sicile l'ancienne loi agraire, en promettant une partie des fonds domaniaux à distribuer entre ceux qui auraient combattu pour la patrie. Il employa ensuite tous les expédients

(1) Pour faciliter l'exécution de son décret, Garibaldi avait expédié des colonnes de ses volontaires à travers la Sicile, fait adresser par le ministre Ugdulena aux évêques l'ordre de prêcher en faveur des enrôlements. Tout fut inutile et l'irritation populaire ne se calma pas.

pour se procurer l'argent que la guerre lui rendait si nécessaire, non-seulement en vue de payer la solde à ses troupes et de les pourvoir d'habits et de munitions, mais surtout à l'effet de récompenser les traîtres de l'armée napolitaine, qui devaient lui ouvrir la route de Naples, sans lui faire brûler sa poudre (1). Aussi, dons volontaires et obligatoires, contributions imposées surtout aux monastères et aux couvents, taxes prélevées sur les fonds ecclésiastiques des chapitres, appropriation des legs destinés aux chapellenies qui n'avaient pas encore élection, et des rentes appartenant aux établissements de piété ou de charité publique; tout fut mis en œuvre pour accumuler de l'or. Les sommes recueillies à cette époque, ajoutées à celles qui provenaient du gouvernement de Turin et des sociétés italiennes et étrangères, s'élevèrent à un chiffre énorme et furent toutes consommées par Garibaldi pour la fin que nous avons dite; ce qui donna lieu dans la suite aux récriminations amères du parti cavourien, qui faisait mine de ne pas comprendre que ces sommes avaient été l'arme la plus puissante de Garibaldi, celle avec laquelle il avait désarmé et fait tomber des forteresses dont ses troupes n'eussent pu facilement venir à bout. Cavour cependant aura eu l'occasion de s'édifier là-dessus dans les campagnes de Cialdini sur le Garigliano, où celui-ci parvint à acheter un colonel avec son détachement pour la somme de 35,000 ducats!!! (2).

(1) Garibaldi, pour engager un des colonels royaux à déserter son drapeau, paya un ducat par tête tous les soldats de sa colonne, et dans une proportion croissante tous les officiers. Combien plus ne dut pas lui coûter la trahison des généraux, des commandants de vaisseaux ou de forteresses, des agents diplomatiques, et des autres hauts fonctionnaires du gouvernement qui favorisèrent la révolution.

(2) Ce fait est attesté par plusieurs correspondances des officiers et des aumôniers de l'armée napolitaine.

Garibaldi, pour se concilier l'affection du peuple, abolit l'impôt sur la mouture; mais il ordonna la rigoureuse perception des autres contributions, que le peuple se refusait à payer dans l'intérieur de l'île. A cet effet, il expédia dans quelques provinces plusieurs bataillons, chargés d'opérer au besoin par la force le recouvrement des impôts. Mais avant d'entreprendre de nouvelles expéditions, il fit de nombreuses promotions parmi ses volontaires; il créa généraux les colonels Türr, Bixio, Sirtori, Medici et Carini; il en éleva une douzaine au grade de colonels, et quantité d'autres à des grades inférieurs : il déclara de plus à tous les officiers, qu'il leur donnerait la moitié de la solde que recevaient dans le grade correspondant les officiers de Sardaigne. Puis il envoya du côté de Messine la colonne de Medici, avec mission de surveiller les mouvements des royaux et de les empêcher d'avancer. En même temps il ordonna aux autres corps de rejoindre les troupes de Medici, après avoir parcouru en divers sens les provinces de Sicile, afin de leur souffler le feu de la révolution qui, dès le principe, semblait très-languissant et menaçait de s'éteindre.

Toutefois le dictateur, avant de se consacrer à ces grandes affaires d'État, jugea qu'il lui importait d'exterminer les Jésuites de Sicile, à défaut de quoi il croyait impossible d'accomplir ses projets impies. Nos lecteurs ne nous sauront pas mauvais gré de consacrer quelques pages de notre histoire à cet épisode important de la révolution sicilienne.

Chapitre XVI.

LES JÉSUITES DE SICILE AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION. — LEUR CAUSE DEVANT LE GOUVERNEMENT INSURRECTIONNEL. — LEUR EXIL.

—

La Compagnie de Jésus en Sicile, se trouvait au commencement de 1860 en pleine prospérité; elle nourrissait de plus en plus la douce espérance de voir élargir la sphère de son action religieuse et littéraire, surtout en faveur de la jeunesse sicilienne. Les colléges et les pensionnats des Jésuites avaient atteint tout leur développement et répondaient, on ne peut mieux, par l'application et la piété des élèves au zèle et au dévouement des Pères qui les dirigaient. D'autres colléges et d'autres pensionnats étaient sur le point de s'élever dans les grandes villes de la Sicile, pour être confiés à leurs soins. Le nombre des jeunes gens qui sollicitaient l'habit de la Compagnie devenait si grand qu'il eût nécessité pour cette année 1860, l'ouverture d'un second noviciat. Quant à l'estime dont jouissaient les Jésuites dans le pays, elle était à son comble, et la confiance qu'on avait dans leur ministère ne laissait rien à désirer, eu égard surtout au malheur des temps et à l'hostilité que rencontraient les maximes et les enseignements de l'Evangile. Aussi un grand nombre d'entre eux se flattèrent jusqu'aux approches de l'invasion de Garibaldi, qu'il serait difficile en ces

circonstances de déchaîner sur leurs têtes l'épouvantable orage qui se préparait.

Dès les premiers bruits de révolte qui se répandirent en Sicile, les Pères de la Compagnie, fidèles à leur vocation, n'épousèrent aucun parti et continuèrent à vaquer, comme de coutume, à leurs fonctions; celles-ci en effet sont indépendantes de telle ou telle forme de gouvernement et même la liberté les favorise, quand ce n'est pas un mot perfide dont le despotisme cherche à couvrir ses monstruosités. Ils comprenaient cependant que la révolution, ourdie au sein des sociétés secrètes, récelait en elle-même les éléments les plus irréligieux et ils ne pouvaient se dissimuler que les premiers coups portés le seraient contre leur ordre. Mais, fermes d'esprit et de cœur, ils n'abandonnèrent pas lâchement le poste que la Providence leur avait assigné, pas plus qu'ils ne se souillèrent par des adulations et des prostrations; et, lorsque la tempête éclata, elle les surprit occupés à leurs devoirs habituels.

Une fois Palerme en insurrection, il s'en était suivi, comme nous l'avons dit, une affreuse misère dans le peuple, l'état de siége augmentait de jour en jour la cherté des vivres; on manquait des choses les plus nécessaires à la vie ; le pain même était mal conditionné et d'un prix si exorbitant que les pauvres gens avaient peine à s'en procurer. C'est pourquoi les Jésuites qui, par ordre du gouvernement, avaient, avant la révolution, dû ouvrir deux fours dans leurs maisons, résolurent d'y faire fabriquer à leurs frais, pendant tout ce temps de disette, du pain de bonne qualité qui serait vendu à moitié du prix courant, afin qu'au moins les plus malheureux eussent du pain à manger. — On ne saurait imaginer la foule qui journellement se portait

à ces fours; c'est au point que la force publique dut intervenir pour empêcher des désordres. Les Jésuites n'oublièrent pas non plus d'étendre leur main bienfaisante à d'honorables familles tombées alors dans le dénuement, et de les sauver de la honte et de la faim. Lorsque ensuite les bandes de pillards armés eurent saccagé et détruit grand nombre de maisons dans les campagnes de Palerme, ils mirent leurs maisons de campagne à la disposition de plusieurs centaines d'infortunés qui fuyaient devant l'incendie et la destruction. Garibaldi entré à Palerme et le bombardement de la ville commencé, il n'y avait pas de pauvre ou d'affamé, même dans les classes aisées, qui ne courût à leurs maisons et n'y trouvât pitié et secours. Et comme le nombre de ceux qui les assiégeaient pour avoir du pain et des aumônes croissait démesurément, les Jésuites durent retrancher une part de leur ordinaire, et le firent volontiers. Les plus grands dangers ne les effrayèrent pas, quand il s'agissait de secourir leurs semblables. Au milieu des bombes et de la mitraille, il couraient sauver les religieuses des Sept-Anges et les conduire en lieu sûr; et, non contents de cela, ils voulurent sauver le plus possible de ce que contenait leur monastère déjà enveloppé par les flammes et menacé d'une immense cohue de voleurs. C'était un spectacle attendrissant que de voir s'employer à cette œuvre difficile, non-seulement les jeunes étudiants de la Compagnie, mais encore des Pères vénérables chargés d'années et d'infirmités. C'était merveille de les voir, parmi une grêle de balles et au milieu des flammes, emporter des chambres de ces pauvres sœurs celui-ci un matelas, celui-là du linge, un troisième les vases sacrés, un quatrième l'argenterie d'église; chacun, enfin, quelque

meuble de la maison, les voir, dis-je, avec ces fardeaux sur les épaules, traverser la voie publique, aller vite les déposer dans le couvent de Giusino ou ailleurs, et revenir en toute hâte recommencer le même sauvetage jusqu'a une heure avancée de la nuit. Et, comme si cela n'eût pas suffi, à peine l'armistice eut-il pris cours, que quelques-uns d'entre eux se dévouèrent à conduire dans une de leurs maisons de campagne, située à une demi-lieue de Palerme, ces religieuses épouvantées qui avaient perdu leur asile, et celles du monastère de Giusino qui était en danger; ils hébergèrent ces pauvres filles et les pourvurent de leur mieux de tout ce qui leur était nécessaire, grâce au concours des Pères Capucins, dont la charité fut alors au-dessus de tout éloge. La même maison fut ouverte à toutes les familles de la ville qui y cherchèrent refuge et soutien dans la pénurie générale, et le nombre s'en éleva ces jours-là à 150. Qui aurait deviné alors que peu de jours après, les régénérateurs de la Sicile tonneraient, dans des phrases ampoulées, contre *le froid et insensible égoïsme des Jésuites*.

Mais ceux-ci ne bornèrent pas leur sollicitude à soulager des misères corporelles. Quand, le 14 avril, quelques rebelles pris les armes à la main, furent condamnés au dernier supplice, les Jésuites ne refusèrent pas de s'associer aux excellents Pères de St Camille de Lellis pour donner à ces malheureux, en d'aussi tristes extrémités, les secours et les consolations de la religion. Ce qui n'empêcha pas les journaux révolutionnaires, en louant avec raison les Pères de St Camille, d'omettre à dessein les Jésuites, en qui pourtant les suppliciés avaient mis leur confiance. Lorsque ensuite le gouvernement de Garibaldi les somma d'ou-

vrir dans leurs maisons un hôpital pour les blessés, les Pères saisirent avec bonheur cette occasion pour être utiles aux âmes de tant de malheureux, qui avaient sacrifié leur vie en combattant pour une cause dont ils ignoraient le but suprême.

Néanmoins, et tandis qu'ils prodiguaient les actes de bienfaisance en faveur du prochain, les Jésuites étaient bien persuadés que la révolution, conduite par Garibaldi, ne les épargnerait point, malgré les démonstrations de respect que, soit bonté de cœur, soit raffinement d'hypocrisie, le parti insurrectionnel leur donnait encore. Avant même l'entrée de Garibaldi à Palerme, le comité central de cette ville avait déclaré leur existence incompatible avec le nouveau gouvernement de la maison de Savoie; sauf cependant cette réserve qu'en leur faisant annoncer secrètement la prochaine dispersion de leur ordre, il les avait gratifiés des promesses les plus splendides. Mais ce n'était là qu'un leurre, et les Jésuites savaient à quoi s'en tenir, ayant sous les yeux le récit de ce qui était arrivé à leurs frères de Lombardie et des Romagnes. C'est pourquoi aussitôt la nouvelle du débarquement de Garibaldi à Marsala, leur Provincial, après avoir fait rendre à leurs familles respectives les jeunes élèves du pensionnat de Palerme, s'était soigneusement occupé à préparer le départ de tous les étudiants de la Compagnie, pour les distribuer dans les provinces étrangères, où ils pourraient continuer tranquillement leurs études. Malheureusement, par le concours de diverses circonstances, leur départ fut d'abord différé, puis tout à fait suspendu. Bientôt après, le *Journal officiel* de la révolution leur fit de ce projet inexécuté un chef d'accusation et n'hésita pas à le qualifier de crime de *lèse-patrie*. Les hypocrites!

Ils décidaient dans leurs ténébreux conciliabules de prendre les Jésuites pour point de mire de leurs coups les plus funestes, et ceux-ci étaient coupables d'avoir voulu y soustraire leurs jeunes gens, quand tout leur faisait un devoir impérieux de les sauver et de les protéger!

Cependant Garibaldi, du moment où il avait touché la terre de Sicile, avait pensé à purger l'île entière des Jésuites. Aussi depuis Calatafimi même, outre qu'il avait remis en vigueur les décrets de 1848, il ordonna par un décret spécial l'exécution de la loi du 5 août qui incorporait à l'Etat les biens des Jésuites et simultanément ceux des Liguoriens. Il n'ordonnait pas cependant leur dispersion, conformément aux articles de ce décret, parce qu'il voulait porter contre eux une sentence plus cruelle encore. S'étant rendu maître de Palerme, ses subalternes commencèrent à les soumettre aux plus violentes vexations. Sans parler des façons d'agir rudes et grossières dont usèrent envers eux les inspecteurs Piémontais qui régissaient l'hôpital des blessés dans leur maison, il ne manqua pas de gens, même parmi les membres du nouveau gouvernement, qui prirent à tâche d'affliger leur cœur et d'aigrir leurs souffrances. Il n'y avait pas de jour où les supérieurs ne reçussent d'office l'ordre, tantôt de préparer des logements, dont ils ne disposaient pas, tantôt d'apprêter des lits, des matelas et du linge qu'ils n'avaient pas; tantôt de dresser la table pour une bande d'assassins qui devaient dévorer le pain destiné aux pauvres. Ces injonctions, qu'on eût dit souvent écrites par des écoliers élevés d'un bond au pouvoir administratif, étaient signifiées aux Jésuites du ton de commandement le plus acerbe et accompagnées quelquefois d'outrages révoltants.

De pareils ordres, en se multipliant chaque jour, devenaient chaque jour plus difficiles à exécuter, surtout depuis que les Pères et les étudiants du collége s'étaient réunis dans la maison professe qui, tout endommagée qu'elle était par les bombes, était plus éloignée du lieu principal du combat. Mais les raisons, les plus incontestables et les preuves de fait ne valaient rien pour persuader le gouvernement de la révolution de ne pas exiger l'impossible; et les Jésuites n'en recueillaient que des injures et de mauvais traitements qu'il leur fallait souffrir avec patience.

Par là le gouvernement garibaldien entendait les forcer à abandonner leurs maisons de guerre lasse, afin de pouvoir les frapper ainsi à la sourdine sans se compromettre aux yeux du peuple, qui professait pour eux une très-grande estime. Trompé sur les effets de cette tactique contre les Jésuites, le même gouvernement fit publier dans le Journal officiel le décret signé par le dictateur à Calatafimi, s'empara des fonds de la Compagnie, séquestra les biens qu'elle possédait, mit les scellés sur ses bibliothèques, sur son musée et sur son cabinet de physique, et alla jusqu'à empêcher quelques Pères de retourner dans les chambres qu'ils occupaient au collége. Les Jésuites comprirent alors clairement que leur suppression était imminente; ils demandèrent donc aux représentants du gouvernement, que, si les décrets de Calatafimi relativement à l'occupation de leurs biens et de leur collége signifiaient leur dispersion totale, on leur accordât le temps convenable pour prendre des mesures en conséquence, et qu'en outre on usât envers eux des égards mentionnés dans la loi de 1848. Cette demande n'obtint aucune réponse. Le gouvernement de la révolution avait décidé d'expulser les Jésuites de l'île; mais il n'osait

leur donner le coup de grâce, sans avoir préparé les sentiments de la population. Les agents du parti se mirent donc à exciter contre eux la colère du peuple ; pour y réussir, on s'efforça de ternir leur réputation, on les calomnia de la façon la plus violente, on les représenta à la multitude comme les égoïstes les plus cruels, comme les violateurs du secret des consciences, comme les soutiens les plus acharnés des Bourbons, comme les ennemis par excellence du gouvernement libéral qui devait s'inaugurer dans l'île, comme les membres d'une secte qui n'avait d'autre but que de disséminer les chaînes de la tyrannie. La populace ignorante avalait à pleine bouche les instructions de ces nouveaux docteurs d'hypocrisie et de mensonge, et les répétait, en s'émerveillant de ce qu'enfin la révolution eût fait briller à ses regards un tel rayon de lumière et *l'eût initiée à des choses inconnues*. Dès lors, le bas peuple commença à suspecter les Jésuites, sans cependant les croire aussi monstrueux qu'on les leur dépeignait.

Le gouvernement de Garibaldi reculait encore devant un décret d'exil formel et authentique. Il en avait toutefois soumis le projet à ses ministres, et, nonobstant l'opposition de quelques-uns, entraîné surtout par l'influence de Crispi, il avait approuvé la résolution. — Mais on la tenait encore secrète, et l'on poursuivait contre les Jésuites, d'une manière de plus en plus solennelle, le même système de vexations au moyen desquelles on pensait les réduire à demander l'exil comme une grâce. Du reste, afin de prévenir tout mouvement populaire en leur faveur, on répandit le bruit que tous les partisans des Jésuites seraient réputés *sorci* et confondus avec la masse des sbires. Cette menace était effrayante alors pour les honnêtes gens qui avaient

sous les yeux l'affreux massacre des employés de la police.

Quand on eût ainsi terrifié une partie de la population et trompé l'autre, en calomniant les Jésuites, le 12 juin, à 2 heures après minuit, une escouade d'hommes armés et des gardes de la questure, sous la conduite d'un des principaux membres de celle-ci, se présentèrent à la porte de la maison professe de Palerme et, la trouvant fermée, comme de coutume, l'enfoncèrent sans délai; puis, ils se répandirent dans les corridors en réveillant du bruit de leurs pas et du cliquetis de leurs armes, les religieux qui demandaient au repos les forces corporelles dont ils avaient besoin pour supporter leurs épreuves. Le chef de cette bande se fit conduire au Provincial, lui demanda les passeports, qui lui furent remis, et déclara tous les Jésuites du couvent en état d'arrestation. On plaça des sentinelles à tous les angles des corridors, au bas de tous les escaliers, à toutes les portes de la communauté et de l'Eglise; et l'on interdit aux religieux de sortir de leurs chambres, pour quelque raison que ce fût; on leur défendit pareillement de se mettre aux fenêtres et de communiquer l'un avec l'autre. Tels étaient, disait-on, les ordres reçus. Ainsi se passa cette journée entière. Le soir, un des Pères, ayant obtenu des gardes, moyennant 370 francs, la liberté de ses mouvements, se présenta le lendemain à la questure pour demander la délivrance de ses frères emprisonnés sans aucun motif. Tous les questeurs s'excusèrent sur leur ignorance du fait qui était connu de tout Palerme et au delà; et lui accordèrent, pour chaque Jésuite, la permission de s'en retourner dans sa propre famille. Mais, tandis que ces religieux se disposaient à quitter leur maison, et comme déjà quelques-uns d'entre eux, plus expéditifs, s'étaient arrachés aux

mains des assassins qui les gardaient, un nouvel arrêté replongeait les Jésuites de Palerme dans la condition des jours précédents; des vexations de tout genre recommencèrent à être exercées contre eux par les voleurs qui les dépouillaient en même temps de tout ce qu'ils avaient. A peine leur permit-on ce jour-là et les deux suivants de prendre quelque nourriture, non pas toutefois avant que leurs gardiens eussent saccagé le réfectoire et dévoré le repas destiné aux Pères, pour emporter ensuite la vaisselle et les couverts.

Dans l'espace de ces trois jours, les Pères qui avaient réussi à s'échapper, faisaient les démarches les plus actives pour obtenir la liberté des autres Jésuites qui, du reste, n'étaient accusés d'aucun crime; mais c'était sans résultat. Enfin, le quatrième jour, le ministère de Crispi, qui avait été l'auteur de tout, annonça au père Romano, le décret d'exil irrévocable porté contre tous les Jésuites de Sicile. Puis, sous la promesse formelle qu'après avoir fait les consignations voulues, ils pourraient bientôt quitter l'île, ils obtinrent l'autorisation de sortir de la maison professe. Ensuite, en les menaçant d'incarcération, on exigea d'eux des notes où fussent indiqués les noms, l'âge, la patrie, le grade de tous les Jésuites de Sicile. Le 28 eut lieu la consignation légale entre les mains d'une commission dont faisaient partie trois excellents citoyens, savoir MM. Nicolas Musmeri, Michel Santi et Farina; après quoi, les Jésuites en aussi grand nombre qu'il leur fut possible, s'embarquèrent avec le Provincial sur un bâtiment de guerre français qui les transporta *gratis* jusqu'à Naples, d'où ils se rendirent sur l'*Hermus* à Civita-Vecchia, pour passer delà à Rome. — D'autres expéditions de jeunes scholastiques, de pères

et de frères coadjuteurs avaient précédé le père Provincial dans la capitale du catholicisme, pour se disséminer ensuite sur tous les points du monde civilisé, comme d'éloquents monuments du despotisme d'une révolution immorale et impie. Certes, les étrangers eurent raison de s'étonner qu'un gouvernement qui surgissait pour abolir les vexations du gouvernement bourbonnien, qui déclamait contre les arrestations arbitraires, les condamnations sans jugement, les persécutions sans délit, les spoliations par injustice, les exils par vengeance; qu'un gouvernement qui portait l'étendard de la liberté civile, politique et religieuse et proclamait le règne du droit et de la vérité sous le roi *galant-homme*, inaugurât son régime ultra-libéral en violant à la fois contre les Jésuites, les lois de la justice, de la religion et de l'humanité, et après les avoir dépouillés de tout ce qu'ils possédaient en meubles ou en immeubles, osât les arracher à leurs familles, les proscrire du sol natal, les obligeât à un voyage long et difficile sans les pourvoir d'aucune ressource, les condamnât à vivre d'aumônes en terre étrangère ou à périr de misère, n'ayant préalablement été ni accusés ni défendus, n'ayant subi aucune formalité de procédure devant un tribunal quelconque. On ne sera pas moins surpris de penser qu'il ne fût tenu compte ni de l'âge, ni du mérite, ni des infirmités qu'un grand nombre avaient puisées dans leurs fatigues excessives, ni de la condition de leurs familles, ni de la généreuse bienfaisance qu'ils avaient pratiquée au temps de la révolution de Palerme; leur expulsion s'effectua avec un acharnement de rage qu'il serait impossible de comprendre sans tenir pour certain ce que nous avons dit au VIIIe chapitre de ce livre. Mais des actes de cette nature nous confirment toujours davantage dans

la persuasion du caractère tyrannique et oppressif de la révolution italienne.

Cependant, pour couvrir la malice de ses intentions et voiler d'hypocrisie la criante injustice de cette mesure, le gouvernement de Garibaldi et de Crispi eut recours à des lieux communs qui ne pourraient faire illusion qu'à des esprits insensés ou aveuglés par le mal. Qu'on lise en effet, le décret d'exil qui, sous la date du 17 juin 1860, fut publié dans le journal officiel de Palerme, du 22 juin.

« Le dictateur,

« Considérant que les Jésuites et les Liguoriens, pendant « la malheureuse période de l'occupation bourbonienne, ont « été les soutiens les plus actifs du despotisme ;

« En vertu des pouvoirs à lui conférés, décrète :

« Les Congrégations de réguliers actuellement existantes « en Sicile sous les différents noms de Compagnie et Mai- « sons de Jésus et du Saint-Rédempteur sont dissoutes. « Les individus qui en font partie sont bannis du territoire « de l'île.

« Leurs propriétés restent incorporées aux domaines de « l'Etat. »

GARIBALDI.

CRISPI.

Le mystère d'iniquité se produisait au grand jour. La vraie raison de l'exil fulminé contre les membres de la Compagnie de Jésus en Sicile, celle qui fit prévaloir dans le conseil le plan d'expulsion déjà résolu avant par Garibaldi et par Crispi, fut précisément, comme l'a déclaré un des auteurs de la révolution, *le désir d'éloigner l'obstacle le plus puissant à la propagation du protestantisme en Italie*. C'est pour cela

qu'on leur adjoignit pour compagnons d'exil les enfants de S. Liguori, qui, fidèles à leur ministère de missionnaires du peuple, auraient continué, par la prédication zélée des vérités éternelles et par la sainteté de leur vie, d'élever une forte digue contre le torrent de l'erreur et de maintenir partout vivante la flamme du catholicisme.

La publication du décret ne contenta pas encore la rage antijésuitique qui fermentait dans le cœur des révolutionnaires. Le chapitre suivant en donnera un nouvel aperçu.

Chapitre XVII.

SUITE DU PRÉCÉDENT. — EXPULSION DES JÉSUITES DE TOUTE LA SICILE. — LES LIGUORIENS.

—

Le décret de proscription porté par Garibaldi contre les Jésuites de Sicile ne tarda pas à être lu sur le continent italien. Un Jésuite belge, le P. Auguste Lambelin, qui avait été attaché au *Collegio Massimo* de Palerme depuis 1856, se trouvait en ce moment à Naples. Dès qu'il eut connaissance du décret par lequel Garibaldi confisquait tous les biens de la Compagnie en Sicile et condamnait impitoyablement les Pères à s'exiler, il se rendit aussitôt auprès du vice-amiral Barbier de Tinan, commandant en chef de l'escadre française en rade de Naples, lui exposa la situation pénible des Jésuites de Sicile, et obtint de lui l'autorisation de s'embarquer sur un bâtiment de guerre français, qui partait pour Palerme, et d'annoncer à ses confrères qu'un passage gratuit leur était accordé sur un bâtiment quelconque de l'escadre. Le noble vice-amiral écrivit, en outre, à M. le contre-amiral Jehenne, qui stationnait dans les eaux de Palerme en qualité de commandant en sous-ordre détaché en Sicile, pour le prier de prendre les religieux sous sa protection, de faciliter leur embarquement et de ne pas souffrir qu'ils fussent l'objet d'injustes vexations de la part du gouvernement révolutionnaire.

Ce fut donc sous l'égide de la protection de la France et sous la généreuse et loyale conduite des officiers de cette magnanime et catholique nation, que furent embarqués, comme nous le disions, à bord d'un bâtiment de guerre français, plusieurs des Pères qui avaient déjà terminé leurs propres affaires; et c'est sur des navires du même pavillon que se disposaient à partir ceux qui demeuraient à Palerme ou qui arrivaient des colléges de l'île.

Cependant, élevé au ministère de la sécurité publique, le sieur Laporta, avec ce beau naturel que nous avons dépeint, crut ne pouvoir faire une chose plus propre à lui concilier l'estime et l'affection de Garibaldi et de Crispi, qu'en ouvrant la plus outrageuse persécution contre les Jésuites. Sachant donc qu'il y avait encore des Jésuites en Sicile, faute d'avoir pu jusqu'alors mettre ordre à leurs intérêts domestiques, ou trouver prêt le bâtiment français qui devait les transporter à Naples, il fit afficher le 4 juillet sur les murs de Palerme et sans aucun avis préalable, un arrêté ministériel rédigé dans le style le plus incendiaire et notifiant à tous les Jésuites ce qui suit : à savoir que, si dans le délai de 48 heures, ils n'étaient pas partis, ils seraient mis hors la loi et abandonnés à la fureur du peuple, comme perturbateurs de l'ordre public. Or, depuis que le décret de Garibaldi avait imprimé sur le nom des Jésuites, le stigmate de *bourboniens,* cet arrêté les mettait de pair avec les sbires et les signalait aux meurtres d'une plèbe devenue sauvage et cannibale. Heureusement, le contre-amiral Jehenne, informé du fait, s'enflamma d'une généreuse indignation contre pareille inhumanité et conseilla au P. Lambelin de demander sans crainte une audience de Garibaldi, et de lui exposer franchement toutes les conjonctures. Il promit en

même temps au Père de lui donner une lettre pour le dictateur. Deux semaines auparavant, Garibaldi avait visité le contre-amiral, à bord du vaisseau le *Donawerth*, et cette visite de pure cérémonie paraît avoir été courtoise. On dit que le condottiere promit à M. Jehenne de lui être agréable s'il en trouvait l'occasion. Confiant donc dans cette parole qu'il n'avait nullement provoquée, M. Jehenne écrivit au dictateur, non pas tant comme amiral français, que comme catholique désireux de venir en aide à l'infortune. Il le pria de vouloir accorder un moment d'audience au R. P. Lambelin, Belge de nation, qui avait à demander pour lui et pour ses confrères Jésuites, expulsés de la Sicile, une prolongation de séjour dans l'île, afin de pouvoir terminer leurs affaires et attendre l'occasion de s'embarquer pour Naples, où ils désiraient se retirer. La lettre annonçait à Garibaldi que, à défaut de bâtiments du commerce, M. Jehenne était autorisé par M. le vice-amiral, commandant en chef l'escadre française alors à Naples, à accorder passage pour cette ville aux Pères Jésuites expulsés de la Sicile sur un des bâtiments de l'Etat qui recevrait cette destination; mais que, n'en ayant pas de disponible en ce moment-là, c'était pour que les religieux, dont il était question, pussent attendre, sans être inquiétés, le moment de leur embarquement, qu'il avait voulu lui adresser quelques lignes en leur faveur. De plus, le dictateur ne pouvait ignorer que l'ordonnance du ministre, affichée la veille, n'accordait aux Pères que 48 heures pour quitter l'île. Dans l'impossibilité absolue où ils étaient de se conformer à ce décret, le contre-amiral demandait à Garibaldi, en faveur du P. Lambelin, réfugié momentanément à bord du vaisseau le *Donawerth* et qui s'était adressé au contre-amiral pour lui venir en aide dans cette

pénible circonstance, la grâce qu'il sollicitait, puisque c'était une question toute d'humanité.

Le P. Lambelin, introduit en présence de Garibaldi, et lui ayant présenté la lettre du contre-amiral, exposa nettement de quoi il s'agissait. Il fit remarquer au dictateur, que si les Pères Jésuites n'avaient pas obéi jusque-là au décret du 17 juin, c'est qu'ils avaient été dans l'impossibilité de le faire : le gouvernement qui les proscrivait avait confisqué tous leurs biens et ne leur avait pas donné ni indiqué le moyen de pourvoir à leur départ; que cependant le ministre de la sûreté publique, dans une ordonnance incendiaire, affichée sur tous les murs de Palerme, pressait leur départ au point de ne leur laisser que 48 heures pour se soustraire par l'exil à la fureur brutale d'une plèbe que le même ministre avait excitée contre eux; qu'au reste, ne pouvant plus vivre heureux en Sicile sous le nouveau régime, les Pères Jésuites désiraient s'expatrier le plus tôt possible. — Garibaldi écoutait avec attention et même avec un certain intérêt. Sa réponse fut qu'il connaissait le décret du 17 juin, par lequel il avait été *obligé* de prononcer l'éloignement des Jésuites, comme contraires au mouvement italien; que cependant son intention n'était pas de les presser tant, qu'ils pouvaient prendre à loisir leurs arrangements et attendre le moment favorable pour s'embarquer; que d'ailleurs il n'avait aucune connaissance de l'ordonnance ministérielle en question. — Le P. Lambelin la soumit au dictateur qui, lecture faite, ajouta qu'il allait immédiatement écrire au ministre, pour lui dire de veiller à la sûreté personnelle des Jésuites et de leur laisser tout le temps nécessaire pour prendre les dispositions qu'exigeait le départ. Sur la demande qui lui fut faite de donner avis au

peuple de ses résolutions, il promit qu'il ordonnerait au ministre de promulguer sa volonté, et il répondit ensuite dans le même sens au contre-amiral. En conséquence de cette entrevue, le Journal officiel publia le lendemain un article, où après de vils et infâmes outrages contre les Jésuites, il était dit, en forme de conclusion, que, malgré tous les torts des Pères, le gouvernement avait voulu donner une preuve de ces sentiments de modération et de générosité, qu'il avait pris pour règle de sa conduite; que par conséquent le dictateur ayant reçu la demande de la part de l'amiral français et au nom du P. Lambelin, Belge, d'accorder une prorogation aux exilés jusqu'à l'arrivée d'un bâtiment destiné à les transporter à Naples, avait consenti volontiers et communiqué aux autorités compétentes les dispositions relatives à cet égard (1).

Bientôt cependant les ministérielles de Laporta à la questure de Palerme commencèrent à pleuvoir de plus belle sur les Jésuites, uniquement dans le but de les tourmenter et de les forcer, puisque les vaisseaux de transport manquaient, à renouveler le miracle de Moïse dans la mer Rouge. Des instructions du même goût étaient données par Laporta aux gouverneurs des provinces, et on leur en imposait la rigoureuse exécution. Mais, grâce à la bonté d'un des employés de la questure de Palerme ainsi qu'à la prudence et à la modération de la plupart des gouverneurs, les vœux du ministre furent méconnus. Quant à lui, il n'oublia pas d'user envers les Jésuites de tous les procédés possibles d'inhumanité. De 308 Jésuites qui se trouvaient en Sicile,

(1) V. *Giornale officiale di Sicilia* du 5 juillet 1860. — Nous avons extrait la plupart des détails rapportés plus haut d'un intéressant article publié dans la *Collection des précis historiques*, 1 sept. 1860, Bruxelles page 427.

plusieurs, on le pense bien, étaient infirmes, plusieurs tellement accablés par les ans et par les travaux de leur ministère, qu'il devait sembler cruel de les contraindre à un voyage en terre étrangère, sans les pourvoir des secours indispensables. On avait donc député le docteur Sanfilippo, médecin de cœur et de talent, pour présenter un rapport sur les Jésuites jugés incapables des fatigues du voyage. Sanfilippo s'acquitta de cette tâche d'une manière conforme aux sentiments de la justice et de l'humanité. Mais le rapport médical déplut à Laporta, qui eut l'audace d'accuser cet honnête homme de s'être laissé corrompre par les Jésuites. Il délégua donc deux autres médecins dignes de son estime, qui satisfirent pleinement ses désirs. Ces deux docteurs insultèrent, au lieu de les examiner, les personnes qu'on leur présenta, se moquèrent de leurs souffrances et prétendirent même qu'un vénérable Père de 84 ans, qui tombait de vieillesse et d'affaiblissement, partît pour l'exil!! A la nouvelle de ce nouveau genre de vexations, grand nombre de vieillards et d'infirmes aimèrent mieux affronter les peines et les souffrances de l'exil que de se soumettre aux sarcasmes et aux dérisions de ces esprits voltairiens, et d'attendre une grâce du brigand de Ventimiglia.

Cependant ces mesures d'infernale persécution ne profitèrent pas à Laporta. Garibaldi ordonna son arrestation, comme voleur du trésor public, et Laporta ne dut lui-même son salut qu'à la fuite. Sangiorgi qui le remplaça au ministère de la sûreté publique, quoique parent d'un Jésuite, inaugura sa carrière ministérielle par une circulaire contre les Jésuites et imita Laporta dans son aveugle hostilité, contre quelques vieillards et infirmes, parmi les-

quels il y en avait de si affaiblis qu'ils moururent avant la fin de l'année 1860.

Pour ce qui regarde les colléges du reste de l'île, les Jésuites n'eurent généralement à souffrir que du fait même de leur départ. L'affection du peuple, plus libre de la pression garibaldienne, eut moins de peine à se manifester en leur faveur; et d'un autre côté, plusieurs des gouverneurs de province étaient des hommes compatissants et modérés, qui ne prirent point à tâche d'aggraver pour d'innocents proscrits une loi de fer. Nous signalerons en particulier sous ce rapport les marquis Castelluccio et Canicarao à Noto, le comte Grignani à Marsala, M. Mistretta à Salemi, le baron Morillo à Caltanissetta, et encore le chevalier Tedeschi à Catane, tous gens de bien qui épargnèrent aux Jésuites les cruels traitements dont ils furent l'objet à Palerme. C'est ainsi que parmi les larmes et les regrets des populations, furent supprimées 14 maisons de Jésuites. La Sicile, bien qu'enveloppée d'une atmosphère de révolution, ne put les voir ainsi expulsés sans être émue d'attendrissement.

Dans plus d'une ville, où les Jésuites n'étaient connus que par les exercices d'une mission, leur départ eut l'air d'un triomphe; toute la population se porta sur la plage ou garnit les fenêtres, les balcons et les terrasses des chemins par lesquels les Pères s'avançaient; on agitait des mouchoirs, on poussait des vivats en leur honneur; la foule leur faisait un cortége innombrable et ne se retirait du rivage de la mer qu'après avoir perdu de vue le bâtiment qui les emportait. Mais le spectacle le plus touchant fut celui du renvoi de leurs élèves, qui avaient trouvé dans les Pères Jésuites les vrais représentants de leurs parents affectionnés

et dévoués. Pour quelques-uns, qui refusaient de s'éloigner à l'heure du danger, il fallut employer la force. Un d'entre eux, jeune homme orné des plus belles qualités et issu de noble race, répondit à l'invitation qu'on lui faisait de rentrer dans sa famille, que personne ne lui persuaderait d'abandonner les Pères au milieu des persécutions et des épreuves; qu'il se revêtirait plutôt de l'habit de la Compagnie pour partager leurs périls et qu'il les suivrait jusqu'au bout du monde. Et telle fut l'abondance de ses larmes, que les supérieurs de la province durent se faire violence à eux-mêmes pour ne pas céder aux touchantes supplications de cet admirable enfant. A Catane, tout effort de persuasion fut inutile pour déterminer certains élèves du pensionnat, ouvert à peine depuis une année, à quitter cet établissement avec leurs compagnons. Leurs parents jugèrent superflu de les presser davantage, et ces jeunes amis demeurèrent aux côtés des Pères afin de les consoler jusqu'aux derniers instants de leur départ.

Les agents du parti ultra-libéral, disséminés dans toute l'île, ne pouvaient le méconnaître; les marques d'attachement données en ces circonstances aux Jésuites étaient de nature à prendre dans quelques localités des proportions qui compromettraient l'estime et le respect du peuple à l'égard des actes du dictateur. C'est pourquoi, imitant la conduite du gouvernement garibaldien de Palerme, ils manœuvrèrent d'une façon merveilleuse pour intimider les amis des Jésuites, et ils y réussirent en partie, jusqu'au point de les forcer, pendant ces jours-là, à se tenir enfermés chez eux. Cet art de violence, propre au libéralisme moderne d'Italie, fut employé surtout à Catane, dans cette noble et généreuse cité dont les sentiments favorables aux Jésuites avaient reçu

une si franche et si lumineuse confirmation, qu'il n'y avait pas moyen de les révoquer en doute.

Mais, tandis que dans les villes principales de la Sicile, Palerme excepté, les représentants du gouvernement insurrectionnel, par sentiment de modération et par égard pour la population, se montraient bienveillants avec les Jésuites condamnés à l'exil, il n'en était pas ainsi de la ville de Modica. Modica, chef-lieu de district dans la province de Noto, avait été autrefois capitale du comté de ce nom. En raison de sa situation qui en faisait deux villes tout à fait distinctes, elle avait, depuis plusieurs années, obtenu un second collége de la Compagnie. Toutefois ses préjugés, ses occupations, principalement agricoles, y avaient fait négliger, à cette époque, l'instruction qui avait produit autrefois chez elle des noms illustres. Peuplée de 35,000 âmes, c'était à peine si elle fournissait 300 jeunes gens aux colléges soit des Jésuites, soit des autres maîtres d'enseignement privé. Bien que ses habitants se distinguent par leur intelligence, et qu'il n'y manque pas un certain nombre (assez restreint, je l'avoue,) de personnes cultivées et instruites, plusieurs nobles du pays lisent mal et écrivent plus mal encore; on en compte même parmi ces derniers qui, comme au temps de Charlemagne, ne savent pas signer. Or, afin de donner une impulsion à la culture littéraire de ce district, les Jésuites avaient, depuis un certain temps, formé le dessein d'y fonder un grand pensionnat, où se réuniraient les enfants des plus riches et plus nobles propriétaires de cette contrée : c'était le moyen de semer dans les principales familles l'amour des lettres et de le propager ensuite dans les classes inférieures de la société et d'en faire la base de la civilisation du pays. Mais l'état de trouble, où

l'Italie s'est trouvée depuis maintes années, n'avait pas permis aux Jésuites de réaliser leur plan. Ils n'avaient pourtant pas laissé d'entreprendre de tels travaux pour le bien de cette population, que toute l'estime des habitants de Modica leur était acquise et qu'on les aimait là d'une façon toute particulière. —

Après que la révolution eut éclaté, les Jésuites continuèrent d'exercer leur ministère et les habitants de Modica continuèrent de les estimer et de les aimer. Et même dans les premiers jours du soulèvement, comme certain jeune homme osait proposer leur expulsion, chacun l'en blâma et plusieurs ajoutèrent la menace à l'improbation : bien plus, le chevalier Giardina, qui gouvernait alors ce pays, envoya son propre père les assurer, qu'ils n'avaient rien à craindre ni de leur part, ni de la part du peuple. De semblables assurances leur furent données par le chevalier Arena et par le baron Calamenzano, à qui se trouvait alors confiée la sécurité intérieure et extérieure du pays. Que ces déclarations aient été sincères, nous ne l'affirmerons pas: mais nous sommes persuadés qu'elles n'amenèrent point les Jésuites à douter que la révolution, dont le chef était Garibaldi, ne leur préparât une ruine totale. Néanmoins, ils n'auraient pu, en aucune façon, imaginer la violence et la barbarie qui, après tant d'assurances, seraient employées contre eux.

Le parti Leva ayant prévalu, comme nous l'avons dit, les choses changèrent d'aspect à Modica; on y commença à parler d'une prochaine dissolution des Jésuites et l'on vit sortir de terre des calomniateurs et des ennemis de leur nom et de leur réputation. Les émigrés et les volontaires d'Italie attisèrent ce feu qui couvait sous la cendre ; et finalement

l'arrivée de Fabrizi et les encouragements que Crispi envoyait de Palerme, firent naître et formuler un grand projet contre les Jésuites, projet dont l'exécution, en l'absence du gouverneur qu'on attendait alors, réussit au président du comité.

Dans une ville où la révolution n'avait aucun obstacle à vaincre, toutes les sollicitudes du gouvernement provisoire tournèrent à la persécution des Jésuites; on eût dit qu'il s'agissait de prendre d'assaut une citadelle ou de livrer une grande bataille à un puissant ennemi. Les faits qui eurent lieu en ces conjonctures pourraient fournir la matière d'un agréable roman. Nous en dirons quelque chose pour alléger à nos lecteurs la gravité de notre histoire.

Le président du comité de Modica commettait l'exécution de ses desseins au chef de la sécurité intérieure du pays, lequel, oubliant les faveurs reçues des Jésuites et proclamées autrefois par lui-même, obéissait, par faiblesse de caractère, à l'humiliante mission dont il était chargé. Il eut bientôt l'occasion d'ouvrir contre les Pères les plus mesquines hostilités. Informé par un de ses agents que le recteur du collége supérieur des Jésuites, dans la crainte d'être volé, avait fait partir deux ou trois coffres tout pleins des trésors de la maison, il jugea le moment venu de commencer l'attaque. Il se rendit donc, le 11 juin, avec tout le cortége d'une parade, au lieu où se trouvaient les trois coffres et, après y avoir apposé les scellés, il les fit porter triomphalement au Comité, absolument comme on ferait d'un corps d'armée prisonnier de guerre. Cette action parut à tout le monde bien ridicule; mais on comprit d'ailleurs que ce pouvait être là un prélude à des impostures ou à quelque chose de pis encore. C'est pourquoi les Jésuites se

présentèrent chez le chef de la sécurité pour lui soumettre quelques observations sur la solennité qu'on avait voulu donner à un fait insignifiant. Il leur fut répondu que la saisie des coffres n'avait pas pour but d'y surprendre de l'argent ou des meubles leur appartenant (ce qui était le seul vrai motif); mais seulement d'examiner *s'il n'y aurait pas des correspondances avec la police de Sicile*. Les Jésuites répliquèrent franchement que lui, chef de la sécurité, agissait contre sa persuasion et sa conscience; que dans toutes les archives de la police sicilienne, tombées entre les mains de la révolution, pas un seul écrit ne s'était trouvé qui eût pu de ce côté ternir l'honneur de la Compagnie; qu'il était assez étrange de supposer que les Jésuites, s'ils avaient eu de pareilles correspondances, eussent voulu maintenant les emporter avec eux, au lieu de les brûler. Ils protestèrent enfin que, possédant les clefs des trois coffres, et se trouvant sous le coup d'un outrageux soupçon, ils devraient à tout prix assister à l'ouverture et à l'examen de ces mêmes coffres. A quoi ce monsieur répondit qu'on ne leur refuserait pas cet acte de justice. Mais, le soir même, il fit envelopper les maisons des Jésuites par des hommes armés, avec ordre d'en garder toutes les issues. A l'aube du jour suivant, cette bande, composée en grande partie d'assassins, envahit leur maison, leur défendit de sortir et interdit absolument et sans exception d'entrer, soit dans le collége, soit dans l'église. Les Jésuites ne se déconcertèrent point; ils protestèrent hautement de vive voix et par écrit contre ces procédés d'inqualifiable violence et ils ne cédèrent qu'à la force.

Cependant, en séance du Comité, on brisa la serrure des coffres et on en retira une somme de mille écus que les Pères avaient eu la simplicité d'y mettre; on vola de même

la meilleure partie des objets qui se trouvaient là, livres, linges, images, etc. Puis, comme si le corps du délit eût été ainsi constaté au point de n'avoir plus besoin d'autres preuves, on décréta contre les communautés des deux maisons des Jésuites à Modica, la dispersion et l'exil. Les Pères devaient partir (*extra regnare,* aller régner au dehors) dans les 48 heures, non-seulement de la ville, à laquelle se limitait le pouvoir du Comité, mais de l'île entière; telles avaient été les suggestions de Fabrizi et les instructions de Crispi. Cette sentence écrite par M. Muccio dans le style ampoulé de la révolution et signée par le président du Comité, fut portée le même jour aux supérieurs des deux maisons, auxquels il fut enjoint de consigner à l'instant tout ce qu'ils possédaient. La secrète pensée des conspirateurs, après avoir dépouillé les Jésuites de toutes choses, jusqu'à leur linge et à leurs papiers, était de les mettre cette nuit même dans les voitures préparées à cet effet, de les conduire sous escorte à Zallo, et de les jeter dans une barque amarrée en cet endroit depuis plusieurs jours, qui les transporterait, sous la foi du serment, à l'île de Malte et les déposerait sur la plage. Mais ce cruel projet étant venu à transpirer, plusieurs honnêtes citoyens de Modica et des membres mêmes de la famille Leva, s'y opposèrent de toute leur force, comme à un procédé ignominieux pour leur pays. Le président et ses complices durent y renoncer, d'autant plus que dans la même journée le peuple avait donné aux Jésuites des preuves manifestes de la faveur qu'ils avaient su se concilier.

En effet, comme il était arrivé qu'un des frères de la communauté avait sonné par erreur la cloche du collége inférieur à une heure inaccoutumée, la population soupçon-

nant que les envahisseurs armés du collége tourmentaient les Pères, se porta en masse aux portes de cette maison et prit un aspect si menaçant que les gardes, perdant la tête de confusion, coururent prier les Pères d'aller immédiatement aux portes d'entrée pour calmer les appréhensions et la colère de la foule. C'était de ce même peuple que, le même jour encore, Muccio écrivait dans le décret d'exil des Jésuites « que la crainte d'un soulèvement populaire contre « les Jésuites décidait le Comité à les expulser sans délai. » Quelle hypocrisie éhontée ! Mais c'est ici la vertu sociale d'une révolution antisociale, s'il en fut jamais.

Dès lors, on se relâcha un peu des rigueurs de l'étroite prison qui avait été infligée aux Pères ; mais on ne cessa pas complétement les vexations. Les délégués du comité employèrent tant de fourberies, tant d'outrages, tant de bassesses et d'injustices, ils menacèrent si fort d'incarcération et même d'assassinat, que le recteur du collége, n'en pouvant plus, leur remit tout l'argent qu'il avait en réserve pour les besoins de ses religieux proscrits. Non content de cela, comme s'il eût dépouillé toute pudeur, le comité publia par la ville les manifestes les plus honteux avec menace de prison et de plus grands maux à quiconque ne restituerait pas entre les mains de l'autorité publique tout objet, livres, linges, meubles, reçus des Jésuites à titre de dépôt. On alla jusqu'à menacer d'incendie les maisons de quelques familles, si elles ne livraient pas tout ce que les Pères y avaient conservé : le domicile fut violé indignement, les plus sévères perquisitions furent faites, dans les endroits les plus cachés et les plus intimes, chez des personnes honorables et considérées ; et cela par les ordres d'individus qui, depuis, ne cessèrent de crier contre les visites domi-

ciliaires de la police des Bourbons. — Ces faits sont d'une nature si avilissante que nous croyons de notre devoir d'historien de taire le nom de leurs auteurs, pour ne pas les exposer au mépris public. Les membres de la Compagnie n'obtinrent qu'à grand'peine d'emporter le peu d'effets et de papiers strictement nécessaires à chacun : encore les eût-on au moins laissés partir en paix!

La vie des Pères du collége inférieur fut mise à vil prix. Un sicaire les attendait à un mille de Modica et, sur la voie publique, en plein jour, par la portière de la voiture qui venait justement et traîtreusement de ralentir le pas, on fit contre eux une décharge d'armes à feu dans une direction telle que sans l'aide de la Providence un des Pères aurait dû être frappé à mort et tous les autres blessés. Plus loin ils étaient de nouveau assaillis par une bande d'assassins armés de pistolets à balles forcées, et nous ne pouvons dire ce qui serait arrivé aux proscrits, si le conducteur de la Diligence postale, qui les précédait, ne les avait défendus des coups de ces scélérats, au moyen d'un fusil arraché à un voyageur, et si, avec un courage vraiment héroïque, il n'eût pas mis la bande en fuite. Ici encore nous croyons ne devoir pas nommer les mandataires de ces lâches guet-apens, au sujet desquels nous avons des documents certains et détaillés. Nous dirons seulement que, revenus à Modica, ces héros de grand chemin se glorifièrent publiquement de leur noble entreprise; et que cependant, malgré les réclamations et les menaces du peuple ameuté, les autorités révolutionnaires n'en inquiétèrent pas un seul. Bien différente fut la conduite du marquis Castelluccio, gouverneur de Noto, et du marquis Canicarao, chef de la force publique dans le même district; à peine ces deux personnages

eurent-ils connaissance des tristes événements qui venaient de se passer, qu'ils se mirent en quête des Pères arrivés à Noto et ordonnèrent l'arrestation du cocher, complice manifeste des assassins ; ils séquestrèrent la voiture et introduisirent un procès régulier sur le fait. En outre, dans la même nuit ils expédièrent un détachement armé à Modica, pour escorter les Pères qui devaient partir le lendemain. C'était justice que de procéder ainsi ; nous n'en devons pas moins signaler au lecteur la droiture et le louable empressement que ces deux hommes de bien mirent alors au service de la justice. Les Jésuites de l'autre collége furent conduits au Pozzallo, par ordre du Comité modicain, avec un cortége de parade destiné à effacer, s'il était possible, la tache ignominieuse du jour précédent. Cependant on leur avait fait défendre d'emporter aucun argent, sous la menace d'être fouillés avant leur embarquement. En conséquence, après un jour de jeûne, n'ayant pas eu de quoi se procurer quelque nourriture, pas plus que leurs gardiens ne les en avaient pourvus, ils mirent pied dans une barque, où ils durent implorer la charité des matelots pour ranimer leurs forces affaiblies.

Voilà des faits qui caractérisent les maximes vraiment libérales de la moderne révolution, qui a renié jusqu'au dernier sentiment d'humanité. Malte servit d'asile à une grande partie des Jésuites exilés de Sicile ; Malte, pays libre mais catholique, imitant le généreux exemple de son évêque, qui n'épargna rien en faveur des religieux proscrits, soulagea leurs misères, consola leurs afflictions et les dédommagea abondamment des peines endurées sur une terre qu'ils avaient arrosée de leurs sueurs et couverte de leurs bienfaits. Malte mérita d'être bénie par les exilés, bénie

par tous les nobles cœurs en admiration devant la foi de ce peuple, qui resplendit sur les flots de la Méditerranée comme une vive lumière au sein des ténèbres d'une révolution impie (1).

Les Pères de la Congrégation du Très-Saint Rédempteur, institués par S. Alphonse de Liguori, partagèrent le sort des Jésuites dans la persécution comme dans l'exil. Ils n'avaient en Sicile que trois maisons, l'une en un bourg de Palerme, dit l'*Uditore*, l'autre à Sciacca, la troisième à Girgenti. Ces ouvriers infatigables dans la vigne du Seigneur faisaient par leurs missions un bien immense dans les villes et dans les campagnes, extirpant les vices, réformant les mœurs du peuple et répandant partout la semence des vertus, qui sont les vrais fondements de la prospérité sociale. Pendant six ou sept mois de l'année, ils se faisaient missionnaires, suivant les lois de leur institut, et telles étaient leurs fatigues et les prodiges de leur zèle, qu'ils excitaient l'admiration de toutes les autorités, aussi bien que des populations de Sicile. Les évêques se réjouissaient infiniment de leur succès dans l'instruction religieuse du peuple et de leur concours dans l'éducation des jeunes clercs qu'ils préparaient au caractère sacerdotal. L'édification de leur vie, leur éloignement de toute ambition, le désintéres-

(1) Parmi les nombreux Seigneurs Maltais qui s'offrirent généreusement pour subvenir aux besoins de ces pauvres exilés, nous devons faire ici une mention toute spéciale de M. Rosaire Messina. Dès qu'il eut appris le coup qui venait de frapper les Jésuites de Sicile, il expédia aussitôt à Palerme un de ses bâtiments qu'il mit à la disposition des Pères, et les invita à passer dans l'île de Malte. Puis, de concert avec d'autres généreux habitants tels que : MM. Emmanuel Zammit, l'abbé Emmanuel Speranza, le chanoine Jacques Mamo, etc., etc., suivant en cela les instructions et les inspirations de Mgr l'évêque, il mit tout en œuvre pour soulager tant de Pères et Frères de la Compagnie, qui se rendirent à Malte ou pour y rester, ou pour se rendre de là dans quelque autre pays. — Le contraste entre des catholiques libres et des despotes mécréants est de la dernière évidence.

sement manifeste et le zèle sincère dont ils offraient le spectacle, leur avaient gagné l'estime, le respect, l'amour et la confiance des Siciliens. Est-ce que jamais on a entendu dire que l'un des Pères de cette vénérable Congrégation se soit mêlé d'affaires appartenant à l'administration civile, ou ait pensé à s'ingérer dans une question qui ne concernât pas rigoureusement le bien des âmes? Mais, ce qui en eux faisait ombrage aux régénérateurs d'Italie, ce qui attirait sur les Rédemptoristes la sentence de suppression et de bannissement, c'était précisément qu'on voulait former le peuple à une école tout autre que celle de l'Evangile. Cependant, pour justifier devant les Siciliens une aussi injuste persécution, on les chargeait d'une accusation souverainement calomnieuse, d'avoir été avec les Jésuites les soutiens de la tyrannie. Comme tels, le décret de Garibaldi les atteignait et les chassait de l'île infortunée qui ne pourra jamais oublier leur zèle ardent ni leurs vertus exemplaires.

A Palerme et à Sciacca, les exécuteurs de cette grande mesure d'iniquité témoignèrent à leur égard du respect et de la déférence; le peuple de l'*Uditore* fit les plus vives remontrances au dictateur, pour faire rapporter la loi qui les privait de leurs chers et bons Pères; et n'ayant pu y réussir, ils supplièrent qu'au moins l'église du village demeurât confiée à un d'entre eux.

A Girgenti ils ne reçurent pas des témoignages de la même bonté et de la même reconnaissance. Sans doute la population de cette ville était très-affectionnée aux Pères Rédemptoristes qui avaient tout fait pour subvenir aux besoins des âmes de toutes les classes de citoyens. Mais les représentants de la révolution étaient par là même plus

exaspérés; et l'heure du triomphe venue, ils voulurent faire peser sur ces vertueux prêtres la cruauté de leur haine impie. Le dictateur avait à peine lancé contre les Liguoriens le décret de bannissement, que leurs ennemis de Girgenti inondèrent leur maison de gens armés, déclarèrent tous les Pères en état d'arrestation et les gardèrent à vue dans leurs propres cellules, en interdisant l'entrée du couvent, même aux personnages les plus haut placés de cette ville. Nous ne dirons jamais de quelle amertume ils abreuvèrent ensuite ces bons religieux innocents de tout crime autre que celui d'avoir fait le plus de bien qu'ils avaient su et pu faire. Les rigueurs et les vexations résultaient des ordres d'un certain Joseph Belli, jeune homme élevé à la Voltaire, ou plutôt formé sur le type mazzinien, qui fut constitué président d'une commission pour la consignation des biens mobiliers et immobiliers de cette maison. Il serait difficile de raconter ici de quels cris ce mauvais garnement abasourdit les Pères durant ces jours; de quels reproches il les accabla, de quelles menaces il les effraya; dans combien de choses il trouva l'occasion de vomir contre eux son fiel atrabilaire. Il prétendait qu'on lui livrât une liste générale d'archives qui n'avaient jamais existé; ni le serment du recteur de la maison, ni l'attestation de ceux qui avaient reçu la consignation de leurs biens en 1848, ne suffirent pour calmer sa fureur; il manda un juge et lui dicta une accusation terrible contre le supérieur de cette maison. Allant plus loin dans ses exigences, il voulait à toute force un des couverts d'argent, que les Pères réservaient à l'usage des étrangers, et qui manquait sur les neuf couverts portés à l'inventaire de 1848; on eut beau lui dire que si ce couvert manquait, le supérieur ne l'avait pas

reçu en consignation de son prédécesseur qui ne se trouvait plus dans la communauté; que par compensation la vaisselle sacrée s'était de beaucoup augmentée: ces raisons et beaucoup d'autres ne faisaient aucune impression sur cet homme; vous eussiez dit une vipère qui, plus on la touche, plus elle distille sa bave empoisonnée. Le procès-verbal de l'argent que contenaient les armoires et les coffres appartenant à l'église étant terminé, ce frénétique ordonnait d'y joindre la pyxide du tabernacle et de la peser avec les particules consacrées. Les Pères s'opposèrent à une telle profanation et cette résistance leur valut d'être accablés de nouveaux outrages et abreuvés de nouveau fiel. Mais la fureur du président ne connut pas de bornes quand, après avoir fouillé et refouillé toute la maison et après avoir examiné les comptes, il s'aperçut que le trésor était vide et que la maison était plutôt en déficit. — Ç'avait été là le but de tant de vexations et d'inquiétudes, et de voir lui échapper une proie qu'il s'était figurée splendide le mettait dans une rage implacable; cependant, il ne pouvait en faire un grief aux Pères; les comptes de l'administration domestique étaient là sous ses yeux, et quelque scrupuleuses que fussent ses investigations autour des chiffres, il ne put découvrir aucune fraude. Enfin, après 14 jours d'épreuves, d'humiliations et de vexations, le nouvel inventaire achevé, ces pauvres religieux qui avaient consumé leur vie à travailler dans l'intérêt de cette ville et de cette province, demandèrent à la commission quelques subsides pour le voyage qu'ils devaient, sans la moindre ressource, entreprendre en pays étranger; mais la commission ne voulut pas même les entendre; ils demandèrent qu'il leur fût au moins permis d'aller hors du couvent implorer la charité

de quelque famille pieuse et opulente ; mais rien ne put fléchir ces cœurs de tigres. — Ils refusèrent. Le 7 juillet, toute la communauté, entourée de la garde du pays et sous l'escorte d'un des membres de la commission, fut conduite à la côte de Girgenti, où elle obtint son passage sur un petit bâtiment qui faisait voile pour l'île de Malte. Ainsi partaient ces ouvriers évangéliques avec leur supérieur qui, étant en proie à de violentes douleurs néphrétiques, ne voulut cependant pas demander à ces sauvages la faveur de rester dans l'île, faveur qu'il n'eût peut-être pas obtenue (1). L'évêque de Malte accueillit les exilés avec la plus grande bienveillance et la plus vive cordialité, et les pourvut d'une maison dite de St-Philippe, dans la Genglia, comme il avait pourvu les Jésuites de celle de St-Calcédoine, entre la Floriana et la Valletta. Les Maltais regardèrent les Liguoriens, ainsi que les Jésuites, comme des victimes d'une révolution anti-religieuse ; ils vénérèrent ces hommes qui avaient été jugés dignes de souffrir pour Jésus-Christ, et ils en aimèrent davantage cette foi qui, en maintenant les libertés civiles dans les limites de la rectitude et de la justice, préserve les peuples de l'ignominie de semblables actes barbares et inhumains.

(1) Un pauvre frère lai moribond put à peine obtenir de rester au couvent ; on avait soin toutefois d'interdire l'entrée auprès du malade à ceux qui auraient pu le consoler dans ses derniers moments : le médecin et le confesseur seuls étaient admis. Il mourut le 1er août, veille de la fête de son St Patriarche.

Y eut-il jamais prison plus étroite où le plus despotique des gouvernements usât de plus de rigueur ? Et après cela on ose encore déclamer contre la police napolitaine !

Chapitre XVIII.

CHANGEMENTS POLITIQUES DU GOUVERNEMENT DE NAPLES. — POLITIQUE DE CAVOUR.

—



La révolution du 4 avril avait été entièrement comprimée. Si les esprits des populations, surtout à Palerme, avaient conservé quelque exaltation, s'ils s'agitèrent et s'aigrirent de plus en plus jusqu'au 27 mai, le feu qui fermentait en eux leur venait de Turin. Sans les promesses et les secours qui provenaient du Piémont, l'ordre public se serait rétabli tout à fait, et le gouvernement du roi de Naples aurait pu entrer dans la voie des concessions et des réformes. Mais en conséquence de l'expédition de Garibaldi et des faits honteux qui s'ensuivirent à Palerme, le ministère napolitain et la famille royale furent frappés de consternation. Parmi tous les projets qui furent agités alors, il y a eu celui des réformes libérales, que le comte d'Aquila avait chaudement et peut-être loyalement proposé. Le jeune monarque et la reine Sophie n'étaient pas contraires aux maximes d'une liberté sage et modérée pour leurs sujets; mais ils avaient la conviction du grave danger auquel s'expose un prince, qui consent au régime libéral sous la pression de la violence populaire. Le comte de Chambord, chef de la famille des Bourbons, consulté par le roi au moment du débarquement de Garibaldi, répondit que, « quand Catilina

« est aux portes, ce n'est pas le temps des concessions et « des réformes ; que le roi devrait plutôt monter à cheval et « conduire ses troupes contre Garibaldi et ses partisans. » Mais l'empereur Napoléon lui avait antérieurement conseillé de tenter la voie des concessions, et il en voulut courageusement faire l'épreuve en ces moments critiques pour son royaume.

Le chevalier Caraffa, ministre des affaires étrangères, ayant rassemblé tout le corps diplomatique, lui annonça au nom du roi que de grandes réformes seraient accordées aux Etats de Sa Majesté ; il priait donc les ambassadeurs d'obtenir de leurs gouvernements respectifs la garantie de l'intégrité des possessions royales. La même communication était faite aux ambassadeurs du roi auprès des Cours étrangères, et on leur indiquait les principaux articles sur lesquels porteraient les réformes (1). En même temps, le monarque appelait de Rome le commandeur de Martino, accrédité près du Saint-Siége, et le chargeait d'une mission pour le gouvernement français. De Martino eut avant de partir une longue conférence avec les ambassadeurs de France et de Russie, et le 11 juin il était reçu par l'Empereur à Fontainebleau.

Napoléon déclara ouvertement à l'envoyé de François II qu'il ne reconnaîtrait pas l'annexion de la Sicile au Piémont, de même que ni lui ni son ministre n'avaient reconnu celle des Romagnes et de la Toscane (2). En réponse à la lettre autographe que lui adressait le roi de Naples, il

(1) V. les dépêches de Vienne du 9 et du 12 juin 1860, et les correspondances du *Nord* et du *Journal des Débats*.

(2) V. la dépêche du 24 juin de Naples, où l'on dit que cela avait été déclaré officiellement. Cette assertion paraît se confirmer par la dépêche de Cowley à Lord Russell (Paris 12 juillet).

conseilla au jeune souverain, dans une lettre également autographe, d'adopter une constitution pour son royaume, d'accorder une amnistie générale, de changer son ministère, de conclure une alliance avec le Piémont et d'arborer le drapeau Italien avec les armes de Naples; il promettait ensuite ses bons offices auprès de la Cour de Turin (1).

L'ambassadeur cependant ne put obtenir de l'Empereur la garantie de la couronne de Naples. Le ministère napolitain adhéra unanimement aux propositions de la Cour de France.

Conséquemment, le 26 juin, le journal officiel de Naples publiait l'acte souverain qui suit :

« Désirant donner à nos sujets un témoignage de notre « souveraine bienveillance, nous avons résolu d'accorder « des institutions constitutionnelles et représentatives « en harmonie avec les principes italiens et nationaux, « de manière à assurer pour l'avenir la sécurité et la pros- « périté publique et à resserrer toujours davantage les « liens qui nous unissent aux peuples que la Providence « nous a appelés à gouverner.

« A cette fin nous avons pris les résolutions suivantes :

« 1° Nous accordons une amnistie générale pour tous les « délits politiques commis jusqu'à ce jour;

« 2° Nous avons chargé le commandeur Antoine Spi- « nelli de la formation d'un nouveau ministère, qui rédigera « dans le plus bref délai possible les articles du statut sur « les bases des institutions représentatives italiennes et « nationales;

(1) V. le *Morning Chronicle* du 26 juin. — Exposé de la situation de l'empire français en 1860.

« 3° Un traité sera conclu avec S. M. le Roi de Sardaigne « en faveur des intérêts communs des deux Couronnes en « Italie;

« 4° Notre drapeau sera désormais orné de trois bandes « verticales aux couleurs nationales italiennes, contenant « toujours au milieu les armes de notre dynastie;

« 5° Quant à la Sicile, nous lui accorderons des institu- « tions représentatives analogues, qui puissent répondre « aux besoins de l'île, et l'un des princes de notre royale « maison y sera notre vice-roi.

« Portici, le 25 juin 1860.

« François. »

Cet acte souverain publié, on s'appliqua à la formation du nouveau ministère, qui fut dans la suite quelque peu modifié. Le commandeur Spinelli en eut la présidence; c'était le même qui en 1848 avait été chargé, par Ferdinand II, de proposer les bases d'une constitution. Le commandeur de Martino, homme de grand mérite, bien connu pour ses principes libéraux mais modérés, eut le portefeuille des affaires étrangères; M. Del Re, financier habile, fut nommé pour lors ministre de l'intérieur; M. Manna rentra au ministère des finances qu'il avait occupé en 1848 avec une réputation d'économiste éclairé; le prince de Torella fut chargé, comme en 1848, du département des affaires ecclésiastiques; M. della Greca, autrefois député aux Chambres napolitaines, fut préposé aux travaux publics, où l'on appela ensuite M. Morilla, M. della Greca ayant reçu une mission spéciale pour l'Angleterre; l'amiral Garofalo, vieux muratiste, devint ministre de la marine; le général Ritucci qui, en 1848, s'était distingué avec le général Pepe dans la

défense de Venise, reçut le portefeuille de la guerre. Puis, en conformité des concessions royales, la bannière tricolore fut arborée et saluée par les détonations de l'artillerie des forts et de la flotte. Ensuite on envoya à la légation de Naples à Turin, l'ordre de délivrer des passeports à tout Napolitain et à tout Sicilien qui en ferait la demande, excepté les déserteurs seulement.

Cependant comme le conseil des ministres s'était rassemblé pour élaborer les points fondamentaux de la nouvelle constitution, on délibéra de proposer au roi le rétablissement du statut de 1848, accordé par Ferdinand II, son père. C'est pourquoi, le 1 juillet, la requête suivante fut adressée à Sa Majesté François II :

« Sire,

« Par l'acte souverain et mémorable du 25 juin, Votre « Majesté annonçait à son peuple deux grandes idées, celle « de remettre en vigueur le régime constitutionnel et celle « de contracter une alliance avec le roi Victor-Emmanuel, « pour le plus grand bien des deux couronnes italiennes. « Ces sublimes paroles, inaugurant pour vous et pour votre « royaume une ère vraiment glorieuse, ont retenti dans « toute l'Europe et ont rempli de joie les cœurs de vos su- « jets, qui attendent de la loyauté de leur Roi l'accomplis- « sement de la grande œuvre.

« Votre Majesté a daigné en même temps convoquer le « conseil des ministres soussignés, sur lesquels repose « votre confiance, pour la prompte exécution de vos sincères « désirs et pour la confection du statut destiné à vos Etats « de terre ferme. Or votre conseil, Sire, en s'appliquant à « la mise en pratique de vos royales dispositions, a consi-

« déré qu'un statut constitutionnel existe dans les lois pu-
« bliques du royaume, à savoir : celui que votre auguste
« père, Ferdinand II, a concédé. Si ce statut fut, après
« quelque temps, suspendu par suite d'événements déplo-
« rables que nous n'avons pas à rappeler ici, il n'a ja-
« mais été abrogé, comme il est arrivé dans quelques Etats
« de l'Europe. Il paraît donc aux soussignés qu'une idée
« simple et logique serait de remettre en pleine vigueur ce
« statut de 1848. Votre Majesté trouvera, à en user de la
« sorte, un travail facile et agréable, dont elle est désireuse
« de répandre les bienfaits dans ses domaines. Les étran-
« gers admireront dans une pareille résolution la sagesse
« du souverain, et vos peuples, sans être forcés d'attendre
« un nouveau document, prendront plus d'intérêt à leurs
« libertés et recevront avec gratitude ce nouveau gage du
« roi pour l'inauguration du régime constitutionnel. »

François II accepta la proposition de son ministère, et le jour même il publiait le décret par lequel il ordonnait le rétablissement du statut de 1848, convoquait le Parlement National pour le 10 septembre, et renouvelait toutes les lois de 1848 et de 1849 concernant la liberté de la presse. Il nommait ensuite des commissions pour régler toutes les dispositions de la loi électorale et pour former une garde nationale (1).

En ce qui touchait la Sicile, le nouveau ministère ne s'écartait pas des mêmes principes, c'est-à-dire, qu'il reconnaissait les anciens droits de la constitution de 1812 depuis longtemps suspendue, et en proposait le rétablissement. Le

(1) V. le *Giornale Costituzionale* de Naples du 1er au 7 juillet 1860 et les correspondances du *Times* et du *Journal des Débats*.

roi ordonnait donc d'interrompre les hostilités du côté des troupes royales, à moins qu'elles n'eussent à repousser une attaque du côté de l'ennemi. Il s'employait activement pour que la France, l'Angleterre et le Piémont reconnussent les deux Etats de Naples et de Sicile comme réunis sous la même couronne, mais avec une constitution, une représentation et une administration tout-à-fait distinctes (1).

Il insistait principalement pour amener la France et l'Angleterre à imposer par leur autorité et, au besoin, par la force, une suspension des hostilités, surtout dans la partie continentale des Etats du roi que menaçait Garibaldi. La France ne rejeta pas cette proposition, que la Russie appuyait; mais elle demanda le concours de l'Angleterre, afin que ses intentions ne prêtassent pas à la calomnie (2). Mais John Russell, qui cependant, avec plus ou moins de sincérité, avait exprimé à M. de Persigny le désir de voir conclure un armistice, pendant lequel on formulerait des conditions de paix, John Russell, qui avait directement signifié les mêmes intentions aux cours de France et de Turin (3), déclara qu'après délibération des membres du cabinet, le Gouvernement de S. M. était d'avis de ne pas se départir du principe de non-intervention (4). Néanmoins, par une

(1) V. le *Giornale Costituzionale* de Naples l. c. et le correspondant du *Times* du 3 juillet.

(2) V. *Exposé de la situation de l'Empire présenté au sénat et au corps législatif:* — Affaires étrangères; la dépêche de Lord Russell à Sir Hudson le 17 juillet; celle de Cowley à Lord Russell le 24 juillet et la réponse du ministre en date du 26.

(3) V. la dépêche du comte de Persigny à Thouvenel, de Londres, 30 juin 1860, communiquée au sénat, et la dépêche de Russell à Sir Hudson, 25 juillet, et du même à Cowley, 23 juillet.

(4) V. la dépêche de Lord Russell à Cowley, 26 juillet et celle de Thouvenel au comte de Persigny, 23 août.

contradiction manifeste, John Russell avait écrit peu de jours auparavant à M. Hudson : « que le Gouvernement de « S. M. espérait que le roi de Naples n'entreprendrait rien « pour reconquérir la Sicile sans le consentement de la « France, de l'Angleterre et de la Sardaigne (1). » Lord Russell était-il donc disposé à empêcher par la force le roi de Naples de recouvrer ses Etats, s'il ne lui en avait pas humblement demandé la permission préalable, comme il avait menacé de le faire avec le Pape au sujet des Romagnes? La non-intervention pour le noble Lord ne devait profiter qu'à la cause révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, à peine l'*Acte souverain* fut-il publié à Naples, que les perturbateurs de l'ordre public se mirent en mouvement; ils parcoururent la ville avec des vociférations frénétiques, saccageant et brûlant les archives de la police; ils assaillirent et frappèrent à coups de bâtons et de poignards les agents qui essayèrent de leur résister et jetèrent partout le trouble et la confusion. Le fait le plus grave qui eut lieu dans les deux jours de ce tumulte, fut la blessure que reçut le baron Brenier, ministre de France, de la main d'un homme du peuple qui le frappa grièvement à la tête, tandis qu'il traversait en calèche découverte les rangs de la foule. La plus rigoureuse enquête ne parvint pas à découvrir le coupable; mais ce ne pouvait être qu'un membre du parti annexioniste, chagriné de ce que par l'influence de la France on revenait à l'idée de la confédération italienne, proposée à Villafranca. Les journaux licencieux du garibaldisme crièrent que le coup était parti de la main d'un agent du gouvernement et de la police de Naples. Mais à qui fera-t-on croire qu'en ces moments de

(1) V. la dépêche de Lord Russell à Sir Hudson le 17 juillet.

fermentation populaire contre le régime passé, un employé de la police ait osé, en présence de la multitude furieuse, lever la main contre M. Brenier, regardé comme l'auteur des concessions libérales? Le parti de la révolution ne raisonne pas. — Ces troubles cependant furent réprimés par l'attitude énergique des troupes; la ville fut soumise à l'état de siége, qui dura du 20 juin au 4 juillet, jour où fut publiée la constitution de 1848. Dans cet intervalle on s'était occupé d'organiser la garde nationale, et le 7 juillet la police fut reconstituée et revêtue du pouvoir de procéder à l'arrestation dans les cas de délit *flagrant* ou *presque flagrant,* de prévenir les délits et de maintenir l'ordre (1). Mais la police fut malheureusement confiée à l'avocat Liborio Romano, un Garibaldien, qui avait dirigé le mouvement populaire pour arriver au maniement des affaires publiques, s'en faire un chemin vers le ministère, et tramer plus aisément et plus honteusement la révolution du royaume et la chute des Bourbons.

Créé préfet de police à Naples, il publia une proclamation par laquelle il défendait au peuple les cris et les rassemblements séditieux, et recommandait aux troupes de dissiper avec modération les attroupements populaires. La tranquillité renaissait donc momentanément, les bons citoyens reprenaient courage et s'applaudissaient de voir se consolider l'autorité du gouvernement. Les choses persévérèrent en cet état jusqu'au 15 juin, quand un groupe de 20 soldats de la garde royale sortant de leurs quartiers se jetèrent en armes à travers les rues de Naples en criant d'une voix menaçante : « Vive le Roi, à bas la constitution! »

(1) V. les décrets publiés dans le *Giornale Costituzionale* de Naples du 7 juillet 1860.

Ce fut l'occasion de nouveaux troubles dans la population. Les ministres, par crainte de se trouver impliqués dans un mouvement réactionnaire, déclarèrent qu'ils renonçaient à leurs portefeuilles, si l'on ne procédait avec vigueur contre les auteurs de cette folle démonstration. Or François II non-seulement ordonna l'arrestation immédiate des coupables, mais montant lui-même à cheval avec le ministre de la guerre et avec l'état-major, il visita tous les quartiers militaires, harangua vivement les soldats et les officiers, et les obligea de prêter devant lui serment de fidélité à la constitution. Il fit ensuite disposer en carré toutes les troupes qui occupaient les *Granili*, — c'étaient celles qu'on jugeait les moins favorables aux idées libérales — et leur adressa quelques paroles bien senties où il leur disait sans détour que la preuve la plus manifeste qu'elles pourraient lui donner de leur dévouement à sa personne, serait de soutenir et de défendre les principes de liberté, devenus la loi fondamentale du royaume. Après quoi, les régiments jurèrent fidélité à la constitution parmi des acclamations au roi et au statut. Cette action glorieuse du jeune prince était un témoignage irrécusable de la sincérité de ses sentiments : elle suffirait seule à démentir les calomnies de Lord Russell et à retourner contre lui les traits qu'il a décochés sans pudeur contre l'héroïque souverain des Deux-Siciles. —

Le ministère de Naples satisfait de la conduite de son roi le remercia vivement et resta au pouvoir, et le jour suivant tout le corps diplomatique présenta au jeune monarque les plus chaleureuses félicitations (1).

Par là grandissait et se fortifiait, à Naples, le parti con-

(1) V. les dépêches officielles du 17 juillet publiées par le gouvernement de France.

stitutionnel, et ses progrès étaient également sensibles dans toutes les provinces. Les correspondants des journaux étrangers mandaient de cette capitale que l'épreuve tentée par le gouvernement avait toutes les apparences d'un plein succès ; que ce coup, bien qu'un peu tard, frappait à mort le parti de la révolution et soulevait d'immenses obstacles à la propagation du parti annexioniste. La presse de toutes nuances ne pouvait s'empêcher de louer la prodigieuse activité que le jeune monarque et son ministère avaient déployée durant ces jours, et les organes de la publicité n'osaient plus attaquer des mesures qui réflétaient constamment la sincérité des intentions du roi. Les annexionistes voyaient bien que les réformes de François II devenaient un grand embarras à l'accomplissement de leurs desseins; aussi n'épargnaient-ils aucune manœuvre pour en gâter les résultats et en détruire l'efficacité. Le retour des émigrés vint encore augmenter leur audace et donner un précieux appoint au parti insurrectionnel, en le soutenant des noms de personnages représentés comme les martyrs du gouvernement des Bourbons. Liborio Romano était le centre et le moteur de leurs conseils, le guide de leur conspiration et en même temps la garantie de leur impunité; puisqu'il avait réussi à mettre la révolution sous la protection de la police même.

Le seul empêchement qui restait venait du côté des lazzaroni, dont l'amour et le dévouement envers leurs souverains s'est toujours conservé d'une façon vraiment singulière ; on s'appliqua donc à corrompre cette masse d'hommes ignorants, comme on avait fait à Rome, en 1847, avec les Transtévérins. Grâce aux mêmes artifices, on trouva aussi à Naples des Cicervacchio et des Masanielli

qui, abusant de leur ascendant sur cette portion du peuple et jetant l'argent à poignées, égarèrent l'esprit d'un grand nombre, enflammèrent leurs passions en faveur de Garibaldi, le héros du jour, et en firent les ennemis de quiconque voudrait l'arrêter dans ses triomphes. Le portrait du célèbre condottiere était exposé aux regards du peuple; on répandait sur sa personne des biographies merveilleuses et mensongères, on célébrait ses louanges en couplets populaires et l'on glorifiait ses plans dans les journaux du parti qui devenaient de jour en jour plus audacieux. Ainsi fortifiés de la faveur d'une partie des lazzaroni, et soutenus d'une certaine opinion publique qui, soit par fanatisme, soit par compromis, ou par crainte ou par erreur, mais surtout par corruption, commençait à gagner toutes les classes et allait en imposer à la majorité de la population, les meneurs préparèrent de solennelles démonstrations en l'honneur de Garibaldi, démonstrations qui vers la fin de juillet devinrent plus nombreuses et plus fréquentes. D'autre part ils travaillaient sans relâche à faire élire des annexionistes pour membres du parlement; une fois ceux-ci maîtres des résolutions de l'assemblée nationale, il ne fallait, se disait-on, pour renverser le trône des Bourbons qu'un coup de main de Garibaldi. De cette manière, à l'aide des plus vils expédients de corruption, de trahison et d'assassinat, le parti garibaldien gagnait peu à peu du terrain, sapant par les fondements la cause de l'ordre, de la justice et de la moralité publique. Alors cependant, tous les yeux étaient tournés vers la cour de Turin, des résolutions de laquelle dépendait le sort de la Péninsule. —

C'était en effet le principal objet que devait avoir en vue le ministère Spinelli, de remplir absolument le programme

de l'empereur des Français qui avait conseillé à François II une étroite alliance avec le Piémont pour résister à toute attaque ou prépondérance étrangère (1). Cette importante mission fut confiée à Manna et au baron Winspeare, tous deux capables de la mener à bonne fin, dès qu'ils n'auraient pas à lutter contre la mauvaise foi, l'hypocrisie et la trahison. —

Assurément la conduite que tint alors M. de Cavour envers la cour de Naples fut digne de cette âme dont le caractère fondamental, a dit avec raison le comte de Montalembert, est le *mensonge*. Chef et directeur suprême de toute la machine révolutionnaire d'Italie, il avait fait de Garibaldi un instrument de ses projets (2), tandis qu'il proclamait son innocence en face de la diplomatie européenne, laquelle a su élaborer beaucoup de notes et de dépêches, mais n'a rien fait pour la defense du droit audacieusement foulé aux pieds et de la faiblesse cruellement opprimée (3). M. de Cavour avait, sans contredit, favorisé l'expédition de Garibaldi et s'était ensuite plaint au ministre de Naples et aux gouvernements d'Europe de ce qu'ils l'avaient plus ou moins incriminé. Il avait promis à M. Thouvenel d'empêcher les expéditions ultérieures qui se préparaient à Gênes contre la Sicile, et cependant il avait tout laissé faire et tout disposer, sans y mettre aucune entrave ni en témoigner le plus léger mécontentement. Puis, comme pour se moquer des conseils des diplomates, ou pour les faire rire à ses dépens, il envoyait à la flotte l'ordre de prendre la mer, de marcher

(1) V. l'*Exposé de la situation de l'empire français*, l. c., la dépêche cit. de Persigny à Thouvenel.

(2) Zambianchi n'hésita pas à l'affirmer dans sa prison de Gênes. — V. la lettre citée plus haut.

(3) Casella avait raison de l'affirmer dans sa circulaire du 12 novemb. 1860.

vite et d'arrêter, partout où on le pourrait, l'expédition de Garibaldi qui se trouvait déjà dans les eaux de Sicile. Voici quelque chose de plus fort. S'il arrivait qu'un vaisseau napolitain eût réussi à arrêter quelque détachement de Garibaldiens sur le point de débarquer dans l'île, Cavour s'en constituait aussitôt le protecteur et l'avocat et employait jusqu'à l'autorité de l'ambassadeur anglais, M. Elliot, pour amener la délivrance des captifs et les mettre en état de rejoindre librement Garibaldi (1).

Les choses en vinrent à un tel degré d'impudence que les feuilles publiques annonçaient plusieurs jours à l'avance les expéditions qui devaient partir des ports du Piémont, avec indication du jour et de l'heure du départ ; qu'elles annonçaient l'argent, les munitions de guerre, les fusils et les canons que l'innocent M. de Cavour envoyait à Garibaldi, en les faisant porter quelquefois à l'extrémité du môle de Gênes et garder par une sentinelle (2); et qu'elles désignaient même les soldats aguerris et disciplinés que M. de Cavour licenciait de l'armée piémontaise, pour les envoyer en Sicile sous la conduite de Cosenz ou d'un autre officier formé à la guerre. Ce sont là des faits dont personne ne doute et dont M. de Cavour s'est glorifié lui-même dans la suite, après s'en être excusé alors par des considérations de prudence et avec tous les calculs de l'hypocrisie.

Mais, tout en ayant protesté alors devant les cours étrangères, qu'il n'était pour rien dans ces attentats, et tout en ayant tâché de couvrir sa complicité manifeste, il n'avait

(1) V. la dépêche de Naples du 16 juin 1860. — Le 21 juin 1860, le marquis Normanby blâma fortement dans la chambre des Lords, M. Elliot pour avoir fait au nom de la Sardaigne des remontrances au roi de Naples de ce que celui-ci avait capturé des vaisseaux révolutionnaires.

(2) V. corresp. de Turin à l'*Union*, 24 juin 1860.

pas laissé de recueillir à temps le fruit des entreprises de Garibaldi et de ses machinations révolutionnaires. Aussitôt que Palerme eût capitulé, avant que la Sicile se fût émancipée de la domination napolitaine et déclarée *librement* pour l'annexion, M. de Cavour avait envoyé son cher La Farina pour la gouverner au nom du Piémont.

Ce premier commissaire ayant échoué dans sa mission, Cavour le remplaça par Depretis, qui allait mieux aux vues de Garibaldi, et il tenait Farini en réserve pour Naples, comme Pepoli pour l'Ombrie et Valerio pour les Marches. Il n'en mettait que plus de zèle et de scrupule à prêcher le principe de non-intervention, et il le recommandait même à la France, en lui rappelant qu'elle avait officiellement adopté la dépêche de Lord Russell relative à la non-intervention (1). Cavour voulait du principe pour autrui et non pour lui-même.

Cependant l'empereur Napoléon, suivant ce qu'il avait promis au roi de Naples, prêtait son appui aux ambassadeurs pour aplanir le chemin à une confédération des deux États (2). Il chargeait son ambassadeur, le baron Talleyrand, d'insister pour que M. de Cavour entrât en pourparlers d'alliance avec Naples (3).

Les cours de Russie et d'Espagne recommandaient chaudement la même chose au noble comte, de sorte que la presse étrangère se persuadait que le Piémont aurait peine à sortir de cet embarras. On commença cependant à faire courir le bruit que le gouvernement Sarde était sous la pression des puissances étrangères. Lord Russell interpel-

(1) V. la dépêche du 12 juin 1860 datée de Turin.
(2) V. l'*Exposé de la situation de l'empire français*, l. c.
(3) V. la dépêche de Turin du 3 juillet 1860.

lait même M. de Persigny sur les conseils de l'Empereur au roi de Naples (1). M. Griffith demandait des éclaircissements à Lord Russell sur la question de savoir si réellement la pression dont on parlait était exercée sur le gouvernement de Sardaigne pour le forcer à une alliance avec Naples (2). M. de Cavour tentait l'inimaginable pour détourner les coups de la diplomatie : il déchaînait les journalistes et le parlement contre l'alliance Sardo-Napolitaine; il se faisait menacer par eux des tristes conséquences où l'entraînerait sa soumission aux puissances du dehors; puis il répondait à celles-ci, en alléguant l'opinion publique qui se soulevait menaçante contre le plan de cette confédération (3); il donnait pourtant toujours de belles paroles et gagnait du temps en différant l'ouverture officielle des négociations.— Il faisait enfin admettre les ambassadeurs napolitains à une audience du roi; il recevait les propositions d'alliance apportées par eux; il leur en proposait d'autres de sa façon assez dures pour les décourager d'entrer en conférences officielles; et les voyant, malgré tout, se prêter à ses propositions, pourvu qu'il y eût alliance mutuelle, il en éprouvait un violent dépit. Cette étrange conduite du comte Cavour et l'embarras comique où il se trouva pendant plusieurs jours, nous ont été révélés, outre les correspondances privées et publiques, par une lettre, vraie ou supposée, insérée dans le *Constitutionnel* sous la signature *pour extrait* de M. Grandguillot. Cette lettre qui, si elle n'est pas de ce rédacteur, exprime du moins sa manière ordinaire d'envisa-

(1) Voyez la dépêche de Persigny à Thouvenel, datée de Londres 30 juin 1860.

(2) Séance du 10 juillet 1860. — Chambre des Lords. —

(3) V. entre autres documents la dépêche de Russell à M. Fane (21 août) et celle du même Lord à Sir Hudson (25 juillet).

ger les choses (1), disait que « M. de Cavour était fort embarrassé de voir la nouvelle puissance (des unitaires Italiens), qui grandissait à ses côtés et *n'acceptait de lui ni ordres ni direction.* » En vérité, si parfois un maître d'école se plaint de l'indocilité de quelque jeune écervelé qui met le trouble dans sa classe, il ne laisse pas pour cela de se dire le maître et de faire prévaloir son autorité sur tous.

De même, si de temps à autre M. de Cavour dut subir une escapade de la part de Garibaldi et de Bertani, son confident ; s'il dut souffrir en paix que la Farina fût chassé de la Sicile par Garibaldi et chassé de la manière la plus outrageante, qu'il surgît dans les Romagnes, sous l'influence de Bertani, une société intitulée la *Nation* qui se mettait en opposition apparente avec sa *Société nationale* de Turin ; nous n'admettons pas, comme vraisemblable, que les dégoûts de M. le comte aient été aussi nombreux ni aussi grands qu'il voudrait nous le faire croire et d'ailleurs il a toujours tiré profit de ses émissaires les moins diplomatiques pour satisfaire aux plans de son ambition. La société même de la *Nation* fondée par Bertani n'avait pour but que d'enrôler des hommes à Faënza pour envahir l'Ombrie et les Marches (2). Mais cette invasion n'était-elle pas un acte conforme aux désirs du comte et une concession que Farini avait faite aux Mazziniens dans la personne de son chef? Que disait en effet l'*Opinione,* organe de M. de Cavour, dans l'article par lequel il s'étudia à justifier l'évidente complicité du gouvernement subalpin favorisant les Garibaldiens? Elle disait que « le gouvernement était convaincu du be- « soin d'opposer un obstacle aux *hordes papales.* » Parce que

(1) V. le *Constitutionnel*, 12 mai 1860.
(2) V. corresp. de Turin du 19 juin 1860 dans la *Presse* de Paris.

Lamoricière avait organisé à Rome de *grandes forces*, on pouvait craindre que ces forces ne tombassent sur le Piémont. Que si, à raison des égards diplomatiques, le Piémont ne pouvait prendre ouvertement l'initiative dans les faits et gestes de Garibaldi, il s'en réjouissait *par crainte des attaques de Rome* (2). *Risum teneatis, amici!* Cette fois l'hypocrisie donnait dans le ridicule; ce n'en fut pas moins une preuve indubitable de la réelle complicité de M. de Cavour et dans l'expédition de Garibaldi, et dans l'enrôlement des volontaires de Faënza, et dans la formation du corps des 6,000 hommes armés à Gênes par Bertani, qui les voulait jeter sur Corneto contre les troupes papales, et encore, comme nous le verrons, dans l'expédition même des Garibaldiens contre les domaines napolitains de terre ferme. Il nous reste cependant à examiner le rôle qu'il joua dans cette affaire sur le théâtre de la diplomatie, en déguisant et en voilant ses pensées, en affectant même d'agir à rebours de ses véritables projets pour les réaliser plus sûrement.

(2) V. l'*Opinione* de Turin du 17 août 1860.

Chapitre XIX.

LE DICTATEUR DE SICILE ET LA FARINA. — BATAILLE DE MILAZZO ET CONVENTION DE MESSINE. — ISSUE DES NÉGOCIATIONS DE LA COUR DE NAPLES AVEC LE GOUVERNEMENT DE TURIN.

—

Les projets de l'insurrection italienne formés par Garibaldi n'étaient pas un mystère : il les avait hautement annoncés dans ses proclamations où il avait chaque fois rebattu les mêmes idées. Faisant pour un moment abstraction de la question religieuse, en ce qui concerne la politique, il entendait, après la Sicile conquise, passer à Naples, de Naples à Rome, de Rome à Venise et ne proclamer le royaume d'Italie que lorsqu'il aurait soumis toute la Péninsule. Il faisait encore croire, et il en avait souvent fait la promesse, qu'après la délivrance de l'Italie, il aiderait les Hongrois à s'émanciper, et affranchirait enfin Nice, sa patrie, de la domination française. Or M. de Cavour ne pouvait pas manifester solennellement ces plans devant les cours de l'Europe, ni montrer de près ou de loin qu'il était de complicité avec le programme de Garibaldi et en rapport d'alliance avec le parti de la révolution. Il devait donc se donner l'air d'ignorer ingénument tout ce qui s'ourdissait dans les provinces piémontaises au détriment des Etats voisins; protester et se démener, tant que la conquête restait en suspens; puis, l'invasion accomplie, il devait entrer en

scène pour réprimer, par pur motif de zèle, les désordres et l'anarchie des pays qu'il avait soulevés, et accepter pour le *bien de l'Italie,* le bénéfice de la révolution, son ouvrage.

Néanmoins, comme il arrive d'ordinaire dans l'association de plusieurs larrons, il n'existait pas de confiance entre Garibaldi et Cavour : le comte n'ignorait pas que le plus fort parti qui soutenait le général était celui de Mazzini et des républicains. Au fait, les principaux agents et confidents de Garibaldi comme Crispi, Raffaele Bertani, Ricciardi, Zambianchi, Mario, etc., ne disaient pas autre chose, et c'était aussi la signification du rendez-vous que les plus grands démagogues de l'Europe s'étaient donné à Palerme, puis à Naples. C'est pourquoi, aussi bien avisé qu'il l'était, M. de Cavour n'oubliait point de surveiller les mouvements du dictateur et de pousser à la prompte annexion des Etats qu'il enlevait à leurs souverains légitimes. Mais Garibaldi, au milieu des ovations publiques et au comble de sa gloire, ne pouvait certainement pas accéder aux prétentions de Cavour qui, de maître l'auraient fait esclave et l'auraient privé des moyens de réaliser ses projets C'est à ce point de vue qu'il faut juger la violente expulsion de la Farina hors de Sicile. La Farina avait toujours été un républicain, collaborateur de l'*Alba* de Florence et l'un des ultra-libéraux de ce temps. En 1848, après les scènes de théâtre qu'il monta en Sicile, surtout pendant son ministère de la guerre, conduit à la frontière, il se donna pour un unitaire républicain et tel il se dépeignit dans son histoire de la révolution de 1848 en Sicile, histoire qu'on dirait avoir été conçue en apologie de ses principes. « Il s'aperçut ensuite, dit Pianciani, que le titre d'unitaire sans celui de républicain répon-

drait mieux à ses projets et ménagerait, comme dit un proverbe italien, les chèvres et les choux (1).

En d'autres termes, il s'offrit en holocauste à la politique de Cavour, qui se servit beaucoup de lui dans l'organisation de la révolution des Deux-Siciles. Garibaldi à peine entré à Palerme, la Farina y fut envoyé avec le pouvoir de commissaire général du roi de Piémont dans l'île (2); tant il est vrai que le vote populaire seul appela le Piémont en Sicile. Garibaldi ne tarda pas à comprendre quel était le caractère de l'envoyé Piémontais : il lui fit bientôt sentir que la Sicile avait alors besoin d'armes et de munitions et non des phrases brillantes avec lesquelles il l'amusait et allongeait le chemin; il lui déclara ensuite carrément, qu'il n'entendait pas proclamer l'annexion avant la délivrance de l'Italie entière. Mais la Farina, quoique le gouvernement de Garibaldi ne fît aucun cas de lui, opérait en conformité des instructions reçues de M. Cavour; il faisait imprimer des bulletins portant ces mots : « Nous voulons l'annexion au « royaume constitutionnel de Victor-Emmanuel »; il les faisait coller aux portes de toutes les maisons de Palerme, les disséminait dans l'île entière, pour amener une réunion immédiate au Piémont, répandait ensuite le bruit que Garibaldi et Crispi voulaient fonder dans l'île un gouvernement républicain; il persuadait aux municipalités de pétitionner en faveur de l'annexion, et 300 communes, à ce qu'il dit, répondirent à son appel; il tenait des assemblées, organisait des démonstrations; en un mot, il n'y avait pas une pierre qu'il ne soulevât pour remplir la mission dont il

(1) Pianciani, op. cit. p. 55.

(2) V. le *Dritto* de Turin du 14 juin 1860 et le *Times*: corresp. de Naples du 9 juin.

était chargé. Garibaldi connaissait tous les manéges de la Farina, et en concevait chaque jour plus d'aigreur et de rancune contre lui; mais, quand il vit que les démonstrations, dues à son rival, gagnaient en force et en étendue, et que dans l'une de ces démonstrations son cher Crispi avait été sifflé, il ne fut plus maître de sa colère : il fit investir à onze heures de la nuit la maison de la Farina, le fit arrêter, avec ses deux amis, Jacques Griscelli et Pascal Totti, et conduire sous escorte à bord de la frégate *Marie-Adélaïde* qui le déposa à Gênes (1). Le lendemain le journal officiel de Palerme reçut une note du gouvernement garibaldien, dans laquelle on disait que les trois personnes arrêtées la nuit précédente avaient été expulsées pour conspiration contre l'ordre public déjà rétabli dans l'île. Après le départ de la Farina, quelques-uns des ministres les plus honnêtes renoncèrent à leurs portefeuilles et furent remplacés par des hommes que la presse qualifia de Mazziniens.

Cavour, à qui l'on renvoyait ainsi en cadeau La Farina, ne put assurément qu'éprouver du dépit de cet outrage qui rejaillissait sur lui-même; il dut cependant comprimer son indignation et chercher un ami de Mazzini, en qui il pouvait se confier, pour le dépêcher en conciliateur à Garibaldi. Depretis lui parut l'homme dont il avait besoin en cette occurrence, d'autant plus que le dictateur avait manifesté le désir de l'avoir. Ce fut donc Depretis qui alla soutenir en Sicile les intérêts du Piémont avec la qualité de commissaire royal.

Mais avant que cet envoyé fût arrivé à sa destination, Garibaldi s'était vu dans un rude embarras, à la suite des

(1) V. le *Dritto* de Turin au n° 186. — Le *Morning star*, corresp. de Paris du 1 juin. — La lettre de la Farina dans le *Piccolo Corriere* du 15 juin.

concessions libérales faites par le roi François II au royaume de Naples et promises à celui de Sicile avec la clause additionnelle de gouvernement séparé. Ce qui augmentait l'embarras du dictateur, c'était de voir la constitution napolitaine reposer sur des bases plus libérales que celle du Piémont.

Les négociations diplomatiques entre Naples et Turin ouvertement favorisées par la France et non entravées, semblait-il, par le ministère anglais, lui causaient un grand souci. C'est ce qui lui fit commencer à comprendre le besoin qu'il avait de l'appui de M. de Cavour et modifier un peu sa politique; il établit donc dans toute la Sicile des comités électoraux pour nommer les députés d'une assemblée nationale, qui devait hautement protester contre les réformes du roi de Naples et se déclarer, pour mettre la Sicile en complète indépendance de la dynastie bourbonnienne. Il ne laissa pas en même temps de réchauffer l'activité de ses agents, en leur recommandant de tourner en ridicule, de calomnier de la façon la plus outrageuse les intentions du jeune souverain et d'ameuter ainsi l'opinion publique contre les dernières concessions de cette cour. Cependant à peine se vit-il rassuré par la faveur que rencontrait auprès de Lord Russell la continuation de ses invasions et par les progrès que faisait à Naples le parti annexioniste, grâce au concours de Liborio Romano, assez heureux pour tromper la Sicile sur les intentions du roi de Naples, Garibaldi ne se soucia plus ni des élections, ni de l'assemblée nationale, et appela de nouveau ses soldats dans le chemin des combats.

Syracuse et Messine paraissaient les deux points principaux vers lesquels Garibaldi aurait porté ses forces; c'est pourquoi le mois de juin avait été employé à renforcer les

garnisons de ces deux places. On avait rappelé de Syracuse le général Rodriguez, qui paraissait peu propre à la défense de cette forteresse, et l'on avait envoyé à Messine le général Clary et le général Bosco, en même temps qu'avait eu lieu le rappel de Pianelli, à qui fut malheureusement confié le ministère de la guerre laissé vacant par Ritucci. Dans cette dernière place avaient été construites des redoutes formidables sur les hauteurs qui dominaient la ville, et ces redoutes, au dire des hommes de l'art, la rendaient inexpugnable. Mais Pianelli, devenu ministre de la guerre, fit rappeler une grande partie des troupes de Syracuse, en persuadant au roi que, pendant qu'on attendait le résultat des négociations entamées, il fallait suspendre les hostilités, se tenir strictement sur la défensive et augmenter les garnisons de Naples et des Calabres. Le général Clary avait lui-même l'intention d'abandonner la petite place de Milazzo, située dans la partie septentrionale de l'île, près de Messine, et d'en retirer la petite garnison de 1,500 hommes qui s'y trouvaient renfermés. Mais l'avis du généreux et chevaleresque Bosco ayant prévalu, on lui confia un corps de 4,000 hommes avec de l'artillerie, et on l'envoya dans les premiers jours de juillet renforcer cette forteresse et réoccuper la ville. Le général Medici était alors à Barcellona avec sa forte colonne, et il y faisait des recrues pour les conduire à l'assaut de Milazzo et de Messine (1). Ainsi, vu la proximité de ces deux corps de troupes impatients d'en venir aux mains, il devenait très-difficile d'éviter une rencontre. Le combat s'engagea en effet le 16 juillet avec tant d'impétuosité de la part des royaux et d'obstination

(1) Milazzo situé à l'ouest de Messine en est distant de 27 milles; Barcellona de 30 milles du côté du S. O.

de la part des Garibaldiens, que ceux-ci complètement défaits, éprouvèrent des pertes immenses qui remplirent de deuil toute la Sicile. Medici ne voulut pas publier les détails de ce combat, mais dans l'île on ne douta point du fait qui fut pleinement confirmé par les passagers de *la Mouette* et de l'*Iroquois*, et annoncé par une dépêche de Naples du 21 juillet. Les deux jours suivants, 17 et 18, des engagements se renouvelèrent, mais en légères escarmouches, Medici n'osant pas affronter une seconde bataille sans de nouveaux renforts, et Bosco n'ayant pas l'intention de l'attaquer, occupé qu'il était du soin de fortifier et de défendre Milazzo. Medici en profita pour annoncer dans de vaines dépêches l'entrée de Bosco à Milazzo comme une grande victoire. Il ne négligeait pas cependant de demander à Garibaldi de prompts et de vigoureux renforts.

L'ordre vint donc de Palerme, que les colonnes qui avaient marché par Girgenti et Cefalù eussent à rejoindre promptement celle de Medici. Puis, le 18 de ce mois, Garibaldi ayant connu l'importance de l'affaire s'embarqua sur la *City of Aberdeen,* avec toutes les forces qu'il put réunir à Palerme, et il les distribua sur divers bâtiments à vapeur, parmi lesquels était le *Veloce*, dont le capitaine Anguissola avait depuis peu trahi son drapeau et passé à la révolution (1).

(1) Le 5 juillet, Anguissola après avoir conduit des troupes à Milazzo, fit prendre aux siens la direction de Palerme sous prétexte qu'il devait s'y rendre en qualité de parlementaire. Arrivé en rade le même jour, ce traître fut conduit dans une barque génoise auprès de l'amiral sarde, avec lequel, paraît-il, il s'était entendu d'avance. Peu d'instants après, une foule immense se pressait sur le vapeur napolitain : Garibaldi y haranguait les matelots pour les engager à la trahison et à la désertion ; mais 41 seulement se rendirent à ses paroles, tous les autres au nombre de 138 demeurèrent fidèles à leur prince et furent renvoyés à Naples. Le *Veloce* se transforma en vaisseau pirate : il essaya, mais en vain, de capturer l'*Elettrico ;* il parvint cependant à s'emparer de deux petits bâtiments de commerce l'*Elba* et le *Duca di Calabria.* — V. le *Giornale Costituzionale* de Naples au n° 155.

A la même époque débarquait du même côté le général Cosenz, avec une colonne de soldats piémontais aguerris, qui disaient à tout venant — et rien n'était plus vrai en effet — avoir été envoyés par Cavour pour renforcer les troupes de Garibaldi, tandis que le même Cavour traitait d'alliance avec le roi de Naples. De cette manière, Garibaldi se vit devant Milazzo avec des forces supérieures à celles dont disposait Bosco, et en mesure de tenter l'assaut de cette ville. Le 20 juillet il assaillit donc les Napolitains. Le combat fut opiniâtre et sanglant. Les Garibaldiens furent plusieurs fois repoussés en désordre, et décimés par un massacre épouvantable hors des murs de Milazzo; et bien qu'ensuite les royaux aient dû céder au nombre et se retirer dans la ville, les Garibaldiens ne purent gagner du terrain que pas à pas, après une lutte terrible de deux journées entières, et en perdant la fleur des volontaires partis de l'Italie. Enfin, les troupes de Bosco, fatiguées d'un combat acharné et inégal, se retirèrent dans la forteresse, qui fut attaquée du côté de la mer par le *Veloce*, et du côté de la terre par les Garibaldiens. Les vaisseaux de Naples ne firent pas mine de défendre le fort et n'y apportèrent pas même les secours dont cette place avait besoin; et malgré cela, Bosco n'aurait pas certainement capitulé de sitôt. Mais le gouvernement de Naples avait depuis le 20 juillet pris la résolution, comme nous le verrons plus loin, d'évacuer la Sicile ; le général recevait donc l'ordre de s'embarquer pour les Calabres avec toutes ses troupes. Et c'est ce que les Garibaldiens annoncèrent comme une brillante victoire. Garibaldi fut à peine maître de Milazzo qu'il y fit arrêter 39 personnes qui avaient pris part au combat en faveur du roi, et qu'il les fit aussitôt fusiller avec ce cruel

sang-froid qui est l'indice d'une âme vile et corrompue.

Un jour, après la capitulation de Milazzo, on y vit arriver Depretis que Cavour envoyait à Garibaldi, pour donner aux ambassadeurs de Naples une nouvelle preuve de la sincérité de ses intentions. Il fut bien reçu par Garibaldi, revêtu par lui de la charge et du titre de pro-dictateur, puis renvoyé à Palerme. Le vingt-six du même mois, Depretis rassemblait le sénat de cette ville, parlait du royaume d'Italie, de Rome choisie pour capitale de la nouvelle Italie, de Rome, à laquelle serviraient de couronne Palerme, Naples, Florence, Milan, Venise, Turin. Le 4 août, pour montrer au comte de Cavour le bon résultat de sa mission, il publiait le statut de Sardaigne, comme loi fondamentale de la Sicile et de tout le royaume d'Italie. De cette manière le commissaire piémontais annexait de fait la Sicile au Piémont, avant que le peuple eût donné son suffrage. Mais qu'importaient les vœux de la Sicile et de toute l'Italie? Il suffisait de la volonté des sociétés secrètes, pour qu'un Etat fût obligé de briser d'un coup la chaîne de ses anciennes traditions et de sacrifier son indépendance nationale à un fantôme d'unité italienne, qui n'était au fond que la domination d'un Etat de la Péninsule sur les autres. Cependant un nuage venait obscurcir l'horizon du gouvernement subalpin. Après la conférence de Bade, où Napoléon avait assuré aux princes d'Allemagne que sa politique était étrangère à toute pensée d'agrandissement (1), et leur avait témoigné en même temps sa surprise de les voir si fermes dans la défense de l'intégrité de leur territoire (2), le cabinet prussien s'était de plus

(1) Ceci ressort de la circulaire officielle envoyée à cette occasion, par le gouvernement de Prusse à tous ses agents diplomatiques près les cours étrangères.

(2) V. la corresp. de Vienne dans le *Times*, 3 juillet 1860.

en plus rapproché de celui de Vienne : aussi la conférence du 24 juillet, qui avait lieu ensuite à Tröplitz, entre l'empereur et le régent, maintenant roi de Prusse, avait assez manifesté l'accord qui se rétablissait entre ces deux grandes puissances. La presse officielle de Berlin s'expliquait dans ce sens, et augurait que cette entrevue serait une nouvelle garantie pour la conservation de la paix publique et de l'équilibre général (1). Il parut dès lors certain, quoique les organes officiels de la Prusse n'aient jamais voulu l'affirmer positivement, que cette puissance avait alors promis son assistance à l'Autriche, toutes les fois qu'une nation étrangère attaquerait ses possessions d'Italie, en auxiliaire du Piémont. Quoi qu'il en soit, l'amicale entrevue de Tröplitz et les visites annoncées des autres princes d'Allemagne à l'empereur Joseph, inspirèrent de vives craintes au ministère Cavour, d'autant plus que l'Autriche commençait à prendre une attitude menaçante en Italie, et que le comte de Rechberg avait signalé aux grandes puissances les terribles conséquences que l'invasion de Garibaldi aurait pour la paix de l'Europe, le flot révolutionnaire qui se jetait sur Naples devant ensuite se porter sur Rome et Venise. M. de Reichberg appelait donc l'attention de la diplomatie sur les grands armements du Piémont, qui n'avaient d'autre raison d'être qu'une menace d'agression contre l'Autriche. Bien qu'après cela le gouvernement autrichien déclarât que son intention n'était pas d'attaquer, mais seulement de se défendre à tout prix dans ses possessions d'Italie, il n'en faisait pas moins craindre que la révolution déchaînée sur tout le continent italien, n'amenât l'Autriche à franchir ses limites, pour arrêter le torrent avant d'en être

(1) V. la *Gazette prussienne* du 29 juillet 1860.

débordée chez elle. Ce fut pour cela que Lord Russell, vers la fin de juillet, se montra si soucieux d'assurer aux puissances que la cour de Turin empêcherait à tout prix une reprise d'hostilités contre l'Autriche dans la Vénétie, et qu'il manifestait solennellement à la France et au Piémont les fermes résolutions du cabinet anglais à cet égard (1). Plus tard, par une dépêche à M. Fane, le ministre britannique adressait les mêmes communications à la cour de Vienne (2) et les renouvelait par sa fameuse dépêche du 31 juillet à Sir Hudson, lui recommandant d'engager le gouvernement piémontais à ôter à l'Autriche tout prétexte d'intervention dans les affaires d'Italie, parce que les effets en pourraient être fort pernicieux à la maison de Savoie. Lord Russell avait raison.

Le Piémont seul contre l'Autriche, après avoir perdu ses meilleurs régiments dans une campagne sanglante, aurait difficilement réussi à défendre ses possessions et à réaliser ses plans. Il fallait donc que le Piémont, avec sa politique ordinaire de l'hypocrisie, se montrât, en ce moment, innocent de toute complicité avec la révolution et même contraire aux machinations de ce parti.

M. de Cavour voulait seconder les vues de l'Angleterre et pensait d'ailleurs qu'il fallait donner à l'Autriche un gage de modération dans la question des Deux-Siciles, et séparer à ses yeux la cause du Piémont de celle de Garibaldi, pour ne pas augmenter ses appréhensions et ses soupçons. Il se décidait donc à faire auprès de Garibaldi une démarche, ayant au moins l'air de lui déconseiller un débarquement

(1) V. les dépêches de Lord Russell à Lord Cowley du 23 juillet et à Sir Hudson du 25, — et une seconde dépêche du 26 juillet à Cowley.

(2) V. la dépêche de Lord Russell à M. Fane du 21 août.

sur le continent napolitain. Dès les premiers jours de juillet, le gouvernement de Naples avait insisté pour que la Sardaigne imposât une trève à Garibaldi, afin de négocier un traité d'alliance entre les deux États et de régler pacifiquement la question de Sicile : il avait aussi demandé que, pendant cette trève, les troupes de Garibaldi fussent confinées à Palerme et à Catane, et celles de Naples, à Syracuse et à Messine, et que, de plus, aucun secours ne fût envoyé du Piémont dans l'île (1). La France avait fortement recommandé au cabinet anglais de proposer et d'appuyer à Turin ce projet d'armistice, et elle avait espéré que, si John Russell déférait sincèrement à ce désir, M. de Cavour n'oserait pas s'y refuser (2). Mais la sincérité et les moyens efficaces de persuasion firent défaut à la proposition de Lord Russell Il annonçait pourtant à Turin les recommandations qui lui venaient de la France; il ajoutait que le gouvernement britannique verrait volontiers une trève se conclure en Sicile, et il adhérait aux pénibles conditions qu'on voudrait imposer au roi de Naples (3). Le gouvernement de Cavour, comme on devait s'y attendre, avait pris le chemin des tergiversations. Il avait exigé que le roi de Naples laissât les Siciliens entièrement libres de déterminer par eux-mêmes leurs destinées futures, et il entendait (suivant ce qu'en pensait Elliot lui-même) que les Siciliens pourraient se soumettre au Piémont; il avait en outre fait savoir que la cession de Messine serait pour Garibaldi la condition *sine qua non* d'un armistice; puis, en fin de compte et malgré tout, il

(1) V. la dépêche de Lord Russell à Sir Hudson du 9 juillet, et celle de M. Elliot de Naples (12 juillet) à Lord Russell.

(2) V. la dépêche de Cowley à Russell, datée de Paris 12 juillet et la réponse de Russell en date du 14.

(3) V. la dépêche de Lord Russell à Cowley, 14 juillet.

affirmait que le gouvernement piémontais n'avait aucune influence sur le général Garibaldi, et que par conséquent il ne voudrait pas se charger de lui recommander une trève avec Naples (1). Le roi François II, bien qu'il eût tout d'abord refusé l'abandon de la Sicile à la Sardaigne et le démembrement de la monarchie des Deux-Siciles (2), avait ensuite consenti à évacuer complétement l'île, pour lui laisser l'entière liberté de choisir le gouvernement qui lui plairait mieux, même en dehors de la maison des Bourbons; c'était pour le jeune souverain un dur sacrifice par lequel il espérait arriver à une confédération d'amitié avec le Piémont, d'où partaient les encouragements et les ressources de la révolution. Le commandeur de Martino avait fait notifier par un télégramme du 20 juillet aux cabinets de Paris, de Londres et de Turin, cette nouvelle résolution du roi, son maître. Il avait l'espérance que le gouvernement sarde ne se montrerait plus opposé à un traité d'alliance (3). M. Thouvenel nourrissait le même espoir et regardait cette importante concession comme le plus sûr moyen de contraindre la Sardaigne à adopter des mesures conciliatrices (4). C'est pourquoi, John Russell, pour justifier la conduite du cabinet anglais devant la France et les puissances d'Allemagne, comme aussi pour témoigner sa volonté de seconder en quelque façon les désirs de la cour de Naples, dont lui avait fait part le marquis de la Greca, envoyé extraordinaire de François II (5), c'est pourquoi, dis-je, le ministre anglais adressa à Turin la note qu'il avait expédiée à Paris. Dans

(1) V. les dépêches de Lord Russell citées plus haut.
(2) V. la dépêche de M. Elliot à Lord Russell, datée de Naples 15 juillet.
(3) V. la dépêche de M. Elliot à Lord Russell, datée de Naples 22 juillet.
(4) V. la dépêche de Lord Cowley à Lord Russell, Paris 22 juillet.
(5) V. la dépêche de Lord Russell à Sir Hudson, 25 juillet.

cette note, il exposait les graves dangers vers lesquels marchaient l'Italie et l'Europe par suite des progrès de la révolution, et il recommandait à M. de Cavour d'empêcher de tout son pouvoir la continuation des hostilités en Sicile (1). Cavour, qui comprenait très-bien les intentions de l'Angleterre, interprétées par Sir Hudson, se prêta de bonne grâce à la comédie, pour mieux couvrir, en face de l'Europe, tant qu'il ne serait pas en possession de la proie convoitée, la complicité de son gouvernement avec la révolution dont Garibaldi était le capitaine. Il faisait donc répondre à John Russell qu'il avait déjà persuadé au roi d'écrire à Garibaldi pour le détourner de toute expédition contre le continent napolitain (2). Mais Lord Russell, nous le répétons, n'avait pas été de bonne foi dans ses prétendues instances. Et, de fait, Garibaldi ne cessa pas de vanter le gouvernement anglais pour la protection qu'il en avait reçue, tandis qu'il criait fortement contre la France qui voulait entraver ses projets.

On avait cependant dépêché à Garibaldi en Sicile le comte Jules Litta Modignani, avec une lettre du roi, qui conseillait au dictateur de ne pas marcher contre le continent de Naples, de ne rien tenter contre les Marches et l'Ombrie et de ne pas y fomenter non plus l'insurrection, à cause des embarras considérables où cela mettrait le Piémont. Le roi lui promettait ensuite que François II consentirait à évacuer la Sicile, afin que le peuple pût choisir en toute liberté et sans aucune pression la forme de gouvernement qui lui conviendrait le mieux; ajoutant que, pour lui, il verrait avec peine les Siciliens demander un gouver-

(1) V. la dépêche de Sir Hudson à Lord Russell, en date de Turin, 27 juillet.
(2) V. la note précédente.

nement à la dynastie régnante des Bourbons. Du reste, il se réservait en tout cas le droit d'agir dans la question de Sicile.

A cette lettre Garibaldi fit une réponse respectueuse envers son souverain; mais il refusa complétement de souscrire à ses désirs. Il en donnait pour raison qu'il avait reçu une mission de l'Italie (c'est-à-dire des sociétés secrètes et de Cavour, qui avait usurpé la représentation des vœux de l'Italie), et que, cette mission accomplie, mais seulement alors, il déposerait tout pouvoir aux pieds de Sa Majesté (1). Tel était le résultat du voyage de Litta en Sicile et des deux envoyés de Naples à Turin, à qui M. de Cavour annonça officiellement la réponse de Garibaldi et par conséquent l'impossibilité d'établir une confédération (2).

D'autre part cependant le comte voulut donner à l'Autriche une nouvelle preuve que le gouvernement sarde demeurait étranger aux menées et aux complots des agitateurs révolutionnaires. Mais

« En évitant Charybde il tombait dans Scylla. «

Il montrait cette fois au monde entier qu'il aurait pu, s'il l'avait bien voulu, empêcher toutes les expéditions garibaldiennes. En effet, le bruit ayant couru que l'Autriche ferait un cas de guerre de toute expédition révolutionnaire du Piémont dans les États du Pape (3), une dépêche de Paris enjoignait au gouvernement subalpin d'empêcher l'expédi-

(1) V. la dépêche de Sir Hudson à Lord Russell en date de Turin, 10 août. — V. encore la corresp. parisienne du *Times*, 6 août, qui s'accorde avec la dépêche de Sir Hudson.

(2) V. les dépêches de Sir Hudson à Lord Russell, 10 et 12 août.

(3) V. la dépêche de M. Fane à Lord Russell en date de Vienne, 16 juillet. Dans cette dépêche M. Fane annonce que l'Autriche avait démenti les intentions menaçantes qu'on lui prêtait à l'égard du Piémont.

tion que Bertani avait solennellement préparée à Gênes. A cette opposition inattendue, tout fut en mouvement; Ricasoli s'élança à Turin, Farini, alors ministre de l'intérieur, vola à Gênes pour s'assurer, disait-il, que Bertani suspendrait le départ de l'expédition qui, sous le commandement de Charras, devait fondre sur les États pontificaux. Le fait est cependant que Farini conclut avec Bertani une convention, en vertu de laquelle ce corps de volontaires, *pour sauver les apparences*, suivant l'expression dont se servit alors un grand diplomate, devait quitter Gênes, prendre la route de la Sicile, et, après avoir touché à un port quelconque, revenir en arrière pour envahir les États romains (1). Le compromis étant signé et le comte Borromeo laissé à Gênes pour en surveiller l'exécution, Farini retourna à Turin. Il avait donné une nouvelle preuve de cette haute et sage politique qui dans le vocabulaire de toutes les nations s'appelle proprement : agir par voie tortueuse et hypocrite (2). Il publia donc, le 13 août, la circulaire suivante, adressée aux gouverneurs et aux intendants du royaume :

Turin, le 13 août 1860.

« Lorsque, il y a trois mois, les Siciliens se soulevèrent « pour reconquérir leur liberté, et que le général Gari-

(1) V. Pianciani — *Dell' andamento delle cose in Italia*. p. 131 et suiv. V. aussi la corresp. sicilienne du *Times*, 19 août 1860. Voici d'après Pianciani les paroles que Farini adressa à Bertani : « Dans la situation actuelle de la diplomatie, le gouvernement ne peut pas attaquer le domaine du Pape, sinon il y aurait expédié ses « propres troupes. Allez donc, vous, dans un des ports de la Sicile : Ce voyage ne « retardera l'expédition que de deux jours. Après avoir reçu de Garibaldi des secours « et des conseils et l'avoir peut-être déterminé lui-même à prendre le commandement « des volontaires, vous reviendrez sur vos pas pour vous jeter sur le territoire du « Pape. »

(2) V. l'ouvrage déjà cité de Pianciani, p. 133.

« baldi vola à leur secours avec une poignée de quelques
« braves, l'Europe se remplit du bruit de ses victoires (1);
« toute l'Italie en fut émue et l'enthousiasme fut grand
« dans ce royaume où les institutions libres et les habi-
« tudes n'apportent aucun obstacle à la libre expression
« de l'opinion publique. De là les généreuses souscriptions
« et le grand nombre des volontaires qui partirent pour la
« Sicile. Si, en des temps moins troublés, on combla de
« louanges les nations qui donnèrent aide et encourage-
« ment à la délivrance d'un peuple étranger, et si les gou-
« vernements, en obéissant, pour ainsi dire, à l'autorité
« du sentiment public, permirent d'envoyer des secours en
« Amérique, en Grèce, en Portugal et en Espagne, qui com-
« battaient, à tour de rôle, pour leur liberté et pour leur
« indépendance, il y a lieu de croire que l'Europe civilisée
« sanctionnera, avec justice, la conduite tenue par le gou-
« vernement du roi. Cette conduite trouve sa justification
« dans l'obligation qui incombe à celui-ci de défendre
« toutes les prérogatives constitutionnelles de la couronne
« et du parlement, et dans le devoir, que lui imposent ses
« propres actes aussi bien que le sentiment public, d'agir
« comme le modérateur suprême du mouvement national.
« Oui, dis-je, le gouvernement a le devoir de modérer toute
« action irrégulière, d'encourager et de ramener à l'ordre
« toute ingérance illégitime dans les affaires de l'Etat, faite
« par des personnes qui n'ont pas la responsabilité morale
« et constitutionnelle qu'a le gouvernement envers la cou-
« ronne, le parlement et la nation. Autrement, par les
« menées ou par les conseils de personnes sans autorité et

(1) C'est-à-dire du bruit des trahisons obtenues par l'or du gouvernement sarde.

« sans responsabilité publique, l'Etat pourrait être mis en « danger et le sort de l'Italie en souffrir grandement. Et « parce que, dans les Etats libres, l'ordre civil et la disci- « pline résident plus dans l'opinion que dans la vigueur « des lois, le soussigné exige que vous donniez à la présente « circulaire la plus grande publicité possible. Il a déjà « déclaré plus d'une fois que le gouvernement ne pouvait « ni ne voulait tolérer que, au-dedans du royaume, on fît des « préparatifs dans le but de porter la violence chez les « Etats voisins; et il a ordonné d'user de tout moyen pour « prévenir ces attentats *imprudents* (1). Il espère que l'opinion « publique suffira pour les empêcher; mais, à tout événe- « ment, il confie aux autorités civiles et militaires la « prompte exécution de ses ordres. Il leur recommande donc « de nouveau de rechercher avec le plus grand soin, et de pu- « nir selon toute la rigueur des lois ceux qui, conspirant et « agissant contre l'honneur national et la discipline mili- « taire, se font soutiens et promoteurs de désertion. Le « soussigné ayant à compléter l'organisation de la garde « nationale mobile et les corps des volontaires de la garde « nationale, ne peut permettre à d'autres de recruter des « soldats. Enfin, le soussigné déclare que, si le gouverne- « ment du roi accepte volontiers la coopération de tous « les partis politiques, tendant à la liberté et à la grandeur « de la patrie, il est d'un autre côté fermement résolu à ne « se laisser dominer par personne qui n'ait pas l'autorité « et la responsabilité du gouvernement, du roi et de la « nation. L'Italie doit et veut appartenir aux Italiens et non

(1) Comme on le voit, il n'est question que des attentats *imprudents* et non pas des attentats dirigés contre le droit des gens.

« aux sectes; » (celles du moins où ne se trouvent pas Farini et Cavour).

FARINI.

Cette circulaire de Farini est une nouvelle preuve de la complicité du gouvernement sarde dans l'expédition de Garibaldi, et en même temps de la crainte que lui inspirait le pouvoir toujours croissant du parti Mazzinien.

Cependant, à peine Garibaldi eut-il Milazzo, qu'il fit marcher vers le Gesso, qui est à 10 milles de Messine, la colonne de Fabrizii et d'Interdonato à laquelle il adjoignit la brigade du général Medici. Les troupes de Messine, après quelques escarmouches d'avant-postes, eurent l'ordre de se retirer dans les forts, n'étant pas en force suffisante pour défendre toute la ville contre les nombreuses bandes garibaldiennes, et ayant d'ailleurs reçu de Naples des ordres tout différents. Ce fut pour cela que le général Clary, après avoir conclu avec Medici une trève de 5 jours, signa le 28 juillet, par ordre du ministre de la guerre, une convention pour 6 mois avec le général Garibaldi lui-même. Cette convention portait que, pour éviter une nouvelle effusion de sang, les troupes royales abandonneraient aux Siciliens la ville de Messine et évacueraient en deux jours les forts Gonzaga et Castellaccio; qu'une commission de quatre officiers, dont deux de chaque camp, dresserait l'inventaire des canons et des munitions qui s'y trouveraient au moment de la consignation, et que tout ce matériel serait déposé dans une zône neutre alors désignée. Les troupes royales conserveraient la citadelle, les forts de Blasio, de la Lanterna et du Salvadore, sous la condition expresse de ne pas

endommager la ville de quelque manière que ce fût, à moins toutefois, que l'attaque ne partît des forts cédés dans Messine ou qu'on essayât d'y construire de nouvelles fortifications. Tant que ces conditions seraient observées, la citadelle ne tirerait point sur la ville et ne commettrait aucun acte d'hostilité. La ligne de terrain parallèle et contiguë aux deux zônes militaires demeurerait neutralisée; mais on étendrait cette ligne à 20 mètres de plus autour de la citadelle. Les communications par mer resteraient libres de part et d'autre, et conséquemment les deux pavillons continueraient d'être respectés. Enfin on établissait que la ville serait obligée de fournir aux troupes royales tout ce qui serait nécessaire à leur entretien. Cette convention signée et étendue aux forteresses de Syracuse et d'Agosta, le général Clary renvoya sur le continent l'excédant de troupes qui n'était pas nécessaire à la défense des forts de Messine.

Une telle convention, qui fut encore une trahison du ministre Pinelli et une très-grosse bévue de la cour de Naples, en même temps qu'elle garantissait la Sicile de tout acte d'agression de la part des royaux, permettait à Garibaldi de porter toutes ses forces sur le continent pour opérer la totale destruction de la puissance des Bourbons. Elle prépara ainsi la seconde période de la révolution par l'invasion des provinces napolitaines. Le roi François ne prenant conseil que de la bonté de son cœur la sanctionna; malheureusement son adhésion reposait sur la bonne foi du gouvernement de Turin et sur la diplomatie des puissances Européennes; or ses ministres abusaient de sa bonté et de sa loyauté pour consommer l'œuvre de la trahison la plus honteuse, la plus inouïe.

Chapitre XX.

LA RÉVOLUTION DE NAPLES ET LE COMTE CAVOUR — INVASION DE GARIBALDI DANS LES CALABRES.

—

Le comte Cavour, pendant qu'il tenait en haleine les ministres napolitains et que, par respect ou par crainte des grandes puissances, il faisait semblant d'insister pour que Garibaldi n'étendît pas au continent son mouvement insurrectionnel, préparait et organisait à Naples la révolution contre la dynastie régnante. Ses principaux agents étaient les émigrés qui, élevés à son école à Turin, s'étaient portés en foule dans la capitale du royaume des Deux-Siciles, pour mettre en pratique les leçons du grand homme d'Etat. C'étaient eux qui dirigeaient et gouvernaient à Naples l'opinion publique, eux qui rédigeaient et répandaient les journaux et les écrits annexionistes, qui donnaient cours à d'atroces calomnies contre le gouvernement et ses représentants les plus honnêtes, qui payaient de l'argent du Piémont les lazzaroni de Naples, pour les détacher de leur souverain. Ils étaient eux-mêmes sous l'action d'un comité établi à Turin, dont avaient fait partie Poërio et Scialoia, comité tout dévoué aux ordres du comte Cavour et d'accord avec la société de l'*Unité nationale,* qui avait La Farina pour président. Mais le plus puissant agent de la révolution à Naples était Liborio Romano. Après le départ de Manna

pour Turin, il avait pris en main le ministère de l'intérieur, pour abattre avec une bassesse sans pareille le roi, son maître, et pour frayer la voie à l'invasion de Garibaldi. Liborio, par le moyen de Pouget et de Muratori, enrôlait pour la révolte les déserteurs de l'armée royale, et était résolu, si d'autres moyens n'avaient pas réussi, à se mettre à la tête de l'insurrection et à proclamer la chute des Bourbons (1). En attendant, Cavour travaillait à ce que le gouvernement qui serait formé à Naples fût composé de personnages entièrement vendus à ses idées et disposés à empêcher Garibaldi de prendre le pouvoir suprême ou de prétendre à la nomination des ministres; tant était grande la jalousie du noble comte à l'égard de l'ascendant qu'avait donné à Garibaldi le succès de ses expéditions. Ces projets de M. de Cavour furent dénoncés à l'opinion publique par le *Movimento* de Gênes, organe de Bertani, qui manifestait l'espérance que : « Garibaldi connaîtrait facilement les trames de ce « ministre et saurait de même s'en dégager. » En résumé, tout en favorisant l'entreprise de Garibaldi et en lui envoyant pour cela des hommes, des armes et de l'argent, et en corrompant dans le royaume de Naples des officiers et des hommes d'Etat, Cavour voulait que Garibaldi se restreignît au rôle d'instrument et n'acquît pas une puissance à entraver ses plans ambitieux. Cette réserve de M. de Cavour jette un grand jour sur l'histoire qui nous occupe (2).

(1) Ces faits et autres, qui mettent en évidence la conspiration de Liborio Romano, sont rapportés dans les lettres de Pouget et de Muratori, publiées par l'*Indipendente* de Naples du 31 déc. 1860.

(2) Un grand nombre de correspondances publiées dans les journaux confirment ce que nous avançons : V. les corresp. du 29, 30 août et du 1er sept. dans le *Times*. V. encore la dépêche de Sir Elliot à lord Russell en date de Naples, 15 août 1860.

Néanmoins, en même temps qu'il mettait à exécution ses funestes projets et qu'il travaillait activement à la ruine totale de la dynastie légitime, Cavour protestait diplomatiquement en faveur du roi François II, et jusqu'à la retraite du roi à Gaëte et même après qu'il s'y fût renfermé, qualifiait solennellement de violation des lois internationales et d'usurpation l'œuvre de Garibaldi; avec une politique digne d'un païen, il donnait au malheureux prince l'assurance que jamais le gouvernement sarde ne reconnaîtrait cette œuvre, ni la déchéance de la royale maison des Bourbons (1). Et cependant à ces traîtres éhontés, à ces offenseurs de la conscience publique de l'Europe, on ose donner le titre de grands diplomates, de ministres incomparables; on ose les signaler aux ovations des masses!! Ou nous avons perdu le sens commun, ou les temps du paganisme sont revenus parmi nous. —

Le roi de Naples, malgré la bonté de son naturel, qui l'éloignait du soupçon de perfidie, ne put en cet état de choses ignorer que la trahison s'était glissée dans les soutiens de sa monarchie et jusque dans les membres de sa propre famille; il s'aperçut que si l'Europe l'avait décidément abandonné, sa dynastie courait un danger imminent de tomber (2); il s'affligeait qu'on recommençât les hostilités en Sicile pendant les négociations de paix mises sur le tapis à Paris, à Londres et à Turin.

Cependant quelque peu encouragé par l'attitude que prenaient les puissances vis-à-vis de l'invasion de ses do-

(1) V. la protestation du baron Winspeare, que nous publions au chap. XXVII de cet ouvrage, la circulaire de Casella du 16 sept. 1860 (au chap. XXVI) et celle du 12 nov. dans le *Times*. V. en outre la corresp. parisienne du *Times* (8 oct.)

(2) C'est ce que François II écrivait à un diplomate romain qui communiqua la lettre au Pape. — Corresp. de Rome.

maines de terre ferme, il faisait tous ses efforts pour empêcher l'écroulement de sa monarchie. Il ordonnait donc la mise en vigueur des lois constitutionnelles répressives de la presse licencieuse, il supprimait trois journaux effrontément hostiles à son gouvernement; dissolvait les comités électoraux dont le but était d'assurer l'élection des unitaires italiens; rappelait l'armée des Abruzzes et la concentrait autour de Naples; introduisait de grandes améliorations dans l'armée et dans la flotte; nommait à la direction du ministère de la marine, le commandeur Capecelaco; effectuait de nombreux changements de personnes dans les décastres administratifs; animait de sa présence les bataillons de la garde nationale; composait sa *camarilla* des hommes les plus estimés, et se montrait partout plein d'activité et de courage, en inspirant des sentiments de confiance et de respect à la population napolitaine. —

La capitale du royaume était alors tranquille, et jusqu'au débarquement de Garibaldi l'ordre n'avait pas été troublé dans les provinces; pourtant les comités et les clubs révolutionnaires étaient en grand mouvement et déployaient une énergie fébrile. Depuis le 19 juillet, ils avaient fait distribuer à l'armée une proclamation qui exhortait les soldats à trahir leur drapeau. D'un autre côté, ils agissaient par la crainte sur le peuple pour l'empêcher d'entraver la marche de Garibaldi, conformément à la tactique suivie en Sicile, et à cet effet, ils exagéraient la puissance du condottiere et de ses compagnons et en faisaient les géants de la fable. Saisis d'épouvante, les habitants de Naples fuyaient dans tous les sens : un tiers des commerçants de la rue de Toledo, craignant pour leurs propriétés, s'étaient mis sous le protectorat de quelque puissance étrangère : tout faisait

prévoir à Naples l'imminence du débarquement de Garibaldi. On ne se trompait pas; des préparatifs de tout genre le devançaient dans la province de Messine et ne laissaient plus aucun doute sur les projets du dictateur. Dans ces terribles conjonctures, le roi de Naples ayant vu manquer, par l'opposition de Lord Russell, la mission du marquis della Greca, et manquer aussi à Turin, par la duplicité de M. de Cavour, les négociations d'alliance que proposaient ses envoyés, fit appel au courage et à la fidélité de ses troupes et, avec les princes, ses frères, et avec le comte de Trapani, son oncle, il se mit à leur tête pour combattre la révolution et retenir le trône sur le penchant de l'abîme. Les troupes, on ne peut en disconvenir, aimaient leur prince; elles étaient en ce moment pleines d'enthousiasme et frémissaient d'indignation contre les audacieux rebelles; de sorte que la bande de Garibaldi aurait pu être battue et dispersée bien avant qu'il sût profiter des immenses approvisionnements militaires de la capitale et étendre ses opérations jusqu'aux rives du Volturne. Mais le roi de Naples aurait dû en ce moment chasser plusieurs de ses ministres, dénoncés comme traîtres par toute la presse catholique, priver du commandement tous les officiers suspects de trahison et s'entourer des plus fidèles; il aurait dû suspendre les formes constitutionnelles, proclamer sa dictature et suivre le conseil du comte de Chambord; peut-être alors eût-il sauvé son royaume des malheurs de cette invasion. Mais la bonté de son âme non encore habituée à pénétrer la malice et la perversité des hommes le trompa, son inexpérience des perfides détours d'une politique sans conscience le perdit.

Garibaldi cependant hâtait avec un grand éclat, ses ap-

prêts pour l'envahissement des provinces de Naples; il recevait du Piémont, sur des navires anglais, des armes, des munitions et des canons de tout calibre; il organisait sa milice et formait ses plans d'attaque. Il avait depuis longtemps caressé le projet d'assaillir Naples, en même temps qu'il allumait la révolution dans les États du Pape au moyen des bandes préparées à Gênes et à Castelpucci (1). Ensuite, pour ce qui regardait Naples, il avait abandonné la pensée de tenter un débarquement près de cette capitale, où il avait connu qu'un soulèvement général ne serait pas chose facile. Le succès d'ailleurs n'avait pas couronné l'audacieux coup de main tenté le 13 août à Castellamare par le *Veloce,* qui essaya de capturer le vaisseau royal le *Monarque*. Garibaldi circonscrivit donc ses expéditions aux Calabres, jusqu'à ce que la révolution eût éclaté dans toutes les provinces du royaume. Il avisa la plage qui s'étend de Torre di Cavallo au Pizzo, comme la plus favorable à un débarquement, et se proposa de tenter un coup de main pour s'emparer du fort de la Frumana qui, avec celui de Scylla, défend la route allant vers la plage du côté de Reggio. Le major Missori explora les lieux, et le 11 août Garibaldi y expédia, sous les ordres du même major, 200 hommes qui devaient donner l'assaut à ce fort : mais l'entreprise manqua, et ce détachement chercha abri sur le mont Sant, Angelo où il fut renforcé par quelques bandes de Calabrais insurgés. Une seconde expédition était projetée pour le 13, mais Garibaldi s'étant embarqué à l'improviste pour le golfe d'Orange en Sardaigne, où Bertani avait transporté de Gênes 6000 hommes, elle fut différée jusqu'à son retour. Garibaldi,

(1) V. le chap. XXIV où il est question de l'invasion des Etats Romains.

après avoir inspecté l'important renfort, ordonna qu'il fût transporté en Sicile et employé à la conquête de Naples. Il en détacha mille hommes qu'il dirigea sur Taormina à bord du *Torino*, bateau à vapeur de Sardaigne. Le 18 il arriva lui-même dans l'île et donna aussitôt l'ordre d'embarquer toute la brigade Bixio de la division Türr, qui était campée au pied de l'Etna : c'étaient 3000 hommes qui allaient, à diverses reprises, être portés sur la côte méridionale des Calabres par le *Torino* et par le *Franklin*. Le dictateur voulut cependant conduire en personne cette expédition, qui descendit près de Melitto où elle fut reçue par 300 gardes nationaux accourus pour protéger le débarquement (1).

Mais dans un second trajet le *Torino*, chargé de 2000 hommes, toucha un banc de sable près du cap de Spartivento, où il put déposer à terre les hommes et les munitions; mais tous les efforts du *Franklin*, pendant 6 heures, ne parvinrent pas à le remettre à flot. Sur ces entrefaites, le général Piale, qui avait alors le commandement en chef des Calabres, faisait garder la ligne de Scylla, de Bagnara, de Pizzo et de Monteleone, sans se préoccuper de ce qui se passait sur la côte méridionale; il envoyait une colonne de 1500 hommes contre les 200 Garibaldiens qui avaient débarqué et se tenaient en sécurité sur la montagne, et il ne concevait aucune inquiétude au sujet des forces qui s'avançaient pour attaquer la ville de Reggio. Les vaisseaux de croisière disparaissaient à l'heure du débarquement et ils ne se montraient que lorsque la plage avait reçu tout le corps de l'expédition avec le matériel de guerre; les mêmes vaisseaux pourtant canonnaient et fracassaient le *Torino* échoué et devenu inutile à

(1) V. le premier bulletin de Garibaldi daté de Melitto.

l'expédition. Qui ne voit par là que l'invasion des Calabres, comme celle de la Sicile, devait être l'œuvre de la trahison organisée, cette fois, et dirigée par les ministres de la guerre, de la marine et de l'intérieur? Cependant les journalistes en faisaient honneur à la bravoure de Garibaldi et composaient à sa gloire un roman de prouesses dignes des anciens chevaliers; et John Russell avec les orateurs de son parti l'exaltaient en plein parlement.

A peine le héros eut-il rassemblé tout son corps d'expédition, qu'il envoya des agents dans toutes les provinces pour donner le signal de l'insurrection; rejoint ensuite par le détachement de Missori qui stationnait à Aspramonte, à 3 lieues de distance, il marcha contre Reggio. Cette ville, comme toutes les villes bâties sur la plage, s'étend plus en long qu'en large, bien qu'elle s'élargisse davantage sur les collines qui l'environnent et dominent la plage. C'est pourquoi Garibaldi partagea ses troupes en trois corps; il dirigea le premier, de quelques compagnies seulement, par la route du littoral, l'autre, sous la conduite de Bixio devait marcher vers le centre contre le pont de la Fiumara; il retint pour lui le troisième corps qui était le plus fort, afin d'assaillir la ville à droite du côté des collines. Le colonel Dumaz qui commandait cette place, laissant peu de compagnies dans la forteresse, avait pris position sur la Fiumara et aurait certainement pu s'y défendre, sans la trahison qui paralysait la résistance. En effet, au premier mouvement des Garibaldiens, les royaux se retirèrent sans combattre, abandonnant leurs positions de la droite et du centre; deux bataillons passèrent à l'ennemi (1) et l'accès dans la ville resta entiè-

(1) Cette désertion fut annoncée officiellement au corps diplomatique par le ministre de Martino.

rement libre. A gauche, les troupes résistèrent un peu plus; mais, averties de ce qui se passait à la droite et au centre, elles prirent en masse le chemin de San Giovanni. Telle fut la première victoire que Garibaldi remporta dans la Calabre ultérieure; elle ne lui avait pas coûté un kilogramme de poudre; la flotte, qui aurait pu arrêter sa marche, se contenta de tirer quelques coups pour dire qu'elle avait fait son devoir et, Garibaldi une fois dans Reggio, elle ne l'inquiéta plus du tout. Le 21, l'assaut fut donné au fort. Après une légère résistance qui coûta quelqùe hommes au dictateur, la garnison arbora le drapeau blanc et capitula en abandonnant aux assaillants les immenses provisions que le fort renfermait. Elle obtint seulement de pouvoir partir avec armes et bagages (1). —

Au premier coup de canon entendu de Reggio, Cosenz exécutait, avec 90 barques, une nouvelle descente dans les Calabres et prenait possession des hauteurs de San Giovanni; quelques bataillons postés aux forts de Pizzo, furent trahis par le général Briganti et, entourés par les Garibaldiens : ils se rendirent à discrétion : de cette manière Villa-San-Giovanni tomba le 23 août entre les mains de l'ennemi. Le camp de Piale se débanda en criant à la trahison; plusieurs généraux furent désignés comme traîtres, nommément Piale, Melandez et Briganti; mais ce dernier paya pour tous : le 25 août, un des régiments de la brigade de Piale qui bivouaquait à Mileto, le mit en pièces à coups de baïonnettes, en criant au traître *qui les avait vendus à trois carlins* (1 fr. 25 c.) *par tête*. Dans un tel état de choses quelle

(1) Ce récit est en grande partie emprunté à la correspondance napolitaine du *Times*; seulement nous y avons rectifié quelques détails sur la foi de nos renseignements privés.

résistance les milices royales pouvaient-elles opposer à la marche de Garibaldi? Déconcertées par les méchants artifices de leurs chefs, une partie se dispersa, une partie se rendit de désespoir ou de connivence à Garibaldi; le reste chercha un refuge à Avellino. Ainsi disparut le camp de Monteleone et toutes les Calabres devinrent la proie des envahisseurs. En même temps la Basilicate s'insurgeait et le gouvernement de Potenza proclamait la souveraineté de Victor-Emmanuel, attaquait 400 gendarmes préposés à la garde de la ville, leur coupait la retraite et les forçait à se rendre. L'insurrection allait se propageant dans la Pouille; elle s'insinuait dans les Abruzzes et, au commencement de septembre, elle manifestait ses premiers mouvements dans la Terre de Labour, au nord de la capitale du royaume. La troupe trahie et mal conduite se débandait de toutes parts et jetait ses armes, en maudissant ses chefs et en leur jurant une trop tardive vengeance.

Chapitre XXI.

ÉTAT DE NAPLES AU MOMENT DE L'INVASION DES CALABRES. — PROTESTATION ET DÉPART DE FRANÇOIS II. — ENTRÉE DE GARIBALDI DANS LA CAPITALE DU ROYAUME.

—

Le roi François II, depuis le moment où Garibaldi mit le pied dans les Calabres, ne se dissimula pas que l'œuvre de la trahison allait se consommer entièrement. Il ne laissa pas cependant d'agir en ces extrémités, comme il convenait à un prince légitime dans la pleine possession de ses droits. Le 20 août, il décrétait la prorogation des colléges électoraux jusqu'au 30 septembre, et de l'ouverture du parlement jusqu'au 20 octobre. Le lendemain, il protestait, en face de l'Europe, contre les actes d'usurpation commis par Garibaldi en Sicile au détriment de sa souveraineté, et il déclarait ne vouloir reconnaître aucune des conséquences qui suivraient les mesures adoptées dans l'île (1). D'autre part, il concentrait entre Capoue et Gaëte, un corps de troupes qui lui étaient restées les plus fidèles; il formait un camp à Salerne, sous le commandement des généraux Bosco et Barbalonga; il en établissait un troisième à Avellino, pour enfermer comme dans un cercle de fer la capitale du royaume. Les soldats n'avaient pas perdu leur courage et paraissaient résolus à se sacrifier pour leur souverain, ainsi qu'ils le

(1) V. Cette protestation de François II dans l'Appendice de ce chapitre.

firent en réalité à Capoue et à Gaëte. Mais les sociétés secrètes et l'or du Piémont avaient acheté un grand nombre d'officiers qui avilissaient aux yeux de l'Europe l'armée napolitaine. Le général Pianelli, qui déployait ces jours-là une très-grande activité, donnait des ordres et disposait les troupes de façon à les rendre incapables d'opposer une résistance sérieuse (1). Liborio Romano, ministre de l'intérieur, se rendait le 22 août, travesti en Garibaldien, à bord du yacht d'Alexandre Dumas, pour y avoir avec lui et avec Pouget et Muratori un long entretien, destiné à arrêter les moyens qui consommeraient plus vite leur perfidie; puis il cherchait un asile auprès de l'amiral anglais, résolu qu'il était de se jeter dans le parti de l'insurrection, si François II n'avait quitté Naples dans 3 jours (2). Tels étaient les ministres qui devaient repousser la révolution et soutenir la monarchie des Bourbons.

La capitale cependant n'offrait plus aucune apparence d'ordre. L'état de siége, promulgué pour y maintenir la tranquillité, n'était point observé; les journaux garibaldiens y étaient publiés avec une effronterie sans pareille; on répandait solennellement le portrait du dictateur; la garde nationale, qui se composait en grande partie d'annexionistes, insistait pour le licenciement des bataillons Bavarois, suivant la proposition de Pianelli et de Liborio : elle protestait qu'elle ne souffrirait pas que, par la faute de ces étrangers, la ville de Naples fût arrosée de sang national; elle ajoutait qu'à cette condition seule, elle ferait son devoir

(1) Garibaldi était à Naples lorsque les colonnes de Barbalonga occupaient encore les hauteurs de Salerne.

(2) V. les lettres de Pouget et de Muratori que nous avons citées plus haut d'après l'*Indipendente* de Naples du 31 déc. 1860.

et garantirait l'ordre public. Plusieurs officiers, surtout de la marine, demandaient leur congé et donnaient leur démission; les employés du gouvernement étaient changés par centaines; tout enfin respirait désordre et confusion. Pourtant, au milieu de cet imbroglio général, 1500 bersaglieri piémontais ayant débarqué pour appuyer la révolte, la garde royale les reçut avec un feu si vif qu'elle les obligea de se rembarquer. Cavour cependant ne restait pas inactif; il avait expédié déjà, sur des vaisseaux de la flotte sarde, 3000 hommes, tout prêts à débarquer, pour assurer le triomphe de la révolution sur laquelle il avait si souvent déclaré n'avoir aucune espèce d'influence.

Cependant le jeune monarque qui voyait tout en dissolution et en ruines autour de son trône, ne s'abandonna pas lui-même, et ses sentiments restèrent supérieurs à sa destinée. Il avait supporté avec fermeté d'âme, l'abandon de ses propres parents qui s'étaient jetés du côté de ses ennemis; il avait noblement repoussé la lâche proposition que lui avait faite le comte de Syracuse, de renoncer au trône et de délier ses sujets du serment de fidélité, comme avait fait la duchesse de Parme (1); puis, ayant convoqué ses généraux, il rejetait de même le conseil d'abandonner la capitale, et se rangeait à l'avis de Bosco, qui l'exhortait à demeurer ferme à Naples et à se mettre à la tête de ses troupes; toutefois il assurait au corps diplomatique et aux chefs de la garde nationale qu'il n'ordonnerait jamais un

(1) La lettre du comte de Syracuse publiée dans tous les journaux est datée du 24 août. Elle porte le cachet de cette ignoble hypocrisie qui caractérise la politique de Cavour. Ainsi, le comte de Syracuse mettait le comble aux trahisons et aux scandales, dont l'affligeant spectacle désolait depuis si longtemps le royaume des Deux-Siciles; mais Dieu le frappa de sa main vengeresse et l'appela devant son tribunal pour rendre compte de ses forfaits.

bombardement général de la ville, mais seulement sur les points où se serait engagé le combat (1). Mais ses ministres, soit parce qu'ils voyaient l'œuvre de leurs trahisons accomplie, soit parce qu'ils jugeaient inutile tout ce qu'ils pourraient faire pour prévenir l'écroulement de la monarchie, déposèrent leurs portefeuilles. Le commandeur de Martino lui-même, en l'honnêteté duquel le jeune roi avait mis sa confiance, vint ces jours-là lui offrir la démission de son ministère. Ce dernier coup émut profondément l'âme du monarque, et dans son angoisse il répondit : « Vous m'abandonnez donc tous? » L'accent pénétrant de cette question alla droit au cœur du loyal ministre qui ne trouva pas un seul mot pour insister.

A mesure cependant que le danger de l'Etat paraissait plus imminent, l'indignation des troupes restées fidèles croissait à proportion; le souverain prévoyait donc de quels terribles combats sa belle capitale serait le théâtre, des scènes de sang et d'extermination s'offraient à son esprit; il contemplait d'un regard épouvanté les massacres et les atrocités, dont une soldatesque sans frein et un peuple en révolte allaient, dans leur fureur, désoler la ville, que les étrangers ont appelée le paradis terrestre; à cette vue, le bon roi décidait de tout sacrifier plutôt que de voir ces scènes d'horreur désoler sa ville natale. Le 5 et le 6 il convoqua ses ministres et ses généraux et, sur l'avis de la majorité, il résolut d'abandonner Naples, En conséquence, à l'exception de 4000 hommes laissés à la garde de la capitale, il ordonnait à toutes ses troupes de marcher du côté de Capoue. C'est là, sur les bords du Volturne, qu'il se propo-

(1) Ce détail est officiel. V. le document n° 2 dans l'appendice de ce chapitre, à la fin du volume.

sait d'écraser l'hydre révolutionnaire pour retourner ensuite dans sa capitale et doter son peuple d'institutions vraiment libérales et civilisatrices. Avant de partir, il publiait la protestation suivante qu'il fit signer par son ministre.

FRANÇOIS II.

« Depuis qu'un hardi condottiere, avec toutes les forces « dont l'Europe révolutionnaire dispose, a attaqué nos do- « maines en invoquant le nom d'un souverain d'Italie, « notre parent et ami, nous avons, par tous les moyens en « notre pouvoir, combattu pendant cinq mois pour l'indé- « pendance sacrée de nos Etats. Le sort des armes nous a « été contraire. L'entreprise audacieuse que ce souverain « protestait de la manière la plus formelle ne pas vouloir « reconnaître et qui pourtant, pendant le cours des négo- « ciations tentées pour établir un accord intime, recevait, « surtout dans ses Etats, secours et appui; cette entre- « prise, à laquelle toute l'Europe, après avoir proclamé le « principe de non-intervention, assista indifférente, nous « laissant seuls lutter contre l'ennemi de tous, est sur le « point d'étendre ses tristes effets jusque sur notre capi- « tale; les forces ennemies n'en sont plus qu'à une faible « distance.

« D'autre part, la Sicile et les provinces du continent, de « longue main et de toutes manières travaillées par la révo- « lution, dont la pression les a soulevées, ont formé des « gouvernements provisoires au nom et sous la protection « nominale de ce souverain, et elles ont confié à un « prétendu dictateur l'autorité et le plein arbitre de leurs « destinées.

« Fort de nos droits, fondés sur l'histoire, sur les enga-

« gements internationaux et sur le droit public européen,
« tandis que nous comptons prolonger, autant qu'il nous
« sera possible notre défense, nous ne sommes pas moins
« décidé à n'importe quel sacrifice pour épargner les hor-
« reurs d'une lutte et de l'anarchie à cette vaste métropole,
« siége glorieux des plus anciens souvenirs, berceau des
« arts et de la civilisation du royaume.

« En conséquence, nous sortirons avec notre armée hors
« de ses murs, nous confiant dans la loyauté et dans
« l'amour de nos sujets pour le maintien de l'ordre et du
« respect dû à l'autorité.

« En prenant une pareille détermination, nous sentons
« cependant en même temps le devoir que nous dictent nos
« droits anciens et inviolables, notre honneur, l'intérêt de
« nos héritiers et successeurs, et plus encore celui de nos
« bien-aimés sujets ; et nous protestons hautement contre
« tous les actes jusqu'ici consommés et contre les événe-
« ments qui se sont accomplis et qui s'accompliront à
« l'avenir. Nous réservons tous nos titres et toutes nos
« raisons émanant des traités et des droits sacrés et incon-
« testables de succession. Nous déclarons solennellement
« tous les événements et tous les faits mentionnés nuls,
« illégaux et sans valeur, remettant pour ce qui nous re-
« garde, dans les mains de Dieu tout-puissant, notre cause
« et celle de nos peuples, dans la ferme assurance de
« n'avoir pas eu, pendant le temps si court de notre règne,
« une seule pensée qui n'ait été consacrée à leur bien et à
« leur bonheur. Les institutions que nous leurs avons irré-
« vocablement garanties en sont le gage.

« Cette protestation sera transmise à toutes les cours, et
« nous voulons que, signée par nous, munie du sceau de

« nos armes royales et contre-signée par notre ministre
« des affaires étrangères, elle soit conservée dans nos
« royaux ministères d'Etat, des affaires étrangères, de la
« présidence du conseil des ministres et de grâce et jus-
« tice, comme un monument de notre constante volonté
« d'opposer toujours la raison et le droit à la violence et à
« l'usurpation.

« *Signé* : François.

« *Contre-signé* : Jacques de Martino.

« Naples, 6 septembre 1860. »

Le même jour fut affichée à Naples la proclamation qui suit, dans laquelle le jeune prince s'adressait directement à son peuple.

« Parmi les devoirs prescrits aux rois, ceux des jours
« d'infortune sont les plus sacrés et les plus solennels, et
« je veux les remplir avec une résignation exempte de fai-
« blesse, l'âme sereine et confiante, comme il convient au
« descendant de tant d'illustres monarques.

« Dans ce but, j'adresse encore une fois la parole au
« peuple de cette métropole, dont je dois à présent m'éloi-
« gner avec douleur.

« Une guerre injuste et contraire au droit des gens a en-
« vahi mes Etats, bien que je fusse en paix avec toutes les
« puissances européennes.

« Le changement des ordres gouvernementaux, mon
« adhésion aux grands principes nationaux et italiens ne
« suffirent pas pour l'éloigner; bien plus la nécessité de
« défendre l'intégrité de l'Etat a entraîné derrière elle les
« événements que j'ai toujours déplorés. Je proteste donc

« solennellement contre ces inqualifiables hostilités que « les siècles présents et futurs jugeront.

« Le corps diplomatique résidant près de ma personne a « su, depuis le commencement de cette étrange invasion, « de quels sentiments mon âme était remplie pour mes « peuples, et pour cette illustre ville; j'ai promis de la ga- « rantir de la ruine et de la guerre, de sauver ses habitants « et leurs propriétés, les temples sacrés, les monuments, « les établissements publics, les collections d'art, tout ce « qui forme enfin le patrimoine de sa civilisation et de « sa grandeur : tout cela doit passer aux générations futu- « res et comme tel triompher des passions du jour.

« L'heure de tenir cette parole est désormais arrivée. La « guerre approche des murs de la ville, et c'est avec une « douleur ineffable que je m'éloigne avec une partie de mon « armée, pour me rendre là où la défense de mes droits m'ap- « pelle. L'autre partie demeure pour contribuer, de concert « avec l'honorable garde nationale, à l'inviolabilité et à la « sécurité de la capitale, que je recommande au zèle du mi- « nistère comme un palladium sacré. Et je demande à l'hon- « neur et au civisme du syndic de Naples et du commandant « de cette même garde citoyenne, d'épargner à cette patrie si « chère, les horreurs des désordres intérieurs et les désastres « d'une guerre imminente; et, à cet effet, je concède à ces « derniers tous les pouvoirs nécessaires et les plus étendus. « Descendant d'une dynastie qui, pendant cent vingt-six ans « régna dans ces contrées continentales, après les avoir sau- « vées des horreurs d'un long gouvernement de vice-rois, « toutes mes affections sont ici. Je suis Napolitain, et je ne « pourrais, sans d'amers regrets, adresser des paroles « d'adieu à mes bien-aimés peuples, à mes compatriotes.

« Quel que soit mon destin, heureux ou malheureux, je
« leur conserverai toujours de profonds et affectueux
« souvenirs. Je leur recommande la concorde, la paix, la
« sainteté de leurs devoirs nationaux. Qu'un zèle immodéré
« pour ma couronne ne devienne pas un motif de troubles.
« Soit que, par le sort de la guerre présente, je revienne
« bientôt parmi vous, soit qu'il plaise à la justice de Dieu
« de me rendre dans un temps plus éloigné le trône de mes
« ancêtres, devenu plus splendide encore par les institu-
« tions libres dont je l'ai irrévocablement entouré, ce que
« j'implore, dès à présent, c'est de revoir mes peuples unis,
« forts et heureux.

« *Signé:* François II.

« Naples, le 6 septembre 1860. »

Cette noble et touchante proclamation dut aller au cœur des Napolitains. Les honnêtes familles en pleurèrent dans l'intimité du foyer domestique; le peuple, et surtout les femmes, qui en de telles conjonctures sont ordinairement le sexe le plus courageux parce qu'il est le plus faible et le plus dégagé d'influences, manifesta publiquement sur la place du palais royal de vifs sentiments de douleur et de regret. Le roi fut attendri des plaintes et des sanglots de ses bons Napolitains; il les fit encourager par l'espoir d'obtenir du secours de ce Dieu qui protége le droit et la justice. Une réaction énergique n'était cependant pas possible alors, parce que toute la force était entre les mains des traîtres et des partisans de Garibaldi qui, sous le prétexte de maintenir l'ordre, étouffaient toute démonstration en faveur des Bourbons.

Cependant François II, avant de partir, avait voulu faire

transporter à Gaëte et à Capoue tous les canons rayés; mais le général Pianelli, chargé de cet ordre, ne put se résigner à priver Garibaldi de ces belles pièces d'artillerie, et lui en laissa 70, tandis qu'il affirmait au roi que ses instructions avaient été complétement suivies. François II voulait encore mettre sa flotte à l'abri des pirates garibaldiens, et il avait ordonné de la conduire à Trieste; mais les ministres et les commandants des vaisseaux, qui voulaient en faire un don à Garibaldi, s'opposèrent à l'exécution de ce projet; alors le roi avait ordonné à la flotte de le suivre à Gaëte; mais à l'exception d'un seul bâtiment, tous les autres s'obstinèrent à demeurer dans le port de Naples (1).

François II, avec son épouse, ses frères et son oncle François de Paule, accompagné de la plupart des ambassadeurs et de deux seulement de ses ministres, savoir de Martino et Spinelli, s'embarqua le 6 septembre, à 8 heures du soir, pour Gaëte sur un bâtiment espagnol. « Un matin, « dit à ce propos le colonel Pianciani, Naples en s'éveillant « vit un vapeur qui prenait le large; elle demandait ce que « c'était, et on lui répondait que François II s'éloignait de « sa capitale avec une partie de sa famille. — Mais qui lui « a fait abandonner son trône? Serait-ce son peuple? Non, « ses plus proches parents, qui avaient été des premiers à « lui jurer fidélité, les généraux qu'il avait le plus favorisés, « les grands-cordons de ses ordres, en un mot ses propres « créatures, celles qui lui devaient honneurs et fortune (2). »

C'était en effet parmi ces personnages que M. de Cavour

(1) Des lettres écrites de Naples en date du 8 septembre et publiées dans un grand nombre de journaux, ont prétendu que l'amiral sarde avait menacé de faire feu sur tous les bâtiments napolitains qui auraient fait mine d'appareiller pour Gaëte. Une dépêche de Marseille du 11 confirma ce fait.

(2) V. Pianciani, ouv. cit. page 117.

avait ouvert le grand marché de la perfidie et versé le trésor des finances de Sardaigne. Il avait dépensé 3,000,000 de ducats pour la *conquête* de la Sicile; à Naples, avant l'entrée de Garibaldi, il avait expédié 6,000,000 de ducats, destinés à corrompre les officiers royaux et civils, les commandants de terre et de mer. Ce fut une chose notoire et jamais démentie, que les agents piémontais empruntèrent aux banquiers de Naples, pour le compte du Piémont, 4,800,000 ducats, à 8 et à 12 pour cent, et qu'avec cet argent ils payèrent largement les employés qui devaient proclamer le règne de Victor-Emmanuel!! Ces faits bien connus ont été solennellement attestés par le marquis de Normanby, dans la séance du 1 mars à la Chambre des Communes.

En cet état de choses, Garibaldi avait marché au commencement de septembre de Palmi vers Salerne, s'appuyant à sa droite sur la colonne du général Cosenz, pendant que Türr, s'embarquant avec une brigade à Sapri, dans la province de Salerne. Cependant, à quelques milles de Salerne, s'insurgeait la commune de Sala; la brigade Caldarelli, trahie par ses officiers, se rendait à discrétion; le général Bosco, gravement malade, était forcé de quitter le camp et de se retirer à Naples, en laissant à Barbalonga le commandement des troupes de Salerne qui, malgré les fortes positions qu'elles occupaient, ne pouvaient empêcher la marche de Garibaldi (1). Celui-ci écrivait le 2 septembre au comité de Naples, qu'il y ferait son entrée entre le 7 et le 8 du même mois. Aussi, dans la soirée du 6, après le départ de François II, il se tint un conseil dans la maison du préteur de Naples, et le général

(1) Pianelli qui s'était vendu au Piémont pour la somme de 100,000 ducats, en bonne monnaie, avait eu soin de répartir les troupes de Salerne de façon à laisser un passage libre aux bandes garibaldiennes.

Desauget, deux fois traître à son roi, y fut présent. Le lendemain le préteur et Desauget allèrent à Salerne pour recevoir Garibaldi et l'introduire dans la capitale du royaume. Liborio Romano demeurait à Naples pour attendre le dictateur, et lui adressait par écrit l'invitation suivante, au nom de tout le peuple napolitain qu'il prétendait alors représenter:

A l'invincible général Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles, Liborio Romano.

« Naples attendait votre arrivée avec la plus vive impa-
« tience pour vous saluer rédempteur de l'Italie, et déposer
« entre vos mains les pouvoirs de l'Etat et ses propres
« destinées. Dans cette attente, je resterai ferme à mon
« poste pour la défense de l'ordre et de la tranquillité pu-
« blique. Vos paroles que j'ai déjà fait connaître au peuple
« sont le gage le plus assuré du succès de vos entreprises.
« J'attends vos ordres ultérieurs et suis avec un respect
« sans bornes, de vous, dictateur très-invincible,

« le très.... etc.

« LIBORIO ROMANO.

« Naples, 7 septembre 1860. »

Cependant le jour où eut lieu l'entrée de Garibaldi, Naples avait changé considérablement son aspect ordinaire de vie et de gaieté. La ville semblait frappée de terreur et avait l'aspect d'un sépulcre; les affaires étaient suspendues et les boutiques fermées, les maisons closes, les palais déserts; la noblesse avait quitté en foule la capitale, pour se réfugier à Rome, à Paris et à Vienne (1); pas une calèche

(1) Ces détails se trouvent confirmés par les correspondances du *Morning-Post* et du *Morning-Chronicle* en date du 20 sept.; par celle du 18 sept. adressée au *Times;*

dans les rues où fourmillent d'ordinaire des voitures de toute forme ; pas une personne de la bonne société sur la voie publique ; mais seulement une populace composée en majeure partie de curieux avec une poignée d'annexionistes et de Piémontais (1). Parmi cette multitude se trouvaient néanmoins, suivant des correspondances authentiques, quantité de gens très-résolus à faire une forte démonstration en faveur du prince légitime ; mais ou ils n'en eurent pas l'occasion favorable, ou ils furent intimidés par la crainte d'une nouvelle espèce de libéraux qui prétendaient graver de nouveaux sentiments dans le cœur des peuples avec la pointe du poignard. Garibaldi arriva à Naples par le chemin de fer de Castellamare et y entra en calèche découverte, ayant à ses côtés le major Windham ; l'un et l'autre portaient la chemise rouge et le chapeau conique de certains brigands. Deux ou trois carrosses suivaient pleins de Garibaldiens qui, armés de fusils et de poignards, criaient : « Vive Garibaldi ! » La plèbe qui entourait ces voitures poussait des cris élevés où retentissait le nom du triomphateur défiguré de mille façons, mais le triomphe avait plutôt les apparences d'une bacchanale (2), que d'une fête populaire. Cette tourbe de furieux se porta avec un grand fracas à l'église cathédrale qui avait été fermée par ordre du cardinal archevêque et disposée comme pour un jour de Vendredi-Saint ; les portes en furent enfoncées, et en l'absence des

par une lettre écrite de Naples à M. George Bowyer et insérée dans le *Tablet* du 6 oct. 1860. etc. V. encore deux correspondances de Naples en date du 8 sept. publiées par le *Monde* dans ses nº du 13 et du 15 sept.

(1) « The crowd consisted of the lowest rabble, with a prinkling of men and women of the middle orders. » *Times*, l. c.

(2) « An insane multitude in prey to a Bacchanalian fury, which I should be sorry if I was able to describe. » — *Times*, l. c.

prêtres, le Père Gavazzi, l'apostat, entonna le *Te Deum*, criant comme un fou à chaque verset :« Vive Garibaldi ! » Le *Te Deum* achevé, Gavazzi bénit le peuple de la main droite, pendant qu'il agitait la gauche et criait : « Mort aux Bourbons ! » De la cathédrale, le nouveau maître se rendit au palais d'Angri et y dîna avec les siens. On fit ensuite défendre au peuple de parcourir les rues, sous prétexte que Garibaldi reposait. Le lendemain, 8 septembre, qui est le jour où se célèbre dans cette ville la fête de la Vierge de Piedigrotta, le dictateur voulut aller y faire sa visite, comme le pratiquaient chaque année les princes de Naples. Il y alla suivi de plusieurs moines et prêtres, écume de galériens, qu'il avait en cette occasion, ramassée dans les prisons de Nisida, pour s'en former un glorieux cortége (1). Le peuple assistait silencieux à cette scène ridicule, mais souverainement déplaisante. Cependant le poignard inaugurait le gouvernement de Garibaldi, à Naples; la révolution se hâtait déjà de révéler son caractère et son drapeau. Il suffisait ces jours-là de ne pas répondre au cri de « Vive Garibaldi! » pour voir ces libéraux sicaires jouer du poignard homicide : plusieurs en furent frappés; on compta en une seule nuit jusqu'à 72 victimes; et ce sang ne suffit pas à étancher la soif de cette abominable faction; elle continua et continue encore ses assassinats dans ces malheureuses contrées devenues la proie des chemises rouges, emblême de sang (2).

(1) Le correspondant du *Times* ne dit rien sur la qualité des prêtres et des moines qui accompagnaient Garibaldi : la lettre susmentionnée à M. Bowyer, d'accord en cela avec nos correspondances privées et celles des journaux français, nous donne sur leur compte tous les éclaircissements désirables. V. pour plus de détails le *Monde* du 15 septembre.

(2) V. la corresp. déjà citée du *Morning-Chronicle* et celles du *Monde* (17 et 18 mai 1860).

Cependant, un des hommes les plus favorisés par la famille des Bourbons, le général Viglia, alors commandant de la place de Naples, rendait honteusement les forts à Garibaldi. La garnison licenciée se rendit en grande partie à Gaëte; mais celle du château Saint-Elme ne voulut capituler qu'à la condition de pouvoir marcher toutentière en corps et avec armes et bagages, du côté de Gaëte; et ces braves s'avancèrent, en effet, au milieu de la foule, d'un air si intrépide et si résolu, que personne n'osa leur faire seulement un signe insultant (1). Le drapeau sarde n'en fut pas moins arboré sur tous les forts, et Garibaldi les envoya garder par 3000 Piémontais, qui se tenaient depuis plusieurs jours sur des vaisseaux sardes, en rade de Naples : il voulut cependant que le château Saint-Elme fût livré à la garde nationale. Il décréta ensuite que tous les navires de guerre et de commerce appartenant à l'Etat des Deux-Siciles et les arsenaux avec leur matériel, fussent placés sous le commandement de l'amiral piémontais et fissent partie de la flotte de Sardaigne. Il abolit le gouvernement provisoire, composa son ministère du général Cosenz à la guerre, de Liborio Romano à l'intérieur, de Pianelli à la justice, de Giacchi à la police et de Cesare aux finances. Giacchi et Romano avaient été ministres de François II, et on les récompensait ainsi d'avoir été les ignobles traîtres, qui avaient activement organisé la révolte en faveur du dictateur.

Au nombre des principaux décrets publiés par Garibaldi dans les premiers jours, furent ceux de la délivrance des prisonniers politiques (déjà amnistiés par François II); de l'abolition de toute zône douanière entre la Sicile et le con-

(1) V. la lettre d'Edwin James au *Times* 14 sept. 1860.

tinent de Naples, ainsi que des dépenses secrètes allouées aux ministères, de la fondation de douze asiles d'enfants pour la capitale, de l'interdiction de toute sépulture dans la ville, de l'introduction des jurys, etc.

Le dictateur trouva aussi, au milieu de ses graves et importantes résolutions, le temps de s'occuper des Jésuites, pour abolir leur ordre, ce qui était un des principaux devoirs de sa mission. Il déclara biens nationaux toutes leurs propriétés mobilières et immobilières et annula despotiquement tous les contrats conclus par eux dans ces derniers temps. Ainsi ce régénérateur de l'Italie, égalé aux plus grands hommes, aux personnages les plus illustres et les plus bienfaisants de l'humanité, après avoir fermé douze colléges et lycées, et dix séminaires et pensionnats, où affluait une si nombreuse jeunesse, accourue de toutes les parties du royaume, pour y recevoir l'enseignement des belles-lettres et s'y former à la pratique des vertus chrétiennes; après avoir aboli tant de congrégations qui inculquaient aux diverses classes du peuple les principes de la morale, jetait sur le pavé, sans leur offrir une obole, 409 Jésuites, qui tous, plus ou moins, avaient consacré leur vie au bien de ces populations (1). On ne leur épargna pas non plus, en cette occurrence, les outrages dont leurs frères de Sicile avaient été abreuvés. Dans quelques endroits, et notamment à Bénévent, leur maison fut assaillie par une bande garibaldienne; ils se virent arrachés à leur demeure sans pouvoir rien emporter, sans savoir où se retirer dans ce jour né-

(1) Le Piémont avait déjà tenu une conduite toute semblable à l'égard de ces mêmes religieux: il ne voulait accorder de pension qu'à ceux qui pourraient témoigner authentiquement de leur sortie de l'ordre. Et voilà ce qui, aux yeux de ce gouvernement, s'appelle liberté de conscience!

faste, et sans posséder aucun moyen de retourner dans leur pays natal. Tels étaient les débuts de ce régime tyrannique dont Garibaldi faisait l'inauguration en laissant à Cavour le soin d'y mettre la dernière main.

Chapitre XXII.

ETAT RELIGIEUX ET CIVIL DES DEUX-SICILES A L'ÉPOQUE DE L'INVASION DE GARIBALDI. — CHANGEMENTS MINISTÉRIELS DANS L'ILE.

—

Avant d'aller plus loin dans notre pénible tâche, nous devons jeter un regard en arrière sur les terribles plaies que l'invasion garibaldienne fit aux Deux-Siciles dans l'ordre religieux et dans l'ordre civil. Nous avons assez dit quel fut le caractère anti-religieux de la révolution italienne qui, suivant les propres paroles du Souverain Pontife, dans son allocution du 13 juillet : « se propose de renverser de ses « fondements, si cela se pouvait jamais faire, l'Eglise et sa « doctrine salutaire, d'éteindre tous les sentiments de la foi « chrétienne, de la vertu, de la loi naturelle elle-même, de « la justice, de l'honnêteté et de la probité, et d'en extirper « les racines. » Quoi que puissent tenter les journaux révolutionnaires et les brochures du même parti, pour repousser cette accusation; et malgré ce qu'ils ne cessent d'affirmer, que la religion sera en Italie plus respectée et mieux défendue par le gouvernement de la révolution qu'elle ne le fut jamais: cette vérité, tombée des lèvres augustes de notre premier pasteur, a été mise en pleine lumière, et chaque jour en accroît l'évidence; et pas un homme de bonne foi ne saurait être d'un avis différent.

Du jour où Garibaldi mit le pied en Sicile, il s'aperçut

que la foi catholique y était profondément enracinée; c'est pourquoi, dans l'unique intention d'assurer le dénouement de son entreprise, il voulut affecter, le plus possible, religion et piété, et il recommanda aux siens une extrême prudence à cet égard. Nos lecteurs ne pourront s'empêcher de rire quand nous leur dirons qu'un des moyens par lesquels le héros du jour s'étudia à séduire en Sicile le peuple des campagnes, les classes inférieures des villes et jusqu'aux nonnes ingénues, ce fut de leur faire accroire qu'il était un *Saint!* un homme intérieur!! en communication directe avec Dieu!! (*Deus hujus seculi?*), comparable aux plus illustres chefs du peuple d'Israel!!! Aussi, pour se montrer dévot (et plus encore pour inspecter les lieux), il fit le tour des monastères de Palerme; et tantôt il assurait n'avoir pas l'intention de *molester les Vierges consacrées à Dieu*, tantôt, se couvrant le visage de la main, véritable geste de comédie, il protestait contre la dure nécessité qui l'avait obligé à chasser les Jésuites, *non sans en éprouver une vive peine de cœur;* ici, il faisait de profondes révérences devant les images des Saints, il allait répétant, comme par parenthèse, aux nonnes qui le suivaient : « Et puis ils disent que je suis « excommunié! » là, dans un accès de tendre piété, il s'humiliait jusqu'à embrasser dévotement quelque religieuse infirme. Partout, usurpant des dehors et des propos d'ascétisme, il s'efforçait de soutenir le caractère d'*homme de Dieu.* Il voulut ensuite donner au peuple de Palerme un nouveau témoignage de sa dévotion, en répandant le bruit qu'il se rendait au Pellegrino uniquement pour vénérer le sanctuaire de la vierge ermite Rosalie, pour laquelle les habitants de cette ville ont une grande dévotion. Puis à l'occasion de la messe *Pontificale,* qui a coutume de se célé-

brer à la fête de sainte Rosalie, il se transformait en légat apostolique de la sainte Eglise romaine, pasquinade aussi digne de sa personne qu'injurieuse à ceux qui lui faisaient cortége. — Il montait en chemise rouge sur le trône royal érigé dans la cathédrale de Palerme et assistait en roi au sacrifice solennel, dégaînant l'épée, comme d'habitude, pendant la lecture de l'Evangile; c'était, aux yeux du peuple, jurer de défendre, au prix de son sang, la foi catholique qu'il était venu détruire. Par ces comédies et d'autres du même genre, il jouait devant la multitude et pour les sots, le rôle menteur d'un homme pieux et religieux, tandis que, sous sa direction, ses partisans travaillaient à détruire tout sentiment de foi et de vertu chrétienne.

Pour nous convaincre de cela, il suffirait de jeter un regard sur l'un de ces journaux d'un baïoque, qui avaient la mission d'altérer les maximes religieuses du peuple et de pervertir son esprit. Ces journaux prêchaient les doctrines les plus opposées aux principes du christianisme et les erreurs les plus subversives de l'enseignement catholique. — Ils faisaient caricature des dogmes sacrés de la foi et repoussaient, avec une légéreté impie, celui de l'Immaculée Conception de la Vierge, devant un peuple qui, depuis des siècles, avait juré de verser son sang pour cette sainte croyance. Ils tournaient aussi les sacrements en dérision de la manière la plus injurieuse, surtout le sacrement de la Pénitence et de la Communion, et méprisaient sans retenue les lois de l'Eglise. Aux journaux venaient en aide une infinité de mauvais livres de tout genre, d'historiettes, de romans, de poésies, de catéchismes irréligieux, d'abrégés du protestantisme, d'almanachs obscènes et impies, toutes publications également légères et irréligieuses, mais

toutes également efficaces à verser le venin le plus mortel dans le cœur du peuple abusé. On rendait familières et agréables aux masses, des doctrines et des maximes qu'elles n'auraient jamais dû connaître, si ce n'est pour les abhorrer. Les bibles de l'apostat Diodati arrivaient dans ce pays par milliers et le nouveau gouvernement en facilitait la propagation dans toutes les provinces, et toutes les communes de l'île étaient exhortées par les journaux à imiter sur ce point la capitale. Et, comme les écrits et les livres ne disent pas grand' chose à la foule ignorante et au bàs peuple qui ne sait pas lire, on y suppléait au moyen d'images et d'estampes qui parlent aux yeux et n'en répandent que plus vite le venin de l'erreur et du mensonge. Outre les gravures que publiait la *Forbice*, mauvais journal de Palerme, le *Fischietto* de Milan et d'autres feuilles de la même trempe en distribuaient une immense quantité aux Siciliens. Partout ces turpitudes illustrées venaient exposées à la curiosité du peuple et certains partisans de Garibaldi se chargeaient d'en expliquer la signification ; tantót c'étaient des prêtres et des religieux dans des attitudes grotesques et indécentes, et parfois même le Souverain Pontife et ses cardinaux; tantôt c'étaient nos saints mystères et nos dogmes figurés sous des emblêmes outrageants qui ne pouvaient que les faire mépriser ou mettre en oubli. Cependant les volontaires de Garibaldi, dont plusieurs étaient véritablement une lie infâme d'hommes animés d'une haine mortelle contre le Catholicisme, apportaient une large et diabolique coopération à l'œuvre impie dont nous parlons. Fouler aux pieds les saintes images, déchirer à coups de baïonnettes, dans l'église de Reggio le magnifique tableau de S. Ignace de Loyola, profaner dans cette ville et à Naples

les pierres sacrées et les plus vénérables reliques, affliger nos temples de monstrueux sacriléges; c'étaient là des usages familiers à ces Mazziniens qui, en 1848, les avaient pratiqués à Rome sur une plus grande échelle.

Leur langue était satanique; les blasphèmes qu'ils vomissaient contre tous les objets de notre vénération, eussent fait envie au prince des ténèbres; leurs expressions pour qualifier le chef suprême de l'Eglise respiraient une haine ignominieuse et frénétique; ruine et mort au Pape! voilà leur cri solennel.

Le peuple de Sicile, bien qu'il fût trompé et entraîné par tant d'attaques et d'allusions impies contre le Pape et son domaine temporel, et bien que, dans l'ivresse de la révolte, sa foi se fût grandement affaiblie, n'avait pas perdu le sentiment catholique, qui est le dernier à disparaître du cœur des peuples. Mais Garibaldi imaginait un moyen de corruption puissamment efficace. — Il instituait à Palerme un collége qui aurait eu ses ramifications dans toutes les provinces; y rassemblait les enfants du peuple, et pour les avoir en plus grand nombre, faisait assigner à chacun d'eux 3 carlins (1 fr. 25 c.) par jour, qu'ils consommaient ordinairement dans le jeu et dans le vice. Il en confiait ensuite la direction à Mario, un vieux Mazzinien, qui déclara franchement « que l'éducation religieuse qui serait donnée à ces jeunes gens, ne serait pas tout à fait celle des prêtres catholiques et qu'on ne leur enseignerait pas ces momeries de confession, de communion, de pape etc., qu'on avait coutume d'insinuer à la jeunesse; mais que ce serait une instruction adaptée aux temps et aux nouvelles conditions de l'Italie régénérée. » Tel était donc le but de ces établissements d'éducation populaire, à savoir : de gâter dans son

premier germe la foi catholique, de la déraciner entièrement du cœur des jeunes gens et de corrompre ainsi sans remède la nouvelle génération. Le gouvernement piémontais continuera maintenant cette importante mission qui lui tient fort au cœur, de décatholiser l'Italie.

Pour ce qui concerne les ecclésiastiques et les évêques, Garibaldi et son gouvernement ne tardèrent pas à fouler aux pieds toute loi canonique; ils se jetèrent sur le patrimoine de l'Eglise, dévalisant d'abord, autant que possible, monastères, couvents, chapitres, menses épiscopales, legs pieux et ecclésiastiques, imposant aux maisons religieuses de fournir des vivres et des logements aux milices nationales; encaissant net plusieurs rentes d'églises et exigeant 2 % sur le capital des autres fonds de même nature, outre les contributions soi-disant volontaires qui dépouillèrent les monastères, les couvents et les évêchés. Dès que le dictateur fut à Naples, il porta une main plus audacieuse encore sur les biens de l'Eglise. En effet, le 22 septembre, il statua que tous les fonds épiscopaux et archiépiscopaux deviendraient propriété de l'Etat; que l'Etat assignerait ensuite aux évêques un revenu convenable qui ne dépasserait jamais 2000 ducats (8332 francs). De cette manière, Garibaldi spoliait les riches évêchés de Sicile et de Naples, que les grandes familles et les plus puissants souverains du royaume avaient généreusement dotés d'une part de leurs patrimoines; il leur ôtait les moyens d'opérer ces œuvres de bienfaisance publique auxquelles les lois de l'Eglise veulent que soit appliquée une portion des menses épiscopales, ainsi que les moyens de conserver les grands séminaires de leurs diocèses avec éclat et honneur (1).

(1) Le gouvernement piémontais, par sa loi du 18 février 1861 contre les ordres

Néanmoins, une partie du clergé, surtout en Sicile, ou ne connut pas ou feignit de ne pas connaître la perversité des intentions du dictateur et de toute la révolution dont il était le capitaine. Nous devons ici convenir que les journaux protestants ne se réjouirent pas à tort, cette fois, de voir un assez grand nombre des ecclésiastiques siciliens être de complicité manifeste avec la révolution garibaldienne.

Le Souverain Pontife, dans l'allocution déjà citée, se plaignit amèrement de la conduite de ces aveugles qui, s'éloignant du droit sentier, se mêlaient à des manœuvres entièrement étrangères au caractère sacerdotal. « Il est « spécialement à déplorer, disait Sa Sainteté Pie IX, qu'il « s'est trouvé en Sicile quelques membres du clergé qui, « oubliant le Seigneur et le devoir des prêtres envers le « peuple, au grand scandale et à l'indignation des bons, « n'ont pas rougi de prêter leur concours aux ennemis de « l'Eglise et de toute justice. » Le vénérable pontife n'exagérait point et ne se servait pas d'expressions outrées contre ces malheureux. Ne fut-ce pas pour la Sicile et pour les catholiques du monde entier un objet de scandale et d'indignation que de voir des prêtres et des religieux, l'épée au côté et le fusil sur l'épaule et même quelquefois en chemise rouge, marcher en tête d'un ramassis d'insurgés ou se confondre parmi leurs rangs? Quoi de plus scandaleux aussi que ces ecclésiastiques qui, sans pudeur ni réserve, se déclaraient pour Garibaldi et s'offraient à former des légions et à combattre à ses côtés contre le roi de Naples, et peut-être hélas! contre le Souverain Pontife lui-même? Quel scandale

religieux et les propriétés du clergé, a complété l'œuvre de spoliation, commencée par Garibaldi.

que ces bouches de prêtres s'aventurant à déclamer contre le pouvoir temporel de l'Eglise, outrageant le Vicaire de Jésus-Christ des qualifications les plus ignominieuses, méprisant les arrêts de son autorité, comme juge souverain de la morale publique; se riant des excommunications lancées par lui contre les envahisseurs des biens de l'Eglise et du patrimoine de St-Pierre; laissant enfin entrevoir des pensées de schisme et d'apostasie! Quel scandale que certain prêtre et même certain curé allant jusqu'à prêcher la croisade contre le Saint-Père et cela, avec une telle animosité que dans telle commune le peuple en fut soulevé d'indignation et menaça des effets de sa colère les nouveaux apôtres de satan! N'avons-nous pas à rougir, nous, catholiques, de l'avilissement où tombèrent quelques prélats des Deux-Siciles, en protestant, soit par crainte ou par nécessité, de leur dévouement personnel à Garibaldi, qui les reçut de la manière la plus impolie et avec des insultes abominables à l'adresse du Pontife dont ils représentaient l'autorité?

L'éloge du clergé de Sicile fait par Garibaldi était une tache d'infamie qu'il lui imprimait et que la plupart de ces dignes ecclésiastiques auront certainement repoussée avec mépris : et nous ne croyons pas que les feuilles révolutionnaires d'Italie et les journaux protestants de la Grande-Bretagne aient pu faire un plus sanglant affront à l'archevêque de Palerme qu'en lui décernant leurs éloges *pour avoir été en Italie le premier prélat qui ait fait visite à Garibaldi*. Mais ce qui causa le plus de surprise et de douleur, ce fut de voir que le chanoine Ugdulena, après toutes les justifications qu'il avait présentées au Souverain Pontife, une année auparavant, pour se disculper de sa participation

à la révolte de 1848, eût de nouveau trempé dans l'insurrection garibaldienne. Assurément si les égards de reconnaissance qu'il devait au gouvernement de Naples, qui s'était réconcilié avec lui et avait cherché à lui faire oublier ses mécomptes de 1849 en l'élevant aux dignités ecclésiastiques, si la reconnaissance, dis-je, n'avait pas suffi pour lui commander la modération et le respect dans les troubles de 1860, les motifs de religion auraient dû lui suffire. Homme de haute et forte intelligence, savant et érudit, il ne pouvait méconnaître l'impiété des principes qu'apportait la révolution de Garibaldi. Que s'il voulait, comme il l'a dit et comme l'ont pensé ses amis, opposer par son influence une barrière au torrent qui menaçait de ruine le troupeau du Christ, il ne devait pas, lui prêtre, connu du monde catholique par ses remarquables travaux, il ne devait pas, à double reprise, accepter un portefeuille des mains de Garibaldi et siéger à côté des plus furieux ennemis de la religion, sans pouvoir en rien contrecarrer leurs projets; il ne devait pas se faire le promoteur de levées et d'enrôlements de troupes, destinées à combattre contre le père commun des fidèles, ni adresser aux évêques siciliens des circulaires, les engageant à seconder pareille entreprise; il ne devait pas s'abaisser à approuver et à signer, comme ministre des affaires ecclésiastiques, les actes les plus contraires et les plus injurieux à la liberté et à la propriété de l'Eglise; il ne devait pas souffrir, sans mot dire, que les flots bourbeux de l'erreur inondassent la Sicile, et qu'au risque de semer le schisme et l'apostasie, on sapât effrontément les principes les plus essentiels du catholicisme. A quoi bon, après cela, la profession qu'il a faite de son respectueux dévouement à l'autorité spirituelle du Souve-

rain Pontife, dans ce temps de duplicité et d'hypocrisie? Le gouvernement piémontais n'a-t-il pas répété plus d'une fois de semblables déclarations qui n'ont trompé que les gens niais ou aveugles? — Rapprocherons-nous l'illustre chanoine des Gavazzi et des Achilli? c'est ce que fait à peu près un journal protestant; nous nous contenterons de faire observer que les erreurs des sommités intellectuelles se mesurent d'ordinaire à leur grandeur.

En quoi nous ne saurions partager l'avis du *Morning-Post,* c'est quand il donne l'exemple de ces ecclésiastiques fourvoyés, pour la règle de conduite que tint le clergé de Sicile. Nous sommes certains, au contraire, qu'à peu d'exceptions près, le clergé des six provinces en dehors de Palerme, ne pactisa point avec la révolution garibaldienne. Dans la province même de Palerme, si un grand nombre d'ecclésiastiques, bien qu'opposés aux maximes antireligieuses de cette révolution, cachèrent leur manière de voir par faiblesse de caractère et par calcul de prudence, il n'en manqua pas cependant qui combattirent, à face découverte, le combat du Seigneur. Ainsi le clergé de Monreale tout entier mérite une mention spéciale. — Avec un courage au-dessus de tout éloge, il prêcha ouvertement contre les principes anticatholiques du parti révolutionnaire; les menaces d'emprisonnement, d'exil et de mort ne l'intimidèrent pas et il affronta les plus grands dangers pour honorer le sacerdoce et défendre la foi. Plusieurs évêques de Sicile firent preuve du même héroïsme.

Mgr Guttadauro, des princes Rebordoni, évêque de Caltanissetta, déclara solennellement ne vouloir prendre aucune part dans le gouvernement de la révolution et défendit sévèrement la même chose au clergé de son diocèse. Mgr Cri-

scoli, évêque de Trapani, menaça d'excommunication et, si c'était un prêtre, de suspension *a divinis,* quiconque oserait attaquer le domaine temporel du Pape ou répandre d'autres maximes d'impiété; il publia ensuite un savant opuscule contre un pamphlet destiné à propager des principes erronés sur le pouvoir de l'Eglise.

Mgr Papardo, évêque de Messine, montra encore plus d'intrépidité; et sa fermeté fut vraiment celle d'un premier pasteur. Garibaldi, après son entrée dans cette ville, ayant reçu la visite de plusieurs prêtres malavisés, avait donné l'ordre que l'évêque, à son tour, avec le reste de son clergé vînt en personne lui promettre obéissance et reconnaître sa dictature. Le courageux prélat refusa sans hésiter de se soumettre à un acte qui aurait avili la dignité de son caractère. Alors le dictateur le fit arrêter et juger par une commission spéciale, bien résolu qu'il était de donner un exemple terrible, pour qu'à l'avenir aucun prêtre ne se permît plus de résister à ses ordres. Mais ce tribunal, qui désirait infiniment contenter le dictateur, ne réussit pas à trouver des raisons suffisantes pour la condamnation capitale qu'avait en vue ce despote aventurier. La sentence portait seulement que l'évêque s'éloignerait à l'instant de la Sicile. Mais l'admirable prélat ne se plia pas même à cette injonction; il répondit qu'il n'abandonnerait son troupeau que par la force; la force fut donc employée et Mgr Papardo traîné à bord d'un vaisseau fut transporté à Civita-Vecchia. Pareille violence eut lieu, toujours par ordre de Garibaldi, envers l'excellent évêque de Caltagirone, Mgr Natoli, arrêté dans son palais et traduit hors de son diocèse par une escouade de Garibaldiens. Ainsi le dictateur donnait libre cours à sa haine invétérée contre le clergé ca-

tholique; il n'avait pas eu l'occasion de sévir à Palerme, où les prêtres avaient caressé son ambition; mais il comprenait maintenant qu'il n'avait pas seulement à faire en Sicile à des Gavazzi et à des Achilli.

A Naples, comme dans l'île, la révolution garibaldienne fit les plus grands efforts pour décatholiser ce peuple. L'inondation des mauvais petits livres écrits avec la plume de satan y fut encore plus grande qu'en Sicile et les Bibles de Diodati y furent répandues avec plus de profusion. Des sociétés impies s'y organisèrent dans le but de corrompre la foi des habitants. Les voyageurs protestants eux-mêmes écrivaient de Naples qu'ils n'auraient jamais cru qu'on déploierait tant d'activité dans cette capitale pour détruire les croyances du peuple et l'élever à l'école du protestantisme (1). C'était l'éducation que Garibaldi voulait faire donner au peuple par la classe instruite de la société.

«Votre devoir, » disait-il à Naples aux personnes les plus cultivées, « votre devoir est d'enseigner le peuple à être « Italien et à défendre ses libertés. Enseigner le peuple « veut dire assurer son indépendance : la liberté et la gran- « deur de l'Italie dépendront de la forte et salutaire éduca- « tion du peuple (1). » Or dans le même discours il avait dit que le pape était l'ennemi de la liberté et de la religion même du Christ, qui est une religion de liberté; il avait recommandé de répandre cette doctrine et de la faire pénétrer dans les masses; élever le peuple à la liberté, voulait donc dire dans la bouche de Garibaldi l'élever à l'école du protestantisme. La nouvelle société mazzinienne qui se

(1) V. la correspondance d'un protestant dans la Free-Press de Glascow, 1 déc. 1860.

(2) V. le *Times*, 8 nov. 1860.

fondait à Naples et dans toute la péninsule, sous le titre d'*Association d'unité nationale* se proposait le même objet, d'inculquer aux peuples les principes de l'école qui représente tout le système des maximes de la *Jeune Italie* (1).

De sorte que la révolution, à mesure qu'elle s'étend dans les provinces italiennes, se met aussitôt en devoir de rajeunir le peuple en le formant aux sentiments les plus funestes à la vraie doctrine du christianisme.

Garibaldi avait spécialement chargé de cette mission le Père Gavazzi, un apostat de 1848, devenu Mazzinien, infecté des vices les plus honteux et repoussé des écoles mêmes des protestants. Le Père Gavazzi qui, associé à Cicero Vacchio, avait tant travaillé en 1848, à Rome, pour le parti de l'insurrection, qu'il séduisit, par ses infernales menées, jusqu'à l'âme généreuse d'Ugo Bassi, accepta volontiers de Garibaldi la mission de déraciner peu à peu du cœur des populations les premiers germes des vérités du catholicisme. Il avait commencé à Messine, par ses funestes prédications à corrompre la simplicité du peuple; mais le centre de ses diaboliques opérations devait être Naples. C'est là qu'il entreprit devant le peuple ses prédications politiques, tendant surtout à transformer les lazzaroni en autant de saints Janviers qui se feraient éventrer, par amour pour Garibaldi. Hypocrite raffiné autant que déclamateur outré, il assaisonnait ses allocutions populaires de quelque sentiment religieux qu'il croyait devoir être agréable à ces masses, et il espérait par là les entraîner plus facilement dans les voies de l'erreur (2). Dès qu'il vit son éloquence de

(1) V. le règlement de cette association dans le *Morning-Star* du 12 déc. 1860, et dans le *Monde* du 16 déc.

(2) V. le *Times* du 5 nov. 1860.

de carrefour se déployer au souffle de la popularité, il voulut, d'accord avec Garibaldi, risquer un coup terrible contre la foi des Napolitains : mais, sa tentative fut comme un dard mal dirigé qui retourne contre celui qui l'a lancé.

Le dictateur en effet se proposait de créer sans retard dans les Deux-Siciles des églises protestantes, et ayant, dans cette intention, aboli par un seul décret tous ceux de 1818 à 1857 concernant les libertés ecclésiastiques, il accordait gratuitement aux protestants l'emplacement nécessaire pour ériger un temple à Messine, et à Naples deux autres temples dont l'un était pour la *Congrégation évangélique*. Garibaldi souhaitait pareillement de mettre à l'usage des protestants les églises catholiques, celle des Jésuites, en particulier. C'est pourquoi il avait choisi le P. Gavazzi pour desservir les deux églises des Jésuites de Naples, le *Gesù nuovo* et *S. Sebastiano*. L'apostat se disposa aussitôt à jouer le rôle important que Garibaldi lui avait assigné ; il tint à *S. Sebastiano* des réunions d'autres apostats et de jeunes gens égarés ; il organisa des propagandes de prosélytisme et disposa toutes choses pour inaugurer dans le *Gesù nuovo* le grand temple du protestantisme. Déjà il avait fait enlever les tableaux des saints et il aurait de même ôté les croix, brisé les pierres consacrées et renversé les autels, s'il avait pu aller au terme de son infernal projet. Il annonça donc au peuple qu'il prêcherait au *Gesù nuovo* et rebaptiserait cette église sous le nom de *Gesù risorto* (ressuscité). Des correspondants du *Times* et d'autres journaux protestants en suffoquaient de joie ; ils rêvaient monts et merveilles mais sans sortir du vague de leurs idées : il leur eût été difficile de les préciser. Car le peuple de Naples, au fond religieux et plein de foi, qui savait quelle espèce d'homme

c'était que Gavazzi, se précipita furieux dans le temple, criant dans son langage énergique : « mort à ce diable « d'apostat, devenu curé par commission d'un diable plus « élevé dans la hiérarchie! » et menaçant de le massacrer s'il osait encore ouvrir la bouche en public. Au bruit de ce soulèvement populaire, la garde nationale accourut, consigna Gavazzi dans sa maison avec défense de prêcher au peuple, et mit les scellés sur l'église du *Gesù nuovo* où elle laissa un détachement. Ce fut en vain que Garibaldi confirma à cet apôtre de Satan la faculté de prêcher et fit son possible pour lui regagner l'estime de la population ; celle-ci conserva la même attitude contre Gavazzi et le menaça de mort avec une énergie si résolue qu'il n'osa plus braver par ses diatribes frénétiques la fureur de la multitude. Ainsi les correspondants des journaux révolutionnaires et protestants demeurèrent, pour employer un proverbe vulgaire, le bec dans l'eau.

Le dictateur cependant, depuis son entrée dans le royaume de Naples, avait reconnu que le clergé de cet état opposait un formidable obstacle à ses desseins pervers. Le très-digne cardinal, archevêque de Naples, avait défendu sous des peines graves aux ecclésiastiques, de recevoir Garibaldi dans la cathédrale ou dans toute autre église de son diocèse, de chanter le *Te Deum* pour son entrée ou de lui faire aucune démonstration quelconque. Et comme un prêtre Garibaldien voulut à toute force chanter la messe au *Gesù nuovo*, le courageux prélat lui en fit fermer les portes. Telle fut en général la conduite du clergé de cette vaste capitale, bien que le correspondant du *Times* ait souvent répété que prêtres et moines se mettaient à fraterniser avec les Garibaldiens, sans nous dire que ceux dont ils parlaient étaient

sortis des galères de Nisida et qu'ils méritaient bien d'y retourner. Le vrai clergé de Naples, tant sous la dictature que sous le gouvernement de Farini et de ses successeurs, se montra toujours fidèle aux devoirs de son sublime ministère. Ce qui le prouva clairement, ce furent les menaces publiées contre les ecclésiastiques par Conforti au temps de la dictature, et plus tard renouvelées par le prince de Carignan, qui aurait peut-être désiré voir le clergé napolitain s'asservir bassement à l'école de Cavour; nous trouvons la preuve du même fait dans la circulaire adressée par le ministre Mancini à tous les évêques du royaume de Naples, pour qu'ils eussent à réfréner le zèle de leurs prédicateurs du carême de cette présente année 1861. Ne s'ensuit-il pas que la majeure partie des évêques et des ecclésiastiques de ce royaume ne jouissent pas de la confiance du gouvernement et ne trahissent pas leur mission? C'est pourquoi Garibaldi eut recours aux moyens de rigueur et de violence. Il publia donc des peines sévères contre les prêtres qui oseraient blâmer les actes de son administration, fit incarcérer bon nombre d'excellents prêtres et exila plusieurs évêques, dont les principaux furent ceux de Reggio, de Castellamare, de Sorrente et le cardinal archevêque de Naples; et il n'aurait pas borné là ses persécutions, et volontiers il aurait renouvelé les faits qui s'étaient passés dans les Romagnes, si les réactions menaçantes, dont le bruit retentissait jusqu'aux portes de Naples, et les défaites essuyées sur le Volturne lui avaient permis de provoquer l'indignation populaire en se déchaînant à l'aise contre le clergé.

Mais avant de quitter Naples, après l'entrée de Victor-Emmanuel, il voulut inaugurer à sa façon et par un décret solennel, l'époque de cette liberté de conscience que les

protestants ont posée comme la pierre fondamentale de leur foi, et qu'ils se promettaient de voir proclamée par Garibaldi en Italie (1). En conséquence, il annula de son autorité dictatoriale la bulle de Benoît XIV, *Etsi pastoralis*, proclama sans restriction la liberté de conscience et autorisa les Grecs albanais de Sicile à exercer leur culte librement et ouvertement. Ce décret est une preuve entre mille autres, de la crasse ignorance du dictateur-pirate et de ses conseillers *a latere*. Sans parler de cette autorité d'un nouveau genre, avec laquelle ce despote de fraîche date supprime et foule aux pieds, non-seulement les décrets des princes et les lois constitutionnelles des nations, mais encore les bulles des souverains pontifes, qui a jamais dit à Garibaldi que les Grecs albanais de Sicile et de toute l'Italie n'obtinrent pas des papes pleine et entière liberté de suivre leurs croyances et leurs priviléges, quand ils sont catholiques eux-mêmes, quand la bulle citée non-seulement leur accorde cette liberté, mais confirme et amplifie les priviléges que les papes leur avaient concédés dans les temps passés? Où donc Garibaldi a-t-il appris que cette bulle a pour objet l'hétérodoxie et prêche la persécution contre les hétérodoxes, quand il n'y est question que *des dogmes et des rites à retenir et à observer?* Nous en publions en note *la partie la plus importante* (2).

(1) « If we would fully understand, why Scotmen have watched the progress of « the Italian struggle with so much carnestness, we must refer to that great prin- « ciple of liberty of conscience that foundation of our protestant faith. » Ce sont les paroles que M. Walter Buchanan adressa, à Glascow, aux membres du comité organisé pour fournir des secours à Garibaldi. V. le *Times*, 24 décemb. 1860.

(2) « Græcos et Albanenses græci ritus tam in ditione nostra ecclesiastica et utraque Sicilia quam in reliquis Italiæ partibus et insulis adjacentibus, in diœcesibus Latinorum episcoporum commorantes specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, omnia et singula quæ laudabiliter provida pontificum prædecessorum nostrorum ordinatione Græcis et Albanensibus prædictis, tum quoad ritum Græcorum,

Pour ce qui regarde la condition civile des Deux-Siciles dans le temps de l'occupation garibaldienne, nous dirons en deux mots que ces contrées furent toujours dans un état d'épouvantable anarchie; au point que les panégyristes mêmes du dictateur, qui avaient coutume d'en faire un demi-dieu, perdirent l'espérance d'en faire un homme d'Etat. Le *Times*, en dépit de ses efforts pour couvrir la vérité, fut enfin contraint d'avouer que Naples était cruellement gouvernée et tout le royaume livré à la plus féroce anarchie, parce que *le chevaleresque Garibaldi, qui est si fort comme soldat, est petit et incapable comme homme d'Etat* (1). Les correspondants du journal anglais, non moins que ceux des feuilles de France, y compris les *Débats*, l'*Opinion nationale* et le *Siècle*, ont fait la plus lamentable description de cette situation de violence et d'anarchie (2).

Le mal n'était pas moins grand en Sicile où, après 5 mois de révolution, on n'avait fait que désorganiser de plus en plus l'administration civile, relâcher les nerfs de l'autorité et remplir les provinces de tant de rapines et de meurtres, que Depretis crut annoncer merveille, quand il publia que

sive consuetudinum observantiam, tum quoad privilegia, immunitates, exemptiones, favores, indulta et facta dignoscuntur et pleniorem roboris firmitatem obtinent, eoque firmius et stabilius illibata, inconcussaque perdurant, quo sæpius sunt in genere et in specie Sedis Apostolicæ præsidio communita, per præsentes nostras litteras innovamus, confirmamus et approbamus, illisque nostræ approbationis, confirmationis et innovationis robur adjicimus; ut iisdem privilegiis, immunitatibus, exemptionibus, indultis, gratiis, favoribus, perinde ac clerici latini tam seculares quam regulares, eorumque Ecclesiæ, monasteria et bona in iisdem locis, ubi Italo-Græci commorantur, utuntur, potiuntur et gaudent, uti potiri et gaudere libere possint ac valeant; ut privilegiis ac gratiis hujusmodi sibi concessis in Domino plene gaudentes in tranquillitate pacis conquiescant, et per semitam mandatorum Dei gradientes, ferventiori erga Apostolicam Sedem devotione perseverent. — Bullarium Bened. XIV, t. I, p. 75.

(1) Le *Times* du 18 oct. 1860. V. encore la lettre d'Edwin James au *Times* (14 sept. 1860).

(2) Le *Times* du 8 nov. 1860. — V. encore la corresp. napolitaine du 26 sept. dans le *Journal des Débats*.

dans Palerme les assassinats ne s'élevaient plus qu'à un par jour (1).

Qui pourrait peindre la condition intérieure de l'île? Pour ne pas rappeler les faits de cannibales commis à Bronte, à Biancavilla, à Tre Castagne, à Bon Pietro, à Resultana et dans d'autres lieux situés près de St-Philippe d'Argiro et à Castiglione, où des assassins renommés massacraient les plus honnêtes familles et passaient pour impunis à Catane et à Palerme, les correspondances de Sicile nous ont appris que les meurtres et les vols les plus audacieux étaient à l'ordre du jour, que la police était sans force, les magistrats sans autorité, les chefs de la sécurité publique menacés de mort, tout en désordre et confusion.

Cet état de choses servit de prétexte aux agents de Cavour pour prêcher en faveur d'une prompte annexion, comme un puissant moyen de salut, comme l'unique préservatif de l'anarchie et de tous les crimes. Le pro-dictateur Depretis et Cordova employèrent toutes leurs ressources pour faire prévaloir cette opinion dans la partie la plus influente de la secte révolutionnaire. Mais Crispi contrariait vivement leurs desseins et poussait au parti contraire. Il s'en suivait un antagonisme prononcé entre les Mazziniens et les annexionistes; ces derniers, signalant leurs adversaires comme les ennemis du bien public, les exposaient aux injures et aux sifflets de la population, et à mesure que ces influences opposées se disputaient plus violemment le terrain, le désordre croissait à proportion. C'était la conséquence nécessaire d'une révolution commencée et poursuivie par des principes subversifs; après avoir tout détruit, tout dévoré, elle devait finir par se détruire et se dévorer elle-même et finir par

(1) V. la correspondance parisienne du Weekly-Register (1 sept. 1860).

ressembler à un objet de mépris et de dérision pour la multitude.

Garibaldi, mis au courant de la mauvaise humeur des populations de Sicile et de la discorde allumée entre les gouverneurs, adressa à Palerme, en date du 10 septembre, une proclamation où, après avoir assuré les Palermitains de son affection pour eux et de l'ineffable souvenir qu'il conservait d'eux au fond du cœur, disait avoir laissé un *autre lui-même* à Palerme dans la personne de Depretis, représentant non-seulement de sa dictature, mais encore de la *sainte idée nationale;* il ajoutait que Depretis leur annoncerait l'heure opportune de l'annexion; puis il terminait ainsi : « Aux lâches qui se cachaient quand vous combat-« tiez sur les barricades de Palerme pour la liberté de « l'Italie, vous direz au nom de Garibaldi, qu'il proclamera « bientôt l'annexion, mais du haut du Quirinal, lorsque « l'Italie pourra voir tous ses enfants réunis en une seule « famille, les accueillir libres dans son sein auguste et les « bénir (1). » Par ces magiques paroles, le dictateur prétendait calmer les colères du peuple et pacifier les partis; mais Depretis ne secondait pas ses vues et se démettait de ses fonctions, ou plutôt Garibaldi l'en dépouilla, ne voulant plus reconnaître en son ami un autre lui-même, deux ou trois jours après sa proclamation. Le 17, il fit donc afficher à Palerme un second manifeste où il répétait sens dessus dessous les mêmes choses; il disait qu'à Rome il proclamerait le royaume d'Italie et promettait d'envoyer aux Siciliens Mordini, comme pro-dictateur (2). Mordini était un

(1) Cette proclamation de Garibaldi fut publiée le 11 sept. dans le journal officiel de Naples.

(2) Ce manifeste parut le même jour dans le journal officiel de Palerme.

Mazzinien, et dans l'assemblée de Toscane il avait été un des trois qui avaient voté contre l'annexion au Piémont (1); Garibaldi pouvait donc mettre en lui toute sa confiance et être bien persuadé qu'*il se montrerait digne de l'Italie.* Cependant, pour mieux arranger les choses, il voulut le jour même se transporter en personne à Palerme. Là, du haut d'un balcon, il harangua le peuple, l'exhorta à ne pas se laisser entraîner aux conseils de ceux qui poussaient à l'annexion immédiate, et lui certifia qu'il était le plus grand ami de Victor-Emmanuel. Par la même occasion il changea le ministère et le composa de personnages plus dociles à ses idées. Ce fut Pisani, Errante, Orlando, Digiovanni, Corvaia, Fabrizzi et l'abbé Ugdulena, qu'il choisit pour ministres. Mais le nouveau ministère, pas plus que le nouveau pro-dictateur, ne sauva la Sicile de l'horrible anarchie dont jusqu'à présent le gouvernement sarde ne l'a pas sauvée lui-même.

(1) V. la corresp. napolitaine du *Times* (26 sept. 1860) et la lettre du 22 sept. adressée de Turin au *Tablet.*

APPENDICES.

Appendice au Chapitre VI.

—

Lettre de Joseph Mazzini à un de ses amis du Piémont.

« Je n'ai pas, à vrai dire, la moindre difficulté à faire sur la proposition d'une conférence, et j'accepte la ville que vous m'indiquez ; mais j'ai besoin d'un délai pour des motifs particuliers dépendant de la position exceptionnelle où me retiennent *les libérateurs de l'Italie.* Aussitôt certains empêchements écartés, je me rendrai à l'endroit indiqué et j'avertirai en temps opportun l'ami Brofferio.

« Il est utile cependant, que je profite de ce délai, pour que Brofferio sache par vous la position dans laquelle j'entends me maintenir. Je dis cela, parce que je crains que ma lettre ne puisse être mal comprise et qu'il s'agit entre nous d'agir loyalement.

« Cette lettre n'est pas un premier pas, c'est le dernier. C'est le *sinon, non,* proféré avec plus de logique et avec une résolution plus invariable que celle de Manin.

« *Je suis républicain, je resterai républicain,* je conserve, dans tous les cas, mon droit de la propagande pacifique républicaine par la voie de la presse, j'aurai recours à l'action où et quand cela sera possible, si la proposition de ma lettre au roi n'est pas acceptée.

16.

« M'inclinant avec respect devant la souveraineté nationale, convaincu par des faits qu'aujourd'hui la majorité du pays non-seulement accepte, mais encore désire la monarchie de Victor-Emmanuel, partisan de l'unité italienne plus que de toute autre chose, je crois qu'il est de mon devoir de dire au roi : Si vous voulez vraiment et efficacement obtenir l'unité nationale, nous sommes prêts à vous aider. Vainquons ensemble; nous nous tairons sur le reste. Quand le pays émancipé se donnera à vous, ce dont vous ne pouvez douter, nous ne nous y opposerons pas; nous ne l'agiterons pas en sens contraire. Le lendemain (1) en exil ou dans mon pays, j'écrirai, comme avant, les convictions de mon âme. Pour aujourd'hui nous nous contenterons d'inscrire sur notre drapeau : *Unité et Liberté.*

« Ceci, comme nous l'entendons, est important. Je suis trop avancé en âge et trop connaisseur d'hommes et de choses pour me faire illusion.

« Les intentions occultes et indéterminées sont pour moi sans valeur. Je n'accepte pas *l'union et l'unification progressive*, ni les transactions de conscience, comme serait la proposition de marcher en avant pendant dix ans. Je n'accepte pas qu'on me dise : nous prendrons aujourd'hui les duchés, demain un autre morceau de l'Italie ; ensuite nous attendrons que le Pape meure ; après deux ou trois ans, nous recommencerons la guerre pour ôter la Vénétie à l'Autriche ; les meilleures intentions, même celles des rois, dépendent de la vie ou de la mort du monarque, d'un changement de ministère, d'un fait qui se produit à l'étranger, toutes éventualités que nous ne pouvons accepter comme conditions de salut. Le fait du jour présent nous appartient, c'est sur lui que nous devons fonder notre œuvre. Le

(1) Le lendemain, en italien *il dì dopo:* C'est une allusion de Mazzini à ce que disent de lui ses adversaires, qu'il arrive toujours *le lendemain ;* ce qui lui a valu le surnom d'*il dì dopo*.

fait d'aujourd'hui est la révolution du centre de l'Italie. C'est elle qui doit servir de point d'appui pour soulever les masses. Il faut que la monarchie s'unisse résolument à la révolution et nous aide à la rendre *italienne*.

« Ma proposition part de la conviction où je suis que le Piémont et la révolution sont assez forts pour achever l'œuvre.

« Pour cela il faut révolutionner le Sud. Cela fait, avec l'armée actuelle napolitaine, les milices siciliennes, celles qui existent déjà en Piémont, dans le centre et en Lombardie et avec celles qui sortiraient de l'immense élan que ce fait produirait en Italie, nous nous trouverons forts de 500,000 hommes et d'une marine. La victoire sera alors rapide comme la foudre.

« Si la monarchie sarde n'a pas un homme qui sente par intuition, par puissance de génie révolutionnaire cette vérité, tout contrat est inutile, tout accord est impossible. Que chacun fasse alors ce qu'il peut.

« Cinq cent mille hommes sous les armes, le peuple d'Italie derrière eux, serait un *fait accompli*, auquel l'Europe des peuples applaudira et que l'Europe des rois saluera en murmurant (brontolando). Louis-Napoléon ne peut faire la guerre au Piémont et à l'Italie; il ne peut envoyer ses armées au Sud, sans que la guerre s'allume contre lui en Prusse, en Allemagne, en Angleterre. Si la diplomatie sarde ignore ces choses-là, elle est bien mal renseignée. Révolutionner le Sud est chose facile, pourvu qu'on le veuille. Je ne demande pas que le Piémont entre en lice le premier et prenne l'initiative. L'initiative, c'est nous qui la prendrons.

« Ce que nous demandons, si le roi veut vraiment l'unité italienne, s'il entend concilier tous les partis dans une seule entreprise, ce sont les gouvernements du centre. Une parole du gouvernement sarde à ces derniers suffit; cela met fin au scandale d'une persécution contre nous, qui déshonore la cause nationale, et cela rend l'accord possible. Qu'on laisse en paix les

exilés; tant qu'ils ne se rendront pas coupables d'actes hostiles contre la tranquillité intérieure, qu'ils puissent parcourir librement les terres italiennes qu'on appelle libres; nous n'en abuserons pas par une publicité dangereuse.

« Que le gouvernement sarde donne à Garibaldi l'assurance, soit directement, soit par Ricasoli ou Farini, que, s'il agit au-delà de la frontière actuelle, il aura les vœux et l'approbation tacite du Piémont; qu'il aura son concours, si l'Autriche ou les puissances voulaient intervenir entre les Italiens et leurs maîtres.

« A ces conditions loyalement remplies, nous promettons sur l'honneur :

« 1° Le secret absolu sur tout ceci, *aujourd'hui et demain*, tant qu'il plaira au gouvernement sarde ;

« 2° L'insurrection de la Sicile, sitôt que les nôtres auront passé la Catholica; avant même, s'il le faut, pourvu qu'on nous avertisse;

« 3° L'insurrection du royaume de Naples, dès que Garibaldi sera sur la frontière des Abruzzes; et entre l'insurrection de Sicile et le mouvement des provinces, l'insurrection de Naples sera indubitable;

« 4° L'offre d'annexion au roi qu'il devra accepter purement et simplement; cette offre, toute opposition cessant de notre part, est également certaine.

« Le reste viendra de soi.

« Tout cela devra se faire vite. Le temps perdu tourne à l'avantage de l'ennemi. Les gouvernements du centre commencent à manquer d'argent. Le mécontentement, par suite de la désillusion éprouvée, s'accroît dans l'ombre; il éclatera en anarchie.

« Les moyens de défense du royaume augmentent. L'inertie fatigue les peuples et les volontaires. Les mouvements se localisent. L'enthousiasme se perd. Il faut agir ou périr. Nous ne provoquons pas les mécontentements des peuples; mais nous devons les utiliser pour combattre dans la première crise, maî-

tres décrépits et gouvernements épuisés. Si nous n'agissons pas, nous tomberons inévitablement, je le dis avec douleur et certitude, dans la guerre civile et l'anarchie. Avec un instant de résolution, le Piémont peut faire que l'Italie soit. Le roi peut devenir l'homme du siècle.

« Si ces bases peuvent être acceptées, traitons, et sur-le-champ. Au cas contraire, toutes les négociations deviennent inutiles. Je suis irrévocablement déterminé à rester absolument indépendant dans ma conduite, si l'on juge ces propositions excessives.

« Mais que le gouvernement sarde ne se fasse pas illusion sur sa position. Il ne connaît ni les peuples, ni les partis, s'il ne comprend pas que deux mois encore de tergiversations peuvent changer la popularité apparente dont il jouit en antagonisme et en un souffle de réaction.

« G. Mazzini. »

(Dans le journal *Roma e Venezia,* et dans le *Monde*, 21 janvier 1860).

Appendice au Chapitre VII.

—

Lettre d'un des chefs Carbonari écrite le 20 *octobre* 1821.

« Dans la lutte maintenant engagée entre le despotisme sacerdotal ou monarchique et le principe de liberté, il y a des conséquences qu'il faut subir, des principes qu'avant tout il importe de faire triompher. Un échec était dans les événements prévus; nous ne devons pas nous en attrister plus que de mesure; mais si cet échec ne décourage personne, il devra, dans un temps donné, nous faciliter les moyens pour attaquer le fanatisme avec plus de fruit. Il ne s'agit que de toujours exalter les esprits, et de mettre à profit toutes les circonstances. L'intervention étrangère, dans les questions, pour ainsi dire, de police intérieure, est une arme effective et puissante, qu'il faut savoir manier avec dextérité. En France, on viendra à bout de la branche aînée, en lui reprochant incessamment d'être revenue dans les fourgons des Cosaques; en Italie, il faut rendre aussi impopulaire le nom de l'étranger, de sorte que, lorsque Rome sera sérieusement assiégée par la révolution, un secours étranger soit tout d'abord un affront, même pour les indigènes fidèles.

« Nous ne pouvons plus marcher à l'ennemi avec l'audace de nos pères de 1793. Nous sommes gênés par les lois et bien plus encore par les mœurs; mais, avec le temps, il nous sera permis peut-être d'atteindre le but qu'ils ont manqué. Nos pères mirent trop de précipitation à tout, et ils ont perdu la partie. Nous la

gagnerons si, en contenant les témérités, nous parvenons à fortifier les faiblesses.

« C'est d'insuccès en insuccès qu'on arrive à la victoire. Ayez donc l'œil toujours ouvert sur ce qui se passe à Rome. Dépopularisez la prêtraille par toute espèce de moyens ; faites au centre de la catholicité ce que nous tous, individuellement ou en corps, nous faisons sur les ailes. Agitez, jetez sur la rue sans motifs ou avec motifs, peu importe, mais agitez. Dans ce mot sont renfermés tous les éléments de succès. La conspiration la mieux ourdie est celle qui se remue le plus et qui compromet le plus de monde. Ayez des martyrs, ayez des victimes, nous trouverons toujours des gens qui sauront donner à cela les couleurs nécessaires. »

(Crétineau-Joly. *L'Eglise Romaine en face de la révolution*. Vol. II, p. 33.)

Appendice au Chapitre VIII.

—

Lettre d'un des chefs de la Jeune Italie, *écrite de Livourne, le 2 novembre* 1844, *sous le pseudonyme de Beppo.*

« Nous marchons à grandes guides, et chaque jour nous incorporons de nouveaux, de fervents néophites dans le complot. *Fervet opus;* mais le plus difficile reste encore non-seulement à faire, mais même à ébaucher. Nous avons acquis, et sans de trop grandes peines, des moines de tous les ordres, des prêtres d'à peu près toutes les conditions, et certains monsignori intrigants ou ambitieux. Ce n'est peut-être pas ce qu'il y a de meilleur ou de plus respectable; mais n'importe. Pour le but cherché, un *Frate*, aux yeux du peuple, est toujours un religieux, un prélat sera toujours un prélat (1). Nous avons complétement échoué sur les Jésuites. Depuis que nous conspirons, il a été impossible de mettre la main sur un Ignacien (2), et il faudrait savoir pourquoi cette obstination si unanime. Je ne crois pas à la sincérité de leur foi et de leur dévouement à l'Eglise; pourquoi n'avons-nous donc jamais près d'un seul pu saisir le défaut de la cuirasse (3)? Nous n'avons pas de Jésuites avec nous; *mais nous pouvons toujours dire et faire dire qu'il y en a, et cela reviendra*

(1) Cette hypocrite déclaration est conforme aux instructions données aux sectes d'Italie, comme on peut le voir dans le document publié par Crétineau-Joly. — Ouvr. cit. vol. II, p. 85-92.

(2) Parce que les Jésuites n'ont voulu faire partie d'aucune secte, les sectaires les appellent du nom de secte.

(3) En excluant ces vraies raisons, comment pouvait-il le comprendre?

absolument au même (1). Il n'en sera pas ainsi pour les cardinaux; ils ont tous échappé à nos filets. Les flatteries les mieux combinées n'ont servi à rien, de telle sorte qu'à l'heure présente nous nous trouvons aussi peu avancés qu'à la première. Pas un membre du Sacré Collége n'a donné dans le piége. Ceux qu'on a sondés, auscultés, ont tous, au premier mot sur les sociétés secrètes et sur leur puissance, fait des signes d'exorcisme, comme si le diable allait les emporter sur la montagne (2); et Grégoire XVI mourant (ce qui va arriver prochainement), nous nous trouverons comme en 1823, à la mort de Pie VII.

« Que faire dans cette occurrence? Renoncer à notre projet n'est plus possible, sous peine d'un ridicule ineffaçable. Attendre un quine à la loterie, sans avoir pris de numéros, me paraîtrait trop merveilleux; continuer l'application du système, sans pouvoir espérer une chance même incertaine, me produit l'effet de jouer à l'impossible. Nous voici qui touchons au terme de nos efforts. La révolution s'avance au galop, portant en croupe des émeutes sans fin, des ambitieux sans talent et des bouleversements sans valeur; et nous qui avions préparé toutes ces choses, nous qui avions cherché à donner à cette révolution un suprême dérivatif, nous nous sentons frappés d'impuissance au moment d'agir souverainement. Tout nous échappe, la corruption seule nous reste pour être exploitée par d'autres (3). Le Pape futur, quel qu'il soit, ne viendra jamais à nous; pourrons-nous aller à lui? Ne sera-t-il pas comme ses prédécesseurs et ses successeurs, et ne fera-t-il pas comme eux? Dans ce cas-là, demeurerons-nous sur la brèche et attendrons-nous un miracle? Le temps en est passé, et nous n'avons plus d'espoir que dans l'im-

(1) Les sectaires eurent la preuve du contraire et durent avoir recours à d'autres armes.

(2) Allusion à la tentation de Jésus-Christ transporté sur une haute montagne par l'esprit malin.

(3) Cette arme des sectes italiennes recommande la bonté de leurs institutions.

possible. Grégoire mort, nous nous verrons ajournés indéfiniment. La révolution, dont l'heure approche un peu partout, donnera peut-être un nouveau cours aux idées. Elle changera, elle modifiera, mais, à vrai dire, ce ne sera pas nous qu'elle élèvera. Nous nous sommes trop renfermés dans le demi-jour et dans l'ombre ; n'ayant pas réussi, nous nous sentirons effacés et oubliés par ceux qui mettront à profit nos travaux et leurs résultats. Nous n'aboutissons pas, nous ne pouvons pas aboutir ; il faut donc succomber et se résigner au plus cruel des spectacles, à celui de voir le triomphe du mal que l'on a fait, et de ne pas partager ce triomphe (1). »

Crétineau-Joly. *L'Eglise Romaine en face de la révolution.* Vol. II, p. 162.

(1) N'est-ce pas le génie du mal qui parle par la bouche des chefs des sectes modernes d'insurrection ?

Appendice au Chapitre XXI.

—

I. *Protestation du roi de Naples contre quelques actes de Garibaldi en Sicile.*

Naples, 21 août 1860.

« Le général Garibaldi, après avoir envahi la Sicile, non content d'avoir usurpé la bannière royale de Sardaigne et revêtu tous ses actes du nom du roi Victor-Emmanuel, a, par décret du 3 courant, mis en vigueur le Statut piémontais et obligé tous les fonctionnaires et les municipalités, nommées par la révolution, à prêter serment de fidélité au roi Victor-Emmanuel.

« Le gouvernement de Sa Majesté se croit en devoir de porter à la connaissance de toutes les puissances, ces nouvelles usurpations et ces attentats, qui foulent aux pieds les prérogatives les plus évidentes de la souveraineté, les principes les plus inébranlables du droit des gens, et font dépendre les destinées de toute une nation du caprice arbitraire d'une force étrangère.

« Le gouvernement de Sa Majesté voulant, au prix des plus grands sacrifices, éviter l'effusion du sang, en suite de la promulgation de l'acte souverain du 25 juin, et dans le désir de mettre en harmonie sa politique avec celle de la Sardaigne, pour le maintien de la paix en Italie, a espéré la solution de la question sicilienne dans ses longues et persévérantes négociations.

« Cette dernière espérance étant déçue, le gouvernement de Sa Majesté, par l'organe du soussigné, ministre secrétaire d'Etat

aux affaires étrangères, se voit dans la nécessité de dénoncer à ..... ces attentats, qui se commettent sous la pression d'une force étrangère en Sicile, de protester fermement contre tous les actes qui tendent à nier ou affaiblir les droits légitimes du Roi, son auguste maître, et déclare qu'il ne reconnaîtra aucune de leurs conséquences, étant fermement décidé à maintenir les amples institutions libérales promises spécialement à la Sicile, et à ne pas transiger quant au principe, fondé sur l'histoire et le droit public européen, qui réunit sous la royale maison de Bourbon les deux royaumes de Naples et de Sicile.

« Le soussigné profite, etc.

« *Signé* DE MARTINO. »

—

II. *Déclaration du ministre de Martino communiquée à sir Elliot, le* 27 *août* 1860.

« Après avoir épuisé toutes ses forces pour empêcher l'invasion du continent et délivrer ses peuples d'une guerre inqualifiable, Sa Majesté sicilienne croit devoir accomplir un dernier sacrifice pour l'humanité.

La ville de Naples, capitale du royaume, centre de l'administration publique et dépôt des forces militaires de la monarchie, devrait être le dernier rempart de sa défense. Mais cette métropole est en même temps le centre de la civilisation, du commerce et de l'industrie; une grande population vit dans son sein, et de nombreux citoyens de toutes les parties du globe y ont établi leur famille et placé leurs capitaux.

« Mu par ces raisons, Sa Majesté le roi, désirant délivrer la ville de Naples des calamités de la guerre, ordonnera à ses généraux de la manière la plus précise :

« 1° Que, selon les besoins de la guerre, les troupes royales doivent déployer leur action hors de l'enceinte de la capitale;

« 2° Qu'il ne reste dans la ville d'autre garnison que celle qui est nécessaire en temps de paix, et que l'on confie à cette garnison ainsi qu'à la garde nationale le maintien de l'ordre public;

« 3° Que les forces royales s'abstiennent de faire feu d'aucune manière contre la ville, excepté en cas de défense contre les attaques des assaillants quels qu'ils soient.

« Sa Majesté veut que toute crainte de bombardement cesse pour les étrangers comme pour les habitants du pays.

« Interprète des intentions très-clémentes de son auguste Souverain, le gouvernement de Sa Majesté fait tout ce qui est posble pour délivrer Naples de la calamité de la guerre, comme il a fait autant qu'il l'a pu, jusqu'à présent, pour prévenir l'invasion du royaume.

« On ne pourra donc l'imputer à Sa Majesté, si l'ennemi n'imite pas cet exemple et s'il porte inutilement les hostilités dans cette importante et pacifique capitale.

« Croyant que de telles dispositions peuvent tranquilliser les sujets étrangers, le soussigné, etc. a l'honneur d'en informer son Excellence M. Elliot, etc., le priant de transmettre cette note à son gouvernement et d'aviser aux moyens par lesquels, dans l'intérêt même de la civilisation et de ses nationaux, grâces aux mesures compatibles avec le droit public, la neutralisation de la ville de Naples, dans un rayon déterminé, puisse avoir son effet complet et devienne une réalité pour chaque parti. »

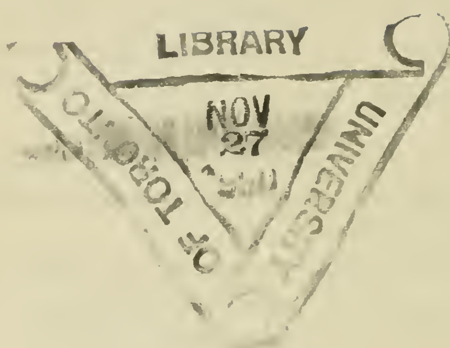


Table des Chapitres.

FIN DU PREMIER VOLUME.



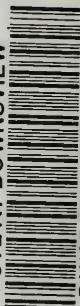
PLAN DE PALERME & DE SES ENVIRONS.

Arsenale



PLAN
DE
PALERME
& DE SES
ENVIRONS.
1 Palazzo reale.
2 Piano del palazzo
3 Palazzo Arcivescovile
4 Cattedrale.
5 Collegio
6 Porta di Castro.
7 Porta nuova.
8 Porta di Montalto.
9 Porta di S: Agata.
10 Porta S Antonino.
11 Porta di Termini.
12 Porta Reale.
13 Porta di Greci.
14 Porta Felice.
15 Castello.
16 Porta di S: Giorgio.
17 Porta Macqueda.
18 Porta di Carini.
19 Porta di Omena.
21 Palazzo pretorio o del Senato.
22 Fieravecchia.
Strada di Morreale
Vignicella
Capuccini
Grazia
Fiume Oreto
Guadagna
Ponte della Guadagna
Ponte dell' ammiraglio
Strada di Misilmeli
Orto botanico
Via della Bagheria
Flora
S. Franc. di Paolo
Piana dei Colli
Via favorita
Giardino Inglese
Carcere nuovo
Luogo della Consolazione
Parrocchia del borgo
Quartieri dei 4 venti
Quartieri dei quattro venti
Arsenale
Forte e lanterna del molo
Braccio del molo




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 10 17 07 03 017 8